

DE QUOI LA N-VA EST-ELLE LE NOM ?

Ce livre est une plongée didactique dans la Flandre politique pour dépasser les nombreuses incompréhensions entre francophones et flamands.

Partant du constat que les médias du Nord et du Sud du pays font trop souvent l'impasse sur leurs actualités mutuelles, alimentant ainsi les incompréhensions et clichés, ce livre démonte les caricatures et analyse la méconnaissance et les préjugés qui règnent entre les communautés du royaume.

Comment comprendre les victoires électorales de la N-VA ? Comment un jeune parti a-t-il su tirer profit du contexte politique et sociétal pour se mettre au diapason du sentiment majoritaire des Flamands ? Dans cet ouvrage sont livrées plusieurs clés de lecture, sans langue de bois. Une dissection pédagogique de la place singulière de la N-VA dans le paysage politique flamand, et de son habileté à maîtriser les techniques de communication contemporaines à destination de ses groupes-cibles privilégiés.

Dans les derniers chapitres du livre, ce travail d'éclaircissement examine les scénarios possibles pour la Belgique de demain, du statu quo à l'effondrement. Luc Barbé y indique également quels sont les facteurs essentiels de réussite pour donner un avenir durable à la Belgique en tant que pays.



LUC BARBÉ, député de 1991 à 1995 pour Agalev, ancien secrétaire politique du groupe Ecolo-Groen au Parlement fédéral, il fut chef de cabinet d'Olivier Deleuze, Secrétaire d'État entre 1999 et 2003. Auteur de *Kernenergie in de Wetstraat*, *dissectie van de deals* (2005) et de *La Belgique et la bombe. Du rêve atomique au rôle secret dans la prolifération nucléaire* (Etopia, 2014), il publie régulièrement des cartes blanches dans *De Morgen*.

ALAIN GERLACHE (préface) est journaliste indépendant. Il collabore avec différents médias, tant francophones que flamands : RTBF, TV5Monde, *De Morgen*, VRT. Auparavant, il a été notamment Directeur de la Télévision à la RTBF et porte-parole du Premier Ministre Guy Verhofstadt lors du gouvernement Arc-en-Ciel.



etopia_

ISBN 978-2-930558-21-9

DÉPÔT LÉGAL D/2019/11.983/1

PRIX TTC : 17 EUROS



9 782930 558219

LA N-VA EXPLIQUÉE AUX FRANCOPHONES • LUC BARBÉ



LUC BARBÉ

PRÉFACE D'ALAIN GERLACHE



ÉDITIONS ÉTOPIA

LA N-VA

EXPLIQUÉE AUX FRANCOPHONES

LUC BARBÉ

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	4
AVANT PROPOS	8
PARTIE I : LE CONTEXTE ET SON EXPLOITATION PAR LA N-VA	12
1 LE POUVOIR CHANGE DE MAIN	14
2 BHV	22
3 IN DE WARANDE	40
4 VIVRE-ENSEMBLE ET DIVERSITÉ	68
5 LA WALLONIE	96
6 BRUXELLES	118
PARTIE II : CLÉS DE LECTURE	146
7 LES TRANSFERTS	148
8 CE QUE LES FLAMANDS NE COMPRENNENT PAS	156
9 LE LIVRE DE L'ANNÉE	176
10 LANGUE ET CITOYENS	184
11 DÉFI, CE PARTI « FRANCOFOU »	196
12 VERS UN DIALOGUE DES MÉMOIRES?	206
PARTIE III : LA N-VA ET LES AUTRES PARTIS FLAMANDS	218
13 RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE	
« LE PROFIL DES ÉLECTEURS FLAMANDS EN 2014 »	220
14 LES AUTRES PARTIS FLAMANDS	232
PARTIE IV : LA N-VA, UN PARTI EN PLEINE SANTÉ	250
15 BART DE WEVER, HÉROS FLAMAND	250
16 FRAMING & DISPOSITIF NARRATIF	258
17 INTÉRÊT DU PARTI ET GROUPE-CIBLE	282
18 TECHNIQUES DE COMMUNICATION	294
PARTIE V : QUATRE SCÉNARIOS D'AVENIR POUR LA BELGIQUE	314
19 FORCES	314
20 SCÉNARIOS	334
21 COMMENT PARVENIR À UNE PACIFICATION DURABLE?	346
CONCLUSIONS	356
ANNEXE	372
INDEX	374
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE	378

PRÉFACE

ALAIN GERLACHE

Rarement dans l'histoire politique du dernier demi-siècle en Belgique, un parti n'aura autant été au centre de l'attention de ses partisans et de ses adversaires que la Nieuwe-Vlaamse Alliantie, la NVA. Née sur les cendres d'une Volksunie anéantie par les dissensions provoquées par tentative de réaliser son programme fédéraliste par la participation au pouvoir, on ne donnait pas cher de sa peau lors de son lancement par quelques fidèles de l'aile la plus conservatrice du mouvement flamand.

La suite est connue. Mais comment en est-on arrivé là ? Quels sont les ressorts qui ont fait de cette formation la plus importante de la Flandre et même de la Belgique ? C'est ce que décrit (ce livre) avec rigueur et précision, sans complaisance, ni a priori. A l'ère de la volatilité de l'information, les ouvrages qui approfondissent les sujets d'actualité sont plus indispensables que jamais et celui-ci en est un parfait exemple. Par son parcours personnel et professionnel, sa curiosité, ses intérêts, l'auteur connaît parfaitement son sujet et aussi le public auquel il s'adresse : le monde francophone.

L'intérêt de ce travail ne s'arrête pourtant pas aux nationalistes flamands. Contrairement à l'impression que crée souvent l'agitation politico-médiatique, la NVA n'est pas la toute la Flandre. Mais il est tout aussi vrai que l'on ne peut pas comprendre la NVA si on ne connaît pas la Flandre. Dans la perception de la NVA au Sud du pays, c'est d'abord là que le bât blesse, malgré les apparences.

Wallons ou bruxellois, tous les belges francophones ont en eux quelque chose de la Flandre. Quels que soient leurs sentiments à son égard. C'est même une des choses qui les distinguent des français. Ça commence parfois dès le plus jeune âge. Un nom à consonnance flamande. Un membre de la famille. Le souvenir d'une excursion scolaire à Bruges ou au Zoo d'Anvers. Des vacances à la Côte, voire, pour les plus fortunés, un appartement à la mer que les amis sont toujours heureux de louer pour un weekend. Des cours de néerlandais plus ou moins appréciés et, parfois, un examen de passage qui assombrit l'été. Un service militaire au nord du pays pour ceux qui l'ont encore accompli. Une année sur deux, la chanson flamande qui représente la Belgique à l'Eurovision ou, dans un autre style musical, le festival de Werchter ou Tomorrowland. Un

visage, un message ou une rencontre via ces applis qui ne connaissent pas les frontières. L'enseignement néerlandophone que l'on choisit pour ses enfants à Bruxelles. La longue histoire des tensions politiques communautaires que l'on voit défiler depuis si longtemps au JT ou maintenant sur son smartphone, ce qui démontre qu'elles traversent les époques et les révolutions technologiques. C'est dire si la Flandre, nous les francophones de Belgique, nous la connaissons bien, n'est-ce pas ?

En sommes-nous si sûrs ? Quelle Flandre connaissons-nous ? La Flandre telle qu'est, dans toute sa diversité, ou son image restreinte par les clichés de toute sortes ?

J'ai vécu la plus grande partie de mon existence à proximité de la frontière linguistique. De Wavre, où j'ai passé mon adolescence, à Waterloo où j'ai longtemps résidé, la Flandre n'a jamais été bien loin. A l'école, je côtoyais quelques flamands venus étudier en Wallonie. Même aujourd'hui à Liège où je vis dorénavant, je constate que le néerlandais, celui de Flandre et des Pays-Bas, est bien plus présent qu'on ne le croit de prime abord : autour des endroits les endroits touristiques, dans les rues commerçantes ou dans les musées et les sous-titres des représentations à l'Opéra, un bilinguisme qui honore ces institutions culturelles. Quant à la RTBF où j'ai passé la plus grande partie de ma carrière, il suffit de traverser le couloir central du bâtiment, cette frontière invisible, pour se retrouver à la VRT.

Mais se comprend-on parce qu'on vit côte à côte ou que l'on se croise parfois ?

Je mesure la chance que j'ai eue de pouvoir aller plus loin que cette simple coexistence. D'abord pendant mes études de philologie germanique à l'Université Catholique de Louvain. C'était après la scission de l'UCL et de la KUL mais avant que le transfert vers Louvain-La-Neuve ne soit terminé. Une sorte d'entre d'eux apaisé où seuls quelques graffitis délavés rappelaient les emblématiques slogans « Leuven Vlaams » (Louvain flamand) et « Walen Buiten » (Les wallons dehors) et témoignaient des combats acharnés menés quelques années plus tôt. Pour parfaire mon néerlandais, j'avais décidé de *kotter* dans un immeuble où n'habitaient que des étudiants flamands. Nous ne parlions pas de « l'Affaire de Louvain », sans doute

pour éviter les sujets qui risquaient de fâcher et puis surtout parce qu'elles nous apparaissaient appartenir au passé. Ce qui nous passionnait dans nos discussions menées exclusivement en néerlandais, c'était la culture flamande, la musique, la littérature, les films et la politique ! La plupart d'entre eux étaient membres d'une organisation radicale d'extrême-gauche, ancêtre du PTB-PVDA. J'ai surtout retenu de cette période que, contrairement aux clichés trop souvent véhiculés au sud de la frontière linguistique, tous les flamands n'étaient pas des anti-francophones primaires ou des sympathisants de la collaboration pendant la deuxième guerre. Il suffisait d'aller à leur rencontre pour le comprendre.

Plus de deux décennies plus tard, nouvelle expérience dans un milieu presque exclusivement composé de flamands et très politique aussi, et pour cause : le Cabinet du 16 rue de la Loi lors du gouvernement « Arc-en-ciel » rassemblant les libéraux, les socialistes, et les écologistes. Assurer la communication du Premier ministre, c'est d'abord intégrer l'existence de deux paysages médiatiques distincts. On s'en aperçoit lorsque que l'on a dans son bureau quatre écrans qui diffusent les JT des chaînes belges. Et même lorsque ce sont les mêmes sujets qui sont abordés, ils le sont souvent de manière très différente. Si l'expression « deux démocraties » est devenue polémique, on ne peut nier l'existence en Belgique de deux opinions publiques qui au mieux s'ignorent et souvent s'opposent. A cause de leurs différences ? Sans doute. Mais surtout à cause d'une méconnaissance mutuelle qui ouvre la voie à toutes les caricatures dont le monde politique est friand, particulièrement quand s'agit de resserrer les rangs de ses partisans ou d'éluder ses responsabilités. Si l'on perçoit bien en quoi ce genre de rhétorique sert les partisans de la séparation du pays, on la comprend moins dans la bouche de ceux qui prétendent se battre pour son unité.

Ces derniers mois ont été mouvementés, pour la Belgique et pour la NVA qui vivent toutes les deux une période d'incertitude. Le prochain scrutin y mettra peut-être fin, dans un sens comme dans un autre, ou fera persister le doute et les interrogations. Etrange destin parallèle de ce pays et de ce parti que tout oppose pourtant.

*Soyez prudents
Quand vous dispersez mes cendres.
Les roses fleurissent !*

Luc Barbé

AVANT-PROPOS

Ce livre s'inspire de mon irritation à l'égard de plusieurs éléments, à commencer par les caricatures qui ont cours dans le pays. Celles des Flamands sur les Wallons et les Bruxellois. Celles des Wallons à propos des Flamands et des Bruxellois. Mais aussi celles des Bruxellois concernant les Flamands et les Wallons. Ces propos que nous tenons les uns sur les autres sont parfois amusants, mais souvent ils sont aussi révoltants, voire choquants. Ils sont parfois tenus en connaissance de cause, pour des raisons de positionnement, mais ils ont parfois pour unique objectif de « rabaisser » l'autre, purement et simplement. J'éprouve de la tristesse également à constater à quel point les Bruxellois et les Wallons connaissent peu la Flandre. Cette ignorance est génératrice d'interprétations erronées et donne lieu à des caricatures et à une colère parfaitement inutiles. Quant aux Flamands, ils n'en savent pas beaucoup plus sur les Bruxellois et les Wallons. Pour y remédier, quelqu'un d'autre que moi devra prendre une initiative. Dans ces pages, je m'adresse aux Belges francophones. J'y dépeins le ressenti de la Flandre, ce qu'elle pense des Bruxellois et des Wallons. J'élucide les grandes évolutions de la sphère politique et de la société. Vous voulez surtout savoir pourquoi tant de Flamands votent pour la N-VA. C'est effectivement la thématique principale de cet ouvrage, que je termine avec quatre scénarios d'avenir possibles et une série de conclusions. La crise autour du pacte migratoire, en décembre 2018, suivi par la chute du gouvernement fédéral, est évidemment un événement politique majeur. Lors de la rédaction finale de ce livre – fin décembre –, il était trop tôt pour dire qui en profiterait à court et moyen terme. Quels que soient ces événements, les constats et conclusions de cet ouvrage me semblent garder toute leur pertinence.

Mon propos n'a pas été d'écrire une histoire de la politique flamande des vingt dernières années, du Mouvement flamand ou de la N-VA. Une telle entreprise aurait exigé un nombre de pages cinq fois supérieur. Je me suis limité aux éléments qu'il est important, selon moi, de vous communiquer en l'état actuel des choses. Autrement dit, j'ai opéré un choix personnel et subjectif. Mes analyses ne sortent pas non plus de ma manche, à la façon d'un prestidigitateur. Je travaille quotidiennement depuis plus de vingt-cinq ans avec des bruxellois francophones, des

Wallons, et de temps en temps avec des germanophones. Dans les années 1990, j'ai siégé pour Agalev – aujourd'hui Groen – à la Chambre des représentants et au Parlement flamand. J'ai également assuré pendant de nombreuses années la fonction de secrétaire politique du groupe commun Ecolo-Groen à la Chambre, où j'ai pu observer jour après jour les nuances – pour ne pas dire les différences – de lecture de l'actualité chez Ecolo et chez Groen. En tant que chef de cabinet du Secrétaire d'Etat à l'Energie, Olivier Deleuze, j'ai été moi-même un rouage de la machinerie politique belge, à un poste d'observation rêvé pour approfondir mes connaissances sur notre pays compliqué. Ces dernières années j'ai aussi rédigé des articles d'opinion pour *Knack* et *Le Vif*. Au fil des ans, j'ai été en contact avec des centaines de personnes à Bruxelles et en Wallonie. Je suis attentivement les médias néerlandophones et francophones depuis vingt-cinq ans, j'ai lu un grand nombre d'ouvrages, et j'ai eu des échanges de vues avec des dizaines d'interlocuteurs des quatre coins de la Belgique francophone – de Mouscron à La Louvière, d'Ixelles à Enghien, de Mons à Charleroi, Namur, Molenbeek, Rochefort, Gerpennes, Liège ou Verviers. Nous avons parlé, parfois jusqu'à l'épuisement, des angoisses et des aspirations des Flamands, des bourgmestres bruxellois, de l'histoire wallonne et de bien d'autres sujets. Ces dernières années, je suis souvent allé en Wallonie et à Bruxelles pour y évoquer la Flandre, les réformes de l'Etat et le succès de la N-VA. Chacune de ces présentations a suscité des feedbacks intéressants. D'une certaine manière, cet ouvrage est donc le produit d'un processus d'apprentissage très long, qui s'est appuyé non seulement sur des articles et des livres, mais aussi sur une expérience de terrain.

Ce livre n'est pas un pamphlet signé par un responsable politique écologiste et il ne contient pas de propositions de Groen et d'Ecolo. Il faut le voir comme le propos d'un observateur privilégié qui tente un travail de pédagogie et d'éclaircissement.

J'ai choisi de n'insérer que très peu notes de bas de page pour ne pas alourdir la lecture, et parce que je vise un public aussi large que

possible. Ceux qui souhaitent connaître mes sources peuvent consulter la bibliographie en fin d'ouvrage, la liste des citations sur le site d'Etopia, ou m'envoyer un e-mail.

Le livre contient un certain nombre de citations. C'est un choix parfaitement délibéré. Je pense qu'elles apportent une valeur ajoutée non négligeable. Il est également rythmé par des encadrés qui visent à aider le lecteur à mieux comprendre la société flamande.

Je voudrais également adresser quelques mots à mes amis et connaissances de la Belgique germanophone. Ce livre vous est aussi destiné, bien entendu. Il n'est que très peu question de vous, pour diverses raisons. Il n'existe quasiment aucune tension entre les Flamands et les germanophones et vous n'avez pas joué un rôle fondamental dans les questions communautaires brûlantes telles que le dossier BHV. Je ne prétends pas que toutes les aspirations institutionnelles des Germanophones ont été satisfaites, ni que les relations entre la Communauté germanophone et la Région wallonne ne sont entachées d'aucune tension, mais je connais moins ces sujets, et préfère donc ne pas en parler. Je pense que ce livre pourra néanmoins vous intéresser.

Je termine cet avant-propos par un appel. L'un d'entre vous pourrait-il écrire un livre sur ce que les Belges francophones pensent des Flamands, de la montée du régionalisme bruxellois et livrer votre regard sur la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles ? Pour ne citer que quelques-uns des sujets sur lesquels les Flamands devraient en savoir davantage. Cette initiative serait particulièrement utile. Puisse ce livre ne pas aller à sens unique et marquer le début d'un dialogue respectueux et constructif. Bonne lecture.

Vos questions et vos réactions sont à envoyer à cette adresse :

barbe@telenet.be

Luc Barbé

PARTIE I

LE CONTEXTE ET SON EXPLOITATION PAR LA N-VA

Comment expliquer le succès d'un parti politique ? Pourquoi certaines formations séduisent-elles les électeurs alors que d'autres n'y parviennent pas ? Pourquoi le succès peut-il s'évanouir du jour au lendemain ? Si quelqu'un s'avérait capable d'apporter les bonnes réponses à ces questions, il deviendrait le consultant politique le mieux rémunéré du pays. Les raisons qui expliquent le succès ou l'échec électoral sont forcément multiples. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte. Sur certains d'entre eux, comme la conjoncture économique, les partis n'ont aucune prise. Par contre, ils peuvent en maîtriser d'autres, comme leur stratégie de communication. Souvent, les raisons d'une victoire et d'un échec ne s'éclairent d'ailleurs qu'après coup. A cela s'ajoute que l'électeur des dernières années se fait plus versatile – sa préférence électorale est beaucoup moins « fixée » que par le passé. Dans la génération de mes parents, certains votaient pour le même parti toute leur vie. Aujourd'hui, je connais des trentenaires qui ont déjà voté pour trois ou quatre partis différents. Et comme il arrive que plusieurs élections se tiennent le même jour, par exemple aux niveaux fédéral, régional et européen, la palette des choix possibles est encore élargie et nombre de citoyens n'hésitent pas à « panacher » leur vote.

En ce qui concerne la NV-A, son succès ne tient pas uniquement à son programme et ses figures de proue. Car ce parti sait aussi exploiter le contexte politique et sociétal. Dans ce premier chapitre, je décrirai les éléments principaux de ce contexte. Un autre chapitre sera consacré aux facteurs propres à la N-VA, qui ont joué – et jouent encore – une part importante dans sa réussite. Il y sera question du président, Bart De Wever, et de la stratégie de communication du parti.

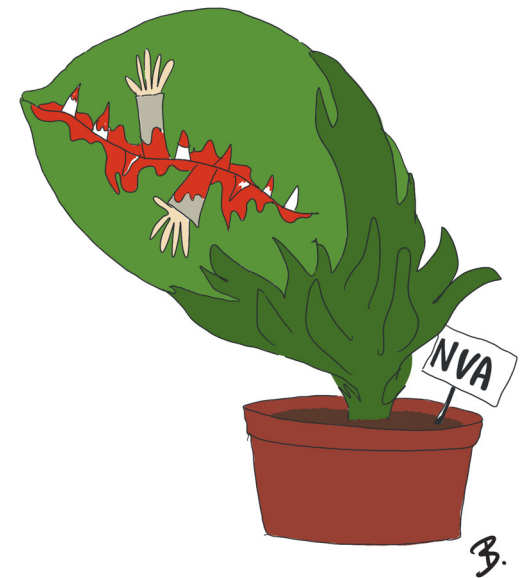
CHAPITRE 1

LE POUVOIR CHANGE DE MAIN

2007



2010



Dessin de Baptiste Erkes

Nous étions quelque part en 2007. Marc et moi étions de vieux amis. Surtout, Marc était un des meilleurs analystes de la politique flamande et belge que je connaisse. Ce jour-là, il a attiré mon attention sur une tension de plus en plus palpable au sein de la société flamande. Les Flamands votent majoritairement au centre et à droite, tandis que le gouvernement fédéral gouverne au centre-gauche depuis des années. Cette tension va croissante, soutenait-il, et elle fera forcément basculer la situation.

Groen et le sp.a, dans les années 1990, obtenaient ensemble entre 25 et 30 % des suffrages. Certes, une partie des voix de la gauche allaient au CD&V et à la Volksunie. Mais la gauche de l'époque, comme aujourd'hui, était loin de recueillir 50 % des voix. Elle devait se contenter de maximum 40 %. Pendant ce temps-là, le niveau fédéral était gouverné au centre-gauche. Le PS est resté présent au gouvernement fédéral de façon ininterrompue du 9 mai 1988 à la prestation de serment de Charles Michel, le 11 octobre 2014. A l'exception des quatre années des gouvernements Leterme et Van Rompuy, le sp.a a été de tous ces gouvernements également.

J'entends parfois des interlocuteurs francophones affirmer que ces gouvernements fédéraux, dans les faits, auraient gouverné au centre-droit. La perception du côté flamand est tout autre. En Flandre, ces gouvernements, au sein desquels le PS était présent, étaient considérés comme des gouvernements de centre-gauche. C'est-à-dire en opposition avec le choix de la majorité des électeurs flamands. Et mon ami Marc me prédisait depuis des années que cette situation était intenable, qu'un basculement se produirait tôt ou tard. L'arrivée de la coalition violette et du gouvernement Verhofstadt I, en 1999, a certainement marqué un point d'inflexion, mais d'un autre genre. Pour la première fois depuis un demi-siècle, les démocrates-chrétiens flamands (et francophones) étaient contraints de rejoindre les bancs de l'opposition. Mais ce n'était pas encore un gouvernement *sans* le PS. Si le gouvernement Verhofstadt I dégageait de l'enthousiasme, de l'espoir et du dynamisme, Verhofstadt II a subi l'usure du pouvoir. Fin 2007, son étoile avait pâli. Après une longue traversée du désert, Yves Leterme et le CD&V étaient prêts à

revenir au niveau fédéral. Leterme, qui avait fait de la bonne gouvernance son cheval de bataille, était parvenu à saper complètement la crédibilité du premier ministre et de son équipe. En outre, l'absence de solution dans le dossier BHV avait certainement joué un rôle dans cette usure.

Yves Leterme, l'homme aux huit cent mille voix. Quelle performance! Et quelles attentes ont été placées en lui. Pourtant, le bilan des « années Leterme » est catastrophique. Pour lui, pour son parti et pour le pays. Il n'est bien sûr pas seul en cause, mais la situation n'aurait jamais déraillé à ce point-là avec un Guy Verhofstadt ou un Herman Van Rompuy. Ce sont les années du dossier BHV, véritable sac de nœuds, de la crise bancaire et de dizaines d'autres dossiers d'importance diverse. Les grandes questions des Flamands restent sans réponse. Pas de solution pour BHV. Pas de politique de droite. Pas de bonne gouvernance. Pas de changement. Toujours le même « bazar », mais au carré cette fois. L'historien et journaliste Marc Reynebeau a eu ces mots pour résumer le personnage Leterme : « ... cet homme n'a connu que des échecs : échec comme formateur, échec comme premier ministre, échec comme réformateur de l'Etat, échec comme héraut de la bonne gouvernance. Au bout du compte, il y a surtout Leterme et sa rancœur ».

En 2010, des millions de Flamands disent que cette fois-ci les choses doivent changer. Vraiment changer. La N-VA obtient une victoire historique et devient le premier parti néerlandophone, avec 28 % à la Chambre et 32 % au Sénat. En Flandre, les trois partis traditionnels n'ont même plus de majorité (alors que du côté francophone, le PS, le MR et le cdH conservent 85 % des sièges francophones à la Chambre). Le journaliste de la VRT, Marc Van de Looverbosch, aura ces mots si justes en évoquant le CD&V : « il nourrit le monstre, ce monstre sorti de sa cage et qui mord à présent la main qui l'a nourri ».

S'ensuit la plus longue période de formation gouvernementale de notre histoire : 541 jours. Et tout cela pour quoi ? Pour obtenir un gouvernement emmené par un Wallon, socialiste de surcroît, et privé de majorité côté flamand. Pour les électeurs de la N-VA, c'est la gifle. Ils ne peuvent que constater que leur voix n'a eu aucun impact. Au contraire même,

le résultat de ces négociations gouvernementales est inédit mais pire encore qu'un gouvernement belge traditionnel. Un socialiste wallon est à la tête d'un gouvernement qui, du point de vue démocratique, n'a même pas le soutien de la majorité des Flamands ! La N-VA promet de combattre impitoyablement, jour et nuit, ce « gouvernement taxateur ».

La scission de BHV et la nouvelle réforme de l'État soulageront quelque peu la pression, il est vrai, mais sans pouvoir faire taire la frustration que suscite, tant chez de nombreux Flamands que chez nombre de journalistes et leaders d'opinion, l'orientation socio-économique du gouvernement Di Rupo, perçue comme gauchiste. Les réformes indispensables du marché du travail et des pensions sont de nouveau remises aux calendes grecques, soutiennent-ils. « Ce gouvernement menace la prospérité de six millions de Flamands », entend-on dire de plus en plus souvent. Bart De Wever saute sur l'occasion pour faire infuser son histoire de la Belgique et de ses « deux démocraties ». Un exemple : « *La Belgique est une addition de deux démocraties. Nous avons une démocratie totalement scindée : il n'y a pas de langue nationale, ni de journaux nationaux, ni de partis nationaux. Il y a seulement une démocratie flamande et une démocratie francophone. Cela n'existe nulle part ailleurs. L'une de ces démocraties, la francophone, est dominée par la gauche, et l'autre, la flamande, est de plus en plus dominée par la N-VA, qui est un parti de centre-droit. La Flandre veut suivre la voie allemande, celle de la réforme, tandis que la Wallonie veut suivre l'exemple latin, celui de François Hollande, qui consiste à dire "dépenses, dépenses, dépenses". Cette tension entre ces deux démocraties n'est pas tenable* ». Ce message, Bart De Wever va le marteler des centaines de fois, à tel point qu'il a pénétré en profondeur l'opinion publique flamande.

Ce n'est qu'en octobre 2014, avec la prise de fonctions du gouvernement Michel I, que les Flamands obtiennent leur gouvernement de droite. Un gouvernement sans le PS ! Quel soulagement pour beaucoup. Pour nombre d'électeurs de la N-VA, cette percée compense l'absence d'une nouvelle réforme de l'État. Le principal est ailleurs : le gouvernement

gouverne à droite et le PS est dans l'opposition après vingt-six années de présence au gouvernement fédéral. La situation s'est enfin renversée. Ouf.

Un autre élément joue dans la frustration de bon nombre de Flamands ces dix dernières années. Faire de la politique en Belgique n'a jamais été une sinécure. Mais l'exercice tient ces derniers temps du mythe de Sisyphe. En Belgique, on ne gouverne jamais seul. Au niveau fédéral, quatre ou cinq partis sont autour de la table. Mais il y a en plus le fait que le pouvoir, en Belgique, est morcelé. Il est réparti entre divers centres de tailles diverses et dotés d'une autonomie variable. À côté du gouvernement fédéral, il faut compter avec les Régions et les Communautés, les provinces, les intercommunales, les communes et les CPAS. Certains dossiers importants exigent un accord de coopération entre le gouvernement fédéral et les Régions et/ou les Communautés, ce qui nécessite des années de négociations. Sans oublier les procédures légalement obligatoires, comme la consultation de conseils consultatifs ou d'organes de concertation socio-économiques de premier plan, ou du Conseil d'État. Si ce système est sous-tendu par une certaine logique, les citoyens n'ont généralement que peu de compréhension de sur la complexité des dossiers et des procédures. Ils voudraient que les dossiers soient réglés rapidement et efficacement, qu'il s'agisse d'aménager une nouvelle piste cyclable ou de réformer le secteur hospitalier et le droit du travail. Pourquoi diable est-ce si long ? Nos responsables politiques sont-ils incompetents ? La classe politique ne se préoccupe-t-elle pas un peu trop de ses intérêts, en nommant un peu trop souvent des « amis » à des mandats grassement rémunérés ?

Je pense que les piliers, à cet égard, exerçaient en quelque sorte une fonction d'amortisseur. Quand ils disaient qu'il fallait encore attendre, on les écoutait. Cette autorité s'est évaporée aujourd'hui. En outre, à l'ère d'internet, les citoyens attendent de la rapidité. Pour eux, il devrait être naturel qu'on réponde immédiatement à un e-mail, que le complexe sportif de la commune soit érigé sans délais, que le RER soit construit sans plus attendre, etc. Or, il n'en est rien.

Par ailleurs, en Flandre, une série de dossiers symboliques reviennent dans les médias avec une régularité mécanique. Le « centre de loisirs » de la société Uplace, à Vilvorde et Machelen, semble être inextricablement bloqué dans des procédures et ne verra sans doute jamais le jour. A la plus grande joie des uns, et au désespoir de ses initiateurs, du Voka – l’organisation patronale flamande, équivalente à l’Union Wallonne des Entreprises – et de nombreux entrepreneurs flamands. Pour une fois qu’un grand et beau projet pointe à l’horizon, et que des entrepreneurs sont prêts à prendre des risques, voilà qu’au lieu de les aider, on les confronte au sabotage et au dédain. Un vrai scandale. Même topo pour le RER – le réseau express régional autour de Bruxelles – ou la taxation intelligente au kilomètre. En Flandre, tout le monde est pour, mais rien ne vient. Marre !

Il règne donc en Flandre une frustration certaine à l’égard de l’inertie systémique qui caractérise la conduite des politiques. Les journalistes flamands évoquent parfois la « force de pesanteur de la rue de la Loi » pour décrire le processus à travers lequel le premier ministre et son gouvernement, prenant leurs fonctions avec de l’enthousiasme et de nouvelles idées, sont rapidement confrontés à toutes sortes de difficultés qui ralentissent leurs projets, quand elles ne les rendent pas impossibles. Cette inertie suscite beaucoup de frustration, tant chez les Flamands ordinaires que chez les entrepreneurs. Une frustration à l’égard non seulement des partis politiques flamands, mais aussi des partis politiques francophones, en particulier les socialistes, même si ces derniers sont exclus du gouvernement fédéral depuis octobre 2014. Je pense que cette frustration a joué un rôle dans le succès de la N-VA et de Bart De Wever. Les partis traditionnels ? On leur a suffisamment donné une chance de gouverner convenablement. Ils se sont plantés sur toute la ligne. Il est grand temps de passer à autre chose. Ce n’est pas un hasard si la N-VA met constamment en avant la bonne gouvernance de ses ministres. Le parti ne sait que trop bien à quel point cet aspect compte pour ses électeurs. Jusqu’à présent, les ministres N-VA sont parvenus à passer pour de bons administrateurs. Ils n’ont pas commis de grosses erreurs et les petites ont été gommées par une communication

parfaitement rôdée. La « force de pesanteur de la rue de la Loi » ne semble pas s’exercer sur la N-VA. Est-ce dû aux qualités et à l’habileté du parti ? Ou à la magnanimité d’une opinion publique flamande qui, après des années de politique « au centre-gauche », se montre clémente avec la nouvelle équipe de droite ?

CHAPITRE 2

BHV



Halle-Vilvoorde Komitee (www.haviko.org)

BHV. Probablement le sigle le plus utilisé par la presse des deux côtés de la frontière linguistique pendant des années. Porteur de lourdes tensions communautaires, sa simple évocation provoquait en Flandre une colère à peine contenue. Pour beaucoup de Flamands, ce dossier montrait que les francophones étaient toujours prêts à s'essuyer les pieds sur l'État de droit quand ça les arrangeait. Aux plus âgés, BHV rappelait cette époque où les francophones avaient dirigé le pays en regardant les Flamands de haut, et même en les discriminant sans le moindre scrupule. Pour de nombreux francophones, BHV incarnait la volonté de la Flandre de tourner le dos à la Belgique fédérale pour se consacrer toute entière à une Flandre où les francophones ne sont pas les bienvenus. Certains francophones voyaient ce dossier comme le dernier obstacle que la Flandre devait surmonter avant de proclamer son indépendance. BHV, un sujet qui cristallisait la colère, la frustration, le passé non encore digéré de deux communautés vivant souvent l'une avec l'autre et parfois l'une à côté de l'autre. Je propose dans ces pages un bref résumé du dossier et j'y explique l'impact qu'il a pu avoir sur l'opinion publique flamande pendant les années où la N-VA s'est développée.

J'utilise ici « BHV » pour la problématique de l'arrondissement électoral Bruxelles-Hal-Vilvorde. Je ne parle pas de la problématique de l'arrondissement judiciaire Bruxelles-Hal-Vilvorde, qui donne également lieu à des tensions communautaires, mais dans une bien moindre mesure. Même si cette problématique a son importance intrinsèque, je ne souhaite m'y attarder ici, car l'impact sur l'opinion publique concernait avant tout le « dossier électoral BHV ».

BHV a été, des décennies durant, l'unique arrondissement électoral chevauchant à la fois des Régions et des communautés linguistiques. Aux élections fédérales, les habitants du village de Galmaarden pouvaient voter pour les Bruxellois Olivier Maingain ou Laurette Onkelinx. Pour le mouvement flamand, cette situation était depuis longtemps une anomalie inacceptable. Les Régions ont des frontières, point à la ligne. Ces responsables politiques bruxellois n'avaient strictement rien à faire en Flandre. Les liens entre « B » et « HV » devaient donc être coupés. Pour le mouvement flamand, cette

scission relevait le plus simplement du monde du respect des frontières régionales et procédait de la logique de la législation linguistique des années 1960. Car l'existence de cet arrondissement électoral consolidait les liens des francophones de Hal-Vilvorde avec les responsables politiques bruxellois qui les représentaient au Parlement fédéral. Ils facilitaient les revendications des responsables politiques bruxellois francophones partisans d'un élargissement de la Région bruxelloise. Les communes flamandes de l'arrondissement BHV avaient un caractère hybride et étaient, en quelque sorte, une zone grise entre Bruxelles, institutionnellement bilingue, et la zone linguistique néerlandophone. Il n'existait d'ailleurs pas d'arrangement similaire côté francophone, en ce sens qu'il n'y jamais eu d'arrondissement électoral Bruxelles-Nivelles. Il n'était donc question que d'asymétrie et de discrimination. Pour les Flamands, la scission de BHV était la conséquence logique de la fixation définitive de la frontière linguistique, la seule manière d'arrêter la « tache d'huile » de la francisation.

Les francophones voyaient cela avec une autre paire de lunettes. La fixation de la frontière linguistique et les lois linguistiques de 1962 et 1963 étaient une défaite consentie sous la pression de la rue – notamment des marches sur Bruxelles – mais aussi un affrontement politique, un duel, gagné par les Flamands. Impossible de faire encore plus de concessions. En outre, toujours pour les francophones, il fallait tenir compte des risques en cas d'indépendance de la Flandre. Les six communes à facilités de la périphérie pouvaient très bien être intégrées à la Flandre, un scénario à éviter absolument, d'autant que Bruxelles et la Wallonie auraient été géographiquement séparées, car la commune à facilités de Rhode-Saint-Genèse se trouve juste entre Bruxelles et la Wallonie. Dans l'Union européenne, où la libre circulation des marchandises, des services et des personnes est une réalité, un tel raisonnement n'a évidemment aucun sens. Hélas, pendant toute la durée de la crise BHV, certains politiques, journalistes et experts francophones ont insisté à l'envi sur ces aspects alors que, dans son immense majorité, la classe politique flamande ne pensait pas à l'indépendance – et n'y pense d'ailleurs toujours pas. Évaluation totalement erronée de la situation ou calcul électoral ? En tout état de cause, cette présentation du dossier BHV

comme un marchepied vers la déclaration d'indépendance de la Flandre n'a pas contribué à une résolution rapide ou constructive du problème.

L'existence de cet arrondissement électoral comportait aussi des avantages pour les néerlandophones en ce sens qu'il permettait par exemple à un Bruxellois néerlandophone d'être élu à la Chambre. Avec la scission de BHV, intervenue finalement en 2012, ce cas de figure est devenu improbable dans la mesure où peu de Bruxellois votent pour des candidats néerlandophones (pour ce qui est de la Chambre, un néerlandophone placé assez haut sur une liste francophone dans l'arrondissement de Bruxelles aurait effectivement une chance d'être élu). Mais cet avantage, dont bénéficiaient les néerlandophones à Bruxelles, n'a été que peu évoqué dans la presse flamande. Et, pour l'opinion publique flamande, il ne pesait pas lourd dans la balance par rapport à l'inconvénient que posait l'existence même de cet arrondissement.

LA COUR CONSTITUTIONNELLE

Petit retour en arrière. Au début de ce siècle, sous le gouvernement Verhofstadt I, les arrondissements électoraux pour la Chambre sont redessinés. Leurs contours se confondent à présent avec les Provinces. A une exception près : BHV fait l'objet d'un règlement particulièrement complexe qui, du point de vue de la répartition des voix et des sièges, va jusqu'à établir un lien entre les arrondissements de BHV, Louvain et Nivelles. Des parlementaires du CD&V et de la N-VA déposent une plainte auprès de la Cour constitutionnelle. Le 26 mai 2003, soit quelques jours après les élections fédérales, la Cour tranche et estime qu'il existe une inégalité inacceptable entre les arrondissements électoraux de BHV et de Louvain, d'une part, et les circonscriptions provinciales, de l'autre. Une solution doit être trouvée d'ici les prochaines élections fédérales, prévues le 24 juin 2007. Côté flamand, on joue la partie finement. On présente la chose comme si la Cour constitutionnelle avait décidé qu'il fallait scinder BHV. Or, au sens juridique, il n'en est rien et d'autres solutions sont envisageables, comme par exemple un retour aux anciens arrondissements électoraux ou la création d'un nouvel arrondissement électoral qui engloberait Bruxelles et les deux provinces du Brabant.

Rien à faire, la stratégie de communication d'un certain nombre de politiques et de leaders d'opinion flamands fonctionne. Pour l'opinion publique flamande et la presse, il ne subsiste aucun doute, la « plus haute juridiction du pays » a décidé qu'il fallait scinder BHV. Mieux encore, puisque cette scission a un caractère obligatoire, il ne faudra faire aucune concession aux francophones. Il ne s'agit en aucun cas d'une faveur des francophones aux Flamands et cette décision n'appelle aucune contrepartie. Il est question d'un droit dont doivent jouir les Flamands, d'un droit déterminé explicitement par la Cour constitutionnelle.

Au printemps 2005, le premier ministre Verhofstadt tente de trouver une solution, mais les négociations sont laborieuses. L'incompréhension règne côté flamand. La Cour constitutionnelle n'a-t-elle pas décidé la scission de BHV ? Comment les politiques francophones osent-ils imposer autant de conditions à l'exécution de l'arrêt ? Les politiques francophones mettent sur la table des propositions qui sont dures à avaler pour les Flamands, comme leur idée de doter la Communauté française de compétences dans les six communes à facilités de la périphérie bruxelloise. Spirit, à cette époque, est le partenaire du sp.a. Ce parti, issu de l'implosion de la Volksunie, occupe en matière linguistique des positions qui ne sont pas particulièrement radicales. Pourtant, les propositions sont inacceptables pour lui, et tout responsable politique francophone aurait dû le savoir. Les négociations capotent. Les francophones font porter le chapeau à Spirit tandis que, côté flamand, la frustration est grande. Les francophones – non mais quel culot – font souvent la leçon aux Flamands parce qu'ils violeraient la réglementation internationale des droits de l'homme, et refusent eux-mêmes d'appliquer un arrêt de la Cour constitutionnelle.

Le gouvernement avance les élections du 24 au 10 juin 2007. Ce petit tour de passe-passe lui permet de soutenir qu'il respecte ainsi l'arrêt, puisque la Cour constitutionnelle aurait autorisé une phase de transition jusqu'au 19 juin. Cette interprétation est discutable. Le gouvernement a beau affirmer qu'il respecte l'arrêt, le fait que des élections fédérales se déroulent sans qu'il y ait eu scission de BHV suscite l'amertume de beaucoup de Flamands. Ils ne s'y attendaient pas et ne se sentent pas respectés.

Frustration. BHV devient un des thèmes principaux de la campagne et aide le cartel CD&V-N-VA (la NVA est l'autre parti issu de l'implosion de la Volksunie), emmené par Yves Leterme, à remporter la victoire. Tête de liste au Sénat, Leterme récolte 796.521 voix. Le cartel devient la première formation, tant à la Chambre qu'au Sénat. Après huit ans d'absence, les démocrates-chrétiens flamands font leur grand retour au gouvernement fédéral. Quant à la N-VA, leur petit partenaire, elle décroche des sièges à la Chambre et au Sénat et peut ainsi s'ancrer dans le paysage politique. Dans l'arrondissement d'Anvers, un jeune leader politique de la N-VA récolte 41.000 voix de préférence, un score qui le place sur la troisième marche du podium en termes de popularité : Bart De Wever. Il est désormais assez fort pour faire passer la N-VA à la vitesse supérieure.

LE TRÉSOR

C'est l'époque où les Flamands ne cessent de se raconter cette blague. C'est l'histoire d'un Flamand et d'un Wallon qui se promènent en forêt de Soignes. Pendant la balade, ils découvrent un trésor. « On va se le partager équitablement », propose le Wallon. « Ah non », répond le Flamand, « chacun la moitié ! ». Cet humour illustre à la perfection l'état d'esprit qui régnait chez certains flamands : les Wallons ne tiennent pas leur parole et pire encore, ils nous trompent. Bien entendu, ce ressenti ne peut qu'avoir un impact détestable sur le vivre-ensemble du pays.

Après les élections de juin 2007, commencent des négociations gouvernementales particulièrement difficiles. Yves Leterme tente de former un gouvernement de démocrates-chrétiens et de libéraux. Le dossier BHV crée de vives tensions. Pour le CD&V, la scission n'est rien d'autre que la mise en application de l'arrêt de la Cour constitutionnelle. Pour le MR et le cdH, ce dossier est très épineux. Joëlle Milquet, la présidente du cdH, est surnommée « Madame Non » par la presse flamande, parce qu'elle bloquerait systématiquement toute avancée des négociations. Sa petite phrase – « Nous ne sommes demandeurs de rien » – ouvre les plaies à vif. Elle peut être assimilée à un veto francophone et ce n'est pas comme ça que la Belgique fonctionne, comme j'aurai encore l'occasion de l'expliquer. La négociation ayant lieu de toute façon, MR et cdH demandent des

compensations, comme l'élargissement de Bruxelles, dont tout le monde sait qu'il est inacceptable pour les partis flamands. Autant demander au PS d'accepter la privatisation de la Sécurité sociale ou croire que le MR approuverait un doublement de l'impôt sur les personnes physiques. Yves Leterme échoue à former un gouvernement et ce fiasco est aussi dû à sa méthode de travail. Outre son amateurisme, il ne s'était pas rendu compte que le cdH voulait absolument que le PS monte dans le navire, comme le diront plus tard Patrick Dewael et Herman Van Rompuy avec grande conviction. En outre, son approche des négociations relevait de l'amateurisme. Ce dernier, généralement très diplomate, parlera plus tard d'un véritable « scénario de film d'horreur ». Les participants aux négociations ne se respectaient pas et l'ambiance était celle d'un « stand de tir ».

Le 7 novembre 2007, une proposition de loi visant à scinder BHV est à l'ordre du jour de la Commission de l'Intérieur de la Chambre. Les membres néerlandophones de la Commission votent pour, à l'exception du représentant néerlandophone du groupe Ecolo/Groen, qui s'abstient. Les membres francophones de la Commission ont quitté les lieux dès le début de la réunion en signe de protestation. La proposition de loi est adoptée en Commission et va donc être examinée en séance plénière de la Chambre. Juridiquement, cela n'a rien d'anormal. Les propositions de loi de ce type peuvent être approuvées par une majorité ordinaire. Politiquement, en revanche, la situation est explosive car les parlementaires néerlandophones ont usé de leur majorité numérique pour imposer leur volonté dans un dossier particulièrement sensible. L'événement est ressenti comme un coup de poing par la classe politique et l'opinion publique francophones. En effet, un des principes non écrits les plus fondamentaux de notre pays veut que les néerlandophones ne se servent pas de leur majorité numérique pour faire passer en force leurs points de vue. La Belgique francophone est en état de choc. En Flandre, beaucoup pensent que les francophones l'ont bien cherché et que les Flamands sont absolument dans leur droit, étant donné la teneur de l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

Le vote en plénière de la Chambre n'aura pas lieu. La Communauté française invoque un conflit d'intérêts qui reporte le vote de la proposition de plusieurs

mois. Trois autres conflits d'intérêts seront encore invoqués par la suite, par la Cocof, la Région wallonne et la Communauté germanophone. En Flandre, la colère atteint de nouveaux sommets. Les francophones se refusent non seulement à appliquer l'arrêt BHV, mais en outre ils utilisent pour ce faire une méthode inédite : le recours à quatre (!) conflits d'intérêts, dit-on. Dans un cas analogue, les Flamands n'auraient invoqué qu'un seul conflit d'intérêts, via le Parlement flamand. En quoi la Communauté germanophone est-elle concernée par l'arrondissement électoral de Hal-Vilvorde? En rien, entend-on dire en Flandre. Si ces procédures de retardement sont légales, elles n'en sont pas légitimes pour autant. En Belgique francophone, l'analyse des développements du dossier et les réactions qu'il provoque sont – on s'en doute – très différentes. Les néerlandophones, en utilisant leur majorité numérique, ont enfreint une règle fondamentale du pays et les droits des francophones de Hal-Vilvorde doivent être respectés. « Nous utilisons les moyens prévus par la loi pour défendre nos droits », affirment-ils.

Le 22 avril 2010, l'Open VLD quitte sans crier gare les énièmes négociations sur BHV. Le gouvernement tombe. Des élections anticipées sont convoquées alors que BHV n'est toujours pas scindé, sept ans après le fameux arrêt ! La N-VA, qui obtient le score impressionnant de 28 % à la Chambre, devient le premier parti flamand. Il faudra attendre juillet 2012, sous le gouvernement Di Rupo, pour que le Parlement adopte une loi redessinant l'arrondissement de BHV et tire du même coup un trait sur cette problématique. La scission est un des gros morceaux de la sixième grande réforme de l'État, issue d'un accouchement au forceps. BHV ne jouera ensuite plus le moindre rôle durant la campagne électorale de 2014.

Dans ce dossier, à mon sens, des erreurs ont été commises tant par les francophones que par les Flamands. Un arrêt de la Cour constitutionnelle est et reste un arrêt, en ce sens qu'il doit être mis en application. Les partis francophones l'ont lié à d'autres dossiers et ont durement négocié ses modalités, ce qui est leur droit le plus strict. Ainsi va la politique. Or l'arrêt a été rendu en 2003 et n'avait toujours pas été appliqué en 2010. Cet ajournement n'est pas régulier sur le plan juridique, d'une part, et de l'autre, sur le plan politique, il a laissé des traces, comme c'était à prévoir.

Jean-Luc Dehaene a dit un jour que le système politique belge n'était viable qu'à condition que la majorité n'impose pas sa volonté et que la minorité ne bloque pas le système. Notre structure institutionnelle prévoit des verrous qui empêchent la majorité de faire la loi. Le Conseil des ministres est composé paritaire d'un même nombre de ministres francophones et néerlandophones, le premier ministre éventuellement excepté (il est alors considéré comme linguistiquement asexué). Nous avons également des procédures comme le conflit d'intérêt, la sonnette d'alarme et la Cour constitutionnelle. Ces mécanismes garantissent l'équilibre entre francophones et néerlandophones. Dehaene, qui disait que la minorité ne devait pas bloquer le système politique, estimait donc en fait qu'elle ne pouvait pas abuser du droit de veto dont elle dispose *de facto*. Ce principe, bien qu'il ne figure pas en toutes lettres dans notre Constitution, pèse autant que nos dispositions constitutionnelles.

Bien sûr, il existe une « zone grise ». Où est la limite entre négociation intelligente et abus du droit de veto ? La médaille belge comporte donc deux côtés : la majorité (néerlandophone) n'impose pas ses positions de façon unilatérale et la minorité (francophone) n'abuse pas de son droit de veto. Ces deux règles ont été foulées aux pieds pendant les nombreuses années de l'imbroglio BHV. Les francophones ont commencé par dire qu'ils n'étaient « demandeurs de rien », ce qui dans les faits était bien un veto. Et quand les négociations ont finalement commencé, ils ont mis sur la table des exigences telles qu'ils ont bloqué *de facto* l'exécution de l'arrêt BHV. En juillet 2007, Joëlle Milquet a déclaré en marge de ces négociations épineuses : « Je suis là pour défendre l'unité nationale et pour éviter les transferts de compétences ». Était-ce uniquement de la communication ou le pensait-elle ? En tous cas, elle a obtenu l'inverse de ce qu'elle recherchait.

De leur côté, les Flamands ne sont pas tout blancs non plus. En novembre 2007, ils ont imposé leur loi au sein de la Commission de l'Intérieur, contre la minorité francophone. L'attitude des deux groupes linguistiques a fait craquer l'équilibre belge. Au bout du compte, neuf longues années ont été nécessaires pour que l'arrêt soit appliqué, autant d'années pendant

lesquelles le temps et l'énergie consacrés aux défis économiques, sociaux et écologiques ont été réduits d'autant. Conséquence de la saga BHV, les tensions communautaires se sont ravivées au-delà de toute mesure. Là réside certainement une des clés du succès de la N-VA de 2010. Bart De Wever a pu répéter à l'envi que les francophones s'asseyaient sur l'Etat de droit, que les institutions dysfonctionnaient, que les Flamands, alors qu'ils sont numériquement majoritaires, ne parvenaient même pas à faire appliquer un arrêt de la Cour constitutionnelle. Le traitement donné à l'affaire BHV a été un cadeau fantastique à la N-VA, car elle y a trouvé matière à illustrer sa vision du pays.

L'ERREUR DE DUVIEUSART

Retour en 1950. La population belge est appelée à s'exprimer sur le retour du roi Léopold III. Peut-il exercer de nouveau ses prérogatives constitutionnelles ? Une nette majorité des Belges – 57,68 % – répond par l'affirmative. Le premier ministre, Jean Duvieusart, et la Chambre, où les démocrates-chrétiens disposaient de la majorité absolue, votent pour le retour du roi. La majorité du pays y est favorable, se justifient-ils. Nous connaissons la suite : grèves et manifestations. A Grâce-Hollogne, quatre personnes tombent sous les balles des gendarmes. Le pays est au bord de l'implosion et la classe politique craint la fin de la Belgique. La rue n'est pourtant pas la seule à faire pression. Le monde politique presse Léopold III d'abdiquer, ce qu'il fera finalement. Le jeune Baudouin monte sur le trône et le calme revient.

Comment expliquer un tel scénario ? La majorité des Belges n'avait-elle pas clairement donné son aval au retour de Léopold III ? La réponse est simple : Duvieusart et ses amis n'avaient pas tenu compte d'une certaine réalité : dans notre pays, en cas de décision importante, il faut une double majorité, c'est-à-dire une majorité chez les francophones et une majorité chez les néerlandophones. Si la maison royale a sauvé sa peau, pour Duvieusart, les choses ont pris un tour moins sympathique. Il n'est resté Premier ministre que septante jours et n'a plus jamais été membre d'un gouvernement.

BILAN A POSTERIORI

Quand je regarde aujourd'hui les années BHV, je n'ai guère d'autre choix que de dire que je ne comprends pas la stratégie suivie par les francophones. Jetons un œil sur le bilan :

BHV a été scindé en 2012, moyennant quelques concessions (limitées) des partis néerlandophones concernant la périphérie.

La N-VA est devenue le plus grand parti de Flandre en 2010.

L'image des francophones en Flandre a en pris un sérieux coup, même chez de nombreux électeurs qui n'ont pas voté pour la N-VA.

La scission de BHV est intervenue dans le cadre de la sixième réforme de l'État, qui a entraîné le transfert du fédéral vers les régions et les communautés d'un nombre de matières beaucoup plus important que les francophones ne l'avaient imaginé.

En d'autres termes, si les francophones avaient négocié avec courage et habileté en 2005 ou en 2007, ils n'auraient eu à faire aucune concession supplémentaire dans le cadre de BHV, auraient dû concéder beaucoup moins dans le cadre de la sixième réforme de l'État et le succès électoral de la N-VA aurait été nettement moins spectaculaire. En 2005, les francophones étaient à la table des négociations avec l'Open VLD, le sp.a et Spirit. Par la suite, ils ont eu affaire au CD&V, beaucoup plus flamingant, et donc moins intéressant pour eux. On peut donc dire que les négociations de 2005 ont été une opportunité intéressante pour que chacun négocie un compromis acceptable. Le succès du cartel CD&V-N-VA aux élections de 2007, qui décroche la première place en Flandre, trouve aussi son origine, du moins en partie, dans le dossier BHV. Même chose pour la victoire de la N-VA aux élections de 2010.

Attention, je n'affirme pas que la réussite de la N-VA est de la faute des partis francophones, ce serait un peu court. Je soutiens simplement que l'affaire BHV a fortement avantagé les nationalistes flamands. Elle a donné à la N-VA une occasion fabuleuse de se profiler comme le parti du changement. Par le passé, il est aussi arrivé que des hommes politiques

francophones négocient durement avec les Flamands. Je pense par exemple à Philippe Moureaux ou à Louis Michel. Mais ils savaient jusqu'où ils pouvaient aller et restaient en bons termes avec les poids lourds du côté flamand. Entre 2003 et 2010, le pays a cruellement manqué, des deux côtés de la frontière linguistique, de responsables politiques dotés de leadership, de discernement et de courage. Nous le payons cash.

CONFÉDÉRALISME

La problématique BHV, du point de vue de la N-VA, a également été un tremplin pour sa vision du confédéralisme. Une confédération est une association d'États qui réunit deux pays indépendants ou plus. Un traité vient souvent encadrer cette coopération. Certaines compétences politiques comme les affaires étrangères et la défense sont, par exemple, exercées ensemble. On parle donc d'une confédération s'il y a au moins deux pays indépendants. Un seul pays ne peut jamais être une confédération à lui tout seul. La Belgique est donc une fédération. Cela ne fait aucun doute. Que l'on se place du point de vue juridique ou institutionnel. En termes politiques, par contre, c'est moins évident. Il n'y a pas de partis nationaux, situation qui n'existe dans aucun autre État fédéral. Certaines décisions importantes, au gouvernement et au Parlement, ont tendance à se cristalliser sur la ligne de fracture séparant néerlandophones et francophones et dégagent donc un puissant parfum confédéral. C'est pour cette raison que l'on dit parfois que la Belgique est un pays fédéral ayant certains des aspects confédéraux.

Il n'existe actuellement aucun pays confédéral dans le monde. Cela n'a pas toujours été le cas. La Suisse a été une confédération pendant des siècles, mais a opté pour la structure fédérale en 1848. Les États-Unis ont été une confédération de 1781 à 1789. Beaucoup de confédérations ont fait long feu. Le mariage entre la Jordanie et l'Irak n'a pas duré un an, même chose pour la Libye et la Tunisie. Le Mali, le Ghana et la Guinée sont restés amis deux ans. Et la Serbie et le Monténégro ont formé une confédération de 2003 à 2006. Voilà pour la sagesse des constitutionnalistes.

Sauf qu'en Flandre, nous avons notre propre définition du concept, dans la mesure où nous parlons de « confédéralisme » pour désigner un fédéralisme poussé très loin. Dans cette vision des choses, la Belgique se résume à un État fédéral doté de compétences « croupion », presque toutes les autres compétences étant dévolues aux « États fédérés ». Le « confédéralisme » semble indissolublement lié à la N-VA et à Bart De Wever alors que l'idée ne date vraiment pas d'hier. Certains spécialistes citent en référence des textes du XIXe siècle mais, pour ma part, je ne remonterai le temps que d'une septantaine d'années. « La Belgique est une Confédération formée par deux États régionaux, la Flandre et la Wallonie », lit-on dans un article d'une proposition de loi déposée à la Chambre en... 1947, à l'initiative de Marcel-Hubert Grégoire (PS), Julien Lahaut (PC) et Jean Rey (libéral). La proposition prévoit également la sous-nationalité à Bruxelles. Chacun aurait à choisir entre nationalité « flamande » et « wallonne ». La motivation de ce texte est on ne peut plus claire. Le confédéralisme à deux entités est l'unique solution au « malaise wallon » et cette proposition de loi réagit aux lois linguistiques des années 1930 et à l'attitude des Flamands, dont les diverses exigences vont soi-disant beaucoup trop loin.

Dans notre histoire récente, le confédéralisme fait sa première apparition lors d'un congrès du CD&V organisé à Courtrai en 2001, le « congrès du renouveau », au cours duquel les démocrates-chrétiens ont décidé de modifier le nom de leur parti. Le CVP (Christelijke Volkspartij) s'appellera désormais le CD&V. Ce congrès adopte aussi un texte portant sur la vision à long terme du parti. Les jeunes CD&V (Christen-Democratisch en Vlaams) ont déposé un amendement qui opte pour le confédéralisme et, à la surprise de ses auteurs, le texte a été accepté. Je cite ici une partie de ce manifeste : « Comme l'illustre notre choix pour une "démocratie fraternelle", il est important pour les démocrates-chrétiens flamands que les structures politiques soient claires, simples et aussi proches des gens que possible. Un modèle confédéral signifie pour nous : examiner ensemble ce que nous faisons ensemble. Dans notre vision, les compétences de base doivent relever des deux États fédérés. En concertation et d'un commun accord, ils décident des compétences

qu'ils exercent, des modalités de leur exercice et des institutions qui, au niveau belge, auront à les mettre en œuvre. A cet égard, nous accordons la priorité à la commune et à la Communauté. La Flandre doit devenir pour nous le niveau politique le plus important. De par notre langue, notre culture et notre histoire communes, elle est le cadre le plus propice pour devenir notre foyer. En vertu de nos liens transfrontaliers et en raison de la sécurité humaine, nous optons également pour une solidarité objective, transparente et réversible entre les États fédérés. Nous optons aussi pour plus de Flandre et plus d'Europe. Les États fédérés, plus que jamais, doivent jouer un rôle en Europe. Nous optons donc résolument pour plus de Flandre et pour une autonomie fiscale, économique et sociale à part entière. Notre point de départ est l'intérêt flamand et donc l'intérêt des citoyens, servis par une gouvernance efficiente, proche des citoyens et démocratique. » Le texte parle explicitement du « niveau belge ». Comme on allait le voir par la suite et grâce aux explications des mandataires, le régime politique mis en avant dans ce manifeste n'était pas le confédéralisme, mais bien un fédéralisme plus poussé.

L'adoption de cet amendement a embarrassé la direction du CD&V, mais le congrès avait parlé. Officiellement, le CD&V avait donc embrassé le confédéralisme. Dans la pratique, depuis que la N-VA a fait du confédéralisme son cheval de bataille, la direction du parti a pris soin d'éviter le sujet. Lors d'un congrès important en 2017, le CD&V a même fait volte-face en adoptant un amendement – de nouveau déposé par la section des jeunes du parti ! – qui ouvre la porte au transfert de compétences vers le niveau fédéral.

L'Open VLD a choisi le confédéralisme en 2002 mais il est revenu sur sa décision. Plus encore, ces dernières années, le vice-premier ministre Alexander De Croo a ouvertement plaidé pour la refédéralisation de certaines compétences et donc pour le renforcement du niveau fédéral. Cette volte-face n'est pas motivée par une nostalgie de la Belgique de papa. Pour De Croo fils, c'est une question de bonne gouvernance.

En 2010, dans son programme électoral, la N-VA vise le confédéralisme. Et le parti d'ajouter qu'il n'abandonne nullement son objectif ultime,

l'indépendance de la Flandre. Tout simplement, le confédéralisme serait un « gigantesque pas en avant ». L'observateur perçoit sans peine que la notion de confédéralisme est altérée. La N-VA ne parle pas d'une coopération entre des États indépendants, parce qu'elle est parfaitement consciente qu'aller jusqu'à plaider pour une Flandre indépendante ferait peur aux électeurs. Non, la N-VA veut servir tout à la fois sa base radicale et de nouveaux électeurs. Le premier groupe s'entend dire que le confédéralisme serait un pas gigantesque en direction de l'indépendance de la Flandre. Le niveau belge, dont il est encore question dans le texte du congrès du CD&V, n'est pas mentionné dans les textes de la N-VA. Le second groupe, pour sa part, peut être rassuré lui aussi : pas d'aventures institutionnelles mais une réaction intelligente aux grands problèmes communautaires, qui garantira également notre prospérité. Le sous-titre du programme électoral ne laisse d'ailleurs planer aucun doute : « Une perspective sociale et économique vigoureuse pour la Flandre et la Wallonie ».

Au cours de la campagne de 2014, la N-VA organise un congrès de trois jours, « Le changement pour le progrès ». Le texte sur le confédéralisme en est évidemment un élément clé. Je reprends le texte publié sur le site internet de la N-VA : « *Le congrès du parti a accepté lors du vote final le principe du confédéralisme : deux États fédérés autonomes – la Flandre et la Wallonie – et une capitale bilingue, Bruxelles. "Nous voulons donner aux Flamands la politique pour laquelle ils votent depuis longtemps, sans pour autant l'obtenir", a déclaré le président du congrès, Ben Weyts, dans son discours de clôture. "Nous optons pour le confédéralisme afin de pouvoir régler nos problèmes avec notre argent. Le confédéralisme, c'est ça". Pour le président du parti, Bart De Wever, le confédéralisme est l'instrument par excellence pour continuer à bâtir la Flandre dont nous rêvons. "Aujourd'hui, nous avons écrit l'avenir", commente-t-il. "Car rien ne peut arrêter une idée dont le moment est venu. La force du changement et la volonté de progrès triompheront toujours" ».*

Aujourd'hui, en 2018, on peut lire sur le site du parti le texte suivant. « Si nous voulons changer structurellement les choses, nous devons changer les structures. Le confédéralisme est le changement structurel

dont ce pays a besoin. Le point de départ du confédéralisme est que la Flandre et la Wallonie sont maîtres de toutes les compétences. Elles les exercent elles-mêmes mais elles peuvent aussi décider d'en gérer certaines ensemble au niveau confédéral, dans leur intérêt mutuel. La logique est donc totalement inversée. Au lieu de transférer des compétences du niveau fédéral vers la Flandre et la Wallonie, les compétences peuvent être transférées vers le niveau confédéral. La coopération contrainte laisse la place à une coopération volontaire. Devoir devient vouloir. Détruire par le haut (NdA : ce que fait l'État fédéral, aux yeux de la N-VA) devient construire par le bas. Le confédéralisme, c'est décider ensemble de ce que nous voulons faire ensemble ».

Via les médias sociaux, la N-VA a diffusé une sorte d'infographie qui présente les choses de façon à la fois simple et claire, du moins selon certains. D'autres diront que c'est une pure tromperie. Je résume le discours. Fédéralisme rime avec coopération contrainte et confédéralisme rime avec coopération volontaire. Le confédéralisme signifie : régime démocratique, gouvernance plus efficace et donc moins coûteuse, et paix communautaire. C'est « décider ensemble de ce que nous voulons faire ensemble ». Des centaines de milliers de Flamands pensent que ce message est vrai.

Toutes ces années, des constitutionnalistes et des journalistes ont régulièrement signalé la mauvaise utilisation du terme « confédéralisme » par la N-VA. Cette réalité n'a pourtant jamais pu pénétrer l'opinion publique flamande, pas même les quelques milliers de membres de la twittosphère flamande. Le terme confédéralisme, en Flandre, est utilisé ces dernières années pour exprimer la vision de la N-VA sur les questions institutionnelles et communautaires. C'est un fédéralisme plus poussé, qui redonne (enfin !) aux Flamands le pouvoir de décider de leur avenir, et qui en finit une fois pour toutes avec les structures étatiques complexes et coûteuses (!) actuelles. Le confédéralisme de la N-VA comme alternative radicale au chaos que les partis traditionnels ont semé dans nos structures étatiques ces dernières décennies. C'est une question de démocratie et d'efficacité, *dixit* De Wever & Co. C'est

l'évidence, le bon sens. Mais les partis traditionnels refusent la piste confédérale car ils sont attachés à ces structures, au sein desquelles ils ont placé leur affidés. En outre, les partis francophones abusent de leurs nombreux droits de veto pour permettre à ces structures de continuer à exister. Aux dépens des droits démocratiques des Flamands. Aux dépens de la prospérité des Flamands.

Ce discours est un coup de génie sur le plan de la narration politique, un dispositif narratif¹ qui reconfigure totalement le débat sur nos institutions. Et en plus, il fonctionne puisqu'il est souvent reproduit sans objections critiques par d'autres acteurs, y compris des journalistes ou des responsables politiques d'autres partis. A partir du moment où vos concurrents politiques adoptent les notions élémentaires de votre propre conception des choses et votre *framing*², vous savez que vous avez frappé un grand coup et que vous voguez vers une nouvelle victoire électorale.

1 NdAT : *storytelling* en anglais. Terme issu de la linguistique cognitive. Nous aurons l'occasion d'expliquer toute la portée de ce terme plus loin.

2 NdA: *framing* en anglais. Terme anglais issu de la linguistique cognitive. Il signifie le "cadre d'élaboration et de formulation". Nous prendrons également l'occasion d'expliquer toute la portée de ce terme plus loin.

CHAPITRE 3

IN DE WARANDE



« J'AI DÉJÀ DONNÉ »

« Être solidaire avec ces gens-là ? Certainement pas. J'ai déjà donné. Cette fois-ci je vote pour la N-VA ». Printemps 2010. Nous étions à la veille des élections fédérales. Je connaissais Bert depuis des années et je savais qu'il ne votait pas toujours forcément pour le même parti. Par contre, c'était la première fois qu'il exprimait sa préférence pour la N-VA. J'ai senti dans sa voix un mélange d'amertume et de détermination. Inutile de demander des explications supplémentaires. Depuis longtemps, Bert en avait soupé des scandales du PS, ce parti si prompt à montrer les Flamands du doigt parce qu'ils n'étaient pas assez solidaires ou démocratiques. Il y avait déjà eu l'affaire Agusta et, depuis 2005, les médias couvraient celle de la Carolorégienne et bien d'autres encore. Après la victoire historique de la N-VA en 2010, j'ai souvent repensé à cette conversation avec Bert. Il n'était pas partisan d'une Flandre indépendante et le pèlerinage de l'Yser et les autres grand-messes du mouvement flamand le laissaient froid. Bert était juste un Belge ordinaire, comme des centaines de milliers d'autres. Il appartenait à la classe moyenne, avait un travail normal, suivait l'actualité politique, était actif dans la vie associative et concerné par l'injustice, qu'elle sévisse chez nous ou dans d'autres parties du monde. Et voilà qu'il se rangeait résolument derrière la N-VA. Parmi les électeurs, cette année-là, il y a eut beaucoup d'autres Bert.

LE MANIFESTE

Le 29 novembre 2005, le groupe de réflexion « In de Warande » présente le livre *Manifeste pour une Flandre autonome en Europe* lors d'une conférence de presse à Bruxelles. Les journalistes sont venus nombreux, mais tant la presse que le public sont loin de considérer que ce moment marque un basculement. Il y a belle lurette que le mouvement flamand publie des rapports sur les transferts et sur d'autres sujets. De l'avis de la majorité, cet ouvrage est un classique du genre, sans plus. J'ai à ce sujet un autre avis. Pour moi, : ce livre est un moment clé dans la transformation du mouvement flamand. Il est hélas quasiment inconnu en Belgique francophone.

Tout d'abord, passons en revue les hommes du *think tank* qui ont présenté l'ouvrage (mais oui, aucune femme n'en était membre). Le groupe de réflexion « In de Warande » Il a été fondé dans les années 1990 par René De Feyter, poids lourd du Vlaams Economisch Verbond, l'ancêtre du Voka. August van Put a été vingt-cinq ans PDG de la caisse d'épargne HBK. Marc Platel a longtemps été un des journalistes les plus éminents de la VRT, avant de devenir rédacteur en chef de la rubrique politique de la *Gazet van Antwerpen* et de terminer sa carrière à la tête du service d'études de la Volksunie, puis de la N-VA. Remi Vermeiren a occupé durant des années le poste de président du comité de direction de la KBC, la principale banque flamande ; il est le président du groupe de réflexion. Guido Naets a longtemps été un des principaux journalistes couvrant l'actualité européenne en Flandre, avant de devenir directeur du service de presse du Parlement européen. Le numéro six à la conférence de presse était Jan Jambon, qu'on ne présente plus. Personnage incontournable du mouvement flamand, il a longtemps occupé la présidence du Centre de concertation des associations flamandes (OVV, Overlegcentrum van Vlaamse Verenigingen). Le groupe « In de Warande » comptait encore une dizaine d'autres membres. Herman De Bode, par exemple, qui a longtemps dirigé Mc Kinsey Belgique. La publication du Manifeste l'a d'ailleurs contraint à la démission. Il deviendra chef de cabinet de Jan Jambon. Frans Crols a été rédacteur en chef de *Trends* pendant des années et est connu pour son flamingantisme radical. Rudi De Kerpel est un homme d'affaires. Avocat célèbre, Matthias Storme est professeur à la KULeuven et à l'université d'Anvers. Bruno Valkeniers, est un homme d'affaires et qui deviendra président du Vlaams Belang. Johan Van den Driessche était un homme d'affaires également, avant de devenir parlementaire de la N-VA au Parlement bruxellois.

L'élément qui frappe dans cette liste est que toutes ces personnalités sont issues du monde de l'entreprise, des universités et du journalisme. Pas de fonctionnaires, d'artistes ou de gens travaillant dans le secteur non-marchand. Plusieurs d'entre eux avaient des liens avec le Voka. Certains étaient impliqués depuis toujours dans le mouvement flamand.

Le groupe de travail fonctionnait depuis deux ans et le livre était le résultat de son activité.

INDÉPENDANCE

Le titre a fait l'objet d'une réflexion approfondie. Les auteurs parlent d'une « Flandre autonome en Europe » en utilisant le terme « zelfstandig » plutôt que « onafhankelijk ». Ils savent que la plupart des sondages d'opinion des dernières décennies indiquent que seulement 10 à 20% des Flamands sont partisans de l'indépendance et que même ces chiffres sont sans doute surévalués. Les chiffres les plus fiables proviennent de l'ISPO, un institut lié à la KULeuven : 7,8% des Flamands voulaient l'indépendance en 2003, 9,4% en 2007 et 6,4% en 2014. Le terme *onafhankelijkheid* suscite de la résistance et de l'agitation chez beaucoup de Flamands – ce qui ne signifie pas non plus que les Flamands s'organisent et s'engagent pour une Belgique fédérale forte. *Zelfstandig* est plus soft et fait subtilement référence au fait que nous autres, les Flamands, pouvons décider de notre avenir – où *zelf* = soi, donc nous-mêmes. Enfin, en parlant de l'Europe on évite de laisser croire que le texte est un plaidoyer pour l'isolement. Nous restons membres du grand club européen alors que le livre porte, en fin de compte, sur une Flandre indépendante. Le terme « Vlaanderen » est d'ailleurs utilisé dans plusieurs sens. Il désigner tantôt la Région flamande, tantôt la Communauté flamande, et parfois même une Flandre indépendante qui aurait Bruxelles pour capitale.

LE 700^E ANNIVERSAIRE DE LA BATAILLE DES ÉPERONS D'OR

A l'approche de l'an de grâce 2002, de la nervosité s'est emparée de certains francophones : et si la Flandre profitait du 700^e anniversaire de la bataille des éperons d'or pour déclarer son indépendance ? Allons-nous vivre la fin de la Belgique ? Pas du tout. Cet anniversaire historique ne revêtait aucune importance pour la plupart des Flamands.

Par contre, les festivités ont fait l'unanimité. Ce que l'on sait peu, c'est qu'à cette occasion la Flandre s'est choisi pour hymne officiel une chanson écrite en 1978 par Raymond Van Groenewoud, un choix qui illustre à la perfection ce que cette journée évoquait pour les habitants de la Flandre : du plaisir, de l'ironie et surtout de l'autodérision. Je reprends ci-dessous une partie du texte. Je pense qu'il y a peu de pays ou de régions au monde où un anniversaire, en théorie aussi important, est célébré avec une telle dérision.

<i>Waar er mossel met friet is En ook kip aan het spit is Waar de kerk in 't midden staat Waar de purperen hei bloeit En het geld in het zwart vloeit Waar men nauwelijks Nederlands praat Waar een diploma geen zin heeft</i>	<i>Là où il y a des moules-frites Et du poulet à la broche Où l'église est plantée au milieu Où fleurit la bruyère pourpre Où coule l'argent gagné au noir Où on parle à peine le néerlandais¹ Où un diplôme n'a pas de sens²</i>
<i>En de koning een kind heeft Waar de schuimwijnkoningin defileert Waar het volk goedlachs is En een vuist zonder kracht is Waar men faalt en aan de toog expliceert</i>	<i>Et où le roi a un enfant Où défile la reine du vin mousseux Où le peuple est joyeux Où le poing n'a aucun pouvoir Où l'on rate tout et s'en explique au comptoir</i>
<i>Refrain : Vlaanderen boven Waar men de Heer nog kan loven Waar de mensen belangrijk zijn En de buiken omvangrijk zijn Vlaanderen buiten Waar de vogeltjes fluiten Vlaanderen mijn land Bij het Noordzeestrand</i>	<i>Oh ma Flandre Où je peux encore louer le Seigneur Où les gens sont importants Et les ventres volumineux Oh ma Flandre Où chantent les oiseaux Flandre mon pays Sur les bords de la mer du Nord</i>

1 NdA : Parce que nombre de Flamands parlent leur dialecte

2 NdA : La chanson a été écrite à une époque de chômage élevé

Le livre *Manifeste pour une Flandre indépendante en Europe* ne présente aucune image de la Tour de l'Yser, ne souffle pas un mot de la Bataille des éperons d'or. Il fait l'impasse sur le traitement réservé aux soldats flamands dans les tranchées de la Première guerre mondiale, tout comme sur la collaboration pendant la deuxième guerre mondiale et sur l'épuration qui a suivi.

Par contre, il est rempli de tableaux et de graphiques et ressemble davantage au rapport élaboré par un consultant pour une entreprise. Et telle est effectivement la perspective : économique et certainement pas nationaliste au sens traditionnel du terme. Le texte n'est pas non plus explicitement agressif ou insultant à l'égard des francophones. Tout au plus paternaliste, à certains moments. Lors de la conférence de presse, un des auteurs a déclaré espérer que l'ouvrage ouvrirait la voie à un « débat objectif sur un terrain parfois miné ». Autrement dit, les auteurs estiment que la question n'est en rien idéologique et qu'elle a trait à des choix objectifs, basés sur des chiffres irréfutables. Tel est le message. Le lecteur, une fois le livre lu, peut le refermer en arrivant à la conclusion qu'il est séparatiste sans être nationaliste flamand. Si on examine attentivement les chiffres, on ne peut qu'arriver à la même conclusion que les auteurs. Et si on lit entre les lignes, c'est un peu comme s'il n'y avait strictement aucun choix sociétal ou politique à faire. C'est de la « post-politique » : *There is no alternative*. Les auteurs sont parvenus à leurs fins. Les fondements idéologiques du rapport n'ont pas été décryptés par la presse ou par les leaders d'opinion. Le rapport a été diffusé en bénéficiant d'une aura d'objectivité et de scientificité.

Lors de la conférence de presse, Remi Vermeiren n'y va pas avec le dos de la cuillère : « La Flandre risque de prendre du retard ». Cette position, de nombreux chefs d'entreprises, scientifiques, journalistes et responsables politiques la reprendront à leur compte sans relâche des années durant. Elle est cruciale pour comprendre le succès de la N-VA. Vermeiren et les autres auteurs invoquent les immenses défis que la mondialisation nous impose. Nous sommes au pied du mur. Soit nous prenons sans tarder les mesures nécessaires – des réformes socio-économiques et politiques

– soit nous acceptons un recul spectaculaire de notre prospérité. Dans le modèle belge actuel, les réponses à ces grands défis n'arriveront ni à temps, ni avec l'intensité nécessaire. Nous devons tendre vers l'autonomie de la Flandre, écrivent-ils. N'importe quel peuple a le droit de décider de son avenir. Et les auteurs d'illustrer leur propos à grands coups de données socio-économiques. La dette publique est trop élevée, la pression fiscale étouffante et la viabilité financière du système de pension menace d'être compromise. Il y a du pain sur la planche. La structure unitaire du pays entrave la relance économique, en Flandre comme en Wallonie, affirment-ils. La Belgique n'apporte aucune valeur ajoutée pour la Flandre et c'est grâce à la Flandre que la Belgique a une valeur ajoutée pour la Wallonie et pour Bruxelles. La négociation salariale est organisée au niveau fédéral alors qu'un immense fossé socio-économique sépare la Flandre de la Wallonie. Impossible d'appliquer une approche différenciée alors que les coûts salariaux posent un problème de taille. Les transferts de la Flandre vers la Wallonie et Bruxelles s'élèveraient, en 2003, à quelque 10,4 milliards d'euros. Sans ces transferts, nous pourrions baisser les charges salariales et l'économie irait forcément mieux. Les pouvoirs publics sont trop coûteux et inefficients. La structure de l'État est abominablement complexe. Jugez-en par vous-mêmes : sept parlements, des dizaines de ministres et de secrétaires d'État, des scores plus que médiocres aux classements internationaux sur l'efficacité des pouvoirs publics, etc. Quant à Bruxelles, avec ses dix-neuf communes, les problèmes sont pires encore. Les pouvoirs publics y battent tous les records en termes d'inefficacité et sont encore plus coûteux. Pour terminer, les auteurs pointent aussi l'absence de consensus sur la politique socio-économique en Belgique, alors qu'il est tellement indispensable pour mener une politique socio-économique saine. C'est une façon de dire : « laissez donc la Flandre suivre son chemin et déterminer son propre cap, et laissons la Wallonie aller là où elle le souhaite ». Ce cap, pour les auteurs du Manifeste, est néolibéral et se décline à travers les concepts de déréglementation, de flexibilisation et de privatisation. Les auteurs n'adoptent aucunement une posture condescendante à l'égard du choix – si différent – de nombreux Wallons, le choix d'une

politique de gauche. Ils le respectent, mais estiment que les Wallons ne peuvent pas entraver le choix des Flamands, et ce d'autant plus s'il peut mettre en danger la prospérité des Flamands. Bart De Wever répètera ce discours des centaines de fois. Les auteurs font référence à la scission de la Tchécoslovaquie, qui s'est réalisée pacifiquement et a créé une dynamique positive en Slovaquie, plus pauvre que sa voisine. Le message est le suivant : « nos intentions à votre égard sont bienveillantes, chers Wallons. La fin de la Belgique créera aussi des opportunités pour vous et pour la Wallonie ! » D'ailleurs, le président, Remi Vermeiren, affirme qu'il n'est pas opposé à la solidarité avec la Wallonie et qu'elle pourrait encore très bien rester en l'état pendant, par exemple, les dix premières années succédant à la scission.

Le *Manifeste* évoque des transferts d'un montant de 10,4 milliards d'euros (en 2003), soit davantage que les études antérieures. Les auteurs ne citent pas seulement les transferts via la Sécurité sociale, mais aussi ceux qui s'opèrent à travers des opérations budgétaires au niveau fédéral, la loi de financement et la dette publique fédérale. En 2003, chaque Flamand a versé, par ces transferts, un montant moyen de 1734 euros, 1351 à la Wallonie et 383 à Bruxelles. Les auteurs ont calculé des scénarios jusqu'en 2030 en tenant compte du vieillissement plus rapide de la population en Flandre et ils en concluent que les transferts vers la Wallonie resteront importants à très importants. Faudrait-il alors supprimer ces transferts dès maintenant ? Pas du tout, répondent-ils. Un démantèlement intégral organisé sur une période transitoire de dix ans serait pour eux équitable et acceptable.

De l'avis des auteurs, les transferts endorment la Wallonie. En effet, après plusieurs décennies de reconversion, on n'y observe toujours aucune amélioration, ni même la perspective d'une amélioration. Tous ses indicateurs socio-économiques sont au rouge.

Toujours concernant les transferts, les auteurs réfutent la thèse selon laquelle ils auraient été dans l'autre sens par le passé, de la Wallonie et de Bruxelles vers la Flandre. Ils s'appuient sur des thèses de feu le professeur Juul Hannes (VUB et université de Gand), qui a effectué

cette démonstration chiffrée à l'appui, à partir des années 1990. Selon lui, la Flandre n'a pas bénéficié de transferts de la Wallonie au XIX^e siècle non plus, que du contraire. Non pas que les Wallons n'aient pas souhaité être solidaires avec les Flamands, mais parce que la législation fiscale était dépassée et inadaptée lors de la révolution industrielle. Elle était désavantageuse pour la Flandre, région encore agricole. Pendant des décennies, la Belgique a été un paradis fiscal pour les industries installées en Wallonie. Et Hannes d'ajouter : « Les faibles prestations fiscales de la partie sud du pays doivent cependant être attribuées avant tout à la fuite de la masse imposable de la Wallonie vers Bruxelles. Immédiatement après l'indépendance, les grandes institutions financières, basées à Bruxelles, sont devenues les premiers entrepreneurs industriels en Wallonie, où elles ont bâti la 'seconde nation industrielle du monde', un choix qui n'avait visiblement rien de gratuit ». Juul Hannes reprend ainsi à son compte une analyse souvent entendue en Belgique francophone et surtout en Wallonie.

Ne serait-il pas intéressant de confier à une équipe de scientifiques néerlandophones et francophones le soin d'éclaircir ce point ?

Les royalistes parmi vous se demandent sans doute quel sort le *Manifeste* réserve à la maison royale. La Flandre indépendante deviendrait une république, affirme-t-il, dont la culture se distinguerait de l'actuelle et serait plus proche d'eux que la culture francophone de la maison royale. De nombreux Flamands constateraient d'ailleurs cette différence. Mais aucun scénario n'est écrit à l'avance. Il appartient aux Flamands de se déterminer à ce sujet, peut-on lire dans le rapport. En effet, il n'est pas si rare qu'une même famille royale règne sur plus d'un pays. Ouf, la carrière de la princesse Elisabeth n'est donc pas une cause désespérée : ces nationalistes flamands l'autorisent à cumuler les mandats et à devenir reine de deux pays, la Flandre et la Wallonie !

Les auteurs anticipent d'éventuelles critiques sur la petite taille d'une Flandre indépendante. En s'aidant de chiffres sur d'autres très riches pays, petits ou peu peuplés, comme le Danemark et la Finlande, ils montrent que la taille n'est pas forcément un handicap. Parmi les dix

pays les plus prospères de la planète, trois seulement comptent plus de six millions d'habitants, affirment-ils. Et les petits pays sont aussi dans les premiers de la classe en matière de « qualité de vie ». Ils appellent à la rescousse deux scientifiques, Alberto Alesina et Enrico Spolaore qui, dans leur ouvrage *The size of nations*, ont mis en évidence une série de désavantages propres aux grands pays : « complexité, lourdeur de la bureaucratie, hétérogénéité et donc insatisfaction de certains groupes par rapport à l'autorité centrale ». Si le fait d'être un grand pays était intéressant, leur nombre aurait augmenté, or c'est l'inverse qui est vrai. Le nombre de petits pays est en forte augmentation ces dernières décennies. Les auteurs se servent de l'analyse des deux scientifiques pour rassurer leurs lecteurs : vivre dans un petit pays n'est absolument pas un problème, que du contraire.

L'absence dans le rapport de chiffres sur la pauvreté, l'inégalité, la qualité de l'environnement, la démocratie ou la culture est assez frappante. Le *Manifeste* est réductionniste : ce qui ne relève pas directement de l'économie est accessoire. Cet *a priori* n'a rien d'étonnant dès qu'on s'intéresse à la carrière de certains des auteurs principaux. Car le Manifeste n'est évidemment pas tombé du ciel. Le magazine *Trends* et le journal économique *De Tijd* écrivent depuis des années nombre d'articles sur les grands défis socio-économiques de la Flandre. Johan Van Overtveldt, a été corédacteur en chef et économiste en chef de *Trends* entre 1992 et 1999. Des rapports sur les transferts, il y a en déjà eu des dizaines. Les ministres-présidents du gouvernement flamand Gaston Geens et Luc Van den Brande, dans les années 1980 et 1990, ont opté pour une politique économique flamande forte et il est arrivé plus d'une fois à Luc Van den Brande de tenir un discours peu amène à l'égard de la Wallonie. La nouveauté de ce *Manifeste* réside donc dans le fait que l'ensemble des arguments a été compilé dans un ouvrage de 252 pages dont le style se veut rationnel et respectueux. « Pas de problème si vous autres Wallons souhaitez avoir une politique de gauche et donc très éloignée de nos aspirations. Faites comme bon vous semble. En revanche, nous voulons pouvoir décider en toute indépendance du cap que nous voulons prendre afin de pouvoir conserver notre prospérité ».

Pour les auteurs, le Vlaams Belang fait partie des partis de centre-droit, à l'image du VLD et du MR. Le terme « extrême-droite » n'apparaît pas dans le texte. Les auteurs s'inscrivent ainsi dans une très ancienne tradition des milieux nationalistes flamands. Tout qui lutte pour une Flandre indépendante, même s'il nourrit une autre vision de son organisation institutionnelle, est un allié. Il en est ainsi du site internet nationaliste flamand Doorbraak, qui publie quant à lui des articles sur l'Ijzerwake (le pèlerinage alternatif de l'Yser organisé par l'extrême-droite), qui a honoré en 2004 la mémoire de Staf De Clercq. Ce dernier fut un des principaux collaborateurs durant la Deuxième guerre mondiale, à la tête de son parti nationaliste flamand d'extrême droite, le VNV, pendant de Rexle parti.

Et que dit le Manifeste sur Bruxelles ? Les auteurs citent en exemple le statut spécial de Washington DC. Ils disent constater que Bruxelles est située en territoire flamand et qu'elle est fortement imbriquée dans la Flandre sur le plan logistique et du point de vue de la mobilité. Il y a des liens historiques entre Bruxelles et la Flandre et la présence des Flamands de Bruxelles. Bruxelles doit donc rester la capitale de la Flandre, en concluent les auteurs. Le terme « rester » peut ici prêter à confusion. Bruxelles n'est évidemment pas la capitale de la Région flamande, mais bien de la Communauté flamande (et de la Communauté française).

Bruxelles ne manque pas d'atouts, mais elle souffre d'un chômage très élevé. Les auteurs parlent de la « faillite de la politique de l'emploi » et qualifient l'enseignement francophone de « relativement peu performant ». Le niveau régional est trop faible et les auteurs sont incommodés par le nombre trop important de mandats publics et par le coût exorbitant du système administratif. Le rapport dénonce également l'absence d'une politique économique saine.

Mais alors, que faudrait-il faire ? « Dans notre modèle, Bruxelles conserve une administration locale forte et soutenue par la Flandre, par la Wallonie si elle est intéressée et de préférence aussi par l'UE (...). Le soutien financier implique l'exercice d'une tutelle quant à l'utilisation des moyens attribués ». Mais aussi : « Les habitants de Bruxelles qui n'opteraient pas pour la nationalité flamande ou wallonne se verraient attribuer un statut

distinct de la sous-nationalité flamande ou wallonne ». Bref, Bruxelles doit rester la capitale de la Flandre. Mais qui gérerait Bruxelles ?

1. Un Conseil supérieur composé de représentants de Bruxelles, de la Flandre, de la Wallonie et éventuellement de l'UE.
2. Un second Conseil, bruxellois, élu par les habitants de Bruxelles, avec une présence suffisante de Flamands et de Wallons. Ce Conseil est doté de compétences législatives. Mais, les lois ayant une influence sur le rôle international, sur la vocation de Bruxelles comme capitale, ou qui sont importantes pour l'économie, l'aménagement du territoire, la mobilité, etc., doivent être ratifiées par le Conseil supérieur. Celui-ci valide également une partie du budget.
3. Les 19 communes disparaissent en tant qu'entités administratives et politiques mais des districts pourraient être créés (dotés de compétences consultatives).
4. Le bourgmestre de Bruxelles est directement élu par les habitants de Bruxelles et dispose de larges compétences.
5. La culture, l'enseignement et les autres matières liées aux personnes, pour les habitants choisissant la nationalité wallonne ou flamande, sont des compétences appartenant à leurs États respectifs. Pour les autres habitants, qui n'optent donc pas pour une de ces deux nationalités, les compétences sont exercées par le Conseil bruxellois et le bourgmestre.

La conclusion du chapitre sur Bruxelles a de quoi surprendre. « Sur le plan juridique, concernant la tutelle des fonctions de capitale et de centre international de Bruxelles, il serait envisageable de penser à un traité inspiré du « condominium », une formule appliquée en 1816 par la Prusse et les Pays-Bas à un tout petit bout de territoire, qu'ils dénommèrent le Moresnet neutre, à l'intersection des frontières actuelles entre la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas (il fait partie aujourd'hui de la commune de La Calamine, en Communauté germanophone). Les condominiums

sont assez rares et généralement instables¹. En Bosnie-Herzégovine, citons le district de Brcko, un condominium de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et de la République serbe. Il y a aussi le condominium de l'Île des Faisans, entre la France et l'Espagne, au milieu de la rivière Bidassoa, et dont la juridiction passe de la France à l'Espagne tous les six mois. Aux XIXe et au début du XXe siècle, le Moresnet neutre a été célèbre dans toute l'Europe. Ce micro-État exportateur de zinc était un lieu de contrebande, un paradis fiscal et les casinos y étaient légion.

Pour chercher l'inspiration dans le Moresnet neutre ou l'Île des Faisans, il faut être particulièrement désespéré. Le chapitre sur Bruxelles manque de solidité. Les éléments à retenir seraient la codécision de la Flandre et de la Wallonie sur tous les sujets importants et l'obligation faite aux Bruxellois (belges) de choisir entre quatre nationalités : flamande, wallonne, bruxelloise avec sous-nationalité flamande, ou bruxelloise avec sous-nationalité wallonne. Les auteurs ne se sont pas préoccupés une seconde du fait que ces propositions ne pourraient que se heurter à l'opposition des... Bruxellois. Ni du fait qu'elles ont un méchant parfum d'apartheid. Ce chapitre n'a d'ailleurs bénéficié que de très peu d'attention dans la presse flamande et les auteurs ne se sont pas montrés très assertifs à son propos.

RÉACTIONS POLITIQUES

Le *Manifeste* n'a suscité pour ainsi dire très peu de commentaire des politiques, ni aucune question critique de la part des journalistes. Pourtant, il posait un certain nombre de questions. Pourquoi les Flamands auraient-ils droit à un État digne de ce nom et pas les Bruxellois ? Si la Belgique fédérale fonctionne si mal, la responsabilité n'en incombe-t-elle pas aussi aux politiques flamands, qui co-gouvernent la Belgique fédérale ? Pourquoi le Vlaams Belang est-il rangé sans le moindre commentaire dans la catégorie des partis de centre-droit, à côté du VLD et du MR ? Pourquoi ne dit-on pas un mot

¹ NdA : les auteurs contemporains contestent néanmoins l'interprétation selon laquelle le Moresnet neutre serait un condominium, dans la mesure où celui-ci implique la reconnaissance, par les États qui en font partie, des droits que possèdent les autres États concernés sur ce territoire. Or, tant la Prusse que les Pays-Bas, puis la Belgique, revendiquaient la pleine propriété du Moresnet neutre. Il faut dès lors privilégier ici la qualification de territoire mixte, ou de territoire indivis (source : Wikipedia).

d'une éventuelle stratégie qui mènerait à cette Flandre indépendante ? Les questions, on le voit, ne manquaient pas. Aucune n'a été posée.

Côté francophone, on a pu lire que le rapport était imprégné d'un « nationalisme des riches ». En vue de préparer une étude, le CRISP a contacté tous les partis politiques pour avoir leur réaction. La plupart d'entre eux ont refusé de réagir officiellement ou se sont prêtés à l'exercice en termes extrêmement succincts. A une seule exception près. La démission d'Herman De Bode, licencié par Mc Kinsey parce qu'il avait participé à la rédaction du Manifeste, a entraîné une réaction foudroyante du président de la N-VA, Bart De Wever : « Ce manque de tolérance est inacceptable, mais ne surprend hélas pas. Ne regardant que leur propre intérêt économique, et avec le soutien de la Cour, une petite élite belge continue à s'opposer, avec entêtement, au désir de plus d'autonomie pour les États fédérés. Le Manifeste pour une Flandre indépendante est une réponse claire à cette opposition. A partir d'une analyse pleine de sagacité de la situation actuelle au plan économique et institutionnel, le groupe pose un choix clair. Et ce choix, n'en déplaise à ceux que cela gêne, est celui d'une Flandre indépendante ».

ET NOS ENFANTS...?

Reprises en cœur par des journalistes, des scientifiques et des leaders d'opinion, l'analyse et les propositions du *Manifeste* ont produit un effet de résonance pendant plusieurs années, provoquant des inquiétudes toujours plus fortes sur le recul de la prospérité en Flandre. Nos enfants vivront-ils aussi bien que nous ? Attention, nous allons droit dans le mur ! Ces propos catastrophistes sont devenus monnaie courante, jusqu'à créer un « déclinisme » : nous sommes sur une pente glissante et nous ne voyons pas comment enrayer ce processus. La crise de 2008 a évidemment aggravé la situation. Les dizaines de milliers de ménages qui ont perdu des montants plus ou moins importants dans les débâcles de Dexia et de Fortis ont senti la crise bancaire directement dans leur chair. Ils se sont sentis abandonnés par la classe politique, à plus forte raison quand ils ont dû constater que c'étaient aussi eux qui allaient devoir essayer les plâtres de la crise bancaire.

Les cris s'élevant en faveur de réformes drastiques sont peu à peu devenus des fulminations. Rapport après rapport, tant le FMI que les instances européennes confirmaient la gravité de la situation. La Belgique et la Flandre dérivait vers la zone dangereuse. A la même époque, le dossier BHV illustrait pour de nombreux Flamands le refus des francophones de cohabiter avec les Flamands dans des conditions correctes et l'incapacité des partis traditionnels flamands à y remédier. La frustration causée par les « blocages wallons », tant sur BHV que dans le domaine socio-économique, croissait rapidement, au point de se répandre largement au-delà des cercles flamingants traditionnels. Le PS, ce « parti de pouvoir répugnant », était l'objet de toutes les suspicions. En d'autres termes, pour un responsable politique comprenant bien les enjeux, capable de formuler une réponse assertive à l'angoisse et à la frustration des Flamands, de leur promettre un changement crédible, de leur assurer qu'ils allaient se délivrer du PS pour qu'ils puissent reprendre leur sort en main et assurer la prospérité de leurs enfants, pour cet homme politique-là, la situation prendrait un tour des plus intéressants. Pour beaucoup de personnes en Flandre, la frontière entre dossiers communautaires et préoccupations quotidiennes s'était brouillée. Le socio-économique était devenu communautaire et le communautaire était devenu socio-économique. Le débat ne portait pas sur la répartition de la richesse produite entre le capital et le travail. La zone de tension avait glissé vers un autre sujet : il y avait « nous », les Flamands, et « eux », les Francophones et les Wallons.

LES « ALLIÉS » FRANCOPHONES DE « IN DE WARANDE »

Le groupe de réflexion « In de Warande » a aussi réussi un coup de maître en citant trois professeurs d'université francophones qui, lors d'un débat en 2005 à Bruxelles, avaient adopté des positions très tranchées. Pierre Pestiau (ULG), Michel Mignolet (FUNDP) et Henri Capron (ULB) avaient admis les graves problèmes de l'économie wallonne, à grands renforts de chiffres. Pour Henri Capron, la Région wallonne n'est certes pas la seule région européenne en déclin, et d'ajouter : « Mais c'est en Wallonie (... et à Bruxelles) que le taux d'emploi est le plus faible (...) ou

que le chômage des jeunes est le plus lourd ; c'est en Wallonie que la dualisation de l'enseignement est singulière, ou que les grands pôles (Liège et Charleroi) s'inscrivent à un faible niveau de richesse par habitant (alors que les métropoles se situent généralement au-dessus des moyennes de leurs régions) ». Pierre Pestiau n'était pas en reste : « en termes d'exclusion sociale, ce que nous connaissons en Wallonie relève du scandale. Plutôt que de s'occuper de balivernes comme Francorchamps, les politiques de tous les partis ne devraient plus dormir, à voir la pauvreté persistante dans certaines agglomérations, ou les taux de chômage à 20 % ».

La presse néerlandophone citait encore d'autres propos des professeurs, comme en atteste le titre de cet article paru dans *Het Nieuwsblad* : « Des professeurs favorables à une réduction salariale en Wallonie. Les transferts endorment les Wallons ». Je reprends de longs passages de cet article important : « La Wallonie stagne loin en-dessous de la moyenne européenne, mais elle jouit d'un niveau de vie supérieur à la moyenne grâce aux transferts financiers en provenance de la Flandre. Trois éminents économistes wallons souscrivent désormais à cette thèse. Le sénateur Alain Destexhe (MR), qui a récemment déclaré que la Wallonie était un trou noir au cœur d'une des régions les plus riches d'Europe, a suscité le scandale. En Belgique francophone, ses propos ont été qualifiés de "dénigrants". Ses chiffres ont été examinés par trois professeurs wallons : Henri Capron de l'ULB, Pierre Pestieau de Liège et Michel Mignolet de Namur. Ils arrivent aux mêmes conclusions : la Wallonie stagne et est dépendante de l'assistance flamande. Voyons d'abord les chiffres et leurs conclusions. Par habitant, la Wallonie produit à peine trois quarts (77,2%) de la richesse générée par l'Européen moyen en terme de PIB (produit intérieur brut). Grâce à la Flandre, plus productive, la Belgique se situe pourtant au-dessus de la moyenne de l'UE. A tel point que le revenu moyen d'un Wallon est également situé juste au-dessus de la moyenne de l'UE (102%). D'autres "trous noirs" – Liverpool, Glasgow et le Nord de la France – se sont revitalisés, mais pas la Wallonie. Avec un chômage des jeunes à 26,3%, la Wallonie preste encore moins bien que la Lorraine, une autre région industrielle déshéritée. Pour le professeur Capron, "les transferts assurent effectivement une certaine cohérence au

pays, mais ils n'encouragent pas une réaction énergique aux problèmes économiques de la Wallonie. Les politiques wallons se focalisent surtout sur la quête ancestrale de l'argent, délaissant l'entrepreneuriat". Des propos qui s'inscrivent exactement dans la même ligne que ceux du sénateur Destexhe, qui considère que les transferts endorment la Wallonie ».

Plus bas dans l'article, on peut également lire ceci : « Le professeur Mignolet va encore plus loin : l'écart salarial entre la Wallonie et la Flandre n'est actuellement "que" de 4%, alors que les entreprises wallonnes sont moins rentables que leurs homologues flamandes. Il préconise une baisse générale des salaires en Wallonie pour que le Sud devienne une sorte de "zone à bas salaire" par rapport à la Flandre. Une telle décision permettra d'attirer naturellement plus d'entreprises ».

Cet article a été une aubaine fantastique pour le mouvement flamand et pour tous ceux qui s'inquiétaient pour l'avenir de la Flandre. En marge de la présentation du livre par le groupe de réflexion « In de Warande », un journaliste du *Standaard* est allé interviewer Pierre Pestiau. Je le cite : « Premièrement, l'indépendance coûterait très cher à la Wallonie. Si les transferts cessaient, les allocations sociales devraient baisser de 20%. Deuxièmement, la Wallonie peut encore profiter de la gouvernance belge. Je suis désolé de devoir le dire, mais les politiques wallons ne sont pas assez compétents pour gouverner un pays indépendant. Pour le moment, nous profitons encore du fait que nous sommes à l'intérieur de l'État fédéral belge. Le style de gouvernance plus mûr de la Flandre produit une influence positive, y compris en Wallonie ». Plus loin, Pestiau précise encore qu'une Wallonie indépendante pourrait très bien « sombrer encore plus ». Mais il ajoute qu'on observe des signaux positifs côté wallon.

Il est bien évident que Pierre Pestiau n'avait pas la moindre intention de soutenir une nouvelle offensive des séparatistes flamands. Son interview a néanmoins accordé au *Manifeste* comme une sorte de bénédiction : « Regardez un peu, ces scientifiques francophones corroborent notre analyse ».

Et encore ceci. Si Alain Destexhe jouit d'une certaine notoriété en Belgique francophone, pas toujours des plus positives d'ailleurs, c'est

un parfait inconnu en Flandre. La couverture médiatique flamande n'avait cure de ses propos, elle s'est concentrée sur les positions des trois sommités. Les analyses sobres des scientifiques, personnes à la fois intelligentes et légitimes, ont été mises à l'honneur exactement la même approche que celle tentée par « In de Warande ». On pourrait appeler cela du séparatisme post-national. Nous ne nous séparons pas en raison du fait que l'âme flamande nous donne l'ardente envie de fonder notre propre pays. Il n'est pas question d'émotions, mais bien de « rationalité » pure. Notre position s'appuie sur le « bon sens » et la « bonne gouvernance ». Il s'agit d'un débat rationnel.

Si le mouvement flamand et une partie des milieux d'affaires flamands tissaient des liens depuis des décennies, c'était la première fois qu'ils se retrouvaient dans le cadre d'un vrai projet sociétal et politique communautaire. Ce mariage n'allait pas tarder à faire des étincelles.

ET APRÈS

Dans les années qui ont suivi la publication du Manifeste de la Warande, les liens entre Voka, mouvement flamand et N-VA sont devenus de plus en plus... manifestes. Le programme socio-économique de la N-VA ressemble comme deux gouttes d'eau à celui du Voka. En 2009, Philippe Muyters, administrateur délégué du Voka, est devenu ministre pour la N-VA au sein du gouvernement flamand, compétent pour les finances, le budget, l'emploi, l'aménagement du territoire et le sport. Il rempile en 2014, mais cette fois comme ministre de l'emploi, de l'économie, de l'innovation et du sport. Les négociations gouvernementales qui font suite aux élections de juin 2010 et à la victoire historique de la N-VA sont extrêmement laborieuses. Lors d'une de ces réunions, Bart De Wever laisse échapper : « Mon vrai chef, c'est le Voka ; si le Voka n'est pas content, je ne suis pas content ». Suite à une fuite d'un négociateur, ces propos sont reproduits dans la presse et répétés sans cesse par les journalistes et par ses détracteurs. Bart De Wever ne commet que très peu d'erreurs de communication et il s'est sorti de celle-ci sans trop de dommages. Mais, s'il faut en croire les bruits de couloirs, lorsque la N-VA a fini par entrer au gouvernement en 2014, c'est sous la pression du Voka

et en accord avec celui-ci, entend-on. Même si le parti a dû ranger son programme communautaire au placard au sein du gouvernement Michel, les liens entre les deux organisations conservent toute leur importance. La N-VA, au sein du nouveau gouvernement fédéral, prolonge la ligne du Voka dans les dossiers socio-économiques.

La N-VA et le mouvement flamand semblent avoir soigneusement étudié l'analyse de l'historien tchèque Miroslav Hroch, qui distingue trois phases dans le développement du nationalisme. Au cours de la première phase, une conscience nationale se développe au sein d'un groupe restreint de personnes hautement éduquées. La deuxième phase est celle de la politisation. Enfin, pendant la troisième phase, « l'avant-garde » tend la main à la masse de la population en montrant que les intérêts nationaux et matériels se recoupent. En d'autres termes, un lien s'opère entre la lutte linguistique et culturelle nationaliste traditionnelle et les intérêts de nature économique. Dans une interview à la VRT, Bart De Wever a admis avoir étudié de près les travaux de Miroslav Hroch et être effectivement en quête d'arguments socio-économiques pour que son message puisse porter dans des milieux plus larges.

En Flandre, c'est à peine si le Manifeste a suscité des réactions, sans parler d'analyses plus approfondies. Certains ont peut-être estimé qu'il valait mieux ignorer ce genre de texte. C'était une erreur. Le texte, l'analyse qui le sous-tend et ses propositions ont percolé lentement dans la société civile. Il a également été diffusé par d'autres acteurs, des journalistes, des scientifiques et des responsables politiques. Il n'a jamais dû affronter un vent contraire.

LA CLASSE MOYENNE PRESSÉE COMME UN CITRON

Autre petit retour en arrière. Trois ans après la publication du Manifeste de la Warande, c'est le crash. Des banques et des économies implosent. Des pays entiers même. Pour l'essentiel, la facture est présentée aux pouvoirs publics, qui la transmettent à la classe moyenne. Chez nous, plusieurs dizaines de milliers de personnes assistent, du jour au lendemain, à l'évaporation d'une partie de leur épargne, placée chez Fortis ou Arco.

Simultanément, une grande partie de la classe moyenne appréhende un certain nombre d'évolutions récentes comme la numérisation, la robotisation et l'automatisation. Même par exemple les personnes actives dans le secteur de la banque et de l'assurance, qui étaient encore quelques années auparavant sûres et certaines que leur travail ne serait jamais automatisé, se rendent compte qu'elles ne sont plus à l'abri. Des économistes rédigent des articles d'opinion aussi longs que fouillés en indiquant que des évolutions similaires se sont déjà produites dans le passé, mais qu'au final ces transformations généraient au moins autant de nouveaux emplois qu'elles n'en avaient détruits. Mais ces nouvelles rassurantes sont mises en pièces par d'autres scientifiques qui mettent en garde la population, car cette fois-ci, le scénario pourrait être très différent. Se pose aussi la question de savoir quels jobs subsisteront pour tous ceux qui ne sont pas hautement qualifiés. Que le débat sur un revenu minimum ait ressurgi justement ces dernières années ne doit rien au hasard. Les responsables politiques de gauche comme de droite y voient une piste intéressante, dans la mesure où il faut s'attendre à une perturbation inédite et que nous pouvons carrément oublier le plein emploi – ou le quasi-plein-emploi – dans les temps qui s'annoncent.

Il est bien sûr particulièrement important de savoir qui a raison dans les débats sur l'impact de ces tendances sur la création ou la destruction d'emplois. , Mais ce n'est pas le sujet de ce livre. Pour ma part, je pense qu'il n'est pas possible d'évaluer ses effets à l'avance et que nous devons attendre dix à vingt ans avant de connaître la réponse. Ce qui ne signifie pas que nous devons nous contenter de subir. Dans ces pages, mon propos est d'attirer l'attention sur la pression créée par cette évolution et le flux d'informations à son sujet dans les médias. Même dans une région très riche comme la Flandre. En effet, même si au niveau « macro », l'automatisation peut avoir des effets positifs sur notre PIB ou sur notre taux d'emploi, elle peut également générer des drames au niveau « micro ». L'adage de la « destruction créatrice » peut avoir des résonances charmantes aux oreilles des économistes et des journalistes libéraux, mais pour un couple avec deux enfants, une maison, deux voitures et de bons revenus, qui voit tout à coup

poindre à l'horizon des risques auxquels il n'avait jamais pensé, c'est une tout autre histoire. L'un de nous deux va-t-il perdre son travail ? Allons-nous tous les deux le perdre ? Est-ce que nous en trouverons un autre, aussi passionnant et bien rémunéré ? Pourrons-nous encore rembourser la maison ? Et notre voyage annuel, pourra-t-on encore se le permettre ? Comparées avec les questions quotidiennes des minimexés, c'est du luxe. Mais pas pour les personnes concernées. Telles sont leurs grandes questions.

Qui leur répond ? Qui leur explique pourquoi il en est ainsi, tout en leur donnant une perspective, une issue, de l'espoir ? Certainement pas le sp.a. Ce parti se traîne de crise en crise depuis longtemps. Il s'est pour ainsi dire immolé en flirtant avec la « troisième voie » de Tony Blair, et son nouveau modèle politique et social, censé dépasser la gauche et la droite traditionnelles et porter la gauche pendant de nombreuses années. Le sp.a, avec Steve Stevaert et ses jeunes branchés, pensait devenir et rester le premier parti de Flandre. C'est raté. Aux élections provinciales d'octobre 2018, le parti n'obtient que 10,4 %, alors que Groen atteint 13,2 %. Le CD&V et le VLD apportent-ils des réponses à tous ces citoyens inquiets de la classe moyenne ? En partie. Le CD&V met en avant le respect et l'équilibre, et choisit le « juste milieu » ce qui est ces temps-ci, selon lui, courageux et radical. Pas trop à gauche, pas trop à droite, il veut s'atteler à trouver de véritables points d'équilibre dans l'intérêt de tous. Le discours du VLD est teinté d'espoir et d'audace. Il place l'accent sur les nombreuses opportunités que nous offrent la mondialisation, l'automatisation et la numérisation. Il irradie de positivisme et d'ambition. Quant à la N-VA, elle reste fidèle à sa ligne, elle veille à laisser aux autres toutes les questions délicates. Qu'un problème concerne le niveau flamand ou fédéral, il est causé soit par les déséquilibres de la dernière réforme de l'État, soit par l'Union européenne, qui autorise ou interdit certaines choses, engage ou n'engage pas certaines actions. Pour montrer les autres du doigt, la N-VA est championne de Belgique. Et elle s'en tire très bien. Pour ces centaines de milliers de Flamands qui, encore plus qu'avant 2008, s'inquiètent des tendances lourdes sur le marché de l'emploi, la N-VA a *la* réponse.

Oui, notre richesse est sous pression. Oui, il faut réformer. Et oui, *dixit* la N-VA, on s'en occupe ! Si nous ne réformons pas notre Sécurité sociale, elle disparaîtra. Nous devons donc le faire. Malgré les résistances des Wallons, des syndicats, les errements de la gauche et – par moments – de l'Union européenne. Nous continuons envers et contre tout, avec combativité et engagement ! Toujours le même message implicite : nous voulons défendre votre prospérité encore plus qu'aujourd'hui et nous y parviendrons d'autant mieux si nous sommes plus forts et plus grands. Pensez-y aux prochaines élections. Un journaliste a un jour posé cette question à Bart De Wever : « La Flandre est toujours une des régions les plus riches d'Europe ? » Et lui de répondre : « Oui, c'est vrai, notre économie est forte. Mais il y a la dette nationale, la pression fiscale, le vieillissement de la population, la position concurrentielle de nos entreprises. Tout cela est plus qu'inquiétant ».

MA PENSION ?

Le Comité d'étude sur le vieillissement est un organe public qui publie des rapports sur le vieillissement depuis 2002. De nombreux autres rapports sur la problématique du vieillissement ont paru par ailleurs, et le Parlement fédéral y a consacré des heures de débats. Tous ces efforts ont-ils permis la mise en œuvre d'une politique proactive qui nous a rassurés ? Non. Ces dernières années, j'ai entendu des trentenaires affirmer qu'ils ne se souciaient pas de la politique de pension parce qu'il n'y aura de toute façon plus d'argent. Ce fatalisme est évidemment de nature à fermer toutes les portes. Et il est difficile d'inciter ces personnes à l'action, sociale ou politique en la matière. Pourquoi agiraient-ils puisqu'il n'y a pas d'espoir ?

Mais d'autres personnes s'inquiètent bel et bien pour leur pension. Quand pourront-ils la prendre ? Combien percevront-ils ? Sera-t-elle garantie pour le restant de leurs jours ? Autrement dit, ils s'inquiètent de choses élémentaires, de leur pouvoir d'achat, parce qu'ils voudraient que leurs vieux jours soient doux et en valent la peine.

En Flandre, le regard de la population sur cette importante question des pensions n'a rien à voir avec ce qu'il peut être en Wallonie. La majorité des Flamands a une vision de ce sujet ancrée dans la *framing* de la Warande. La voici résumée en quelques lignes : « Notre prospérité est menacée. Si cela continue, nous ne pourrons plus payer nos pensions. Il faut réformer de toute urgence. Mais les syndicats, les partis de gauche et les Wallons bloquent ces réformes. C'est scandaleux et inacceptable. Il faut en finir avec ces forces conservatrices ! »

Vous l'avez remarqué, les syndicats et les partis de gauche sont étiquetés comme des forces « conservatrices ». On ne parle même pas de « conservatisme de gauche », mais de « conservatisme » tout court ! Cela peut paraître étrange, mais cette façon de présenter les choses a été dite et écrite des milliers de fois en Flandre et de nombreux Flamands la croient. Elle est même fondamentale pour expliquer le succès de la N-VA. La droite flamande y a travaillé dur pendant des années et est arrivée à la faire passer. Ce fut d'ailleurs une des lignes stratégiques de la campagne électorale de la N-VA en 2014. La N-VA était le parti du changement et du progrès, par opposition au PS, le parti de l'immobilisme et de la stagnation. La définition du conservatisme a donc subi un important retournement. Les syndicats et le sp.a. sont conservateurs, parce qu'ils s'opposent aux réformes socio-économiques indispensables pour garantir nos pensions et notre prospérité, alors que la N-VA aborde la situation avec « bon sens » et veut des réformes. Ce qui est assez brillant dans cette approche, c'est qu'elle camoufle son agenda idéologique de droite. Car ces réformes socio-économiques sont libérales de A à Z : plus de flexibilité sur le marché du travail, durcissement du traitement réservé aux chômeurs et responsabilisation individuelle tant des chômeurs que des malades. Ceux qui ne travaillent pas profitent des travailleurs et doivent par conséquent être traités avec fermeté. Il est évidemment très dur pour les syndicats flamands et le sp.a. d'être systématiquement mis dans le même sac que le PS et la « FGTB wallonne ». Car cet argument-là est aussi crucial dans le récit de la N-VA. Il n'y a pas que les ennemis extérieurs – le PS, la FGTB et les Wallons en général – qui empêchent les Flamands de faire ce qu'il faut. Les Wallons ont aussi des alliés en

Flandre : des partis et des responsables politiques qui trahissent leur peuple. Les syndicats et le sp.a. sont présentés systématiquement et très souvent comme des acteurs qui menacent la prospérité des Flamands, ils sont assimilés au PS et à la FGVB et traités comme des organisations qui « collaborent avec l'ennemi ». Cette attitude est évidemment très menaçante pour la gauche en Flandre.

Des années durant, la N-VA s'est extrêmement bien placée dans la reconfiguration du débat tel que l'avait mise en marche le Manifeste de la Warande. Dans celui-ci le PS, avec le concours du sp.a. comme principal « collaborateur » en Flandre, est une menace pour notre prospérité. Un parti qui empêche les Flamands de mettre en œuvre les réformes indispensables au maintien de la prospérité. Cette minorité numérique – les Wallons – qui empêche la majorité – les Flamands – d'agir pour sa richesse. Un discours qui permet de faire le lien avec le confédéralisme. La ministre Homans, à l'approche des élections de 2014, a déclaré que la Flandre devait obtenir un tournant après les élections : « Si nous restons gouvernés de cette façon pendant cinq autres années, nous subirons un appauvrissement collectif. Le confédéralisme demeure le seul moyen de garantir notre prospérité ».

Tout cela ne peut conduire qu'à une seule conclusion possible. Il faut un très grand parti qui n'ait pas peur du PS, qui ne fera pas de mauvais compromis avec le PS, comme le font les autres partis flamands depuis des décennies. Un parti qui provoquera cette rupture indispensable depuis déjà si longtemps. Et qui a d'ailleurs eu lieu. Les électeurs qui ont voté pour la N-VA en 2010 et 2014 ont fini par obtenir ce qu'ils voulaient : le PS dans l'opposition et une rupture politique.

L'ÉGOÏSME ? C'EST BIEN !

Nous sommes en août 2012 et Bart De Wever, qui participe à une réunion du Voka, reçoit un cadeau singulier : le livre *Atlas in Staking* d'Ayn Rand. Cette écrivaine états-unienne est à peine connue en Belgique, mais son influence aux États-Unis a été et reste encore considérable. Ses idées ont pénétré la Flandre ça et là ces dernières années. Rand

est née à Saint-Pétersbourg en 1905 sous le nom d'Alissa Zinovievna Rosenbaum. Elle a grandi en Russie avant d'émigrer aux États-Unis en 1926, où elle devient romancière. L'égoïsme est pour elle une grande vertu. Nous ne devons pas en avoir honte, que du contraire : c'est très bien ! Chacun doit se préoccuper de ses propres intérêts et ne rien demander aux autres. Inversement, nous ne sommes pas tenus de donner quoi que ce soit aux autres, à moins de le choisir. La conséquence sociétale évidente de cet égoïsme est le capitalisme. Dans ce système, il est possible de maximiser l'égoïsme et de produire et d'accumuler des richesses. Les riches sont donc de bonnes personnes. Ils sont utiles car ils investissent et créent des emplois pour les pauvres. Dans la société, il y a des « producteurs », ceux qui se prennent en charge, et des « looters » (pillards), ceux qui profitent des efforts des autres. Les pauvres n'ont pas assez de discipline pour créer de la richesse. Moralement, les producteurs sont au-dessus des « pillards ». L'inégalité est donc naturelle. Elle n'est pas mauvaise. Le libre marché est un régime hautement moral car il permet aux personnes disciplinées de créer de la richesse. Si chacun poursuit ses propres intérêts, cela ne peut être que bon pour tout le monde. L'intervention de l'État, par contre, est mauvaise parce qu'elle entrave les personnes dynamiques, actives et entreprenantes. Pour Ayn Rand, le rôle des pouvoirs publics doit rester confiné à la politique de sécurité. Les services sociaux peuvent et même doivent être supprimés. Les programmes sociaux sont immoraux parce qu'ils n'incitent pas au travail discipliné. Les responsables politiques sont des pillards qui prennent l'argent des entreprises en levant des impôts. Les personnes qui vivent de l'argent de quelqu'un d'autre sont des clochards.

Ces propos vous choquent ? Je l'espère. Ils sont à l'opposé du modèle européen dit « capitalisme rhénan » et aux antipodes du discours des démocrates-chrétiens, des socialistes, des libéraux et des verts. Je ne connais personne dans notre pays qui défend ouvertement la « philosophie » d'Ayn Rand. Aux États-Unis, en revanche, le livre a été et reste un immense succès. Il s'en est vendu plus de sept millions d'exemplaires. L'ancien gouverneur de la Banque nationale, Alan

Greenspan, était un ami de Rand et un fan d'*Atlas in Staking*, qui est en quelque sorte la bible politique des membres du Tea Party et des groupes de réflexion conservateurs. La politique de Donald Trump a plus qu'un parfum randien : sortie des accords internationaux comme le Protocole de Paris sur le climat ou l'accord nucléaire avec l'Iran, absence de volonté d'accord et de consensus avec les alliés, etc. La politique est une lutte et une mise en concurrence, et nous gagnerons de toute façon. Deux conseillers de Trump ont un jour exprimé la chose comme suit : « Le monde n'est pas une "communauté globale" mais un lieu où pays, acteurs non gouvernementaux et entreprises sont en compétition les uns avec les autres. Nous préférons embrasser cette nature élémentaire des affaires internationales plutôt que de la nier ».

Il est interpellant que le Voka ait fait cadeau de ce livre à De Wever. Nous savons depuis longtemps que le Voka regarde en direction du monde anglo-saxon, alors que la FEB s'appuie sur le modèle rhénan. Donner un tel livre à De Wever reste néanmoins un geste politique très particulier. Faut-il en conclure que le Voka est à 100 % derrière les idées d'Ayn Rand ? Ou est-ce aller un peu vite en besogne ? Quoi qu'il en soit, il est partisan d'une politique plus droitrière et plus libérale que la FEB. La direction que souhaitera prendre le Voka dans les années qui viennent sera donc très importante. Non seulement parce que cette organisation est proche de la N-VA, mais aussi parce qu'elle pèse sur les autres partis flamands, et certainement sur l'Open VLD et le CD&V. Je suis étonné que la presse francophone ne suive le Voka que de loin.

Le lien avec la question communautaire est également clair. Si vous adhérez aux idées d'Ayn Rand, le chef d'entreprise se trouve tout en haut de la hiérarchie sociétale. De nombreux fonctionnaires posent des actes qui compliquent la vie des entrepreneurs. Ils bloquent ou ralentissent leur dynamisme. Ceux qui bénéficient d'une allocation de chômage profitent de la force entrepreneuriale des autres. Dans ce récit, la Wallonie et les politiques francophones forment un bloc scandaleux qui paralysent tous ceux qui, en Flandre, font ce qu'ils doivent faire : entreprendre et

créer de la richesse. Dans le monde d'Ayn Rand, les véritables héros n'ont aucune pitié pour les gens dans le besoin. Ils passent leur chemin et vivent leur égoïsme avec fierté. Si Ayn Rand avait pu en décider, la Flandre serait indépendante depuis longtemps.

CHAPITRE 4

VIVRE-ENSEMBLE ET DIVERSITÉ



Illustre panneau de la commune flamande de Dilbeek, limitrophe des communes bruxelloises d'Anderlecht, Molenbeek et Berchem.

LE VLAAMS BLOK

Dans les années 1980, il existait dans ma commune un journal local, le *Klokzjiel*, terme dialectal pour « corde de cloche », c'est-à-dire la corde qui sert à sonner la cloche. Ce titre indiquait le contenu et le ton critique de ce journal local, qui était rédigé et organisé par des bénévoles ayant grandi dans l'esprit de 1968. Critique à l'égard de la vie politique, culturelle et sociale dans la ville, ce mensuel proposait à la fois des articles d'information et des textes plus humoristiques, ainsi que, de temps en temps, le récit d'un scandale local. Un jour, le rédacteur en chef décide de faire un test de situation avant la lettre. Une de ses connaissances, d'origine allochtone, se rend dans un café où le rédacteur en chef est déjà présent, histoire d'observer l'accueil réservé à son ami. Résultat, l'homme se voit refuser l'entrée dans plusieurs établissements. Le journal local publie un article détaillé sur cette histoire en mentionnant les cafés concernés et en décrivant les faits. Les racistes sont dans leurs petits souliers. Grand scandale, évidemment, et nombreuses réactions indignées dans mon entourage. La loi contre le racisme de Philippe Moureaux venait d'être publiée, mais n'était pas encore très connue. Le racisme et la lutte contre le racisme ne suscitaient pas beaucoup d'intérêt dans les années 1980. Pas plus que la discrimination sur le marché du logement ou du travail. Quelques centaines de personnes d'origine nord-africaine vivaient dans notre ville à cette époque, mais il n'y avait pas de mosquée et on ne parlait pas de l'islam. On n'en parlait ni dans les journaux, ni au conseil communal. Sur le plan politique, la question migratoire et le racisme n'étaient pas des enjeux.

Tout change en 1988. Aux élections communales, le Vlaams Blok, le parti d'extrême droite jusqu'alors marginal, obtient 17,7 % des voix à Anvers. Il arrive sur la troisième marche du podium, derrière les socialistes et les démocrates-chrétiens. Depuis Anvers, une onde de choc se répand dans toute la Flandre. Les élites politiques et culturelles n'avaient rien vu venir. Sous les radars, une colère et une frustration ont pris corps et elles se cristallisent sur le plan électoral. A la rue de la Loi, on se réveille. Paula D'Hondt, ancienne ministre du CVP (l'ancêtre du CD&V), devient Commissaire royale à la politique d'immigration et effectue, de 1989

à 1993, un important travail de dépoussiérage. Le 24 novembre 1991, la Flandre vit son « dimanche noir ». Le VB triple son nombre de voix par rapport à 1987 et réalise un score de 10,4 %, soit douze sièges à la Chambre. Pour la Flandre, c'est le camouflet. Quatre cents mille Flamands ont voté pour un parti qui affiche sa xénophobie, son racisme et sa haine des musulmans.

Jos Geysels, parlementaire d'Agalev (les Verts flamands d'alors) parvient à aligner tous les partis démocratiques derrière un « cordon sanitaire ». En vertu de cet accord, entériné via une résolution du Parlement flamand, aucun parti politique ne s'autorisait à conclure des accords politiques avec le Blok. Le cordon sanitaire est applicable à tous les niveaux : local, régional et national. Ce cordon a toujours suscité des débats en Flandre. Pour les uns, il fallait laisser le VB prendre part au gouvernement pour qu'il « se grille » au pouvoir. Pour les autres, ce n'était pas une option : un parti raciste se place de toute façon en dehors du terrain démocratique. Mais au fond, le discours du VB était-il raciste au sens juridique du terme ? En avril 2004, quelques mois avant les élections régionales, la Cour d'appel de Gand répond par l'affirmative. Trois asbl du Blok sont condamnées pour infractions contre la loi Moureaux. Le jugement est formulé comme suit : « *Dans la propagande ainsi menée à destination du grand public, une image haïssable des «étrangers» est brandie en permanence afin de susciter dans la population des sentiments (déjà ou non présents de manière latente) de haine des étrangers, de les entretenir et de les pousser à outrance, avec comme objectif sous-jacent l'obtention de voix, et le cas échéant après un succès électoral déferlant, de pouvoir transposer dans la pratique des propositions extrêmement discriminatoires formulées dans le domaine de la «politique des étrangers». (...) Cette image détestable de l'étranger constitue aussi un élément permanent de la propagande du Vlaams Blok. Celle-ci vise à enfoncer cette image auprès de la population. Dans certains pamphlets, on revient sur cette image à chaque page ou même à plusieurs reprises sur une seule page. (...) Afin de remédier à la misère de la population belge, qui est ainsi imputée aux étrangers, le parti politique Vlaams Blok propose plusieurs mesures discriminatoires* ».

qui ont toutes la même finalité, à savoir le retour de la plus grande partie de la population allochtone dans le pays d'origine ».

Les dirigeants du Blok ont une stratégie de communication très sophistiquée et une grande partie de la presse flamande tombe dans le piège. Le parti s'érige en victime des élites au pouvoir et affirme que le droit à la liberté d'expression est limité, alors qu'il est le seul à oser défendre les intérêts de monsieur-et-madame-tout-le-monde, victime d'une politique qui ne veut pas voir les problèmes posés par la migration et par l'islam. Lors des élections pour le Parlement flamand, le 13 juin 2004, le Blok obtient le meilleur score de son histoire, avec 24,15 %. Il devient le deuxième parti au Parlement flamand, juste un peu plus petit que le CD&V, mais plus gros que le VLD et le sp.a. Pour beaucoup de Flamands, cette journée est un choc encore beaucoup plus violent que le dimanche noir de 1991. Le débat sur le bien-fondé du cordon se rallume, mais le cordon tient bon, y compris lors de toutes les élections ultérieures. Le Blok n'a jamais eu un bourgmestre ou un échevin en Flandre alors qu'en France, le FN contrôle des mairies depuis des années. Quant au cordon sanitaire médiatique, il a tenu bon de nombreuses années, avant d'être finalement rompu par quelques journalistes. Filip De Winter et Gerolf Annemans ont pu se faufiler dans les studios de télévision et ont été interviewés par certains journaux. Ils n'ont jamais reçu la même attention que les autres politiques et les autres partis, mais il n'existe donc pas de cordon sanitaire dans les médias autour du Blok.

Aux élections de 2007, le Blok perd beaucoup d'électeurs, un recul qui se confirme au scrutin suivant. Aux élections de 2014, le parti n'obtient plus que 5,9 % des voix à la Chambre, qui lui donnent trois sièges. Le parti redevient marginal et sa couverture médiatique redevient quasiment nulle. Quelles sont les causes de ce déclin ? Je pense que le cordon sanitaire a rempli sa fonction. Après avoir voté des années pour le Blok, les gens ont compris qu'il ne ferait jamais partie d'une majorité. Et puis, il ne manquait pas d'alternative à droite. Tout d'abord le parti de droite populiste LLD de Jean-Marie De Decker, la N-VA ensuite. Bart De Wever ne s'est jamais privé de dire dans ses interviews combien il était

fier d'avoir rétréci la taille du Blok, ce que l'on admet d'ailleurs dans les médias flamands. Des voix critiques en Flandre ont affirmé récemment que ce Blok, si puissant, pesait de tout son poids sur l'opinion publique et sur la rue de la Loi, mais sans pouvoir exercer le pouvoir, alors que la N-VA réalise dans les faits une partie du programme du Blok : pensez par exemple à la politique migratoire de Theo Francken. Aucun doute, le Blok a certainement eu un impact sur d'autres partis flamands et sur l'opinion publique flamande.

LA N-VA, UN PARTI D'EXTRÊME-DROITE ?

Des francophones me demandent régulièrement si la N-VA est, à l'instar du Blok, un parti d'extrême-droite. En Flandre, la N-VA n'est pas considérée comme telle, pas même par les responsables politiques et leaders d'opinion de gauche, à quelques exceptions près. La N-VA serait-elle un loup dans la bergerie, un parti d'extrême-droite qui se dissimulerait sous des habits moins voyants ? En septembre 2015, Bart De Wever donne une conférence qui fait beaucoup de bruit à l'Université de Gand. Il préconise notamment la révision de la Convention de Genève, le texte cadre international sur les réfugiés. *La Libre Belgique* demande alors à quelques experts si la N-VA est alors devenue un parti d'extrême-droite. Dirk Jacobs, sociologue à l'ULB, répond par l'affirmative. Je reproduis une grande partie de l'article.

« Dans la littérature scientifique, en général, on se base sur cinq éléments pour définir si un parti est d'extrême-droite : le nationalisme, le racisme, la xénophobie, une tendance antidémocratique et le soutien à un État fort. Jusqu'il y a peu, la N-VA était clairement un parti de droite populiste, et surtout son président Bart De Wever. Mais il n'était pas d'extrême-droite. Encore en 2012, à la VRT, M. De Wever, face à Filip Dewinter (Vlaams Belang) qui critiquait la Convention de Genève, avait clairement dit que c'était une ligne à ne pas franchir, qu'il n'y avait pas de débat possible là-dessus, qu'il s'agissait de droits humains. La remise en question de ces droits de l'homme était donc ce qui différenciait la N-VA du Vlaams Belang et la N-VA ne dépasserait jamais cette ligne ».

« Or, reprend le sociologue flamand de l'ULB, depuis quelque temps, il n'y a pas un jour sans dérapage de la part de la N-VA. L'élément de racisme s'était déjà retrouvé dans les propos très stigmatisants tenus par M. De Wever à l'égard des Berbères (une communauté qui s'intègre difficilement, disait-il, en mettant tout le monde dans le même sac) ».

Quant à la xénophobie, elle s'est manifestée dans les propos de Bart De Wever, hier, à l'Université de Gand, selon Dirk Jacobs : « Il a clairement dit que les réfugiés constituaient un danger culturel pour l'Europe. Il a certes ajouté qu'il était idiot d'avoir cette peur culturelle mais en même temps, que c'est une réalité dans la population, que les responsables politiques doivent en tenir compte, et que lui-même en tient compte ».

« Par ailleurs, quand on met en question le droit international, la Convention de Genève ou la loi contre les discriminations, il s'agit d'attaques en règle contre les droits fondamentaux et le principe d'État de droit en tant qu'élément-clé de la démocratie. Il a dit que toute loi devait s'adapter au consensus et non pas le contraire ».

Au bout du compte, pour le sociologue, il est devenu aujourd'hui « intenable de dire que la N-VA n'est pas un parti d'extrême-droite ». « Chaque jour, elle franchit un peu plus la ligne rouge. Peut-on encore dire que la N-VA pratique un machiavélisme poussé à l'extrême, afin de garder l'électorat du Vlaams Belang ? Ou bien faut-il constater que la différence entre les deux partis est en train de disparaître ? Les discours des deux partis sont très proches. Quand il remet en question la Convention de Genève, il franchit la ligne rouge qu'il avait lui-même tracée. Donc, sincèrement, et c'est une question d'honneur en tant qu'académique, après avoir expliqué à mes collègues étrangers – qui pensaient qu'elle allait quand même loin – que la N-VA était ouverte à la diversité culturelle et à la démocratie, je constate que cela a changé. Ce n'est heureusement pas encore comparable à Orban en Hongrie, mais chaque jour, cela change. C'était le mérite de Bart De Wever d'avoir détruit le Vlaams Belang, à première vue sans faire de concessions sur une série de principes, mais là... Désormais, la N-VA est à classer comme un parti d'extrême-droite ».

Conséquence, pour Dirk Jacobs : « Le MR, le CD&V et l'Open VLD doivent se poser la question : est-ce que l'on continue avec ce gouvernement ? Les partis doivent mener ce débat de conscience. Car si on ne dit pas stop maintenant, quelle sera l'étape suivante ? A quel moment va-t-on dire : maintenant, cela suffit ? »

Trois experts sont en désaccord avec lui : Dave Sinardet, professeur de sciences politiques à la VUB et à l'université Saint-Louis, Pascal Delwit, professeur de sciences politiques à l'ULB et Manuel Abramowicz, coordinateur du web-journal de l'Observatoire belge de l'extrême droite et journaliste engagé à gauche.

Dave Sinardet : « Dans la définition de l'extrême droite, on trouve l'autoritarisme et l'antiparlementarisme, mais la N-VA n'a pas cette idéologie, ni le conservatisme radical sur le plan éthique. Toutefois, dans les déclarations récentes de De Wever on peut constater une plus forte droitisation. Notamment dans la défense de la hiérarchie sociale et d'une inégalité entre citoyens. » Pascal Delwit ajoute : « Même si ça s'emballe un peu, la N-VA est loin de plusieurs éléments qui définissent l'extrême-droite : malgré le nationalisme, il n'y a pas d'affirmation de la supériorité d'une race. Il n'y a pas non plus de remise en cause de la démocratie. Et la N-VA n'est pas anti-système, contrairement à l'extrême droite. » Quant à Manuel Abramowicz, il affirme que le programme de la N-VA ne relève pas de l'extrême-droite. « Mais mon hypothèse, c'est de dire qu'il y a au sein du parti un courant d'extrême droite qui avance de manière masquée. La N-VA est aussi très proche des entreprises et elle sait qu'il peut être intéressant de faire venir de la main-d'œuvre étrangère ».

Ces citations illustrent assez la complexité de cette discussion. Même si, ces derniers temps, et certainement depuis le débat sur le pacte migratoire, de plus en plus de voix attribuent le label d'extrême-droite à la N-VA, la question n'est pas tranchée en Flandre. Le reportage ahurissant sur le groupe d'extrême-droite *Schild en Vrienden* en septembre 2018, qui semble entretenir de nombreux liens avec la N-VA, a mis Bart De Wever et son parti dans l'embarras. Il a vécu un des moments les plus difficiles de ces dernières années. Le parti a pu limiter les dégâts en décidant

rapidement de supprimer de ses listes des élections communales un certain nombre de candidats qui étaient membres de *Schild en Vrienden* et en s'appuyant sur l'habileté de sa communication, comme toujours.

La N-VA est-elle populiste ? Pas toujours, mais régulièrement. Le qualificatif « populiste » ne dit rien sur votre idéologie. La N-VA fait-elle partie de ce groupe de partis populistes et nationalistes de droite et d'extrême-droite qui fleurissent un peu partout en Europe ? Au Parlement européen, elle est membre du groupe des Conservateurs et Réformistes européens, dont fait aussi parti le Pis polonais, un parti conservateur sur les questions éthiques et homophobe. Si ce n'est que la N-VA n'est absolument pas homophobe et ses positions, dans les faits comme dans les perceptions, sont souvent progressistes sur les questions éthiques comme l'euthanasie ou le mariage homosexuel. Ses électeurs ne se considèrent d'ailleurs pas non plus comme des conservateurs sur les questions éthiques, nous apprend une étude de la KULeuven. On peut affirmer que la N-VA est libérale sur le plan économique et conservatrice sur le plan sociétal, mais pas éthiquement conservatrice. Peut-être est-il intéressant pour la N-VA de ne pas pouvoir être placée dans une case, de ne pas faire partie des familles politiques traditionnelles et de ne pas pouvoir être étiquetée d'extrême-droite. La N-VA est la N-VA, point à la ligne.

LES BARBARES SONT À NOS PORTES

J'en reviens à mon aperçu sur l'évolution du débat politique et sociétal du dernier quart de siècle en matière de diversité et d'intégration. Il faut surtout garder à l'esprit que c'est bien le Vlaams Blok qui a longtemps monopolisé la communication dégoûtante, raciste et xénophobe. Les partis démocratiques, du coup, se sentaient en sécurité. Oui, il existait effectivement une menace, électorale principalement, mais le débat se posait entre le Vlaams Belang et tous les autres partis, chacun plaçant ses propres accents. La N-VA est-elle un prolongement du Vlaams Blok dans un emballage plus présentable ? Absolument pas : la réponse à cette question me semble à la fois plus compliquée et plus grave.

Le 26 juin 2015, Bart De Wever envoie ce tweet : « Hannibal ad portas. Barbaarse #aanslagFrankrijk #Grenoble bewijst nood aan streng veiligheidsbeleid. Onze waarden blijven beschermen. » Traduction : « Hannibal à nos portes. #AttaqueBarbareEnFrance #Grenoble prouve la nécessité d'une politique de sécurité sans concession. Continuer à protéger nos valeurs. » Ce jour-là, la France subit sa troisième attaque terroriste de l'année. Après celle de Charlie Hebdo et du supermarché juif, une personne perd la vie à Saint-Quentin-Fallavier, entre Grenoble et Lyon. Un homme est assassiné et décapité. L'auteur de ce crime a laissé la tête de sa victime sur la clôture de son entreprise, entourée de drapeaux portant des inscriptions en arabe. L'Europe n'avait jamais connu d'attaques de ce type. L'auteur des faits est rapidement appréhendé. Il n'avait pas de passé criminel, mais se serait radicalisé. Il se suicide six mois plus tard, en prison.

Le tweet de Bart De Wever a défini une ligne restée fondamentale jusqu'à aujourd'hui. Il s'agit même de plus que la définition d'une ligne stratégique, car ce message est l'illustration d'une vision conservatrice de l'homme et de la société dans la Flandre d'aujourd'hui. Il incarne une offensive conservatrice comme nous n'en n'avons jamais connue.

Bart De Wever décode l'attaque en une seule phrase. Elle porte sur la société occidentale et nos valeurs. L'attaque est un acte barbare. Nous sommes menacés, comme quand Hannibal et ses barbares ont défié la civilisation romaine. De Wever ne prend pas la peine de préciser que ce sont des musulmans ou des Arabes. Ce n'est pas nécessaire. Son public cible fait lui-même le lien, consciemment ou inconsciemment. De plus, il évoque « nos valeurs ». Comme si nous, Occidentaux, partageons tous les mêmes valeurs. Si je regarde autour de moi, j'observe pourtant des différences assez notables (et qui s'expriment d'ailleurs aux élections). De Wever procède donc à une homogénéisation. Il affirme également qu'il y a lieu de « continuer à protéger » nos valeurs. Autrement dit, ses ministres et lui les protègent déjà, et vont continuer à le faire. Et c'est ce que nous devons tous faire. Il se pose donc résolument comme le garant et le protecteur de nos valeurs.

Ces dernières années, les leaders de la N-VA ont répété ce *framing* d'innombrables fois, dans de nombreuses variantes. Tantôt l'accent est mis sur la défense de nos valeurs, qu'il faut enseigner à tous ces primo-arrivants, tantôt l'accent est placé sur les menaces. Les mots « islam », « terrorisme », « migrant » et « demandeur d'asile » sont utilisés régulièrement et de façon « normale » par la NVA. Un lecteur critique ne peut que s'inquiéter grandement de ces généralisations, mais ce message semble cohérent à beaucoup de Flamands. Petit à petit, ce *framing* a pénétré d'importants segments de la société flamande. « Notre civilisation, nos valeurs et les Lumières sont menacées. Par des terroristes (et nous savons tous de quelle religion sont ces terroristes !). Nous devons donc nous défendre. Nous avons besoin d'une politique ferme. Des soldats dans la rue ? N'hésitons pas. Expulser des demandeurs d'asile même s'ils courent des risques dans leur pays d'origine. Tant pis. Soyons fermes, n'hésitons pas ».

En d'autres termes, l'objectif, pour la N-VA, n'est pas seulement de prendre des mesures politiques, comme l'adoption de projets de loi ou l'ouverture de centres fermés pour demandeurs d'asile. Pour elle, il est tout autant question, sinon plus, d'imposer un message radical. Il faut faire passer le message, auprès d'un nombre de Flamands aussi grand que possible, que « l'islam » menace « nos valeurs » et que l'enjeu est donc énorme. Il est encore plus important que la conservation de notre prospérité. On parle ni plus ni moins du cœur de notre société. Ce n'est donc pas le moment de faire des chichis, il faut de la fermeté – autrement dit, attention aux gauchistes ! Sinon nous serons dans la « soumission », un mot dont l'usage est récemment passé en Flandre aussi (tel quel, sans traduction).

Ce message est particulièrement puissant car il permet à la N-VA et à ses sympathisants de dénoncer le fait que les partis et les penseurs de gauche veulent se soumettre, laisser faire l'islam et laisser notre civilisation aller à vau-l'eau. Ce terme, soumission, a un impact dévastateur sur les concurrents politiques de la N-VA parce qu'il les soupçonne de lâcheté et de manque de respect de soi.

Si la N-VA met moins l'accent sur les dossiers socio-économiques – nous devons sauver la prospérité des six millions de Flamands ! – pour jeter son dévolu sur les thématiques du vivre-ensemble et de la diversité, c'est parce qu'elle a parfaitement compris qu'elle ne pouvait pas gagner de nouvelles élections en promettant de lancer d'ambitieuses réformes socio-économiques et préserver ainsi la prospérité des Flamands. Depuis 2018, de nombreux commentateurs, journalistes et professeurs flamands sont déçus par les réformes socio-économiques du gouvernement fédéral, et donc aussi de la N-VA, parce qu'elle ne va pas assez loin. Le déficit budgétaire n'a pas disparu malgré un taux d'intérêt très faible, et la dépense publique ainsi que le niveau des prélèvements fiscaux restent trop élevés. Une excellente raison de changer de fusil d'épaule et de cibler la migration, l'asile et l'islam.

Si ce qui précède devient votre vision de la société, vous ne pourrez que trouver les propositions toujours plus radicales de la N-VA non seulement évidentes, mais nécessaires, ni plus ni moins. Et vous voterez donc pour la N-VA aux prochaines élections. Car les élections ne concernent pas seulement – et finalement même assez peu – le bilan d'un gouvernement ou des programmes électoraux. C'est surtout une question de valeurs et de principes. Qu'est-ce qui est important pour vous maintenant, et qui le défend ? Quels sont selon vous les enjeux et qui y répond avec les réponses les plus pertinentes ? Faut-il vraiment s'étonner que des hommes politiques comme Jan Jambon et Theo Francken jouissent d'une si grande popularité en Belgique francophone ? Même au sein de l'électorat du PS et du MR, plusieurs visions et sensibilités cohabitent sur ces thèmes.

Une partie des électeurs de la N-VA ne veut pas savoir que les mandataires de ce parti veulent en fait la fin de la Belgique. Pour le moment, ce qui compte pour eux, c'est la défense de notre civilisation contre le terrorisme et la violence, contre le « flot de demandeurs d'asile » et contre l'islam. Pour ce genre de choses, on peut compter sur Jambon et Francken. Tel est leur raisonnement. Ceci dit, la question de savoir si cette attitude se traduira par un vote en faveur de la N-VA aux élections de mai 2019 reste ouverte. Car la campagne ne tournera pas uniquement autour de ces enjeux.

Je reviens encore un instant sur le tweet de Bart De Wever à l'occasion de l'attaque de Grenoble. Les nouveaux médias sociaux comme Twitter et Facebook ont une fonction primordiale dans la stratégie de communication de la N-VA. Ils coupent l'herbe sous le pied des médias traditionnels. Vous ne devez pas répondre aux questions d'un journaliste qui aurait l'esprit critique. Et vous vous adressez directement à vos électeurs (potentiels), qui diffuseront votre message. Ainsi, le tweet de Bart De Wever sur Hannibal et les barbares a été très rapidement partagé tout en donnant lieu à des commentaires très critiques, comme toute communication publiée sur les médias sociaux par des dirigeants de la N-VA. Il existe donc bien un contre-courant en Flandre. Toute communication un tant soit peu importante de la N-VA, dans les médias traditionnels ou classiques, y génère un débat vif et souvent controversé. Il n'empêche, la N-VA continue de mener la danse et de dominer la scène politique.

LA VISION DE LA N-VA SUR LA SOCIÉTÉ ET LA CITOYENNETÉ

Sur le site internet de la N-VA, dans le « programme », vous ne trouverez aucune trace du mot-clé « citoyenneté ». Par contre, il y a une case « asile, migration et intégration civique ». J'en reprends le contenu ci-dessous.

« Les primo-arrivants ont des droits, mais aussi des devoirs. Pour s'intégrer, il ne suffit pas de s'installer quelque part. Une trajectoire d'intégration se traduit par un accompagnement vers l'intégration. Mais les choses ne s'arrêtent pas là : la véritable intégration passe par le travail, la vie associative... La langue néerlandaise est ce qui nous unit et joue donc un rôle fondamental.

La N-VA demande aux primo-arrivants non pas de renoncer à leur identité ou de laisser leurs croyances à la frontière. Le point de départ essentiel de l'intégration réside dans le fait d'embrasser nos valeurs, celles des Lumières. Elles ne sont pas négociables. La N-VA continue de revendiquer une déclaration des primo-arrivants : un texte qui explique tout dans le détail et couple le droit de séjour au devoir d'intégration.

Tout qui fait des efforts doit se voir donner suffisamment de chances et ne peut pas être laissé pour compte en raison de la couleur de sa peau ou de son origine.

C'est ainsi que nous construirons une Flandre où le fossé entre « nouveaux » et « anciens » Flamands laissera la place à une société où nous serons flamands tous ensemble. Avec le néerlandais pour langue commune. »

Ce texte s'inscrit dans la ligne de ce qui précède. La N-VA se pose comme le (principal) défenseur de « nos valeurs », celles des Lumières. Les primo-arrivants ne les connaissent apparemment pas, ou pas assez, et doivent les « embrasser », un terme que l'on n'attendait pas dans ce contexte et qui ne laisse aucun doute sur le fait que la N-VA leur attache une importance particulière. En d'autres termes, aux primo-arrivants de les accepter pleinement, de les chérir et de les « internaliser ». Les Lumières sont présentées comme un point sur lequel il n'y a pas de débat, comme des principes qui mènent pour ainsi dire automatiquement à une bonne société, la nôtre. Or ce n'est pas nécessairement le cas. Nous avons beau avoir « embrassé » les Lumières, l'histoire du XXe siècle, les inégalités sociales et le changement climatique sont là pour nous rappeler qu'elles ne sont pas une panacée. En outre, la notion d'intégration civique sous-entend implicitement que les personnes non encore insérées ne sont pas encore des citoyens de plein droit et se trouvent dans la salle d'attente de notre société. De là à affirmer qu'il faut réduire leurs droits, il n'y a qu'un pas. Et à partir de quand une personne est-elle insérée ? Quand on a suivi les cours d'accueil que certains primo-arrivants sont obligés de suivre ? Quand vous parlez un bon néerlandais et que vous avez un travail ? Mais que signifie alors le « bon » néerlandais ? Et peut-on être partisans de l'abattage sans anesthésie des moutons, ou ce point de vue interdit-il l'entrée dans le club flamand ? Relisez bien également l'avant-dernière phrase du texte ci-dessus. « Tout qui fait des efforts doit se voir donner suffisamment de chances et ne peut pas être laissé pour compte en raison de la couleur de sa peau ou de son origine ». Que signifie « faire des efforts », qui détermine et qui décide si vous avez fait assez d'efforts ? Apparemment, les droits de ces personnes sont clairement conditionnés. Lorsque vous aurez fait des efforts pour vous « intégrer », alors seulement vous ne pourrez plus être mis sur le côté à cause de votre origine et de votre couleur de peau. Ce qui veut dire qu'il se justifierait de laisser tomber les autres, les « paresseux de l'intégration » ?

La N-VA parle parfois de « nationalisme inclusif » : la communauté flamande est ouverte à toutes celles et tous ceux qui veulent en faire partie et il n'est donc pas question de racisme. Ce « nationalisme inclusif » est une trouvaille très pratique. Elle laisse entendre que personne n'est exclu, que tout le monde fait partie du groupe ou, mieux encore, peut en faire partie, car c'est à la condition que l'aspirant fasse un effort. La balle est donc dans le camp du nouvel arrivant. Et qu'on en finisse avec le rabâchage de la gauche sur la discrimination et le manque d'égards. Le message est que la société flamande et les Flamands ne sont pas racistes. Que du contraire, ils sont hospitaliers et ouverts aux autres. L'origine raciale des primo-arrivants n'a aucune importance, mais bien leur origine culturelle et/ou linguistique.

Ce discours et les mesures politiques de la N-VA génèrent le désir nostalgique d'une nation homogène, d'une société monoculturelle – qui n'a jamais existé dans la réalité.

Je préfère éviter le terme « nationalisme inclusif » parce que je le trouve trompeur. Je lui préfère « communautarisme », plus général, même s'il peut conduire à des malentendus dans notre Belgique en proie à des problèmes qualifiés de « communautaires ». Certains journalistes flamands parlent de « politique identitaire » dans le sens où la N-VA applique une stratégie qui tourne autour de l'identité, où les tensions socio-économiques sont mises de côté et où tous les problèmes sont culturalisés (tout est une question de langue et de culture) et individualisés (les pouvoirs publics n'exercent pas de responsabilité, c'est l'individu qui est responsable). Quand un énième rapport indique que les personnes d'origine allochtone sont davantage défavorisées sur le marché du travail chez nous que n'importe où ailleurs en Europe, et qu'un problème de discrimination existe également sur le marché du logement, la N-VA réplique inmanquablement en culturalisant le problème (« la connaissance de la langue est la porte d'accès à tout ! ») et en l'individualisant (« ce ne sont pas les cours et les formations qui manquent, étudiez, formez-vous, apprenez le néerlandais, saisissez votre chance ! »). L'histoire personnelle d'un individu ne peut pas être invoquée comme une excuse. Un dépliant

de la N-VA, distribué dans ma propre commune, l'illustre parfaitement. « La Flandre est une terre d'accueil où tous ceux qui saisissent leur chance et chérissent notre mode de vie peuvent réaliser tous leurs rêves ». Si vous ne parvenez pas à réaliser vos rêves, c'est votre faute à vous, la société n'est pas responsable. L'individualisation et la responsabilisation sont omniprésentes dans le discours de la N-VA. Les quotas sont absolument exclus, tant pour le genre que pour l'origine ethnique. L'hospitalité de la Flandre et du peuple flamand revient régulièrement. Hors de question effectivement de se laisser mettre sur la défensive. Il doit être très clair que les Flamands – donc le Flamand moyen, blanc, l'électeur potentiel – ne fait rien de mal et que si des problèmes d'intégration se posent, c'est parce que les primo-arrivants ne font pas assez d'efforts. Le fait que, depuis de nombreuses années, les travailleurs d'origine étrangère soient davantage défavorisés sur le marché du travail belge que dans n'importe quel autre État membre de l'Union européenne n'est donc pas un problème structurel pour la N-VA. Cela n'a rien à voir avec le racisme. La ministre flamande Liesbeth Homans a déclaré, ni plus ni moins, que le racisme est relatif. Ce n'était pas un lapsus. Elle a réitéré ce propos en ajoutant que le terme est utilisé à tort et à travers, ce qui est regrettable pour les personnes qui en sont vraiment les victimes. Autrement dit : « chers Flamands, nous ne sommes pas racistes, nous sommes des gens modernes, hospitaliers. Mais les primo-arrivants doivent s'adapter à nous et se comporter correctement ».

Les études chiffrées indiquent pourtant un immense problème. Prenons ceux de l'enseignement. En Flandre, au test PISA sur la culture scientifique, les élèves d'origine étrangère obtiennent en moyenne 82 points de moins que les élèves autochtones. Il s'agit de l'écart le plus important dans l'ensemble des pays de l'OCDE (concernant l'enseignement en Communauté française, l'écart est de 46 points, soit mieux que la France, les Pays-Bas et l'Allemagne, et moins bien que l'Italie et l'Espagne). Concernant le fossé entre Belges et citoyens non européens en matière de risque de pauvreté et d'exclusion sociale, seule la Suède fait pire que notre pays. Tous les autres pays de l'Union européenne font mieux ou beaucoup mieux. Pour la N-VA, ce problème n'est pas structurel, mais

individuel. Les primo-arrivants doivent faire des efforts et commencer par apprendre le néerlandais. En cas d'échec, c'est de votre faute.

De nombreuses déclarations de mandataires de la N-VA sont délibérément ambiguës. Pour les électeurs modérés, elles ne sont ni islamophobes, ni racistes, elles sont simplement cohérentes avec leurs valeurs et leurs principes. Mais d'autres électeurs en ont une autre lecture. Pour eux, il y a « nous » et « eux ». Nous, les Flamands, les blancs, d'accord entre nous, par opposition aux primo-arrivants, souvent musulmans, qui ne peuvent pas faire partie de notre société, que ce soit parce qu'ils en sont incapables ou parce que nous ne le permettrions pas, en tout cas pas sans condition. Ils doivent d'abord s'adapter, s'assimiler, et alors ils seront membres de notre club et jouiront des droits. Une petite vidéo diffusée par le parti autour du 11 juillet 2017, à l'occasion de la fête flamande, en livre une illustration frappante. On ne pouvait y apercevoir que des personnes blanches, alors que la Flandre d'aujourd'hui n'a rien d'homogène sur ce plan. Mais cette image, chez les électeurs de la N-VA, passe comme idéale. Et le parti peut ainsi facilement toucher des groupes cibles différents. En matière de style, Geert Bourgeois adopte un discours modéré tandis que Theo Francken met en évidence la version plus « hard ». En science de la communication, on appelle ce procédé la polyphonie : plusieurs voix différentes qui se complètent, qui résonnent harmonieusement et touchent positivement les gens.

LA N-VA, LE PARTI DES LUMIÈRES

En 2016, Darya Safai a reçu l'Éperon d'ébène, un prix que la N-VA attribue aux nouveaux Flamands méritants. « Vous êtes la preuve vivante que, sans avoir à trahir vos origines, vous pouvez participer à notre société accueillante ». En janvier 2018, elle franchit le pas et entre à la N-VA. Elle deviendra candidate, en bonne place, aux prochaines élections. Darya Safai s'intègre parfaitement dans le dispositif narratif de la N-VA. A l'âge de 23 ans, elle fuit l'islamisme de son pays d'origine, l'Iran. Vingt ans plus tard, elle est non seulement une entrepreneure flamande qui réussit, mais aussi une militante des droits des femmes qui donne des conférences partout. Elle met en garde contre l'islamisme et ceux qui,

en Flandre, plaident pour une approche douce concernant le port du voile. Ceux-là n'ont pas compris le danger, assène-t-elle. Elle est réfugiée politique iranienne, elle sait forcément de quoi elle parle, non ? Darya Safai est un vrai modèle pour la N-VA. Dentiste et entrepreneure, elle démontre que toute personne qui fait des efforts peut y arriver, même en étant arrivée ici dans la peau d'un réfugié. La Flandre offre des chances à tout le monde, affirme-t-elle. Autrement dit : si vous échouez, c'est de votre faute, vous n'avez pas saisi votre chance. Votre histoire personnelle et celle de votre famille ne peuvent pas être une excuse.

Nadia Sminate aussi cadre parfaitement avec le discours de la N-VA. Fin 2015, elle ceint l'écharpe mayorale de Londerzeel (Brabant flamand), devenant la première bourgmestre de Flandre d'origine marocaine (elle n'obtiendra cependant pas de second mandat après les élections d'octobre 2018). La N-VA ne se prive pas de bien insister sur ce point. Nadia Sminate était membre du Parlement flamand depuis 2014. Le parti de Bart De Wever envoie de nouveau un double message. Les nouveaux arrivants peuvent accéder à la plus belle réussite en Flandre, qui offre assez de chances. Ces personnes sont aussi les bienvenues à la N-VA où elles peuvent faire carrière. La N-VA n'est pas un parti raciste. Tel est le message. Quelques mois après son entrée en fonction, Nadia Sminate a fait parler d'elle dans les médias nationaux avec son projet d'interdiction totale du voile au sein de l'administration communale de Londerzeel. Cette interdiction était déjà en vigueur dans d'autres villes et communes flamandes, mais elle ne s'appliquait qu'aux personnes employées aux guichets. La mesure, cette fois, était d'application générale. A l'époque, personne dans l'administration communale de Londerzeel ne portait le voile.

Pour la N-VA, mettre ces responsables politiques en avant est un moyen de donner une assise à sa vision des droits de l'homme et de l'islam. En tant que réfugiée politique iranienne, Darya Safai sait forcément de quoi elle parle quand elle évoque l'islamisme. En tant que femme d'origine marocaine, Nadia Sminate a sûrement de bonnes raisons pour affirmer

qu'il ne faut pas reconnaître certaines nouvelles mosquées, même si le ministre de la Justice, Koen Geens, a délivré un avis positif.

Et puis, il y a encore Zuhail Demir, secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées et la Politique scientifique. Elle est notamment connue pour ses attaques contre Unia, le centre pour l'égalité des chances. Cette organisation, selon elle, ferait de la politique et prendrait des décisions coupées de la réalité. Depuis des années, « l'Annuaire de la pauvreté » est dans notre pays le rapport de référence scientifique sur la pauvreté. Un nouveau rapport est présenté en octobre 2017. Il critique durement le gouvernement fédéral. La secrétaire d'État réagit en attaquant violemment et personnellement les scientifiques dans un post Facebook. L'un d'entre eux, selon Zuhail Demir, a interprété sciemment les chiffres sur le nombre de travailleurs pauvres à son désavantage. Quant aux positions d'un autre chercheur, elles doivent être prises avec des pincettes car cet individu a publié quelques années auparavant un livre chez un éditeur lié au PTB. Tout cela alors même qu'un comité d'accompagnement veille au caractère scientifique du rapport sur la pauvreté. Le cabinet de Demir est d'ailleurs représenté au sein de ce comité. Un des scientifiques harcelés par Zuhail Demir a parlé de « réaction trumpienne ». « Si vos conclusions scientifiques ne sont pas compatibles avec les présupposés idéologiques des responsables politiques, les insultes à votre endroit semblent être la seule réaction envisageable de leur part », a-t-il déclaré. Conséquence de l'attaque de Zuhail Demir, le contenu du rapport n'a quasiment pas été évoqué. C'était peut-être l'objectif ?

Les responsables politiques comme Safai, Sminate et Demir sont du pain béni pour la N-VA. Ils ont pour fonction d'illustrer une série de lignes essentielles du récit du parti : la N-VA n'est pas un parti raciste ; les Flamands d'origine étrangère sont les bienvenus à la N-VA et peuvent y faire carrière ; les primo-arrivants ne doivent pas se plaindre, mais agir, étudier et travailler, ils finiront par y arriver et peu importe ce qu'ils ont pu vivre quand ils étaient enfants ou ce qu'a pu être leur situation familiale. Comme vous pouvez le lire sur le site internet de

Zuhail Demir : « Nous avons grandi dans un confortable nid turco-kurde. Par contre, quand il était question de la connaissance du néerlandais et des résultats scolaires, mes parents n'acceptaient pas que les choses soient faites à moitié. Rester sans rien faire n'était pas une possibilité pour moi ». De nouveau, le glissement : on passe des problèmes socio-économiques – pas assez d'emplois ou des employeurs discriminants sur l'origine ethnique – à une « problématique culturelle ». La balle est dans « leurs » mains, dit la N-VA. C'est à eux de faire des efforts, d'apprendre la langue, de s'intégrer et de travailler dur. Les droits et la citoyenneté suivront. Pour la N-VA, l'intégration va à sens unique, de « eux » vers « nous ». Pour les experts et les partis progressistes, l'intégration est un processus dynamique et complexe, qui concerne la société dans son ensemble, où les droits et la citoyenneté sont des étapes en direction de l'intégration. La N-VA ne parle jamais d'assimilation, alors que c'est clairement cette notion qu'elle vise.

LA FLANDRE MULTILINGUE

Il suffit de regarder les chiffres sur les primo-arrivants pour comprendre toute l'importance du débat sur la citoyenneté et l'intégration. Ces dernières années, la Flandre est rapidement devenue une région très multilingue. Aussi impressionnant qu'ait pu être le score de la N-VA aux dernières élections, le rêve des nationalistes flamands – celui d'une nation homogène linguistiquement parlant –, s'éloigne à grande vitesse. Il deviendra même inatteignable au cours des décennies à venir, même si le néerlandais y demeurera bien évidemment la *lingua franca*.

Penchons-nous sur ce que disent les études publiées en 2018. En 2009, 15,3 % des Flamands étaient d'origine étrangère, en ce sens qu'à la naissance ils n'avaient pas la nationalité belge ou qu'un de leurs parents avait une autre nationalité que celle-ci. En 2016, cette proportion avait bondi à 20,5 %. La plupart de ces personnes n'ont pas le néerlandais pour langue maternelle. Dans des villes comme Gand et Anvers, ce chiffre dépasse même 30 %. 40 % des personnes d'origine turque ou marocaine parlent le néerlandais avec leur partenaire et, respectivement, 60 % et 67 % de ces personnes parlent le néerlandais

avec leurs enfants. Chez les personnes d'origine roumaine, polonaise et congolaise, cette proportion est beaucoup plus faible. En d'autres termes, pour des dizaines de milliers de personnes vivant en Flandre, le néerlandais n'est pas parlée à la maison. Cette évolution est surtout rapide dans les grandes villes, mais également dans certaines villes de taille plus modeste, comme Alost ou Saint-Nicolas. La Flandre « prend des couleurs » et devient linguistiquement hétérogène. Un scénario d'horreur absolue pour les nationalistes flamands, qui pousse certains à adopter des positions encore plus dures en matière d'« intégration ». Or, ils oublient que même si l'on peut contraindre la population par la loi à suivre un cours d'intégration civique, chez eux ou en rue ils continueront de parler la langue qu'ils désirent. Aucun parti politique ne pourra jamais rien y changer. De plus, même les jeunes qui grandissent dans une famille néerlandophone ordinaire baignent dans un environnement de plus en plus multilingue : l'anglais sur YouTube, l'apprentissage du français à l'école, des amis qui parlent espagnol, marocain ou turc à la maison. Pour de plus en plus de jeunes Flamands, c'est le cours normal des choses. Et la plupart d'entre eux n'y voient aucun problème.

Nous l'avons vu par exemple l'année passée à Dilbeek, une commune qui tient beaucoup à réaffirmer son identité flamande. En 1978, cette commune lançait le slogan « Dilbeek, waar Vlamingen THUIS zijn » (Dilbeek, où les Flamands sont chez eux), que l'on peut encore lire sur les panneaux qui délimitent la frontière communale. Cette mesure devait souligner le caractère néerlandophone de Dilbeek et contrer sa francisation. Les élections communales de 2018 ont permis d'écouter ce qui était vraiment important pour la jeunesse dilbeekoise. La moitié d'entre eux souhaitent qu'on range ce slogan dans le placard parce qu'il n'est pas assez inclusif et donne une mauvaise image de la commune. Un quart des répondants trouve qu'il faut l'améliorer et seulement un quart souhaite qu'on le conserve en l'état. Le slogan « Dilbeek, où tout le monde est chez soi » était une des alternatives proposées par les jeunes. Il en dit long sur l'image que la jeune génération se fait de la société. Même si l'ancien slogan ne va probablement pas disparaître des rues de sitôt, l'option de ces jeunes gens exprime une évolution

très intéressante, qui plus est dans une commune où la langue est un sujet si sensible depuis bien longtemps.

JUIFS ET MUSULMANS

La N-VA décline sa ligne nationaliste avec cohérence. En mars 2018, Bart De Wever prononce une énième déclaration prêtant à controverse. Cette fois sur ce qui distingue les juifs des musulmans. « Les juifs orthodoxes attachent beaucoup d'importance aux signes extérieurs de la foi. Mais ils en acceptent les conséquences. Je n'ai encore jamais vu de juif orthodoxe derrière un guichet. Ils évitent les conflits. C'est la différence. Les musulmans revendiquent une place dans l'espace public, dans l'enseignement, avec leurs signes convictionnels. C'est ce qui crée des tensions ». Si tensions il y a, elles n'ont rien à voir avec un quelconque désavantage socio-économique ou une discrimination au logement. Les tensions sont causées par les musulmans qui ne suivent pas le bon exemple donné par la communauté juive d'Anvers. Celle-ci refuse de s'adapter à la culture flamande, mais elle accepte que ce choix la conduise à une certaine discrétion, une forme de ségrégation. Ceux qui ne veulent pas de cela et souhaitent faire partie intégrante de la société flamande doivent s'adapter, affirme De Wever. Les primo-arrivants peuvent faire partie de la société flamande, à condition qu'ils s'inscrivent dans un processus d'assimilation. Ceux qui s'y refusent n'ont qu'à rester sur le côté.

N-VA VERSUS OPEN VLD

Il est ressorti d'une enquête menée après les élections de 2010 que les électeurs de la N-VA et du VLD ont une vision différente de la société et de la diversité. Je cite, mot pour mot : « (...) la N-VA a réussi à bien exploiter tant la ligne de fracture culturelle (ethnocentrisme *versus* tolérance) que la ligne de fracture économique (droite *versus* gauche), en valorisant le conflit avec les partis de gauche. Il est donc intéressant de constater que la N-VA est parvenue à s'attribuer un électorat qui fait preuve de scepticisme vis-à-vis de la société multiculturelle, mais qui n'est pas forcément xénophobe contrairement à une large frange de l'électorat du Vlaams Belang. La N-VA a su exploiter une niche

communautariste et particulariste, où l'accent est mis sur l'identité flamande et la méfiance à l'égard des minorités culturelles. De même, la N-VA s'est approchée d'une position où elle est en mesure de se situer dans l'espace électoral comme un parti de droite crédible, qui, d'un côté, s'oppose à l'aspiration égalitaire de la gauche, mais qui, d'un autre côté, constitue une alternative modérée au trop individualiste Open VLD. Le programme libéral et conservateur de la N-VA, qui plaide pour un marché plus libre sans pour autant abandonner tout à fait l'individu aux forces du marché (moi – société) et dans le même temps pour l'intégration de cet individu dans une communauté, plaît à un certain type d'électeurs (nous – société). Dans le cas de l'électorat de la N-VA, le sentiment du « nous », renvoyant à une identité partagée, semble primer sur le postulat libéral radical selon lequel la société n'est composée que d'individus ». N'oublions cependant pas que les électeurs restent toujours susceptibles de changer d'avis. L'offensive culturelle menée ces dernières années par la N-VA avait évidemment pour objectif de convaincre des électeurs du VLD, et d'autres partis, de la justesse de son analyse. Dans les bureaux de vote, la préférence électorale fait suite, assez logiquement, au changement d'opinion.

L'ANGOISSE DE LA PERTE DE STATUT

Comment s'explique la montée en puissance des partis de droite, d'extrême droite et des courants populistes en Europe et ailleurs dans le monde ? Si la question est pertinente, vouloir y répondre de façon approfondie nous emmènerait beaucoup trop loin. J'attire simplement l'attention sur une thèse intéressante développée par deux chercheurs états-uniens : Noam Gidron et Peter Hall. Ils affirment que ce phénomène est notamment lié à un sentiment subjectif de perte de statut chez les hommes blancs (un sentiment qui repose parfois sur des faits objectifs) tant sur les aspects économiques que culturels. Les femmes et les groupes minoritaires sont considérés comme des concurrents notables sur le marché du travail et gagnent en outre du terrain en termes de statut social (parce qu'ils peuvent devenir cadres dans la sphère du travail ou des figures importantes dans les émissions télévisées, par exemple).

Si cette hypothèse devait se vérifier, nous allons aux devants de temps difficiles, et certainement en Flandre. Car les femmes continueront de combler leur retard historique dans de nombreux secteurs, ce qui continuera de faire reculer la discrimination à leur égard. Les nombreux primo-arrivants seront de plus en plus visibles, tant dans les rues que dans les médias. Au bureau, on ne verra plus uniquement des personnes d'origine allochtone faisant des tâches de nettoyage, mais des managers. A moins que ce ne soit le professeur de votre fille qui soit d'origine africaine. Ce sera la fin d'une époque où les hommes blancs dominaient le débat public et abordaient, le cas échéant, des sujets comme la place des femmes et des groupes minoritaires. Cette évolution me semble inévitable et, bien entendu, aussi évidente que souhaitable. Étant donné que beaucoup d'hommes blancs ont déjà du mal aujourd'hui, on peut craindre que cette angoisse devienne une source plus ou moins visible de frustrations qui, à chaque élection, se cristallisera par un vote pour un parti de la droite radicale ou populiste. Comment gérer cette situation et comment faire comprendre à cette frange de la population que mettre un terme à ces rapports de force est une question de justice et serait positif pour tout le monde ?

LE PLURALISME DÉMOCRATIQUE ?

Le communautarisme de la N-VA peut avoir des effets pervers. L'homogénéisation qu'il impose dans les faits peut entraîner la violation de droits élémentaires de citoyens et de minorités, par exemple en matière de liberté d'opinion ou de religion. Le risque est de tomber dans une société polarisée avec « nous » d'un côté et « eux » de l'autre, étant entendu que la décision « nous » appartient et qu'il leur incombe à « eux » de s'adapter, ce qui se résume au fond à un processus d'assimilation. Et si l'assimilation n'a pas lieu, ce sera la ségrégation, la majorité dominante pouvant affirmer la conscience tranquille que tout est de la faute de la minorité qui ne veut pas s'intégrer. Précisons que l'intégration, dans le modèle de la N-VA, n'est en aucun cas un processus à double sens, alors que c'est pourtant sa définition la plus courante, et notamment celle du Conseil de l'Europe. Elle n'aborde d'ailleurs jamais

le sujet des devoirs de la société et des pouvoirs publics vis-à-vis des primo-arrivants. Or, n'est-ce pas aux autorités de créer des conditions propices à l'émancipation et à la participation ?

Prenons par exemple la « déclaration des primo-arrivants » de Theo Francken. Même si elle n'a jamais eu le feu vert de la rue de la Loi, elle en dit long sur ce que veut la N-VA et confirme que ce parti ne se soucie guère du pluralisme démocratique. Les primo-arrivants seraient obligés de signer la déclaration, cette signature étant la condition qui leur donne le droit de recevoir un permis de séjour. Dans le projet de Francken, il était indiqué que les primo-arrivants devaient « accepter » (sic !) les valeurs et les normes fondamentales. Le Conseil d'État a heureusement formulé une remarque sur ce point. Les primo-arrivants doivent par exemple savoir que, dans notre pays, c'est la loi qui régit le mariage homosexuel, l'euthanasie et l'avortement, mais que dans un pays démocratique, il est évidemment possible d'être contre ces lois, du moment que vous les respectez et que vous n'empêchez pas son respect par d'autres. C'est un point essentiel de notre État de droit. Remarquons aussi, non sans étonnement, que le texte de Francken ne fait pas mention des libertés, et notamment de la liberté d'enseignement. Imaginez que des musulmans toujours plus nombreux en viennent à créer leurs propres écoles, dans la même veine que l'enseignement catholique ! Le texte ne dit pas que les autorités ont le devoir de garantir les libertés et les droits fondamentaux des primo-arrivants. Il repose sur une approche unilatérale et disciplinaire. Le politique vous impose par le haut et sans concertation des conditions que vous devez accepter pour devenir citoyen, pour faire partie de la société. La « nationalisation » récente du secteur flamand de l'intégration fournit un exemple peu connu de cette façon de procéder. Jusqu'à 2013, pour votre programme d'intégration civique, vous pouviez vous adresser à des centres d'intégration ou à des bureaux d'accueil, c'est-à-dire des asbl privées susceptibles, dans certaines situations, de ne pas forcément suivre les politiques à la lettre et de critiquer la politique du gouvernement flamand. La « nationalisation » de ce secteur a été un des grands chantiers du ministre de l'Intérieur et de l'Intégration de l'époque, Geert Bourgeois. Si je mets le terme

entre guillemets, c'est parce qu'il n'a jamais été utilisé à l'époque. Le ministre parlait de bonne gouvernance. Il voulait fusionner toutes ces asbl au sein d'une Agence flamande, gérée de façon professionnelle et disposant de moyens suffisants pour mener à bien sa tâche importante. Seules les asbl de Gand et d'Anvers ont pu échapper à cette fusion. Le grand rêve de la N-VA s'est réalisé : une Agence flamande unique et gérée depuis sa direction, proche de la NVA, a pu sortir de terre. D'un seul coup, toute une série de voix (potentiellement) critiques ont été réduites au silence. Alors qu'une asbl locale pouvait encore émettre un avis critique sur la politique menée, l'exercice devenait plus difficile à partir du moment où l'agence unique était bien entendu un organisme public. Sous le couvert de « bonne gouvernance », le ministre N-VA a procédé à une nationalisation d'un secteur de la société civile. Son parti voulait avoir entre ses mains un outil solide pour imposer sa vision de la citoyenneté et de l'intégration.

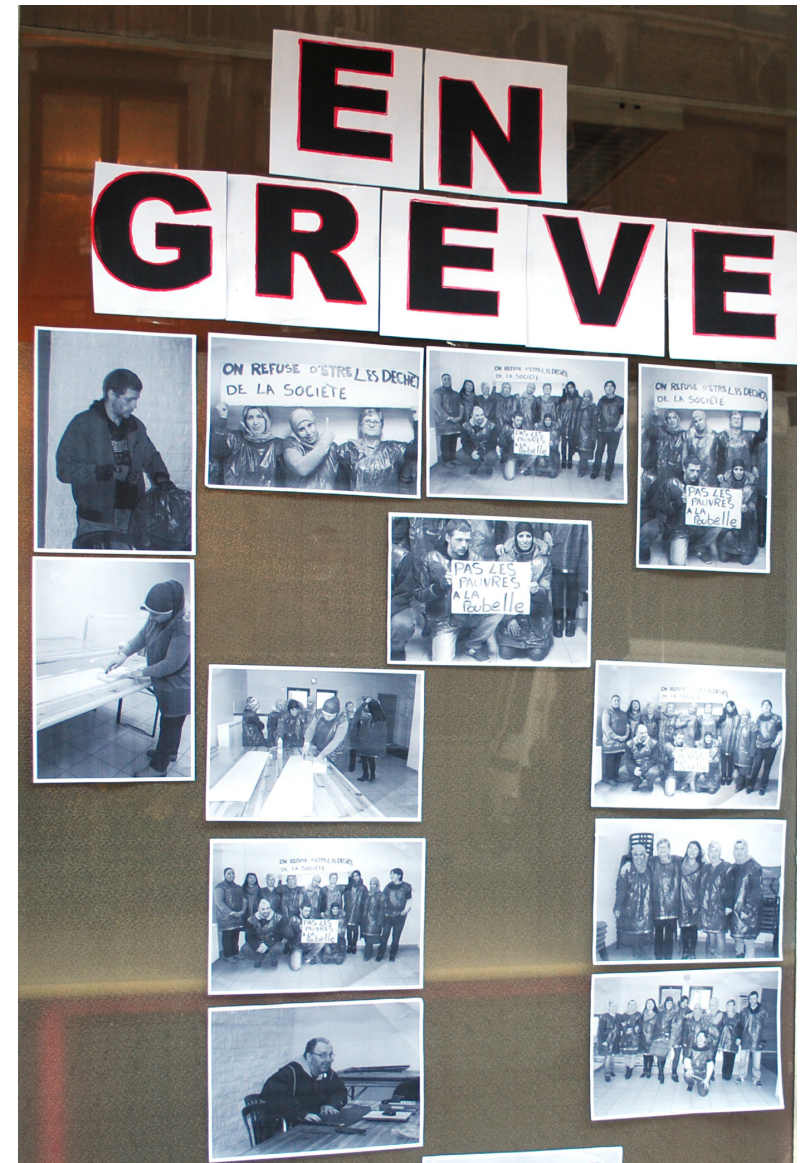
Les communautaristes comme Geert Bourgeois pensent donc qu'ils ont le droit, en tant que ministre, de déterminer à quoi doit ressembler la société, en ce sens qu'ils ont la possibilité et la capacité de décider qui peut en faire partie et sous quelles conditions. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce pouvoir est immense. Pendant ce temps-là, sur le plan socio-économique, le cap est délibérément libéral. Et tant pis s'il creuse les inégalités. Pour moi, l'approche communautariste va totalement à l'encontre des caractéristiques essentielles du pluralisme démocratique, régime où les citoyens d'un pays doivent évidemment respecter les lois du pays, mais tout en jouissant de grandes libertés quand il s'agit de mener leur vie comme ils en ont envie. Bart Somers, bourgmestre de Malines et parlementaire de l'Open VLD, a publié en 2018 *De strijd om de stad*, « La lutte pour la ville ». Il s'y positionne comme un homme politique progressiste, libéral de gauche. Quand il parle des populistes, il s'exprime généralement à mots couverts et ne cite que rarement la N-VA explicitement, mais ses lecteurs savent bien de qui il parle. En matière de diversité et de société, sa vision est le contraire de celle de la N-VA. « Pour les populistes, on ne peut être libre qu'à partir du moment où l'on est, pense et agit comme eux. Les valeurs occidentales – qu'ils font équivaloir

au fait d'être libre – en deviennent un mode de vie. Je le répète une fois encore, ce point de vue ne défend pas la liberté, il l'anéantit. La liberté et la diversité ne sont pas des ennemies, mais des alliées. Plus encore, la liberté n'est pas possible sans diversité, tout comme il n'y a pas de diversité envisageable sans liberté ». Plus loin, il évoque ces personnes issues de l'immigration et qui sont nées et ont grandi ici : « Elles ont donc autant de droits que les Belges d'origine d'affirmer que ce pays – et la ville où ils vivent – sont leur chez-eux ». Comme beaucoup de villes de nos contrées, Malines possède dans son folklore une famille de géants, qui font la fierté de la ville : le grand-père Goliath, le père Reus, la mère Reuzin et leurs enfants Janneke, Mieke et Klaasken. Les noms des trois enfants sont dans la tradition flamande. Mais deux petits géants sont venus agrandir la famille récemment : Noa (noir) et Amir (nord-africain). Pour bien montrer que l'intégration est un processus à double sens. Malines suit un tout autre cap que celui de la N-VA.

La N-VA est encore loin d'avoir gagné l'hégémonie culturelle. Le débat sur la « politique identitaire » de la N-VA semble enfin véritablement démarrer. Y prennent part non seulement des journalistes critiques et des militants progressistes de la première heure, comme l'écrivain Tom Lanoye, mais également un nombre surprenant de Flamands aux racines allochtones. Ils refusent l'approche de la N-VA et affirment que c'est à eux, et à personne d'autre, qu'il appartient de définir leur identité et leur attitude par rapport à leur patrimoine culturel. Certains admettent jouer ouvertement la « carte de la double identité » : dire par exemple qu'ils sont tantôt belges, tantôt congolais, selon le moment et la situation. Ils soulignent surtout que c'est leur droit. La N-VA évite de réagir à ces propos car si elle devait affirmer que ces opinions sont inadéquates en Flandre, il deviendrait trop facile de remarquer qu'au fond, elle n'est pas si attachée que cela aux valeurs des Lumières, comme elle l'affirme souvent.

CHAPITRE 5

LA WALLONIE



Lire et Ecrire Charleroi - Sud Hainaut

STRÉPY-THIEU

Le 6 janvier 2005, à la tête d'une colonne de camionnettes, Bart De Wever se met en route pour Strépy-Thieu. Son but : attirer l'attention sur les milliards d'euros drainés par la Wallonie. À l'époque, De Wever n'est pas encore un *Bekende Vlaming* (un Flamand connu) et, en Wallonie, c'est un parfait inconnu. Son action passe vraiment très mal. Elle résonne comme un affront pour les Wallons, une offense qu'ils n'ont toujours pas oubliée et qui refait régulièrement surface dans la presse francophone. La communication de Bart De Wever contenait déjà les lignes de force auxquelles il a continué de se conformer jusqu'à ce jour. La N-VA veut être solidaire, affirmait De Wever à Strépy-Thieu, mais « de manière transparente, et avec des garanties sur la bonne utilisation de l'argent. Car au bout du compte, le vrai scandale, ce n'est pas le volume des transferts, ni les mensonges sur la solidarité dans l'autre sens. Non, ce qui est scandaleux, c'est que de l'argent flamand sert à maintenir en place tout un système ». De Wever a parfaitement conscience qu'il doit éviter un piège, celui du « Flamand égoïste ». La solidarité oui, mais ça c'est autre chose, affirme-t-il. Ce qui ne va pas, c'est le maintien d'un système. Il veut bien sûr parler du « système PS ».

Une deuxième ligne de communication était également déjà visible dès cette époque. « C'est juste une action ludique. Si on ne peut même plus plaisanter ! Nous ne dérangeons personne, pas vrai ? » La N-VA et Bart De Wever sont passés maîtres dans l'art de frapper sans retenue, puis de nuancer leurs propos ou leurs actes dans l'instant qui suit. Cette méthode permet d'être apprécié de ceux qui aiment les opérations coups de poings et, en même temps, d'avoir la cote auprès de ceux qui préfèrent qu'on mette tout de même un peu de gants. Et dans le même mouvement, on anticipe par rapport à ceux qui reprocheront de jeter de l'huile sur le feu. Je pourrais citer des dizaines d'exemples de ce type de communication délibérément ambiguë, depuis ce cortège vers Strépy-Thieu.

Bart De Wever attaquera encore la Wallonie et les Wallons par la suite. Ses offensives ne sont pas spécialement fréquentes, mais toujours très ciblées, de manière à s'ancrer dans ses groupes cibles électoraux.

L'interview donnée à *Der Spiegel* en décembre 2010 n'a pas encore fini de faire parler d'elle, par exemple. Bart De Wever y décrit la Belgique comme l'homme malade de l'Europe. Il va jusqu'à comparer les transferts de la Flandre vers la Wallonie à la drogue dont un junkie a désespérément besoin. Cette image devient un leitmotiv du parti : la Wallonie est un boulet accroché à la Flandre. La Flandre riche, il est vrai, mais dont la prospérité est menacée par la mondialisation et le coût du vieillissement de sa population. Quant à la Wallonie, trente années de plans d'action et de tentatives de reconversion n'ont pas suffi à la sortir de sa pauvreté. A tel point que les Flamands doivent déboursier chaque année de nombreux milliards d'euros pour être solidaires avec eux. Les Flamands sont tout à fait prêts à être solidaires, disent la N-VA et beaucoup de Flamands sur les médias sociaux, mais c'est comme jeter notre argent dans un puits sans fonds. Il n'y a aucune amélioration en vue. Pire, nous contribuons sans le vouloir à maintenir deux états de choses inacceptables. D'une part un système qui n'a aucune chance de réussir, et d'autre part un parti qui prospère sur le clientélisme et la mauvaise gestion et dont les scandales de corruption sont régulièrement étalés dans la presse. Au moment de la campagne électorale de 2014, la N-VA avait tellement fait passer ce message qu'elle le mettra en sourdine. Elle veut alors surtout se démarquer par ses propositions constructives et éviter une campagne négative. Douze jours avant les élections, un débat opposant Bart De Wever à Paul Magnette lui donne d'ailleurs une opportunité fantastique d'affirmer encore mieux sa vision des choses. Quant à Paul Magnette, il confirme implicitement, par sa performance, l'image que De Wever et la N-VA dépeignent de la Wallonie et du PS : le fait que ces gens dépensent de l'argent sans jamais être sûrs des rentrées, l'existence d'un fossé entre les deux grandes communautés du pays et le niveau très élevé du chômage en Wallonie. « Il est le plus élevé là où le PS est au pouvoir », assène De Wever. Magnette, de son côté, a pu se poser auprès de son public cible comme le grand opposant de Bart De Wever. Bart De Wever a pu valoriser ce débat auprès de sa base. De nombreux Flamands qui ne se sentent pas attirés par le nationalisme

ne sont par contre pas insensibles à la cause d'une personne qui affirme, haut et fort, en avoir assez que le PS ait autant de pouvoir dans le pays, y compris en Flandre.

RIEN DE NEUF SOUS LE SOLEIL

Tout ce que je viens d'écrire sur le portrait que la N-VA dépeint de la Wallonie est connu. Il serait peut-être intéressant de se demander ce que les Flamands pensent, eux, de la Wallonie. Quelle image ont-ils des Wallons ? Le « Flamand type » n'existe pas bien évidemment, mais au-delà de l'éventail complet des opinions, il est possible de déceler certaines grandes lignes, certains avis qui pèsent davantage et sont plus visibles que d'autres.

Il est important de se rappeler tout d'abord que la relation entre nos communautés connaît des hauts et des bas, que des périodes de calme et de conflit se succèdent, comme nous le rappellent la question royale, les luttes fouronnaises ou l'imbroglia BHV. La situation d'aujourd'hui est beaucoup plus détendue. Nous le devons à la sixième réforme de l'État, qui a enlevé pas mal de pression. De nombreux Flamands ont vu dans cet accord communautaire un rétablissement de l'équilibre dans les relations entre néerlandophones et francophones. Le problème BHV étant résolu, c'est le moment de retrouver le calme communautaire. Par rapport aux années BHV, durant lesquelles certains francophones étaient persuadés que le pays était condamné, tout est tranquille. Depuis les élections de 2014, je remarque surtout chez beaucoup de Flamands de l'indifférence à l'égard des questions communautaires et de la situation en Wallonie. On n'en parle pratiquement pas, que ce soit en rue ou sur les réseaux sociaux. En revanche, la situation de Bruxelles est largement commentée, notamment en raison du scandale du Samusocial.

Si nous grattons cette couche d'indifférence superficielle, nous trouvons chez les Flamands tout un éventail d'attitudes à l'égard de la Wallonie et des Wallons. Nous avons des nationalistes flamands qui ne veulent strictement rien savoir des Wallons et qui préféreraient vivre, dès demain si possible, dans une Flandre indépendante pour en être « libérés ». Il y

a aussi des nationalistes flamands, comme Jan Peumans, qui trouvent les Wallons sympathiques, mais qui préféreraient malgré tout vivre dans une Flandre indépendante parce qu'ils se sentent membres du peuple flamand et qu'ils veulent donc l'indépendance. A l'autre bout du spectre, nous trouvons des gens qui se sentent Belges et, à ce titre, solidaires des Bruxellois et des Wallons, qui sont fiers de notre forte solidarité et trouvent que la Sécurité sociale est une des plus belles réalisations de notre pays. Enfin, entre ces deux groupes se trouvent la majorité des Flamands, ceux qui ont des sentiments neutres ou légèrement négatifs ou positifs vis-à-vis des Wallons. C'est ce groupe que les nationalistes flamands tentent à certains moments de mobiliser, comme pour les Fourons ou BHV. Dans certains cas, ils n'y parviennent quasiment pas. Dans d'autres, ils font carton plein. Si vous discutez avec des personnes de ce groupe aujourd'hui, en 2019, vous n'entendrez rien ou quasiment rien de négatif sur les Wallons et sur la Wallonie. Mais méfiez-vous de l'eau qui dort. Si un conflit communautaire faisait de nouveau les gros titres de la presse pendant plusieurs mois d'affilée, ils pourraient tout à fait se remobiliser. Non pas qu'ils iraient manifester, mais ils trouveraient un moyen de faire entendre leur voix. Sur les réseaux sociaux et par l'intermédiaire des bulletins de vote. Le feu communautaire couve toujours. Invisible, inodore, il peut néanmoins réapparaître à tout moment et faire rage de plus belle. Où et quand ? Personne ne peut le dire. Si, après les élections de 2019, la N-VA atterrit de nouveau dans l'opposition au niveau fédéral et que le PS revient aux affaires, il ne faudrait que quelques mois pour que les tensions communautaires atteignent de nouveau les sommets. Parce que la N-VA, ainsi que plusieurs leaders d'opinion de premier plan, est très puissante en Flandre. Et parce qu'il existe des faits qui constituent un matériel intéressant pour exacerber les tensions, comme certains scandales éblouissant des mandataires du PS. Et si la tension monte, les mots durs à l'égard des Wallons et de la Wallonie réapparaîtront. Comme je le disais, cette image négative est actuellement estompée, et même passée à l'arrière-plan. Mais il suffirait que les circonstances se raidissent pour qu'elle soit réactivée et revienne à l'avant-plan.

DES POLITIQUES FLAMANDS PAR NATURE MOINS CORROMPUS QUE LEURS HOMOLOGUES WALLONS ?

Sûrement pas. Je pense que le problème qui se pose est la difficulté inhérente à l'exercice du pouvoir. L'exercice du pouvoir vous transforme. Il est particulièrement difficile d'avoir beaucoup de pouvoir et de respecter une éthique forte. Tout le monde ne s'appelle pas Nelson Mandela. A l'époque où le CVP était tout-puissant en Flandre, la gouvernance n'était pas toujours irréprochable. Le PS possède une majorité absolue dans des dizaines de communes wallonnes depuis longtemps, parfois très longtemps. Comment exercer correctement le pouvoir dans de telles conditions ? A la longue, vous courez le risque de considérer l'exercice du pouvoir comme une évidence et de croire que la commune vous appartient. Si vous dépassez les limites, personne n'est là pour vous le faire remarquer. Donc vous les dépassez de plus en plus et, avant de vous en rendre compte, les normes se sont estompées. Ce risque existe. L'étape suivante consiste à faire par exemple un usage « créatif » des marchés et des deniers publics.

J'ai demandé un jour à un ami wallon ce qu'il en était des mécanismes de contrôle prévus par la loi. « Ce n'est pas évident », m'a-t-il répondu, « le ministre wallon responsable de ce contrôle est généralement lui-même socialiste. Il lui faudrait taper sur les doigts de ses camarades de parti. Ça arrive parfois, parfois pas. Si le ministre wallon de l'intérieur appartient à une autre formation politique, il est obligé de travailler avec une administration PS. Même chose dans les dizaines d'institutions publiques régionales. Si le PS pèse de tout son poids dans le conseil d'administration et qu'il a nommé le CEO ou le commissaire au gouvernement, il ne faut pas s'attendre à ce que l'équilibre de pouvoirs fonctionne convenablement. A cela s'ajoutent le chômage omniprésent et le sous-régionalisme. Comment s'étonner que des scandales éclatent plusieurs fois par an ? Quand un seul parti concentre autant de pouvoir, les mécanismes assurant l'équilibre entre les pouvoirs ne peuvent plus fonctionner, peu importe le pays ». Bien entendu, une explication ne vaut pas justification.

Quand surgit un scandale impliquant le PS, la ligne de communication est toujours la même. Ce sont des cas individuels, pas un système. La plupart des Flamands n'en croient pas un mot. La liste des scandales s'est tellement allongée que la grande majorité d'entre eux sont convaincus de l'existence d'un « système PS ». Ils entendent par là que non seulement le PS gouverne mal, mais qu'il est également la proie d'une forme aggravée d'estompement de la norme. La tête du parti ne réprime qu'avec beaucoup trop de mollesse les militants et les mandataires malhonnêtes qui font couler l'argent du contribuable vers leur famille et leurs amis. Négligence coupable, entend-on dire en Flandre. En 2005, Di Rupo avait promis d'en finir avec les parvenus de son parti, mais il n'a pas tenu cet engagement, estiment la plupart des Flamands. Du coup, les mandataires de gauche en Flandre sont interrogés sur ces pratiques, ce qui les contraints à se défendre. La façon dont le PS gouverne en Wallonie et à Bruxelles est une contre-publicité terrible pour la gauche flamande. Enfin, autre effet secondaire de ces pratiques, la Wallonie, dans la perception d'un certain nombre de Flamands, se réduit au PS, ce qui entraîne une généralisation particulièrement abusive : il n'y a plus de différence entre le comportement de certains mandataires du PS et le comportement des Wallons en général.

LA WALLONIE COMPARÉE À LA FLANDRE ET À L'UNION EUROPÉENNE

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour mesurer la réussite économique d'un pays ou d'une région. On procède généralement en le comparant à la moyenne de l'Union européenne. En 1999, la Wallonie se situait à 89 % de cette moyenne. En 2008, elle ne s'en était pas rapprochée, que du contraire, puisque son PIB par habitant avait baissé à 84 % de la moyenne de l'UE (le Hainaut étant même à 76 %). Si on compare la Wallonie à la moyenne de la Zone Euro, les chiffres sont de 81 % en 2000, 80 % en 2005 et 80 % en 2015. Je livre encore quelques chiffres provenant de l'Institut pour un Développement Durable concernant le pouvoir d'achat des Belges.

Ils concernent tant l'évolution des dernières années que les attentes d'ici 2020 : « Si l'allure générale des fluctuations du pouvoir d'achat est la même dans les trois régions, on constate que Bruxelles et la Wallonie perdent du terrain ; entre 1995 et 2020 le pouvoir d'achat moyen aura augmenté de 1% seulement à Bruxelles, 10% en Flandre et 5% en Wallonie (moyenne nationale : +8%). Entre 1995 et 2020, le pouvoir d'achat moyen des Bruxellois passe de 95 à 89% de celui des Belges, celui des Flamands de 105 à 107% et celui des Wallons de 93 à 91% ».

La mortalité est un autre facteur intéressant. Elle est 19 % plus élevée en Wallonie que dans le reste du pays. On observe un écart de 2,5 ans d'espérance de vie entre la Wallonie et la Flandre. Dans les communes wallonnes les plus pauvres, les gens vivent huit ans (!) de moins que dans les communes flamandes les plus riches. La pauvreté joue un rôle crucial dans cette faible espérance de vie.

UNE BRÈVE HISTOIRE DE LA RECONVERSION DE L'ÉCONOMIE WALLONNE

On s'en doute, le débat sur la reconversion de l'économie wallonne n'a pas commencé avec le plan Marshall, qui n'était pas non plus le premier plan. Je renseigne ci-dessous quelques moments et plans importants des dernières décennies.

Le 18 janvier 1960, le gouverneur de la province du Hainaut, Émile Cornez, prononce dans la grande salle de l'hôtel de ville de Charleroi un important discours devant plus d'un millier de personnes, dont une quarantaine de parlementaires. Il parle de l'agonie économique de la Wallonie. « La désindustrialisation a commencé », assène-t-il. « Sur nous tous, sur nos familles, sur nos enfants, pèse une terrible menace, celle de la fermeture prochaine de nombreux charbonnages sans compensations positives dans d'autres secteurs d'activité. Cette menace qui fait courir un danger mortel à l'économie wallonne, risque, en outre, de compromettre définitivement l'équilibre économique de la nation ». Le gouverneur affirme que l'avenir de la Wallonie est en jeu et qu'elle n'a encore jamais connu de situation aussi grave dans son histoire. Cornez appelle à une lutte, « non pas une lutte contre les Flamands, ni

contre les institutions, mais une lutte contre l'esprit de nonchalance, une lutte qui doit permettre aux Wallons de faire entendre la voix de la raison dans les couches les plus profondes de l'opinion nationale ».

En 1962, à la demande du Conseil économique wallon, le démographe français Alfred Sauvy rédige un rapport sur le lien entre démographie et économie. Son travail porte sur la période 1960-1975 et il met en garde : « La Wallonie est menacée directement dans son existence et doit entamer résolument une cure de rajeunissement ».

A partir de ce moment, des cris d'alarme sont lancés, dans la presse, au parlement, au sein de la société civile. En voici quelques exemples. En mars 1967, le Conseil économique wallon parle de « crise charbonnière, malaise sidérurgique, importance du chômage, décélération industrielle, inégale répartition des investissements, faiblesse du produit régional ». Lors d'un congrès extraordinaire du Conseil économique wallon, un haut fonctionnaire de ce qui s'appelait encore la Communauté européenne, illustre la situation à l'aide de chiffres : le PIB par habitant est tombé de l'indice communautaire 124 en 1955, à l'indice 86 en 1964.

En 1977-78, c'est-à-dire avant la régionalisation d'un certain nombre d'instruments économiques, le Comité ministériel wallon - un comité ministériel créé au sein du gouvernement national - présente un *Plan de Redéploiement et de Relance économique*. Ce programme d'action prioritaire porte notamment sur la formation de managers publics, l'apport de capitaux publics à risques aux entreprises performantes et la recherche de brevets et de nouveaux marchés. Le plan mise sur le renforcement des liens entre chercheurs et industrie. 1978 est aussi l'année de la publication d'un ouvrage de référence sur l'économie wallonne, *Les causes du déclin wallon*, de Michel Quévit. La Société Régionale d'Investissement de la Wallonie (SRIW) voit le jour en 1979. En 1980, lors de la création de la Région wallonne, cette nouvelle institution se voit doter d'instruments économiques d'importance.

En 1984 sont créés de nouveaux instruments pour soutenir l'économie, les invests régionaux. Dans *Le Soir*, la réaction du journaliste Guy Duplat

est très critique : « Voilà dix ans que l'initiative industrielle publique tente d'organiser la reconversion industrielle de la Wallonie, mais voilà dix ans que cela se fait de manière beaucoup trop chaotique, sans consensus politique. (...) On répond au malaise de la sidérurgie et aux inquiétudes syndicales en créant sans arrêt de nouvelles structures. Chaque parti veille jalousement à son pouvoir. Les invests permettent par exemple aux libéraux de rééquilibrer leur poids politique ».

A partir de 1986, on observe en Wallonie une reprise économique assez ferme. Les chiffres de la croissance sont plus importants qu'en Flandre, mais cette tendance ne se confirmera pas.

Les régions reçoivent de nouvelles compétences économiques en 1988.

A partir de 1989, la Wallonie perçoit des crédits européens (*FEDER* et *Fonds social européen*).

En 1990-92, le gouvernement wallon lance un nouveau plan, le *Programme Plus*.

En 1993, il parvient à faire reconnaître le Hainaut comme une région européenne de l'*Objectif 1*, qui va se traduire par une injection considérable de fonds pendant plusieurs années et qui donne lieu à un *Plan de développement régional pour le Hainaut*. L'objectif est d'amener le PIB par habitant à 79 % de la moyenne de l'UE d'ici à 1999. Ce sera un échec.

En 1993 encore, le gouvernement wallon lance un *Plan pour l'emploi* visant à lutter activement contre le chômage dans l'ensemble de la Wallonie. En 1997, intervient un nouveau plan de relance sous la forme d'une *Déclaration de Politique régionale complémentaire*. En 2000, voit le jour le *Contrat d'avenir pour la Wallonie*. Pour la première fois, les PME bénéficient d'un surcroît d'attention. Le plan comprend deux objectifs importants à atteindre d'ici 2010. « D'une part, rejoindre la moyenne européenne en termes de taux d'emploi ; d'autre part, atteindre un niveau de création de richesse par habitant comparable à la moyenne européenne ». Ces objectifs ne seront pas atteints. En 2002, suivent le *Contrat d'avenir actualisé* et le *Plan d'action 4x4* pour entreprendre.

En 2003, le professeur Henri Capron se livre à une analyse pertinente mais décourageante. Il parle d'une situation critique : « ... un décrochage, une rupture non seulement économique, mais aussi technologique et sociale, quantitative et qualitative, par rapport aux autres régions belges, mais surtout par rapport à l'ensemble des régions européennes. Depuis 1993 jusqu'en 2001, l'indice du PIB wallon par habitant (EU15 = 100) a été en baisse constante. Il est de 79 en 2001. Quant aux taux de croissance du PIB, de 1992 à 2001, ils sont systématiquement inférieurs aux taux de croissance belge et européen, sauf en 1998 et en 2000 ».

En 2004, il y a le *Contrat d'avenir renouvelé*. Une étude du Centre International de Recherches et d'Information sur l'Économie Publique, Sociale et Coopérative (CIRIEC) vient doucher les espoirs : « De 1999 à 2004, les forces et les faiblesses de la Wallonie n'ont pas fondamentalement évolué ».

Je reproduis encore une citation intéressante du directeur général de l'Institut Destrée, Philippe Destatte, qui date de 2010 : « Depuis la *Déclaration de politique régionale complémentaire* du Gouvernement Collignon-Lebrun, au travers du premier *Contrat d'avenir pour la Wallonie* lancé par Elio Di Rupo ou le *4X4 pour Entreprendre* organisé par Serge Kubla, le *Plan Marshall* de Jean-Claude Marcourt, etc., les plans stratégiques n'ont pas manqué. De manière quelque fois chaotique mais réelle, une série d'initiatives politiques ont marqué les quinze dernières années. Il faut reconnaître que le citoyen reste parfois éloigné de ces dynamiques et ne voit pas toujours (souvent ?) en quoi elles le concernent. Beaucoup de pédagogie de l'action serait certainement nécessaire. Une capacité de regarder le futur et de l'envisager est à activer. La Wallonie manque en effet de vision et de prospective. Les dynamiques « La Wallonie au futur » qui avaient marqué la fin des années 1980 et 1990 n'ont plus bénéficié de l'appui du Gouvernement wallon au moment où elles étaient pourtant nécessaires ».

COMMENT SE PASSE LA RECONVERSION AILLEURS EN EUROPE ?

En 2005, le Conseil économique et social de la Région wallonne (CESRW) compare la situation socio-économique en Wallonie avec celle de régions comparables en Europe, ce qu'on appelle les RETI, les « régions de tradition industrielle ». Il s'agit notamment de la Lorraine, des Asturies, la Cantabrie, le Nord-Pas-de-Calais et Hambourg.

La plupart des indicateurs wallons sont moins bons que ceux de ces autres régions. Entre 1996 et 2002, huit régions ont eu une croissance économique plus élevée que la moyenne européenne et ont donc rattrapé une partie de leur retard économique, pas la Wallonie. « La Wallonie cumule tous les retards », lit-on dans le rapport. En 2011 et 2016, le CESRW répète l'exercice. Le rapport de 2011 nous apprend que le PIB wallon par habitant, entre 1999 et 2008, ne s'est non pas rapproché de la moyenne européenne, mais qu'il s'en est éloigné. En d'autres termes, le retard de la Wallonie s'est accru. Seul le Brabant wallon fait exception. Il s'avère également que la Wallonie est celle des quinze régions RETI qui obtient les plus mauvaises notes pour la plupart des indicateurs. Quant au rapport 2016 du CESRW, il ne produit aucun chiffre démontrant que la Wallonie rattrape son retard. Une comparaison avec les quinze régions RETI indique que la Wallonie, pour beaucoup d'indicateurs, ne rattrape toujours pas son retard, avec un bémol par rapport aux quatre régions RETI espagnoles, qui n'ont pas encore digéré la grave crise de 2008. Dans deux domaines, la Wallonie obtient de moins bons résultats en 2013 qu'en 2005 : le taux d'emploi des jeunes et le chômage des hommes.

Même si les effets positifs du plan Marshall tardent à apparaître dans ces statistiques, les comparaisons des prestations économiques et des chiffres du chômage entre la Wallonie et d'autres régions européennes ayant un passé industriel comparable ont leur importance. Elles montrent que malgré plus de vingt années de plans et d'investissements, aucune rupture de tendance n'est en vue.

En Flandre, on accorde peu de crédibilité à l'analyse qui voudrait que le déclin wallon a été causé par la trahison des grands groupes financiers qui ont laissé choir la Wallonie ou encore par la mondialisation. Si d'autres régions comparables à la Wallonie sortent peu à peu de l'ornière, pourquoi les Wallons n'y parviennent pas ?, se demandent les Flamands.

L'aperçu qui précède n'est pas complet. Il suffit cependant à illustrer que les élites politiques et socio-économiques wallonnes ont depuis longtemps conscience du problème et qu'elles ont multiplié les plans de reconversion ces dernières décennies. Clairement, les gouvernements successifs ont voulu montrer qu'ils s'efforçaient de prendre la situation à bras-le-corps. La Flandre a évidemment suivi le développement de la situation, mais vu l'absence d'amélioration structurelle sur le plan socio-économique, chaque nouveau plan a fini par susciter des questionnements de plus en plus marqués : « Étant donné qu'aucune amélioration ne se profile à l'horizon, pourquoi croire que cela va marcher avec ce nouveau plan ? Vu la gravité de la situation, est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux administrer un remède de cheval ? » Si la situation était inversée, et que c'était la Flandre et son gouvernement qui lançaient nouveau plan sur nouveau plan sans jamais obtenir de résultats probants, les mêmes questions seraient sans doute posées côté francophone.

En 2005, les commentaires vont changer de ton. Journalistes et experts flamands réservent un accueil positif au Plan Marshall pour la Wallonie. Pour la première fois, les Flamands ont l'impression que la classe politique wallonne prend une autre direction : il est question de choix stratégiques, de ne pas saupoudrer les moyens sur la base de critères politiques, et de choisir des secteurs d'avenir en fonction de critères qui tiennent la route, socio-économiques, etc. Le plan Marshall 2.Vert (2009) et le plan Marshall 4.0 (2014) confirment que les autorités s'accrochent à la même ligne. De temps à autre, la presse flamande dirige son attention sur des développements nouveaux, intéressants, dans tel ou tel secteur de l'économie. La Wallonie décrite dans ces articles de presse ne se résume plus aux quartiers paupérisés de Charleroi, Liège ou La Louvière. La Wallonie est plus diverse, apprennent les Flamands, possède des régions, des villes et des quartiers très dynamiques, des entreprises de haute technologie et des entrepreneurs dynamiques et créatifs. Elle crée de nouveaux emplois. Les Wallons semblent avoir enfin atteint un tournant.

Ces impressions positives sont toutefois ternies par l'une ou l'autre fermeture d'entreprise ou les scandales qui éclatent encore dans certaines villes ou intercommunales wallonnes. En outre, le processus reste lent. En Flandre, on se demande si les Wallons ont assez conscience de l'urgence. Car malgré toutes les nouvelles initiatives, la situation socio-économique demeure préoccupante. Loin de moi l'idée de plomber ce nouvel enthousiasme, mais s'il y a un nouveau regain de tension communautaire ces prochaines années, nul doute que réapparaîtraient dans la presse du nord du pays pléthore d'articles sur les chiffres dramatiques du chômage en Wallonie en général et dans les provinces du Hainaut et de Liège en particulier.

UN ÉVENTAIL D'INSTRUMENTS

Un élément qui reste inconnu du grand public flamand et qui ne cesse pas d'étonner les experts flamands en développement économique, c'est le grand nombre d'« instruments économiques » en Wallonie. En Flandre, les choses sont extrêmement simples. Nous avons la Participatiemaatschappij Vlaanderen, la société holding des pouvoirs publics flamands, qui exécute l'initiative économique publique en Flandre (avec un portefeuille de près de 900 entreprises et un capital investi de 650 millions). Ensuite, nous avons la GIMV, jadis l'homologue de la SRIW et la GIMB, désormais partiellement privatisée (la Participatiemaatschappij Vlaanderen y possède une part de 26,82%, les autres actions étant cotées en bourse). La GIMV gère des investissements de quelque 1,6 milliards d'euros dans une cinquantaine d'entreprises. Nous avons également la LRM, pour Limburgse Reconvertiemaatschappij, une société d'investissement dont l'origine remonte à la fermeture des mines limbourgeoises, situation qui nécessitait des investissements supplémentaires. La LRM est à 100 % aux mains de la Région flamande et investit annuellement quelque 60 millions d'euros dans des entreprises. Grâce entre autres à son action, la reconversion limbourgeoise s'est opérée rapidement. Le chômage y tourne autour de 6 %, contre 12 % dans la province limitrophe de Liège. On vient de l'étranger en voyage d'étude pour

examiner le modèle limbourgeois de reconversion. En d'autres termes, en ce qui concerne les sociétés d'investissement public, la situation en Flandre est simple : une seule société d'investissement public, une société semi-publique dont la Région flamande est l'actionnaire de référence et une société provinciale au Limbourg.

En revanche, établir la liste de ces sociétés en Wallonie n'est pas une mince affaire. Il y a la Sowalfin, la SRIW et la Sogepa. Après, il faut aussi prendre en compte la longue série d'« invests » : Meusinvest, Sambrinvest, Nivelinvest, Namurinvest et cinq autres encore. Il y a également des acteurs comme Publifin. Cette région qui a absolument besoin d'une nouvelle dynamique économique disperse donc le peu de moyens dont elle dispose sur de nombreuses institutions. Chacune possède, bien entendu, un conseil d'administration, un comité de direction, son propre service de comptabilité ou d'informatique et du personnel. Dans des domaines importants comme la pharmacie ou la biotechnologie, les experts capables d'évaluer les dossiers d'investissement se comptent sur les doigts de la main. Mieux vaut les regrouper pour garantir la qualité de leur travail, affirme-t-on en Flandre. Et quand les organisations sont si nombreuses, pour les entreprises, l'investissement devient inutilement un casse-tête. Citons, pour l'exemple, le chercheur de l'ULB Alexandre Pireaux : « En Région wallonne, le paysage administratif est "dense à l'excès" et foisonne en "constructions". Si l'on peut certainement y déceler une volonté politique d'efficacité, de rapprochement des citoyens-utilisateurs voire des décideurs politiques, ce phénomène présente aussi des risques de confusion (...). Selon certains observateurs, la multiplication des agences entraîne des doublons, un manque de transparence et en tout cas de lisibilité de l'action publique et démotiverait les agents des services centraux. (...) Un tel foisonnement institutionnel soulève en effet des questions de coordination, d'allongement des délais, de coûts de transaction, de redondance et des risques de contradiction ». En 2017, Philippe Destatte y est allé encore plus fort : « Évoquer l'inertie de la Wallonie va à l'encontre de la culture ambiante ainsi que des directives qui ont été données sous les précédentes législatures, ou que les organisations se sont elles-mêmes imposées pour positiver unilatéralement et créer de

manière forcée un climat dit favorable. Depuis 2000, ce choix a amené des responsables politiques à se persuader et à faire croire au contraire de la vérité dans de nombreux domaines. L'affaïssement croissant de la démocratie parlementaire au profit de l'intérêt des partis politiques et des organisations sociales, la logique de partage du gâteau, du repli sur soi et sur l'immédiateté des objectifs personnels, tous ces facteurs ont empêché l'émergence d'un intérêt régional et d'une dynamique wallonne propre. Enfermée dans une culture paléo-industrielle aliénante et tournée constamment sur un passé révolu, la Wallonie est devenue une société bloquée, productrice de structures qui se font concurrence et s'entravent les unes les autres, en fragmentant l'espace d'action et en empêchant les masses critiques de se constituer. Souvent, la Région génère du discours de transformation pour mieux rester inactive. Elle annonce à grand fracas des initiatives grandioses, épouse les concepts du moment pour rapidement les vider de leurs ambitions. C'est alors que la politique de la frime règne en maître. Les peurs multiples et profondes que la Wallonie a d'elle-même l'empêchent d'anticiper, de se créer des visions d'avenir, de se reconnaître, de se rassembler, d'agir ».

Le gouvernement wallon s'est lancé depuis 2018 dans une simplification de la situation, mais il avance à pas de loup. Car sont en jeu des emplois et des questions de pouvoir, ainsi que des intérêts et des réseaux sous-régionaux. Que l'on se rappelle comment Publifin a négligé de respecter les recommandations pourtant fondamentales du Parlement wallon. Jamais nous n'avons assisté à un tel scénario en Flandre. Certaines voix, opposées à la simplification et à la centralisation, soutiennent qu'il ne faudrait pas qu'on oublie les spécificités des régions. A quel titre un comité de direction basé à Namur pourrait-il prendre des décisions d'investissement dans une petite PME de Charleroi ou de Liège ? Cet argument ne me semble pas tenir la route. Il pourrait être parfaitement possible de fonctionner avec des cellules locales à Liège, Charleroi, Louvain-la-Neuve et Arlon, et engager sur place des personnes qui maîtrisent la dynamique des lieux. En réalité, le problème est ailleurs. Il s'agit de pouvoir. Les responsables politiques liégeois veulent conserver un pouvoir de décision maximum sur leurs dossiers, même chose pour

ceux de Charleroi, etc. Ils ne sont pas disposés à se laisser dépouiller de leurs outils. N'est donc pas seule en cause cette espèce d'intense satisfaction qu'ils éprouvent en gérant ces montants d'investissement importants, il est aussi question d'acquisition et de conservation du pouvoir, ce qui nous ramène au point si délicat du sous-régionalisme et des circonscriptions électorales lilliputiennes.

LE SOUS-RÉGIONALISME

Imaginons que je déménage dans la bonne ville d'Ath et que je fonde un parti « Picardie2025 ». Je me porte candidat aux élections wallonnes et je suis élu au terme d'une campagne menée avec maestria. Que vais-je faire au Parlement wallon au cours des cinq années qui suivent ? En priorité, je défendrai les intérêts de mes électeurs, je m'adresserai à eux, je les dorlôterai et tenterai de les mobiliser pour mon parti et mon projet. Bien sûr, de temps en temps, je m'occuperai de sujets qui concernent la Wallonie dans son ensemble, mais pourquoi consacrerai-je du temps à des dossiers qui n'intéressent que Liège, Verviers ou Arlon ? Des dossiers qui ne sont nullement porteurs pour moi sur le plan électoral ? Une pure perte de temps. La logique des circonscriptions électorales me contraint à devenir membre du grand club des sous-régionalistes. Et le jour où je deviendrai ministre, les choses commenceront à devenir vraiment passionnantes car ce n'est qu'à partir de ce moment-là que je pourrai vraiment choyer mes électeurs. Avec un nouveau pont, des subventions pour une association ou la protection d'un monument. Je m'opposerai durement à mes collègues qui voudront aussi faire plaisir à leurs électeurs évidemment. Il en résultera un « saupoudrage », comme disent les francophones. Ces comportements existent aussi en Flandre, mais ils sont beaucoup moins prégnants. La Flandre comporte également des régions, comme le Pajottenland, le Waasland et le Westhoek. Elles ont une identité forte mais sans être attachées aux dimensions politiques et économiques. On attend beaucoup moins des responsables politiques qu'ils prennent fait et cause pour « leur région ». En outre, et c'est me semble-t-il le plus important, lors des élections régionales en Flandre, les circonscriptions restent provinciales. En d'autres termes, le

périmètre électoral des parlementaires et des ministres est beaucoup plus important, ce qui signifie qu'ils sont beaucoup moins forcés de mettre en avant l'intérêt de leur ville ou de leur région. Et de toute façon, tant la presse que l'opinion publique ne l'accepteraient pas.

Si la ministre de l'enseignement, Hilde Crevits, privilégiait ou tentait de privilégier le financement de nouveaux bâtiments scolaires dans sa province, la Flandre occidentale, cela ferait scandale et elle serait prise à partie au Parlement flamand. Il arrive que la répartition de moyens soit également influencée par le jeu de la partitocratie politique en Flandre, mais je crois que c'est beaucoup plus rare qu'en Wallonie.

Le saupoudrage wallon a un impact dramatique sur le plan socio-économique. Les maigres moyens disponibles ne sont pas utilisés là où ils auraient des effets optimaux, socio-économiquement parlant, mais répartis sur la base de rapports de force politiques. Certes, c'est moins le cas aujourd'hui qu'il y a dix ou vingt ans, mais la pratique est loin d'avoir disparu.

Lorsque j'ai un jour abordé ce sujet avec un ami wallon, il m'a livré une réponse dénuée de toute ambiguïté. Il a affirmé sans ciller que la Wallonie n'existe pas. Étonné, je lui ai demandé plus d'explications. « Il y a effectivement un gouvernement wallon et une administration wallonne. Mais avons-nous pour autant une "région wallonne" en tant qu'espace politique et sociétal ? Certainement pas. Il y a Liège, Charleroi, la Picardie, le Brabant wallon, etc. Il y a des villes et des régions, mais elles ne forment pas une seule entité. Il est donc logique qu'il n'existe pas de circonscription électorale wallonne et que chaque plan de reconversion wallon menace de s'abîmer en saupoudrage ». Mon ami a tenu ces propos sans émotion, comme s'ils relevaient de l'évidence, avec un air de résignation. Plus tard, en lisant *Dag Vlaanderen*, un livre du journaliste Christophe Deborsu sur la Wallonie, j'ai découvert la même analyse. « Le pays wallon n'est pas une nation, mais plutôt une addition de villes. L'explication numéro un est que beaucoup de ce que les Wallons avaient pu valoriser leur a été dérobé. A commencer bien sûr par le progrès économique. Et surtout les références culturelles. D'innombrables valeurs sûres de la Wallonie ont terminé à Bruxelles,

à Paris et même en Flandre ». Cela ressort aussi des enquêtes menées en Wallonie. Quand on leur demande ce que devrait être l'avenir de la Wallonie si la Flandre déclarait son indépendance, vous avez au moins cinq réponses différentes : le rattachement à la France, pour les uns avec Bruxelles, pour les autres sans ; une Wallonie indépendante ; une "Belgique croupion" englobant Bruxelles, la Wallonie et la maison royale ; une République Wallonie-Bruxelles. En Flandre, a contrario, une grande partie des élites économiques et politiques sont sur la même longueur d'ondes concernant l'avenir institutionnel. Leur périmètre est "l'entité fédérée Flandre". Notez qu'en néerlandais, entité fédérée se traduit par "deelstaat" et que le mot "staat" signifie "État". Pour les uns, on parle donc d'une partie de l'État Belgique tandis que les autres y voient un (quasi-)État qui est une partie de l'État Belgique, mais peut-être pas pour longtemps. Quoi qu'il en soit, pour la plupart des responsables flamands, le terme "entité fédérée Flandre" signifie que la Flandre possède un pouvoir de décision dans de très nombreux domaines sans avoir à se concerter avec les autorités fédérales, Bruxelles, la Wallonie ou qui que ce soit, et cela dans le cadre d'une opinion publique flamande. En Wallonie, la situation est totalement différente. Alors que la première grande réforme de l'État remonte à près d'un demi-siècle, les grandes lignes d'un consensus sur son avenir n'existent toujours pas. Comme quelqu'un me l'a dit un jour : « Au fond, la Flandre est très utile à la Wallonie. Elle lui permet de se définir comme "différente de la Flandre". La Wallonie est solidaire, tolérante, antiraciste et possède encore nombre d'autres qualités, contrairement à la Flandre. Notre projet comme négation de celui de notre voisin, ce qui est très différent d'un projet que nous aurions défini nous-même ».

TRAVAILLEURS DEMANDÉS !

Notre pays compte non pas un, mais trois marchés du travail : un flamand, un wallon et un bruxellois. Ils ne se ressemblent pas. En Flandre, aux yeux des dirigeants politiques et économiques et de nombreux leaders d'opinion, le problème principal qui se pose sur le marché de l'emploi est la pénurie de main-d'œuvre. Dans de grandes parties de

la Flandre, le taux de chômage se trouve autour de – ou sous – les 6 %. Dans certaines régions, il est même inférieur à 4 %. Le Limbourg, qui a tant souffert de la fermeture des mines et de la disparition d'entreprises comme Ford Genk, connaît un chômage autour de 6 %. En Flandre, de plus en plus de postes vacants ne trouvent (quasiment) pas preneurs. En 2017, le VDAB a reçu 257.000 offres d'emploi, soit 15 % de plus qu'en 2016 et de loin le chiffre le plus élevé en quinze ans. La Belgique est pour ainsi dire le pays de l'Union européenne où les postes de travail sont les plus difficiles à pourvoir. L'inadéquation entre l'offre et la demande est très forte. Depuis le début de l'année 2018, les chefs d'entreprises, les experts et les journalistes flamands s'alarment de plus en plus bruyamment de la situation. La pénurie de candidats appropriés pour pourvoir aux emplois vacants pèse sur l'économie flamande. Le gouvernement flamand a d'ailleurs assoupli les règles de la migration économique en juin 2018. Pendant ce temps, le chômage wallon et bruxellois reste très élevé. La coopération entre les trois administrations régionales s'est améliorée ces deux dernières années. Le Forem a désormais des consultants bilingues qui préparent les demandeurs d'emploi au travail en Flandre. Cette stratégie commence à porter ses fruits. En 2017, 22.415 demandeurs d'emploi wallons ont trouvé un travail en Flandre, soit 33 % de plus qu'en 2016. Ces chiffres sont très positifs, mais insuffisants pour faire diminuer drastiquement et rapidement le chômage en Wallonie et à Bruxelles. Pour cela, il faudrait renforcer la coopération entre le VDAB, le Forem et Actiris. En outre, il faudrait aussi que se dessine un mouvement de rattrapage en matière de néerlandais dans l'enseignement francophone, ce qui serait un des meilleurs investissements possibles dans l'avenir des jeunes. Enfin, les responsables politiques francophones devraient légitimer et encourager ces navettes vers la Flandre. En Hainaut, le chômage atteint en 2017 11,5%, alors que dans les provinces limitrophes que sont la Flandre Occidentale, la Flandre Orientale et le Brabant Flamand, le chômage est respectivement de 3,2, 3,4 et 4,7%. Une situation sans équivalent en Europe. Parfois, j'ai le sentiment que, dans la tête de beaucoup de Wallons, la Flandre est très loin de la Wallonie. Mentalement, cela peut

se comprendre, ce qui n'empêche que la moitié des Wallons vivent à une distance raisonnable des villes flamandes. Quarante kilomètres seulement séparent Tournai d'Audenarde. De Mons à Hal, il n'y a que 50 km ; entre Liège et Tongres 30 km, et de Wavre à Louvain 30 km également. En province de Luxembourg, beaucoup de Wallons vont travailler au Grand-Duché. Là-bas, c'est tout à fait normal.

DEUX RÉFLEXIONS CONCLUSIVES

Les experts flamands ont connaissance des chiffres et des faits ci-dessus. Certains attendent beaucoup du plan Marshall, d'autres restent sceptiques. Les partis de gauche flamands évitent ce débat. Que pourraient-ils dire ? Si le sp.a obtient de mauvais résultats électoraux, il en est évidemment le seul responsable, mais il lui est impossible de citer la Wallonie, gouvernée à gauche, en exemple.

Pour éviter les malentendus, je souhaite affirmer clairement que, selon moi, la Wallonie ne doit pas forcément copier l'exemple flamand. La Flandre est peut-être une des régions les plus riches du monde, mais nous baignons dans les particules fines et perdons notre temps dans les embouteillages, le nombre de personnes en dépression et en burn-out est astronomique, il ne reste presque plus d'espaces naturels et notre empreinte écologique est très élevée. Il n'y a donc pas de raison de suivre le modèle flamand à la lettre.

La question qui se pose est plutôt de savoir quand la Région wallonne atteindra la moyenne européenne sur une série d'indicateurs socio-économiques fondamentaux. Dans cinq, dix ou quinze ans ? Car derrière la froideur de ces indicateurs se cache beaucoup de souffrance humaine. Des personnes qui restent sans emploi pendant des années, qui doivent se contenter d'un revenu minimum, qui tombent plus rapidement malades et vivent moins longtemps. Outre cette souffrance humaine, la situation socio-économique de la Wallonie apporte évidemment de l'eau au moulin des nationalistes flamands.

CHAPITRE 6

BRUXELLES



Dans ce chapitre, je laisse la N-VA de côté. Elle surfe sur le mécontentement très répandu en Flandre par rapport à Bruxelles et s'attaque régulièrement aux bourgmestres bruxellois. Des faits à mon sens suffisamment connus. Il m'a semblé plus intéressant d'analyser en profondeur la relation pour le moins complexe qui existe entre Bruxelles et la Flandre. Que pensent les Flamands de Bruxelles ? Veulent-ils s'en débarrasser ou, au contraire, la conquérir ? Pourquoi tant de Flamands ne portent-ils pas leur capitale dans leur cœur ?

BRUKSELBINNENSTEBUITEN

J'ai découvert Bruxelles à l'âge de dix-sept ans. Ce fut le coup de foudre. Nous étions en dernière année du secondaire et tous les élèves participaient au projet de la « semaine bruxelloise », un concept révolutionnaire. Nous n'avions pas cours et arpentions la ville toute la semaine durant. Et la variété était au rendez-vous : exploration, témoignages de Bruxellois, visite guidée, etc. Pour nous, qui venions d'une petite ville de la province flamande, l'activité sortait totalement de l'ordinaire. Surtout, l'accompagnement était assuré par Brukselbinnenstebuiten. Depuis cette époque, cette organisation, qui en était à ses balbutiements, a décodé Bruxelles pour des dizaines de milliers de personnes. L'approche n'a rien à voir avec celle des guides touristiques classiques. Au lieu d'aligner les faits et les anecdotes, l'idée est de nous montrer non seulement les nombreux monuments de la ville, mais aussi de la placer dans un cadre social. Les accompagnateurs « lisent » la ville avec plusieurs paires de lunettes différentes et organisent donc des excursions à la fois critiques et créatives. Les galeries Saint-Hubert, par exemple, sont uniques en leur genre, mais leur construction a nécessité la destruction de dizaines d'habitations modestes. Qui s'est intéressé aux petites gens qui en étaient propriétaires ? Les adolescents que nous étions écoutaient. Ils nous ont aussi parlé de la destruction du quartier nord et de tous ces Bruxellois victimes de la politique des grands groupes financiers. Grâce à Brukselbinnenstebuiten et à nos enseignants, Bruxelles, pour les adolescents de notre école, est devenue une ville avec une histoire, une ville de luttes, de beauté et d'opportunités manquées, une ville

diversifiée, aux talents multiples. Des années plus tard, ma compagne et moi avons sérieusement envisagé d'aller y habiter, mais la nature m'aurait manqué. Le vol des buses, les lucioles des nuits d'été, les orchidées et beaucoup d'autres choses encore. Je ne pourrais pas faire sans. Cela dit, aujourd'hui encore, Bruxelles continue de me fasciner. Mais je m'inquiète de toutes les opportunités qu'elle rate, de ce fossé entre les talents, les initiatives et les possibilités d'une part, et le peu de résultats obtenus, de l'autre.

LA FLANDRE ET BRUXELLES

Rien que ce titre est déjà politiquement connoté. En écrivant « La Flandre et Bruxelles », je sous-entends que Bruxelles ne fait pas partie de la Flandre. Une position très tranchée. Qu'en est-il de cette relation ? Que pensent les Flamands de Bruxelles ? Si leurs avis sur Bruxelles sont multiples et partagés, la majorité dirait ceci : « Bruxelles nous laisse froids. Nous n'aimons pas cette ville. Nous ne trouvons pas qu'elle est notre "capitale". Pour autant, nous n'avons pas envie qu'on nous la prenne. Par habitude principalement, parce qu'elle est importante sur le plan économique, et aussi par peur de l'instabilité et des embarras ». En un mot comme en cent, la relation des Flamands avec Bruxelles est teintée d'ambiguïté. Et, selon moi, ce n'est pas près de changer à court terme.

Commençons par tordre le cou à quelques malentendus. Il n'y a pas de complot flamand visant à annexer et à flamandiser Bruxelles. Il subsiste peut-être une poignée de flamingants nostalgiques qui caressent encore ce rêve, mais on ne l'entend pratiquement pas. Les Flamands et les élites politiques et socio-économiques flamandes ont parfaitement conscience que Bruxelles n'est pas en train de devenir une ville flamande. Bruxelles est une ville multilingue et multiculturelle dont la *lingua franca* est le français. Et cela ne changera pas avant longtemps.

Mais alors pourquoi la Flandre investit-elle tellement dans Bruxelles ? Parce qu'elle accorde de l'importance aux néerlandophones de Bruxelles et à la présence flamande dans Bruxelles. La ligne directrice consiste à baser l'investissement flamand non pas sur le nombre réel

d'habitants néerlandophones, environ 100.000, mais de prévoir un budget équivalent à 400.000 néerlandophones. Ce qui est excellent aussi pour les non-néerlandophones. Des milliers de francophones et de personnes d'origine allochtone fréquentent chaque année les écoles néerlandophones de Bruxelles. Un excellent choix. Ils apprennent une autre langue nationale facilement, élargissent leur horizon culturel et accroissent leurs opportunités sur le marché de l'emploi. Je comprends que la hantise d'une Flandre qui néerlandise et s'empare progressivement et furtivement de Bruxelles ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Peut-être aussi parce qu'elle est alimentée par certaines personnes qui ont un intérêt à maintenir la tension entre néerlandophones et francophones à propos de Bruxelles ?

La Flandre consacre des sommes considérables à la scène culturelle bruxelloise : l'Ancienne Belgique, le Beursschouwburg, le KVS, le Kaaitheater, etc., sont autant de lieux incontournables pour tout Bruxellois animé d'un intérêt pour la culture. Est-ce que j'exagère quand je dis que la scène culturelle flamande est plus dynamique que la francophone ? L'affirmation est en soi étrange parce que les Flamands sont minoritaires à Bruxelles. On s'attendrait plutôt à ce que la Communauté française et les dix-neuf communes bruxelloises s'engagent pour une scène culturelle forte. Pourquoi le résultat est-il si médiocre ? Pourquoi n'est-ce pas là sujet de débat à Bruxelles ? Ce débat ressemble à un jeu où chacun veille jalousement sur son territoire politique. Donnons un exemple : pour trancher la question de savoir qui, de la ville de Bruxelles ou du Botanique, allait exploiter le Cirque royal, il a fallu aller devant le Conseil d'État. Il existe heureusement quelques exceptions, côté francophone, comme le Théâtre national qui propose ces dernières années un travail magnifique sans se préoccuper des frontières intrabruelloises, et qui coopère avec le KVS.

CEUX QUI ADORENT & CEUX QUI DÉTESTENT

Que savent et que pensent les Flamands de Bruxelles ? Faut-il croire la caricature du navetteur flamand qui n'ose pas faire du shopping dans la ville pendant son temps de midi et qui s'en échappe en voiture

ou en train dès son travail terminé, pour retrouver son petit coin de Flandre ? Certains Flamands sont comme ça. Ils viennent travailler à Bruxelles durant dix ou vingt ans et ne connaissent pas la ville, sans même parler de l'apprécier ou de l'aimer. Cela dit, beaucoup de Flamands font leur shopping en ville à midi et vont le weekend au cinéma ou au KVS, visitent un musée ou une exposition. Il n'y a donc pas qu'une seule attitude à l'égard de Bruxelles, mais tout un éventail, du Bruxellophile au Bruxellophobe. Ne peut-on pas dire la même chose des Wallons qui travaillent à Bruxelles ?

Je commence par les extrémistes, les lovers & haters. Le groupe de Flamands (entendus comme les habitants de la Flandre) qui aiment Bruxelles à la folie ne me semble pas bien épais. Ce sont ceux qui finissent par venir s'y établir ou des personnes intéressées par l'architecture ou par les nouvelles initiatives qui éclosent de toutes parts ces dernières années, comme la Zinneke Parade ou le Musée MiMa, à Molenbeek. D'autres tombent sous le charme de l'offre gastronomique ou de la convivialité du marché du Midi. De l'autre côté, il y a un groupe de flamingants qui haïssent Bruxelles et qui rêvent d'une Flandre déclarant, sans attendre, son indépendance sans Bruxelles, quel qu'en soit le prix économique et diplomatique. Frans Crols, ancien rédacteur en chef de *Trends* et membre du groupe de réflexion « In de Warande », a déclaré sans détours dans le *Knack* du 1er avril 2009 : « Bruxelles se retourne contre la Flandre. Il y a longtemps que la capitale est perdue pour nous, et il est temps que nous l'admettions ouvertement. Pour moi, l'avenir de six millions de Flamands pèse plus qu'un symbole creux ». A la Veillée de l'Yser du 23 août 2009, la fête annuelle des nationalistes flamands radicaux - à ne pas confondre avec le Pèlerinage de l'Yser - il a tenu des propos encore beaucoup plus nets. Pour lui, la Flandre doit laisser Bruxelles et se diriger sans attendre vers l'indépendance. Les responsables politiques flamands partagent-ils cette vue ? A peine, car ils ne veulent pas perdre Bruxelles. Certes, quelques parlementaires de la N-VA disent dans les couloirs qu'ils préfèrent une Flandre indépendante sans Bruxelles à la Belgique fédérale actuelle. Cette opinion est-elle représentative de ce que pensent les dirigeants de la N-VA ? Il me semble que c'est

particulièrement difficile à savoir. Ce serait en tous les cas un virage à 180° par rapport à l'attitude historique du mouvement flamand et de la Volksunie. « La Flandre ne laisse pas tomber Bruxelles ! », s'exclamait le bourgmestre d'Anvers, Lode Craeybeckx, en 1966, un slogan qui a longtemps résumé le scénario que toute la classe politique flamande voulait absolument éviter : Bruxelles comme troisième Région à part entière sur le territoire de laquelle la Communauté flamande n'exercerait plus aucune compétence. La Belgique devrait être un pays fédéral basé sur deux Communautés. Lors de son congrès du 24 novembre 1973, la Volksunie évoquait « la création d'une nationalité flamande et d'une nationalité wallonne, dans le cadre de la citoyenneté belge ; les Flamands de Bruxelles font, dans cette optique, partie du peuple flamand ». La première des célèbres Cinq résolutions du Parlement flamand de 1999, la plus importante, dit exactement la même chose. Nous devons aller vers un pays comportant deux Communautés fortes ainsi qu'un statut spécifique pour Bruxelles et pour la Communauté germanophone. Le gouvernement flamand l'a répété dans sa note « Octopus » du 1er février 2008, note intégrée dans l'accord de gouvernement flamand de 2009. Et cet objectif n'a pas été atteint, que du contraire. La sixième réforme de l'État a renforcé la « logique territoriale », et donc la Région de Bruxelles-Capitale, au détriment de la logique « communautaire » défendue par la plupart des partis flamands. Nous allons donc dans la direction inverse de celle que la Flandre voulait (et veut encore). Le fait que des parlementaires N-VA osent abandonner Bruxelles dans leurs conversations de couloirs le confirme. La Belgique n'est pas un pays fédéral reposant sur deux Communautés, et ne le deviendra pas.

Certains francophones prétendent que la Flandre sans Bruxelles ne serait pas économiquement viable, ce qui me semble inexact. Le prix serait effectivement considérable, économiquement, politiquement et diplomatiquement. Mais la Flandre resterait une des régions les plus riches d'Europe, avec un produit intérieur brut par habitant supérieur à la moyenne européenne. Par contre, une « Belgique croupion » composée de la Wallonie et de Bruxelles, aurait besoin d'un certain nombre d'années pour se relancer. N'oublions pas que la Flandre ne manque pas

d'atouts : le port d'Anvers, la présence de secteurs dynamiques comme la chimie, les constructions métalliques, l'industrie pharmaceutique, l'agro-alimentaire, le cluster des entreprises biotechnologiques et un secteur de services très étendu s'appuyant sur des PME solides dans tout le tissu économique. La Flandre dispose d'une situation idéale en Europe occidentale, d'universités de premier rang et d'une population hautement qualifiée aux compétences linguistiques étendues. La Flandre est économiquement viable sans Bruxelles. Les responsables politiques, les économistes et les chefs d'entreprises en ont conscience.

Deux attitudes extrêmes ont donc cours par rapport à Bruxelles, au sein de la population flamande. Ceux qui adorent et ceux qui détestent. Entre les deux, nous trouvons un large éventail d'attitudes intermédiaires, et surtout une grande majorité de Flamands qui suivent tout cela d'assez loin. La politique bruxelloise les laisse froid, sauf quand un scandale se produit. Presque personne en Flandre ne connaît les membres du gouvernement bruxellois, si ce n'est peut-être le nom du ministre-président.

Les médias flamands suivent peu l'actualité bruxelloise, sauf quand il s'agit de la scène culturelle. L'action du gouvernement bruxellois – ou des dix-neuf communes bruxelloises – indiffère les médias flamands, sauf en cas d'événements négatifs. Alors, les projecteurs se braquent, que ce soit sur les affaires de détournement d'argent public (le Samusocial), la création en toute improvisation d'un piétonnier au cœur de Bruxelles ou des émeutes impliquant des adolescents sortant de tout contrôle. La presse flamande n'assume pas ses responsabilités. Elle suit beaucoup trop peu Bruxelles (et la Wallonie). La même critique peut être adressée à la presse francophone, qui ne suit pratiquement pas l'actualité flamande.

Du côté francophone il y avait, avant les élections locales de 2018, une certaine inquiétude. La N-VA pourrait-elle gagner les élections à Bruxelles? Theo Francken lui-même était venu faire campagne à Bruxelles et des francophones pourraient bien voter pour la N-VA, entendait-on. Une telle victoire serait un excellent point de départ pour gagner les élections régionales de 2019, ce qui donnerait à la N-VA le pouvoir de bloquer les institutions, vu qu'il faut une double majorité à la Région. Cette crainte

n'était pas et n'est pas fondée. Regardons les chiffres. Lors des élections communales, la N-VA a obtenu à Bruxelles sept sièges sur un total d'à peu près 70 sièges néerlandophones. La N-VA en était sous le choc. Leur offensive avait totalement échoué. N'oublions d'ailleurs pas qu'il y a, lors des élections régionales, un obstacle supplémentaire pour les francophones qui voudraient voter pour un parti néerlandophone : le choix entre le "collège francophone" ou le "collège néerlandophone". Ce qui rend le vote pour un parti néerlandophone moins probable encore. Si, pendant la campagne électorale de 2019, il y a de nouveau des articles dans la presse francophone et sur les réseaux sociaux sur le risque que la N-VA puisse bloquer les institutions bruxelloises, il faut se poser la question de savoir si les auteurs sont mal informés ou s'il y a une stratégie derrière. Quel parti francophone pourrait avoir le plus d'intérêt à ce que les électeurs francophones craignent une victoire d'un parti nationaliste flamand?

Quelques mots sur les néerlandophones de Bruxelles, qui traversent actuellement une évolution cruciale. Auparavant, on parlait des Flamands bruxellois, en ce sens que ces personnes se sentaient d'abord flamandes. Aujourd'hui, ces derniers sont toujours là, mais de nombreux néerlandophones, notamment des jeunes, préfèrent se désigner comme Bruxellois néerlandophones. Ces gens se considèrent donc d'abord comme des Bruxellois, ce qui fait une grande différence. Et pour être clairs, ils précisent ensuite, mais pas toujours, que leur langue maternelle est le néerlandais. Un certain nombre se considère juste comme des Bruxellois. Rien ne saurait mieux illustrer combien notre pays évolue d'une Belgique à deux grandes communautés vers une Belgique à trois régions (ainsi qu'une communauté germanophone). La mise en œuvre de la sixième réforme de l'État pourrait encore renforcer cette tendance car Bruxelles prendra en charge les allocations familiales et organisera l'assurance autonomie. Ce changement pourrait renforcer la notoriété et la légitimité de Bruxelles en tant qu'entité politique et administrative, à condition bien sûr que l'exercice de ces deux nouvelles compétences rime avec efficacité. La N-VA est consciente de ce risque et a déjà fait part de sa préoccupation par rapport au développement

d'une assurance autonomie bruxelloise, qui découragerait les Flamands bruxellois de s'affilier à la protection sociale flamande. Je crois que cette critique montre que le parti de Bart De Wever a un temps de retard. Et que maintenant que le train de la « protection sociale bruxelloise » est lancé, rien ne pourra plus l'arrêter.

CINQ PROBLÉMATIQUES

Nous allons maintenant nous intéresser d'un peu plus près à certaines opinions qui ont cours en Flandre sur Bruxelles. Je passerai rapidement en revue cinq thématiques qui y sont souvent évoquées et dont la N-VA et ses alliés se servent dans leur stratégie :

- Bruxelles connaît un problème important de gouvernance ;
- Bruxelles manque d'ambition et ne s'inscrit pas dans de nouvelles dynamiques qui animent de nombreuses villes à l'étranger ;
- Bruxelles souffre d'un grave problème en matière de chômage et de pauvreté ;
- Bruxelles est une ville sale ;
- La langue néerlandaise n'y est pas respectée.

1. LES DIX-NEUF BARONS

L'expression revient régulièrement dans la presse du Nord du pays. Les dix-neuf barons sont les dix-neuf bourgmestres des dix-neuf communes bruxelloises. Le sous-entendu est qu'il s'agit de puissants personnages enfermés dans leur tour d'ivoire, et n'utilisant pas forcément leurs prérogatives dans l'intérêt de leurs concitoyens. Implicitement, il est aussi donné à comprendre par là que Bruxelles est fragmentée et manque cruellement de capacité d'action. La connotation de cette expression est donc très négative et les Bruxellois la détestent. Ils préfèrent mettre l'accent sur la notion de « proximité ». Ces bourgmestres seraient proches de leurs administrés et garantiraient mieux leurs intérêts que le bourgmestre unique d'une ville de Bruxelles unifiée. Une telle centralisation se traduirait par une concentration du pouvoir et par une certaine aliénation. Des tendances potentiellement dangereuses, soutient-on dans la capitale.

Peu de mots sont aussi ambigus que « proximité », à mon sens. Je reste pantois quand j'entends que les Bruxellois, y compris les Bruxellois de gauche, censés être dotés d'un esprit critique, répètent ce discours, le légitimant du même coup. Yvan Mayeur était-il un bon exemple en termes de « proximité » ? Ou Armand De Decker ? Je suis certain que nombre de bourgmestres et d'échevins travaillent effectivement dans le souci de la proximité, dans l'intérêt effectif de leurs concitoyens, mais ce n'est pas le cas de tous.

Quand les bourgmestres et échevins affirment qu'une fusion des communes serait catastrophique pour les Bruxellois, les Flamands entendent surtout qu'ils veulent protéger leurs propres intérêts. La fusion des dix-neuf communes leur coûterait leur job – sans compter leur prestige et leur revenu. Ils ont sur le sujet une certaine expertise, savent de quoi ils parlent, mais avouons qu'il y a comme qui dirait un léger conflit d'intérêt dans la mesure où ils sont tous parties prenantes.

Une fusion des dix-neuf communes n'entraînerait évidemment pas nécessairement de centralisme administratif. Toute proposition sur une fusion des dix-neuf communes bruxelloises devrait comporter un second volet, à savoir la décentralisation vers les quartiers ou les districts (peu importe leur nom). Il est essentiel que le débat porte sur ce double mouvement : une centralisation, par exemple en matière de mobilité et de sécurité, et une décentralisation, par exemple concernant le fonctionnement des quartiers et la présence de bureaux de police dans ceux-ci.

Je ne comprends pas pourquoi l'intelligentsia progressiste francophone de Bruxelles ne lance pas d'offensive à ce sujet, à quelques exceptions près comme Philippe van Parijs. Il est apparemment difficile d'échapper à la toute-puissance du discours hégémonique.

Je reviens rapidement sur le scandale du Samusocial et plus particulièrement sur un aspect jusqu'ici passé quasiment sous silence. En Flandre, ce ne sont pas tant les pratiques d'Yvan Mayeur qui ont abasourdi, mais plutôt le fait qu'elles concernaient une institution qui s'occupe des pauvres parmi les pauvres : les sans-abris. Voilà ce que c'est que Bruxelles, se sont dit les

Flamands. Le bourgmestre de la capitale de notre pays doit démissionner parce qu'il a pris très à la légère les finances d'une organisation chargée d'assurer l'accueil des sans-abris. L'argent des donateurs est allé dans les poches de cadres par ailleurs convenablement rémunérés. Et après ça, mes amis bruxellois voudraient que je redore le blason de Bruxelles auprès de mes amis flamands ? Mission impossible. Cette affaire résonne comme une confirmation sans aucun appel du ressenti des Flamands sur Bruxelles. Elle laissera des traces encore longtemps. Plusieurs autres scandales qui ont éclaté par la suite, notamment au sein d'une asbl gérant du matériel informatique et liée à la ville de Bruxelles, ont terni encore davantage l'image de Bruxelles en Flandre.

Les six zones de police bruxelloises sont un autre dossier épineux. Un cas absolument unique au monde. Et qu'en disent certains milieux de gauche bruxellois ? Que la création d'une zone de police unique ne peut qu'entraîner un durcissement et une droitisation de la politique de sécurité, et la disparition de la police de quartier. Cette thèse ne tient pas la route. Il est tout à fait possible de créer à Bruxelles une zone de police unique dont la politique, vis-à-vis des quartiers, serait plus décentralisée qu'aujourd'hui. Une fusion ne privilégiera pas forcément une « approche à la cowboy » des problèmes de sécurité. Il ne faut pas confondre structures et politiques. Du point de vue démocratique, la fusion des zones de police pourrait être un immense pas en avant. Actuellement, la politique dans ces six zones est déterminée par six conseils de police. Prenons la zone de Bruxelles-Ouest, englobant les communes de Molenbeek, Jette, Ganshoren, Koekelberg et Berchem-Sainte-Agathe. Le conseil de police est en charge de la politique budgétaire et de la politique en matière de ressources humaines de la zone et a en outre une fonction de contrôle démocratique. Il est composé des cinq bourgmestres et de vingt-cinq conseillers communaux des cinq communes. Ces vingt-cinq conseillers assument ce mandat en marge de leur travail et pour une bouchée de pain. La plupart d'entre eux ne sont pas des politiques à temps plein, ce qui veut dire que, si grande soit leur motivation, le temps dont ils disposent pour élaborer et contrôler la politique en matière de police est limité, alors qu'il s'agit d'une compétence fondamentale. Imaginons qu'il n'y ait plus qu'une seule zone de police et

que sa politique soit décidée par le Parlement bruxellois, qui contrôlerait son application. Le suivi de la politique serait alors entre les mains d'une Commission de l'intérieur du Parlement bruxellois, composée de quinze parlementaires à temps plein. Du point de vue démocratique, ce serait incontestablement une avancée considérable.

- ACCOUNTABILITY

Le manque d'*accountability* (ou reddition des comptes) me semble être un des plus grands problèmes de Bruxelles. Qu'on m'excuse d'utiliser ce terme anglais, mais il est plus adéquat que « responsabilité » en ce sens qu'il inclut l'idée que l'exercice d'une responsabilité entraîne l'obligation de rendre des comptes. C'est là que le bât blesse à Bruxelles. Ses institutions sont tellement complexes que quand quelque chose déraile, bien malin qui peut désigner un responsable. La commune ? La Région ? Le niveau fédéral peut-être, parce que les subventions de Beliris étaient en retard ? Mais au fait, qui est Beliris et quel est son rôle ? Quel politique est *accountable*, doit rendre des comptes concernant Beliris ? Le ministre Pascal Smet a sans doute un goût trop prononcé pour la provocation, mais n'a-t-il pas mis le doigt sur le problème le jour où il a déclaré qu'à Bruxelles tout le monde est compétent et que personne ne doit rendre de comptes ? Bref, en cas de dérapage à Bruxelles, rien n'est plus facile que de s'abriter derrière la complexité du système. Et si le scandale du Samusocial fait exception, c'est parce que la ligne rouge avait été dépassée dans les grandes largeurs. Qui profite de ce système ? Les responsables politiques au pouvoir. Qui est le dindon de la farce ? Les Bruxellois, qui n'ont quasiment aucun moyen d'obliger leurs mandataires politiques à rendre des comptes.

La création d'asbl communales est un moyen intéressant de procéder sans avoir à rendre de comptes. Quand un bourgmestre ou un échevin reçoit une question, il peut répondre que la décision est prise au sein de l'asbl, alors qu'il y est impliqué à travers ses liens politiques et des personnes qui y sont nommées. La formule offre un autre avantage car elle permet de mener une politique loin des regards de la presse et de l'opinion publique. Même les décisions

importantes ne doivent pas passer en conseil communal (les conseils communaux sont publics). Concernant la politique du personnel, il est plus facile, au sein d'une asbl, de procéder à des nominations politiques et de travailler avec des contractuels. Enfin, les asbl ont un avantage important du point de vue de la législation linguistique. Les membres du personnel n'ont pas l'obligation d'être bilingues, contrairement au personnel communal. Il est vrai que cette législation n'est de toute façon pas respectée, mais quand on fonctionne avec des asbl, il devient carrément possible de ne pas s'en soucier du tout.

- LE BRUSSELS-BASHING

Aux critiques venant de Flandre, les francophones opposent généralement la même réponse. Les Flamands ne portent pas Bruxelles dans leur cœur et ne connaissent pas cette ville. Autre réponse : c'est une stratégie des Flamands qui rêvent d'annexer Bruxelles. Puis, quand les Bruxellois se retrouvent à court d'arguments, ils se réfugient dans le rôle de la vierge effarouchée : « ça y est, c'est reparti pour un tour de Bruxelles-bashing ! Mais comment osez-vous ! » Le débat est ainsi clos et la situation reste en l'état. Écoutons plutôt ce qu'en disent deux Bruxellois. Eric Corijn est bruxellois et professeur d'études urbaines à la VUB. Il est reconnu comme un expert de Bruxelles et du phénomène urbain en Belgique francophone. Il a un jour dit de Bruxelles qu'elle était un « monstre institutionnel ». Il considère qu'il n'y a pas aujourd'hui dix-neuf communes, mais une ville (Bruxelles-ville) et dix-huit communes, cette ville étant de fait un État au sein même la région bruxelloise. Une femme politique, également bruxelloise, a un jour parlé du « médiévalisme public et politique de la capitale ». « C'est cela Bruxelles, on a rassemblé une série de petits châteaux, avec des donjons et des murs de pierre. C'est cela le problème, cette myriade d'outils fermés, institutionnellement ou politiquement, à l'autre ». Cette citation est de Joëlle Milquet.

Je dois admettre que des signes positifs sont apparus récemment. La société civile bruxelloise formule des questions, des rapports et des recommandations pour insuffler de l'oxygène aux institutions et aux politiques bruxelloises. Jusqu'ici, les avancées sont restées modestes, mais

je suis curieux de voir l'évolution des prochaines années. Les élections communales d'octobre 2018 ont changé les coalitions dans beaucoup de communes bruxelloises et de nombreux bourgmestres et échevins ont annoncé d'importantes réformes. La mise en œuvre de celles-ci prendra évidemment du temps, et encore plus avant que la Flandre en soit consciente. Il faudra en reparler dans quelques années.

- UNE SEPTIÈME RÉFORME DE L'ÉTAT ?

Sur un point au moins, les Flamands peuvent être reconnaissants à Yvan Mayeur. Il est le seul politique bruxellois francophone qui a osé tenir publiquement des positions qui, chez les autres, ne sont exprimées qu'à demi-mot. Dans une interview donnée au *Morgen*, il a déclaré que les réformes, comme le transfert de compétences des communes à la Région, donnaient plus de pouvoir aux Flamands. Car les Flamands ont beaucoup plus de pouvoir au niveau régional qu'au niveau communal. Le message d'Yvan Mayeur était limpide : tout ce tintamarre sur la bonne gouvernance et la fusion des communes n'est qu'une tour de passe-passe des Flamands pour avoir plus de pouvoir à Bruxelles. Oui, il y a des Flamands qui tiennent ce raisonnement. La plupart des autres sont néanmoins animés par d'autres fins. Ils veulent tout simplement que leur capitale soit administrée et gérée convenablement et dans le respect de la démocratie. En Flandre, peu de gens savent d'ailleurs comment fonctionne le gouvernement bruxellois. Notamment, ils n'ont aucune idée du pouvoir des Flamands en son sein (pouvoir qu'il ne faut pas exagérer, mais ceci est une autre question).

Quand il est question de la fusion des communes bruxelloises, un autre aspect influe sur le débat. Voici ce que m'a dit un jour un responsable politique de la Ville de Bruxelles : « Vous ne pensez tout de même pas que nous allons permettre le transfert de la compétence du contrôle de nos hôpitaux (laïques) à la Région ou à la Commission communautaire commune ? Ce serait créer la possibilité qu'un ministre CD&V exerce un contrôle sur notre fonctionnement. C'est exclu ! » En Flandre, une telle remarque est impensable. Tous les hôpitaux, catholiques ou laïques, font partie de la même coupole. On le constate, la question de la

fusion des communes bruxelloises tourne autour de deux clivages : communautaire et « philosophique ». Il ne faut probablement pas s'attendre à un changement dans l'immédiat.

La réforme des institutions bruxelloises interviendra probablement dans le cadre d'une nouvelle réforme de l'État, la septième ou la huitième. La négociation promet de ressembler à un bras de fer impitoyable. Je ne crois pas que les partis politiques flamands soient disposés à payer un prix important pour de grandes réformes à Bruxelles. Un responsable politique flamand ne doit pas espérer obtenir beaucoup de voix supplémentaires parce qu'il aurait été co-architecte d'une réorganisation des structures bruxelloises. Certes, la classe politique flamande tire à boulets rouges sur les décideurs politiques bruxellois. Il n'empêche, sa priorité lors de la prochaine réforme de l'État sera la Flandre, pas Bruxelles. En d'autres termes, Bruxelles ne sera jamais réformée sous pression flamande, car les politiques flamands devraient payer un prix trop élevé dans d'autres domaines. Bruxelles sera réformée – ou non – à la demande des Bruxellois. Comme je le disais, des voix bruxelloises se font de plus en plus entendre, mais restent quand même peu audibles. Il faut dire qu'elles se heurtent à des mécanismes de pouvoir qui ne penchent vraiment pas dans leur sens. Des dizaines de bourgmestres et d'échevins perdraient leur mandat, leur revenu, leur pouvoir et leur prestige. Ils ne vont évidemment pas se laisser faire. Pour qu'advienne une telle réforme, il faudrait que la société civile et la population bruxelloise exercent une très forte pression et que des acteurs de premier plan corrigent leur vision des choses, notamment en matière de proximité et de police. Je ne pense pas que ce soit possible à brève échéance.

2. UNE VILLE DYNAMIQUE ?

Quand Bruxelles a-t-elle été citée pour la dernière fois dans la presse flamande en raison d'un projet ambitieux, intéressant et positif, digne d'attirer notre regard ? Un projet que nous mettrions à l'étude et qui serait susceptible d'inspirer des villes flamandes ? Force m'est de constater que je dois réfléchir intensément. Je n'en trouve qu'un, en fait : la dynamique de rénovation énergétique des bâtiments, initiée par les écologistes.

Pour le reste, les politiques et les acteurs de la société civile se tournent davantage vers l'étranger quand ils sont en quête de ce type de projets. Avec tous ses talents, comment se fait-il que Bruxelles ne soit pas un chef de file de ce point de vue ? Dans la presse francophone, je lis des articles sur des projets urbains passionnants, notamment à Paris, Lille, Grenoble, Bordeaux, Nantes, etc. Sur les politiques novatrices de ces municipalités en matière de mobilité, de culture ou de lutte contre la pollution atmosphérique. Quand il est question de Bruxelles, les sujets sont d'un autre genre. Pensons à la guéguerre sur le piétonnier très particulier du cœur de Bruxelles. S'il faut en croire le spécialiste de Bruxelles, Joris Sleebus, Bruxelles n'a pas encore digéré les terribles traumatismes causés par les interventions massives des années 1970, et c'est pour cette raison que les projets urbanistiques de grande envergure s'y font attendre. Selon lui, la classe politique bruxelloise hésite à se lancer dans de « grands travaux » parce que de nombreux bruxellois considéreraient cela comme une menace pour leur qualité de vie, ce qui serait évidemment un malentendu, estime Sleebus.

Un autre point est incompréhensible pour les Flamands : la vision de la mobilité de nombreux politiques bruxellois, qui persistent à donner à la voiture une place pour ainsi dire sacrée, qui lui a été retirée depuis longtemps dans des villes comme Bordeaux, Nantes, Copenhague, Utrecht, Gand ou Bologne. A Bruxelles, la voiture prend beaucoup trop de place, et empiète sur l'espace qui devrait être réservé aux transports publics, aux cyclistes et aux piétons. Alors que 45 % des ménages bruxellois ne possèdent pas de voiture, la place de l'automobile dans l'espace public est immense et l'impact de la pollution a de quoi choquer. Cette politique de la mobilité – complètement dépassée – est non seulement mauvaise pour la santé des Bruxellois et de toutes les personnes qui viennent en ville pour y travailler, faire du shopping ou flâner, mais elle est aussi délétère pour l'économie. Les entreprises fuient Bruxelles ou s'abstiennent d'y investir à cause des embarras de circulation. Le fait que la compétence de la mobilité soit fragmentée entre vingt instances, c'est-à-dire dix-neuf communes et la région bruxelloise, ne facilite pas les choses. En matière d'urbanisme, les

projets lancés ces derniers temps étaient très « XXe siècle », comme un grand centre commercial (NEO), aux portes de la ville. Heureusement, certaines communes et certains politiques ont compris ce qu'est une politique urbanistique moderne et réalisent des choses passionnantes, comme la rénovation de la Place du Miroir, à Jette, où l'implantation de nouvelles lignes de tram. Les Flamands n'en ont pas connaissance. Dommage, car je crois que les villes et communes flamandes et wallonnes pourraient en retirer pas mal d'enseignements.

3. L'EMPLOI

Le chômage bruxellois a effectivement reculé ces dernières années, mais reste, avec 14%, très élevé. Dans le même temps, des dizaines de milliers d'emplois restent vacants en Flandre faute de candidatures ou de candidats adéquats. En janvier 2018, j'ai lu dans la presse que les administrations bruxelloise et flamande voulaient renforcer (plus encore) leur coopération, afin que les chercheurs d'emploi bruxellois puissent prendre les emplois vacants en Flandre, ce qui sera bon à la fois pour eux et pour l'économie flamande. La Flandre compte d'ailleurs débloquer des fonds pour organiser des cours de langue à destination de ces demandeurs d'emploi. Tant mieux. Ce même mois, on pouvait aussi lire dans la presse qu'un certain nombre d'écoles primaires et secondaires bruxelloises ne trouvent pas assez de professeurs de néerlandais. Certains postes ne sont pas pourvus, d'autres le sont par des enseignants qui ne remplissent pas vraiment les conditions pour le donner, mais ils le font quand même, faute de mieux. Michel De Herde, échevin de l'enseignement francophone à Schaarbeek, a donné des précisions : « La pénurie d'enseignants pour le primaire et la qualité très relative des cours dispensés ne donnent pas le goût du néerlandais aux élèves, pire, cela les en dégoûte ». Résultat : « ils débarquent en secondaire avec une appréhension négative que les enseignants ont alors parfois beaucoup de difficultés à inverser. C'est dommage ! ».

N'y a-t-il pas de quoi être choqué ? Le néerlandais est depuis longtemps la deuxième langue obligatoire dans l'enseignement francophone de Bruxelles. Tous les élèves sont censés en recevoir trois heures par

semaine à partir de la troisième année primaire. Il n'en est donc pas ainsi dans toutes les écoles et la qualité des cours laisse à désirer. Alors que le néerlandais est une langue nationale officielle et la langue de six millions de Flamands. Alors que la connaissance du néerlandais ouvre des horizons culturels passionnants et accroît la probabilité de trouver un emploi. Rien n'y fait. Il y a pénurie d'enseignants et un problème de qualité des cours. Ce qui est franchement mauvais pour nos enfants et pour nos jeunes. C'est un peu comme si on les jetait sur le marché du travail avec un handicap linguistique. Je ne comprends pas pourquoi cette situation ne fait pas davantage de bruit dans l'opinion publique francophone et au sein des élites politiques.

Selon le Bureau Fédéral du Plan, le taux de chômage en Flandre continuera de baisser au cours des cinq prochaines années, pour atteindre 4,4 %. Autant dire que la pénurie sur le marché du travail flamand ne pourra que s'aggraver. Le Bureau du Plan prévoit par ailleurs que le taux de chômage à Bruxelles passera de 17,5 % en 2017 à 12,4 % en 2023, une évolution tout à fait intéressante. Toutes proportions gardées toutefois, vu qu'un chômage à 12,4 % reste fort élevé. Une coopération de qualité entre la Flandre et Bruxelles ne pourrait-elle pas le faire baisser de quelques pourcents supplémentaires ? Si la qualité de l'enseignement francophone s'améliore et que davantage de personnes quittent l'école avec de meilleurs diplômes, il pourrait être possible d'inverser cette tendance. En attendant, je ne vois aucune raison de ne pas suivre cette direction. Les Flamands qui viennent travailler à Bruxelles ne ressentent pas cela comme une humiliation, il n'y pas de raisons qu'il en soit ainsi dans l'autre sens.

LÉGISLATION LINGUISTIQUE

L'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale n'a pas de vrai gouverneur, mais un « haut fonctionnaire ». Il possède également un vice-gouverneur, désigné et démis par le gouvernement bruxellois, chargé de veiller à la bonne application des lois et des réglementations sur l'emploi des langues en matière administrative.

Chaque année, le vice-gouverneur de Bruxelles constate la violation de la législation linguistique à Bruxelles. Depuis 1966 (!), les membres du personnel des communes et des CPAS doivent pouvoir présenter la preuve de leurs connaissances dans l'autre langue nationale. Jetons un œil sur le rapport annuel 2017 du vice-gouverneur. «Des délibérations relatives au personnel statutaire, 66,4% était conforme aux lois linguistiques. Des délibérations relatives au personnel contractuel, seulement 9,3% était conforme aux lois linguistiques. Un total de 1.486 des décisions soumises ont été suspendues parce qu'elles étaient en conflit avec les lois linguistiques. Cela représente 58,2% du nombre total de dossiers. Globalement, on peut conclure que la situation en ce qui concerne le respect de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative dans les autorités locales Bruxelloises reste problématique (comme le démontre le pourcentage élevé de recrutements et nominations où les exigences légales ne sont pas remplies), et qu'un nombre limité de pouvoirs locaux tente même d'échapper à la tutelle dans ce domaine. Ceci ne porte pas atteinte aux efforts déployés par d'autres autorités locales pour assurer un service bilingue et au fait que de nombreux membres de personnel font réellement un effort pour obtenir le brevet linguistique requis et pour fournir des services professionnels et correctes à tous les citoyens. La conclusion qui s'impose est que toutes les autorités compétentes devront persister à faire des efforts pour parvenir à une application complète et correcte de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Je remarque en outre que les suspensions décidées par le vice-gouverneur n'ont strictement aucune conséquence dans les faits. Leur mise en application se trouve entre les mains du gouvernement bruxellois ou du collège de la Commission communautaire commune, qui ne leur donnent pratiquement jamais aucune suite, ce qui entraîne automatiquement leur levée. Par conséquent, des fonctionnaires et des contractuels des dix-neuf communes bruxelloises sont bilingues sur le papier, mais plusieurs milliers d'entre eux ne le sont pas dans la pratique, alors que le bilinguisme du personnel était un des éléments essentiels d'un des accords communautaires historiques, il y a maintenant un demi-siècle.

4. BRUXELLES, UNE VILLE SALE ?

Quand on interroge la population sur son appréciation de la commune ou de la ville où elle vit, la présence éventuelle de déchets en rue est un critère important de leur évaluation. Le même principe s'observe dans les enquêtes sur la sécurité. Moins les rues sont convenablement entretenues, plus les habitants se sentent insécurisés. Bruxelles est-elle une ville sale ? Les avis divergent. Bruxelles étant une grande ville, cela ne simplifie pas les choses. Quoi qu'il en soit, dans toute grande ville, et donc aussi à Bruxelles, le traitement des déchets doit être une des priorités les plus absolues. Ce n'est malheureusement pas le cas à Bruxelles, ou du moins dans certaines communes. Car le tableau est particulièrement contrasté. Des quartiers sont presque toujours propres, d'autres rarement. Affirmer que « Bruxelles est une ville sale » relève donc de la généralisation. Disons que certains quartiers souffrent de problèmes importants.

Qu'en est-il de la répartition des compétences ? Au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale, nous avons l'agence Bruxelles Propreté, qui ramasse les poubelles et nettoie les voiries régionales dans les dix-neuf communes. Les communes, quant à elles, sont chargées de l'entretien des voiries communales (sauf si elles chargent Bruxelles Propreté de cette mission). Bruxelles Propreté existe depuis 1980 et emploie quelque 2.700 personnes, dont beaucoup de travailleurs peu ou pas qualifiés. L'agence est une bonne cliente de la Cour des comptes, le chien de garde budgétaire de nos pouvoirs publics. En 2004, la Cour des comptes formule une série de remarques sur la comptabilité de Bruxelles Propreté, et soulève aussi des problèmes concernant les marchés publics de l'agence. Ces observations sont régulièrement réitérées dans les années qui suivent. En 2017, rebelote, mais cette fois l'agence se fait taper aussi sur les doigts en rapport avec l'utilisation des cartes carburant. L'opposition arrache enfin la possibilité d'imposer un audit externe, ce qu'il aurait fallu faire il y a déjà dix ans, bien entendu. Mieux vaut tard que jamais.

5. LES LANGUES

Quand je suis à Bruxelles, il peut m'arriver d'acheter un petit pain. Je m'exprime toujours en néerlandais, bien entendu. C'est ma langue

maternelle. Même si peu de néerlandophones vivent à Bruxelles, les navetteurs néerlandophones se comptent par centaines de milliers. On me répond parfois en néerlandais, mais c'est l'exception. Quand je constate qu'on ne me comprend pas, je passe directement au français. Je n'adresse aucun reproche à ces personnes qui me servent dans les magasins. La faiblesse de leurs connaissances linguistiques découle d'un enseignement qui ne remplit pas sa fonction et du fait que leurs chefs estiment que la connaissance du néerlandais n'a aucune importance. Car ces Flamands connaissent tout de même suffisamment le français pour commander un croissant, n'est-ce pas ? Je crois que la plupart des Flamands commandent leur café et leur petit pain en français. Parce qu'ils n'attendent aucun miracle sur le plan des connaissances linguistiques des Bruxellois, d'une part, et de l'autre, parce qu'à la longue il est fatigant de se prendre ces regards pleins d'incompréhension. Tout cela n'est bien sûr qu'anecdotique, alors prenons un peu de recul. Des centaines de milliers de néerlandophones viennent chaque jour travailler dans la capitale de notre pays. Sur leur temps de midi, beaucoup font des courses. Donc, ne fût-ce que pour des raisons commerciales, n'est-il pas intéressant de connaître quelques mots de néerlandais ? Juste pour pouvoir servir un client dans un magasin ou un café ? Quelle image construit-on en restant dans cette ignorance linguistique ? Certains Flamands s'en offusquent, d'autres ont perdu toute illusion depuis longtemps. D'autres encore, comme moi, réfléchissent avec désolation aux défis nombreux de l'enseignement francophone.

SERAIT-CE POSSIBLE DANS N'IMPORTE QUEL AUTRE PAYS D'EUROPE ?

Faouzia Hariche (PS) a été en charge de l'enseignement néerlandophone à la Ville de Bruxelles jusqu'en fin 2018. Elle ne connaît pas le néerlandais. Karine Lalieux (PS) était compétente pour la politique culturelle néerlandophone. Elle ne parle pas le néerlandais. Bruxelles est la capitale du pays, elle est la capitale de la communauté francophone comme de la communauté néerlandophone.

Bruxelles n'est pas une ville francophone. Il en a été ainsi, mais c'est fini. Selon l'expert Eric Corijn, Bruxelles est la deuxième ville la plus

cosmopolite du monde. J'ai le sentiment que certains Bruxellois ont du mal à accepter que leur ville soit multilingue et que plus aucun groupe linguistique n'y est majoritaire. Examinons les résultats du baromètre linguistique (2013) : « un tiers des Bruxellois a grandi dans un ménage francophone unilingue, une baisse significative par rapport aux 56 % dans l'étude précédente, en 2007. Le ménage francophone unilingue n'est donc plus la norme. Le néerlandais parvient à maintenir sa position et gagne même un peu de terrain comme langue parlée à la maison, en combinaison avec le français ou pas. Un tiers des Bruxellois a grandi dans une famille où on ne parle ni le néerlandais, ni le français ».

Certains francophones, y compris en Wallonie, semblent confondre langue parlée à la maison » et *lingua franca*. Ce n'est pas parce que le français est la *lingua franca* à Bruxelles, la langue parlée par la majorité des gens dans l'espace public et dans les contacts avec les amis, les connaissances, les collègues, etc., que la majorité des Bruxellois est francophone. Bruxelles est une ville extrêmement diverse en ce sens que de très nombreuses nationalités et langues y sont représentées et qu'aucun groupe n'y occupe plus une position dominante. Peut-être que les bruxellois francophones « traditionnels » doivent passer par une période de deuil, prendre un moment pour dire au revoir à un certain passé, imaginaire ou pas, et libérer ainsi l'énergie grâce à laquelle, avec ces milliers de nouveaux arrivants, tous les Bruxellois pourront écrire les prochains chapitres de l'histoire de leur ville ? Avec le français pour *lingua franca*.

La question qui se pose est la suivante : est-ce que ces autres langues et ces autres cultures sont visibles dans l'espace public ? Et où ? A mon sens, les participants à la Zinneke Parade sont parvenus, depuis des années déjà, à parfaitement incarner cette diversité, à l'image d'ailleurs des projets menés en collaboration par le KVS et le Théâtre national. Même chose concernant le *Plan culturel pour Bruxelles* et ses trente-quatre propositions, résultat de deux années de coopération entre 120 acteurs qui n'ont pas hésité à enjamber la frontière linguistique. Et la société civile a pris encore beaucoup d'autres initiatives de ce type. Malheureusement, à l'exception d'une poignée d'esprit éclairés, la classe

politique bruxelloise, francophone comme néerlandophone, est en retard par rapport à cette évolution. Nous avons toujours deux réseaux d'enseignement et deux communautés linguistiques, une « N » et une « F ». Tout est organisé et réparti en fonction de ce critère. Impossible de faire autrement, s'entend-on dire. C'est ainsi que sont organisées les structures institutionnelles, point à la ligne. Effectivement, ces structures, qui englobent deux communautés compétentes notamment en matière d'enseignement, de médias et de culture, ont constitué une réponse très créative aux défis des années 1970 et 1980. Sauf que le monde de 2018 est très différent, Bruxelles comprise. Ces structures vont aujourd'hui à l'encontre de la réalité sociologique bruxelloise. Il y a donc comme un frottement, qui ne peut que s'aggraver à l'avenir. De plus en plus de ménages ne se sentent ni N, ni F. Ils se sentent les deux à la fois, ou parlent arabe ou espagnol à la maison, français au travail pendant que leur fille *chatte* en anglais avec ses copines.

Le modèle institutionnel actuel de Bruxelles, avec ses deux communautés linguistiques, est donc condamné à disparaître. Non pas demain, ni même dans cinq ans, il peut encore tenir longtemps. Je n'en pense pas moins que la tension avec la situation sociétale réelle ne pourra que s'accroître, et que cette tension entraînera forcément la refonte du système en vigueur. Alors, puisqu'il faudra de toute façon le redessiner, pourquoi ne pas se mettre immédiatement à notre table à dessin ? Pourquoi attendre ?

CONCLUSION : BRUXELLES, LA VILLE AUX 1001 CHANCES, ET POURTANT...

La perception de Bruxelles dans le pays est très diverse, et va du pire au meilleur. Pendant ce temps, l'identité bruxelloise se raffermirait peu à peu.

J'en reviens aux grandes questions. Pourquoi tant de Flamands ont-ils une image si négative de Bruxelles ? J'espère avoir montré que la réponse est complexe. Les uns trouvent que Bruxelles est mal gouvernée. Les autres regrettent l'absence d'une dynamique urbaine moderne. D'autres encore n'aiment juste pas les villes. Le fait que certains Flamands abhorrent

notre capitale et n'hésitent pas à l'attaquer – le *Brussels bashing* – rend évidemment la situation des Bruxellois encore plus complexe. Dans quels cas ces critiques partent-elles de bonnes intentions ? Quand proviennent-elles de mauvaises intentions ? Une chose est sûre, la relation entre la Flandre et Bruxelles serait clarifiée si les deux côtés parvenaient à en finir avec le parasitage de la communication. Toute communication de qualité a besoin de clarté, de sérénité et d'honnêteté.

On peut certes regretter cette relation si délicate entre Bruxelles et la Flandre. Mais le nœud de l'affaire n'est pas là. Du moins à mon humble avis. Il me paraît peu probable que de grands chantiers institutionnels soient mis sur les rails au cours des dix prochaines années. Le grand problème réside dans la tension toujours croissante entre « le terrain » et le monde politique bruxellois. Sur le terrain, j'on observe l'éclosion et le développement, sans qu'il soit tenu compte des limites linguistiques et institutionnelles, d'une foule de projets passionnants dans tous les domaines – économie, culture, logement, énergie, enseignement, agriculture urbaine – pour ne citer que ceux-là. Car ces frontières linguistiques et institutionnelles, pour un nombre croissant de Bruxellois, n'ont plus d'importance, pourvu qu'elles ne fassent pas obstacle à leur créativité. En revanche, le gros de la classe politique bruxelloise reste coincée dans les schémas d'il y a trente ou quarante ans. Les réponses de l'époque étaient intéressantes au vu des problèmes... de l'époque, mais ne suffisent plus. Bien au contraire, elles freinent l'écriture d'un nouveau chapitre de l'histoire bruxelloise. Pour en finir avec ce blocage total, les Bruxellois et leur société civile devront exercer, n'en doutons pas, une pression gigantesque.

BRUXELLES : SES GOUFFRES, SES DÉCHETS, SES CAMBRIOLAGES

Annemie Tweepenninckx, présentatrice radio à la VRT, a rédigé ce texte début 2017. Il nous livre une illustration intéressante du rapport amour-haine que l'on peut éprouver pour Bruxelles. Nombreux sont les gens qui aiment la ville et les gens, mais qui se désespèrent des politiques menées

Bruxelles : ses gouffres, ses déchets, ses cambriolages

le 16 janvier 2017

Quatre heures du matin. Pas moyen de trouver le sommeil. C'est comme si des ombres se faufilaient dans la maison. Le cambriolage de cet après-midi repasse sans fin dans ma tête, comme un film.

Je me demande si cet événement est une invitation à renforcer notre résistance. Ma persévérance est-elle encore extensible ? Subsiste-t-il un espoir ? Ou est-ce la goutte d'eau proverbiale qui va m'éjecter de cette ville ?

Nous vivons à Bruxelles, à quelques kilomètres de la Bourse, quelque part dans le quartier du Palais royal. Tout est proche et nous sommes pourtant loin de l'animation du centre et de ses piétonniers à l'emporte-pièce. Nous aimons tant vivre dans une ville mondiale, parmi des gens qui pensent visiblement autrement que nous. C'est pour nous une source de fascination.

Notre habitation – depuis déjà quinze ans – est devenue ce cocon qui nous accueille avec chaleur au beau milieu de la ville grouillante. Nous l'avons rénovée nous-mêmes.

Son cœur battant est une bibliothèque refaite totalement à notre goût. Notre maison est ce lieu où nous pouvons nous isoler du reste du monde. Enfin, c'est ce que je m'imagine, parce que ce n'est plus vrai.

Nous habitons ici depuis une quinzaine d'années et nous en sommes à la troisième effraction malgré la serrure à trois points et la vitre blindée. Un système d'alarme ? Non monsieur l'agent, nous n'en avons pas encore.

Il fait nuit. Je tente de m'envelopper dans un peignoir sans parvenir à calmer mes esprits. Je vis dans un quartier difficile où la criminalité atteint des sommets. L'agent de quartier me l'a d'ailleurs confié. Parce que, voyez-vous, il y a tout le reste.

En plus de cette nouvelle effraction, il y a aussi la qualité de l'air, la difficulté de trouver une place de parking, le bruit, l'absence de pistes cyclables et la crasse en rue. Les jeunes ménages des classes moyennes quittent Bruxelles et on se demande pourquoi ?

Moi aussi j'ai envie de partir, mais où ?

Les amis n'ont pas envie que nous partions, mais je n'ai aucune envie de m'aigrir, moins encore de trembler, comme une bigotte, comme là maintenant, juste après le cambriolage. Et comment prend-on congé d'une maison ? Faut-il laisser les autres – voleurs, politiciens, chauffards – prendre cette décision en quelque sorte avec vous ?

Nous profitons déjà du week-end pour fuir à la mer, pour respirer, dormir profondément et trouver le calme dans le lointain. Mais si nous habitons là-bas en permanence, ce sera l'épuisement de la navette. Nous ne pouvons que rêver d'une seconde résidence.

De toute façon je n'attends rien de nos politiciens. Les politiques de cette grande ville sont boiteuses et, outre la colère, suscitent aussi la honte chez les habitants. Existe-t-il une volonté, un courage et une vision politiques pour rendre cette ville plus vivable ? Poser la question, c'est y répondre. J'ai bien aimé, la semaine dernière, quand Marc Didden a chanté les louanges du Bruxellois capable d'éviter les gouffres. Merci Marc. Au moins il y a en un qui sait et qui veut voir les choses en face. Parce que pour le Bruxellois, la vie continue. De belles choses comme Au Bord de l'Eau et Parckfarm naissent dans la tête des gens qui vivent ici. Ici, les idées engagées et créatrices de lien foisonnent. Et nous rêvons d'un bourgmestre inspirant et visionnaire, comme celui qui vient de tirer sa révérence à Amsterdam. Un ou une seule édile, s'entend, pour toute la région. Ça ferait des économies ; tout ceux qui veulent le voir se rendent à l'évidence. Pas vrai Marc ?

La serrure a été remplacée. Le pire est passé mais le calme ne revient pas. Sur la pointe des pieds, je vais jeter un coup d'œil dans la chambre des enfants. Juste pour voir si tout va bien. Des spectres. Je me sens observée sous mon propre toit. Le monde extérieur, froid, est entré et reparti en emportant une clé.

L'aube pointe et le soleil jette quelques rayons sur les murs intérieurs. Des ombres se dessinent sur le sol et sur le mur. Au lieu de m'émerveiller de cette majestueuse ascension, je vérifie naïvement d'où vient ce jeu de lumière. Ce n'est que le vent, Annemie

PARTIE II

CLÉS DE LECTURE

Cette partie servira à creuser une série de problématiques afin de mieux comprendre – ce qui n'équivaut pas à approuver – les paroles et les actes des Flamands. Nous évoquerons d'abord brièvement la question des transferts. Elle a beau être passée à l'arrière-plan dernièrement, son retour en force est inévitable, même si ce n'est pas dans l'immédiat. Nous décrirons une série de situations ou de caractéristiques propres à la Belgique francophone que les Flamands ne saisissent qu'avec difficulté – quand du moins ils les saisissent. Nous nous arrêterons également sur un ouvrage très intéressant signé par l'historien Vincent Scheltiens. Enfin, nous nous attarderons sur plusieurs questions linguistiques et sur la perception de DéFI en Flandre. Je présente en conclusion une proposition intéressante avancée par plusieurs experts néerlandophones et francophones concernant l'organisation d'un dialogue des mémoires.

CHAPITRE 7

LES TRANSFERTS



Action symbolique de la N-VA devant les ascenseurs de Strépy-Thieu © Belga

Les transferts entre la Flandre et la Wallonie (et Bruxelles) donnent lieu à des études, des discussions et des tensions depuis très longtemps. La presse flamande se focalise presque toujours sur les transferts entre la Flandre et la Wallonie, Bruxelles restant généralement hors-champ. Car Bruxelles vient troubler une image simple, binaire et pour ainsi dire manichéenne : celle d'une Belgique composée d'une Flandre et d'une Wallonie, d'un Nord et d'un Sud, étant entendu que le Nord, riche, transfère de l'argent vers le Sud, pauvre. Cette lecture, de par sa simplicité même, est facile à mettre en musique, politiquement s'entend. Le Nord est bien gouverné et ne ménage pas sa peine. Le Sud est mal géré et fainéant.

Ceux qui suivent la presse d'assez près connaissent toute la complexité du terme « transfert ». Les flux financiers transitent non seulement par la Sécurité sociale, il s'agit dans ce cas de la solidarité et des transferts « interpersonnels ». Mais ils passent aussi par la Loi spéciale de financement. L'autre forme de solidarité réside entre nos pouvoirs publics, c'est la « solidarité interrégionale », désormais en sursis. La décision de sa suppression a été prise dans le cadre de la sixième réforme de l'État et repose sur l'idée que cette solidarité est temporaire et doit donner à l'économie wallonne le temps nécessaire pour atteindre sa vitesse de croisière. La suppression de cette solidarité interrégionale interviendra en deux phases. une période de transition très lente d'abord, entre 2015 et 2025, puis une accélération entre 2025 à 2035, année où le montant sera égal à zéro. La presse n'évoque pour ainsi dire jamais l'impact de cette mesure sur le budget wallon.

Au sein du mouvement flamand, on parle parfois d'autres transferts, passant ceux-là par les autorités fédérales, où le nombre de fonctionnaires francophones, par rapport aux néerlandophones, ne respecterait pas les proportions globales des deux communautés. Se pose par exemple le cas de la SNCB où s'applique la règle des 50/50 (en compensation d'une clé de répartition de 60/40 pour les investissements). Dans le Manifeste de « In de Warande », on pointe également les « transferts via les charges d'intérêt sur la dette publique ». Bref, il n'y pas qu'une seule définition des transferts, loin de là, ce qui jette d'emblée comme

un trouble sur la discussion. Les « transferts » comportent pour beaucoup de Flamands une connotation négative. Elle peut être légèrement négative – sont-ils justifiés ? – ou franchement négative. Dans cette seconde perception, les transferts seraient des flux financiers injustifiés au bénéfice des « Wallons », sans même avoir eu l'occasion de donner leur assentiment. La discussion sur les transferts exerce évidemment une pression sur notre système de Sécurité sociale. Pour certains Flamands, il n'est plus question de solidarité, mais d'argent qui sort de leur poche pour aller dans celle des autres, qui n'en ont peut-être pas besoin ou ne l'utilisent pas convenablement. Quand je demande à des connaissances en Flandre si elles trouvent normal que les gens en bonne santé soient solidaires avec les gens malades, quel que soit le lieu dans notre pays où vivent ces personnes saines ou malades, elles me répondent toujours par l'affirmative, sans aucune réserve. Par contre, si un militant de la N-VA demande aux mêmes personnes s'il est bien normal que chaque année des milliards appartenant aux Flamands travailleurs aillent vers la Wallonie gouvernée par le PS, beaucoup de Flamands répondront par la négative. Depuis belle lurette, les flamingants se servent des transferts pour faire du *framing*, c'est-à-dire pour orienter la manière dont nous regardons et analysons la réalité.

On parle relativement peu des transferts en Flandre ces dernières années. Sans doute parce que la sixième réforme de l'État a calmé les tempêtes communautaires. La plupart des Flamands estiment que l'équilibre, si longtemps perturbé, a été rétabli. BHV est « scindé » et la Flandre a reçu des compétences supplémentaires. C'est le moment de penser un peu à autre chose. Et puis, une autre raison explique cette quiétude retrouvée. La N-VA a très bien compris que s'engager maintenant dans un conflit communautaire lourd ne serait pas porteur sur le plan électoral. Il est beaucoup plus intéressant de parler de sécurité, de migration et d'islam. Ces trois notions pouvant d'ailleurs être combinées, ce qui est pour le moins « pratique ». Ou populiste. Il sera toujours temps de remettre les transferts tout en haut de l'agenda, après les élections de 2019...

Un mot d'explication tout de même. Sur le site internet de Doorbraak, le plus important des nationalistes flamands, j'ai trouvé une liste reprenant les principales études sur les transferts de ces quarante dernières années. Je n'avais pas conscience qu'il y en avait tant. Leur nombre en dit long sur l'intérêt que la Flandre porte à ce thème. Doorbraak a pris soin de mentionner, pour chaque étude, les montants payés par la Région flamande.

- KU Leuven, 1975 : 2,8 milliards d'euros ;
- Paul Van Rompuy, KU Leuven, 1985 : 4,2 milliards d'euros ;
- Service d'études de la KBC, 2003 : 5,4 milliards d'euros ;
- Administration flamande Abafim, 2004 : 6,6 milliards en 2003 ;
- Steunpunt fiscaliteit en begroting, 2003 : 4,8 milliards d'euros ;
- Remi Vermeiren, manifeste In de Warande, 2005 : 10,4 milliards (charges d'intérêt comprises) ;
- Les professeurs wallons Michel Mignolet (Namur), Olivier Meunier et Marie-Eve Mulquin, 2005 : 5,6 milliards ;
- Le Comité d'action de la Sécurité sociale flamande (AK-VSZ), 2007 : 4,7 milliards
- Le professeur Henri Capron (ULB), 2007 : 3,3 milliards (uniquement via la Sécurité sociale) ;
- Vives, *Het genoom van de geldstroom*, 2012 : 16,1 milliards en 2007 (10,2 milliards sur les charges d'intérêt comprises) ;
- Banque nationale de Belgique, 2008 : 5,8 milliards ;
- Vlaams Belang « Vlaams geld in Vlaamse handen », 2009 : 12,7 milliards ;
- Vives (KU Leuven), 2010 : 5,7 milliards (sans la dette) ;
- Service d'études de la N-VA, 2010 : 7,9 milliards ;
- Le professeur Guiseppe Pagano (Université de Mons Hainaut) : 6 milliards ;
- Service d'études de la N-VA, 2013 : 8 milliards sans les charges d'intérêt, dont 87 % vers la Wallonie et 13 % vers Bruxelles ;
- Geert Jennes (Vives), 2014 (pour 2011) : 6,17 milliards ;
- Cerpe, institut de recherche de l'université de Namur, « Les Transferts interrégionaux en Belgique » (pour 2012), 2015 : 7,8 milliards ;

- Herman Deweerdt (Doorbraak, 2015), « Vers une nouvelle approche intégrale des transferts » : en 2011, un total de 8,4 milliards, y compris 0,8 milliards sur les charges d'intérêt ;
- L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS), « Rapport sur l'Économie Wallonne », 2016 : 4,6 milliards ;
- André Decoster et Willem Sas (KU Leuven), 2017 : en 2015 : 5,8 ou 6,5 milliards ; les montants pourraient atteindre 6,8 ou 7,1 milliards.

Il me semblait important de publier cette liste, car elle montre toute l'importance que peuvent revêtir les transferts aux yeux de certains Flamands. Les montants obtenus sont parfois très différents, parce que la définition des transferts est chaque fois différente, tout comme la méthodologie mise en œuvre. Quatorze études ont été réalisées au cours des dix dernières années. Si leur publication continue sur le même tempo, nous aurons donc une ou deux études cette année. Vont-elles générer des polémiques ? Non, si le climat communautaire est calme. Si, par contre, une nouvelle tempête communautaire se déchaîne, comme au temps des années BHV, alors méfiez-vous de l'eau qui dort.

On peut parfois lire dans la presse francophone que « les Flamands sont arrogants et égoïstes ». La Flandre, devenue une des plus riches régions d'Europe en l'espace de quelques dizaines d'années, baigne à présent dans l'autosatisfaction et n'a plus envie de partager avec les autres. Ce discours relève de la généralisation. Certains Flamands ont effectivement cette attitude. Personnellement, je pense que la plupart d'entre eux sont attachés à la Sécurité sociale, parce qu'elle est en phase avec leurs valeurs et/ou parce qu'ils ont conscience de pouvoir un jour se retrouver dans une situation où ils devront y faire appel. Dépeindre la Flandre comme une région d'égoïstes ne nous aide en rien, pas plus que le fait de remettre toujours en question les mécanismes de solidarité de ce pays.

Le débat pourrait aussi prendre une autre tournure. Dans la presse flamande, on parle de temps en temps de « responsabilisation ». Toute autorité qui mène une politique doit pouvoir en recueillir les fruits ou en supporter les conséquences. Si, dans les prochaines années, la Communauté flamande génère moins de dépenses au niveau fédéral

en menant une politique qualitative en matière de prévention des soins de santé, elle pourra affirmer que la situation n'est pas correcte parce qu'elle consent à des dépenses alors que c'est le niveau fédéral qui en profite. Bref, le débat est loin d'être tranché.

CE QUE LES PSYCHOLOGUES RACONTENT À PROPOS DES TRANSFERTS.

La problématique des transferts fait l'objet d'une analyse tout à fait intéressante dans Belgique-België : un État, deux mémoires collectives ?, ouvrage réalisé grâce aux contributions d'auteurs francophones et néerlandophones et rédigé sous la houlette d'Olivier Luminet, professeur à l'UCL et à l'ULB. L'article a été écrit par les psychologues Olivier Klein, Laurent Licata, Nicolas Van der Linden, Aurélie Mercy et Olivier Luminet. Je reproduis ici une longue citation : « (...) nous postulons que des principes de justice différents dans les deux groupes s'opposent, et ce en fonction des statuts relatifs des groupes. D'un point de vue flamand, chaque groupe est supposé recourir à ses propres ressources pour réaliser ses objectifs, plutôt que de dépendre de celles qui sont produites par l'exogroupe.

De là provient le concept de "responsabilisation" des régions (qui implique généralement une autonomie fiscale et une limitation des transferts d'argent de communauté à communauté). Cette logique reflète le principe d'équité : chacun doit être récompensé en fonction de sa propre contribution. Ce principe peut s'appliquer au niveau des individus ou des groupes. A nouveau, la violation de cette règle peut revêtir une dimension morale. Certains stéréotypes correspondent à l'adhésion ou au rejet de ses principes. Ceux qui les respectent sont décrits comme "indépendants", "autonomes", "travailleurs", etc., alors que ceux qui les transgressent apparaissent comme "paresseux", "dépendants", "profiteurs", etc. Ces deux pôles reflètent dans une large mesure la vision que les Flamands ont respectivement d'eux-mêmes et des francophones. Dans cette vision, le francophone s'incarne dans le stéréotype de "l'Assisté".

De l'autre côté de la frontière linguistique, les représentants politiques se fondent principalement sur une justice du besoin en soulignant que les plus aisés doivent porter secours aux plus démunis.

Remarquons que la justice est appréhendée à un niveau individuel plutôt que collectif. (...) Ce discours s'oppose à la rhétorique flamande qui met en exergue le caractère illégitime des "transferts" communautaires, condamnant de ce fait une justice du besoin (et la transposant au niveau des groupes). Ce contraste entre l'équité et la solidarité se structure également selon un axe gauche (solidarité) – droite (équité) qui se superpose en grande partie à la division linguistique. Les néerlandophones votant majoritairement pour des partis de droite et les francophones pour des partis de gauche. A nouveau, en violant le principe de besoin, les Flamands deviennent moralement connotés comme "égoïstes" et "nationalistes", alors que l'endogroupe (les francophones, NdA) est perçu comme "généreux" et "ouvert". Ces traits illustrent la fonction de différenciation sociale remplie par ces stéréotypes. Ils peuvent en effet être utilisés de façon à compenser l'image négative dont les francophones pourraient souffrir sur la dimension de "compétence", liée à la performance économique, en leur offrant une comparaison favorable sur la dimension morale. »

CHAPITRE 8

CE QUE LES FLAMANDS NE COMPRENNENT PAS



© Pierre Kroll, paru dans Le Soir du 22 mars 2017

Je me suis cantonné à neuf sujets. Voyez-y simplement un choix personnel et subjectif. Cette liste peut impressionner et la lecture n'en est sans doute pas toujours confortable. Il y a certains points que seule une minorité de Flamands ne comprend pas. Par exemple, la majorité des Flamands ignore combien l'enseignement en Communauté française est médiocre, et que les tensions entre laïques et catholiques sont à couper au couteau. Par contre, le grand public flamand connaît mieux d'autres thématiques, comme les exportations d'armes.

Toutes ces problématiques sont connues par un certain nombre de journalistes et de leaders d'opinion. Ne fût-ce que pour cette raison, il est important de s'y arrêter un instant. En outre, n'importe lequel de ces dossiers peut être « activé » et, en raison d'une mobilisation stratégique, devenir l'enjeu d'un débat public et d'un combat politique.

LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

Le taux de redoublement dans l'enseignement francophone est le plus élevé de tous les pays de l'OCDE. Et ce taux élevé touche essentiellement les familles socialement défavorisées, en moyenne cinq fois plus que les familles aisées. Il y a quelque temps, le journal *Le Soir* a procédé à un exercice comparatif entre l'enseignement en Belgique francophone et l'enseignement polonais, en se basant sur les résultats d'une enquête scientifique, le test PISA. La Pologne, en l'espace de quinze ans, a mis en œuvre une incroyable révolution en matière d'enseignement. En lecture, son score est passé de 479 à 506, pendant que celui de l'enseignement francophone n'évoluait quasiment pas. En mathématiques, la Pologne est passée de 470 à 505, tandis que le chiffre côté francophone restait, pour ainsi dire, stable. En sciences, la Pologne est passée de 483 à 501, un score qui la place dans le top dix, tandis que l'enseignement francophone a progressé de 467 à 485. Pourquoi ce qui est possible dans l'enseignement polonais ne le serait pas en Belgique francophone ? En passant, on remarquera que la Pologne est parvenue dans le même temps à réduire les inégalités dans l'enseignement, une problématique qui place l'enseignement de la Communauté française devant un immense défi – même chose pour l'enseignement néerlandophone.

Selon le classement PISA, l'enseignement en Communauté française est l'un des pires d'Europe. Régulièrement, cette observation est corroborée par un rapport, après quoi un expert fait une analyse et formule des propositions, elles-mêmes suivies d'un débat politique et éventuellement d'un nouveau plan. D'accord, mais sur le terrain, qu'est-ce qui change ? Feu Robert Deschamps, économiste expert de l'enseignement, a longtemps martelé que cette situation n'était pas tant la conséquence d'un financement déficient, que de l'organisation de l'enseignement. La Communauté française consacre environ 6,7 % du PIB à l'enseignement, soit davantage que la Communauté flamande (6,2 %). La Communauté française fait partie des pays ou régions de l'OCDE qui consacrent le plus de moyens à l'enseignement. Les seuls pays qui dépensent plus qu'elle sont : la Norvège, le Danemark et l'Islande. Ces chiffres datent de quelques années, certaines évolutions budgétaires ont donc pu avoir lieu, mais la nécessité de réformes est admise par tous les experts, journalistes et responsables politiques. Cela fait vingt ans que je lis des plaidoyers pour plus d'autonomie dans les écoles et sur la nécessité d'une culture de l'évaluation, mais qu'est-ce qui a changé concrètement ? L'enseignement fait tout de même partie des priorités absolues de tout parti politique et de chaque gouvernement, non ? Rapport après rapport, nous prenons connaissance du triste état de l'enseignement francophone. Je ne comprends pas que la Belgique francophone ne soit pas davantage commotionnée par ce constat.

Tournons-nous vers une autre explication possible. Est-ce une question de répartition des compétences ? Certainement pas puisque la Communauté française est compétente pour l'enseignement depuis trente ans et que l'enseignement est une compétence très « homogène » : elle n'est pas fragmentée entre le niveau fédéral, les régions et les communautés, comme le sont les soins de santé, par exemple. Les seules compétences du fédéral sont la fixation du début et de la fin de l'obligation scolaire, les conditions minimales pour la délivrance des diplômes et le régime des pensions. En d'autres termes, les francophones ont assez de moyens pour organiser un enseignement de la meilleure qualité qui soit, mais ils sont loin du compte. Les conséquences en sont donc dramatiques : beaucoup

trop d'écoliers redoublent leur année, le décrochage scolaire est trop répandu, beaucoup trop peu d'élèves se tournent vers l'enseignement supérieur, les enseignants sont frustrés voire souffrent de burn-out, l'impact sur les chiffres du chômage est considérable et cette situation freine le développement économique. Mon propos n'est pas de soutenir que l'enseignement doit se conformer à l'économie, ce serait à mon sens un retour en arrière sur le plan sociétal. Il faut simplement admettre que le mauvais état de l'enseignement est un frein qui pèse sur l'économie.

M'étendre davantage sur les causes de cette situation et les solutions possibles m'entraînerait trop loin et dépasserait le cadre de mes compétences. Ce qui est sûr, c'est que certains acteurs flamands établiront tôt ou tard un lien entre cette situation et le chômage élevé en Wallonie et à Bruxelles, ainsi qu'avec la Sécurité sociale. La question suivante sera inévitablement posée : « pourquoi devons-nous rester solidaires avec eux, alors que cette solidarité serait beaucoup moins nécessaire s'ils faisaient une fois pour toutes le nécessaire pour avoir un enseignement décent ? » Je vous le demande : que dois-je répondre ?

DE LA BONNE GOUVERNANCE?

En avril 2018, j'ai appris que l'administration de la ville de Charleroi, qui compte environ 3.500 personnes, fonctionne avec le même organigramme qu'il y a vingt ans. Charleroi, n'est-ce pas la ville de Paul Magnette, l'homme qui allait redynamiser la ville ? Comment mettre une municipalité en mouvement si l'un de vos principaux outils, votre propre administration, n'est pas en ordre de bataille ? Si vous fonctionnez avec un organigramme à l'ancienne où les descriptifs de fonction et les procédures d'évaluation manquent de clarté ? N'est-ce pas hallucinant ? Dans de telles conditions, le personnel ne peut qu'éprouver de grandes difficultés à travailler et, partant, à offrir à la population un service de qualité. En réalité, la Wallonie, qui penche à gauche et parle sans cesse de l'importance du service public et de la fonction publique, néglige ce qu'elle prétend défendre. Selon moi, le service public de la Flandre, globalement à droite, est de meilleure qualité. N'est-ce pas paradoxal ?

Le cas carolorégien n'est qu'un exemple parmi des dizaines d'autres. Le tableau n'est guère plus réjouissant dans l'administration de la province de Liège, qui manque également de descriptifs de fonction clairs et d'un organigramme convenable. L'administration de la Région wallonne montre les visages les plus divers. Certains services fonctionnent à merveille pendant que d'autres évoluent dans des conditions « sous-optimales ». Prenons le cas de Publifin. Ses défenseurs y voient un instrument essentiel du « redéploiement économique liégeois ». Il ne se trouve pratiquement personne en Wallonie pour contester cette position. En Flandre, elle passe ni plus ni moins pour grotesque. Là-bas, on regarde les chiffres du chômage. Que disent-ils ? Qu'il est à 9,8 % en Wallonie, à 12,5 % en province de Liège et à 23.5% dans la ville de Liège. Redéploiement économique, disiez-vous ?

Le plus attristant dans l'affaire Publifin est qu'elle met au jour un certain nombre de pratiques de mauvaise gestion et de copinage politique qui semblent prolonger des habitudes établies de longue date. Rappelons-nous de l'année 2005 et des conclusions de l'étude « Liège 2020 », une étude prospective sur l'avenir du bassin liégeois. Je la cite : la province est « engluée dans des conflits de personnalités et de baronnies qui fragmentent le paysage institutionnel, et handicapée par un manque d'ouverture. On assiste en province de Liège à un foisonnement d'initiatives dans tous les domaines, mais elles restent dispersées. De fait, les quelques initiatives éparses drainant une énergie positive n'ont pas eu l'effet démultiplicateur espéré et il demeure une tendance défaitiste dans laquelle les Liégeois semblent se complaire depuis 20 ans ».

En Flandre, la vision prédominante que les francophones ont des pouvoirs publics passe pour du conservatisme. En forçant légèrement le trait, c'est un peu comme si vous n'aviez pas le cran de moderniser alors qu'il le faut, que ce soit dans l'intérêt du service à rendre aux citoyens ou dans celui des fonctionnaires. Qui plus est, ce débat est souvent pollué : aux yeux de certains francophones, tout qui plaide en faveur de la modernisation de l'appareil d'État est perçu comme un néolibéral peu soucieux de la « spécificité de l'administration », une position qui tue la discussion dans l'œuf et freine les modernisations

indispensables. Comment peut-on gérer un service si sa mission n'est pas claire et si les procédures d'engagement et d'évaluation ne sont pas décrites avec suffisamment de précision ? Il n'est pas question ici de franchir une première étape vers une privatisation, mais de veiller à la qualité du service et au respect des fonctionnaires. En Flandre, nous ne comprenons pas cette attitude.

LES ÉLÈVES PEUVENT CHOISIR L'ANGLAIS COMME DEUXIÈME LANGUE

En Flandre, le français est la deuxième langue obligatoire à partir de la cinquième année de l'enseignement primaire. En Wallonie, le néerlandais n'est pas la deuxième langue obligatoire. Dans l'enseignement secondaire, le choix de la deuxième langue peut se porter sur l'anglais, l'allemand et le néerlandais. Pour les Flamands, cette position est incompréhensible. Alors que la plupart des francophones demeurent (pour le moment), encore davantage que les Flamands, attachés à la pérennité du pays, ils se désintéressent de l'apprentissage de la langue de la majorité numérique. Comment est-ce possible ? Depuis les premières lois linguistiques, édictées entre 1870 et 1880, le néerlandais est une langue officielle de la Belgique. Pire encore, la situation s'aggrave. En 2009, 49 % des élèves francophones ont choisi le néerlandais comme deuxième langue, 49 % ayant opté pour l'anglais et 2 % pour l'allemand. En 2017, les proportions étaient respectivement de 35,3 %, 62,4 % et 2,3 %.

Bien entendu, j'ai conscience de l'argumentaire qui porte les francophones vers l'anglais, qui est effectivement la langue qui donne le plus d'ouverture sur le monde. Il n'empêche, le jeune Belge d'aujourd'hui, une fois ses dix-huit ans révolus, doit maîtriser trois langues – le français, le néerlandais et l'anglais – ou du moins en posséder des bases solides. Si les élèves flamands y parviennent, pourquoi les élèves wallons n'y parviennent-ils pas ? Certains scientifiques affirment que l'apprentissage du néerlandais par les francophones pose plus de difficultés que l'apprentissage du français par les néerlandophones. Mais ils ne sont pas tous d'accord sur ce point. De toute façon, si cet argument était vérifié, ce serait une raison supplémentaire d'imposer le néerlandais comme deuxième langue obligatoire en Wallonie. Je sais que beaucoup de Wallons trouvent que

le néerlandais n'est pas une belle langue et que cela les démotive. C'est purement subjectif. Les enseignants, les francophones connus et les médias devraient corriger cette image.

L'INUTILITÉ DES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES

Un Allemand qui visite la Wallonie s'arrête à côté de deux types qui attendent un bus. « Entschuldigung koennen Sie Deutsch sprechen ? » demande-t-il. Les deux Wallons le regardent en silence. « Spreekt u misschien Nederlands ? » Les deux Wallons ne bougent pas... L'Allemand essaie alors « Sorry, do you speak English ? » Les deux autres continuent à le regarder. « Parlare Italiano ? » Pas de réponse. « Habla usted Espanol ? » Toujours pas de réaction. L'Allemand secoue la tête d'un air dégoûté et s'en va. Le premier Wallon dit alors à l'autre : « Tu ne crois pas qu'on devrait quand même apprendre une langue étrangère ? » « Pourquoi ? », répond l'autre, « ce type en connaissait cinq et ça ne lui a servi à rien ! » ...

Dans son livre, *Dag Vlaanderen! Hoe Walen echt leven en denken*, Christophe Deborsu n'y va pas avec le dos de la cuiller à propos du statut du néerlandais en Wallonie : « Personne dans la famille ne se voyait parler le néerlandais ne fût-ce qu'une seule seconde. Mon premier Flamand, comme presque tout Wallon, je l'ai croisé à la mer. Sur la digue de Coxyde, tout le monde parlait le français ». Et plus loin : « Le néerlandais (qu'on m'excuse à l'avance) passe pour une langue disgracieuse, laide, grossière, arriérée et difficile, mais néanmoins utile ». Il affirme également que ce n'était pas mieux dans le passé : « Les Wallons n'ont jamais rien su à propos des Flamands. Ils n'ont jamais lu un journal flamand, n'ont jamais écouté la radio flamande, presque jamais regardé la télévision flamande, sauf peut-être pour suivre un match de foot retransmis en direct uniquement sur la VRT, mais en coupant évidemment le son et avec les commentaires radio de la RTBF ».

Ce qui ramène à ma question. Pourquoi le néerlandais n'est-il pas la deuxième langue obligatoire en Wallonie ? Parce que DéFI, le parti bruxellois, a persuadé les politiques wallons d'abandonner cette idée. Car il fut un temps où le néerlandais était la deuxième langue obligatoire, mais avec

la création des Communautés en 1970, la classe politique francophone a acquis la compétence décisionnelle en cette matière au sein de son « Conseil culturel », le prédécesseur du Parlement de la Communauté française. Et la suppression du statut de deuxième langue au néerlandais était un des grands chevaux de bataille de DéFI (qui s'appelait encore le FDF). Un décret du FDF visant à supprimer le néerlandais comme deuxième langue obligatoire a donc été approuvé en 1976. Ce texte n'a plus jamais été modifié depuis lors. Depuis quarante-trois ans des centaines de milliers d'enfants et d'adolescents wallons ont payé le prix fort pour cette offensive linguistique venant de la francophonie bruxelloise.

DEBORSU ET COHN-BENDIT

Christophe Deborsu, journaliste à la RTBF, a dit un jour dans une interview au Standaard : « Je dis toujours que ceux qui ne donnent pas à leurs enfants la chance d'apprendre le néerlandais se rendent coupables de non-assistance à personne en danger ».

Interviewé par un journaliste du Soir, qui lui demandait ce qu'il pensait du fait que de nombreux francophones se demandaient pourquoi ils devaient apprendre la langue flamande (sic !), Daniel Cohn-Bendit a répondu : « Si vous en êtes là, séparez-vous tout de suite. Le flamand, c'est la langue de la communauté majoritaire de votre pays, tout de même ».

LA TENSION ENTRE LAÏQUES ET CATHOLIQUES

En Belgique francophone, les frictions entre laïques et catholiques sont beaucoup plus profondes qu'en Flandre. En Flandre, il peut arriver que des mandataires de l'Open VLD et du sp.a discutent de la défense des institutions officielles (publiques et laïques), mais le sujet est beaucoup moins présent dans les parlements et dans la presse que du côté francophone. On ne peut cependant pas en conclure qu'il n'y a pas de concurrence entre enseignement catholique et enseignement officiel en Flandre. Cette concurrence existe et elle est souvent féroce. En revanche, en dehors de l'enseignement, elle a perdu l'essentiel de son intensité. Prenons le secteur de la santé. Côté francophone, il y a deux organisations faïtières, une laïque (Santhea) et une catholique

(UNESSA). Nous avons la même configuration en Flandre, sauf que nos deux organisations faïtières ont conclu un protocole de fusion en 2015. Zorgnet Vlaanderen et Icuro sont devenues Zorgnet-Icuro, avec un seul conseil d'administration, un seul secrétariat et un seul bulletin d'information. Cette évolution est impensable en Belgique francophone.

Prenons une autre problématique : le port du voile à l'école. Freddy Mortier est professeur d'éthique à l'université de Gand et dirige deMens.nu, l'organisation faïtière de la laïcité en Flandre. Il affirme ouvertement son opposition à l'interdiction généralisée du port du voile dans l'enseignement officiel. Une interdiction, à ses yeux, ne doit valoir que dans des circonstances spécifiques, sinon elle fait plus de mal que de bien. Ce point de vue est à l'opposé de la position de la laïcité organisée du côté francophone.

Dernier exemple : Els Keytsman est codirectrice d'Unia, le Centre pour l'égalité des chances. Elle a un jour déclaré dans la presse : « Comme je viens d'une famille laïque, je ne sais pas grand-chose de la religion. Mais, chez Agalev, puis chez Groen et plus encore chez Vluchtelingenwerk (une ONG qui défend les réfugiés), j'ai pu voir que la foi peut être un moteur qui incite les gens à aider les autres. Faire le bien pour autrui est important ». Cette prise de position n'a pas suscité l'ombre d'une réaction parce que ce type de propos ne pose aucun problème en Flandre. Il me semble peu probable que le haut responsable francophone d'une institution publique puisse tenir des propos semblables. Et s'il le faisait malgré tout, ses propos entraîneraient un vif débat.

Les Flamands sont donc régulièrement amenés à observer, juste de l'autre côté de la frontière linguistique, ces tensions et ces chamailleries causées par la ligne de fracture entre laïques et catholiques, qui va jusqu'à s'insinuer dans le débat sur les réformes institutionnelles en Région bruxelloise, comme je l'ai expliqué plus haut.

LA FASCINATION POUR LA FRANCE

L'élection présidentielle française a été le sujet de conversation numéro un de mes amis francophones de la fin de l'année 2016 à mi-2017.

L'événement a monopolisé leur attention. Ils y allaient de leurs grandes analyses, se livraient à des pronostics, racontaient toutes sortes d'anecdotes sur les candidats et leurs aides de camp. Ils suivaient les débats et les rebondissements dans la presse, devant leur écran d'ordinateur, sur leur smartphone, dès qu'ils en avaient la possibilité. Le 23 avril, premier tour de l'élection présidentielle. Le 7 mai, second tour. Le lendemain, les résultats étaient le seul et unique sujet de conversation envisageable. J'ai la nette impression que beaucoup de Belges francophones qui suivent l'actualité sont plus intéressés par la politique française que par la politique belge. Et cela va même plus loin car ils s'intéressent à tout ce qui bouge en France, qu'il s'agisse de culture, de médias ou de sports. Prenons l'audimat. Les chaînes télévisées françaises ont une part de marché en Belgique francophone de 35 %, contre 25 % à la RTBF, alors que la gauche est beaucoup plus forte. Il faudra que vous éclairiez ma chandelle à l'occasion. En Flandre, c'est un tout autre tableau : la chaîne publique, la VRT, arrive en tête avec 35 % du marché. Ajoutez-y la part de marché de la chaîne privée flamande VTM, à 30 %, et vous arrivez à un total de 65 %. Le reste est composé de chaînes privées belges et étrangères où les chaînes des Pays-Bas sont totalement marginales.

Pour le dire dans des termes diplomatiques, la plupart des francophones ne suivent la vie politique flamande qu'à distance respectable. Quand je donne une conférence sur la situation politique en Flandre en Belgique francophone, je commence généralement par un petit quizz. Je montre des photos de responsables politiques et d'artistes flamands. Geert Bourgeois, le ministre-président, tout le monde le reconnaît. Mais certains décrochent déjà dès je montre la photo de la ministre Liesbeth Homans et pratiquement personne ne connaît le ministre Ben Weyts. Pour beaucoup de francophones, la politique flamande relève de la politique étrangère (et inversement pour les Flamands). Si je montrais des photos de personnalités politiques françaises, les résultats seraient largement meilleurs. Ne vous méprenez pas. Bien sûr que la politique française est importante et que le verdict de

l'élection présidentielle française a un impact considérable sur nous et sur les autres pays d'Europe. Mais il ne s'agit pas que de cela. Les Belges qui rêvent d'un rattachement à la France sont une minorité minuscule. Cela ne peut donc pas être ça.

On dirait parfois que la France est un peu votre seconde patrie, votre grande sœur. Je reste prudent, j'écris « on dirait », parce que même après toutes ces années passées à votre contact, votre relation avec la France demeure pour moi énigmatique. Car un monde de différence sépare la Belgique de la France. En Belgique, les syndicats, les mutuelles et d'autres acteurs ont beaucoup plus d'influence qu'en France sur les politiques menées. Chez nous, la relation entre l'État et les cultes est organisée d'une autre façon que chez nos voisins du Sud. En Belgique, nous avons des mécanismes garantissant la coexistence de différentes communautés linguistiques, philosophiques et religieuses. En France, le « modèle républicain français » est au centre du jeu, ce qui signifie que l'intégration civique du citoyen au sein de la communauté est prioritaire et que l'octroi d'un statut spécifique à de quelconques groupes de citoyens, sur la base de la religion ou de la langue, est considéré avec la plus grande méfiance. Quand les Belges francophones commentent les débats français sur l'État, les pouvoirs publics ou la citoyenneté, et s'en laissent inspirer, les Flamands les regardent avec une certaine incompréhension. Mais de quoi parlent-ils ?, nous demandons-nous. En outre, votre lecture des événements français est parfois sélective. Sur les quarante-sept membres du Conseil de l'Europe, quarante-trois ont ratifié la Convention-cadre pour la protection des minorités. Quatre pays ne l'ont pas fait : Andorre, Monaco, la Turquie et la France. Les Français font ce choix de façon totalement délibérée. Ils ont peur que la signature et la ratification de la Convention-cadre mènent à la reconnaissance de certaines de leurs minorités, en Corse ou au pays basque, notamment. Un scénario absolument inenvisageable à leurs yeux. La presse francophone n'aborde jamais ce sujet.

LA DISCORDE DE LA CONVENTION-CADRE

Lors d'un sommet du Conseil de l'Europe organisé à Vienne les 8 et 9 octobre 1993, décision est prise d'adopter une convention-cadre pour protéger les minorités nationales. La minorité hongroise de Roumanie est un des exemples les plus souvent cités. Le gouvernement belge consulte plusieurs experts de haut niveau car le projet ne contient pas de définition de la notion de « minorité nationale ».

Les spécialistes en question sont notamment Hugues Dumont, Francis Delpérée, Marc Uyttendale, Karel Rimanque et Robert Senelle. Pour eux, la convention est inapplicable ou difficilement applicable. Lors des négociations avec ses partenaires européens, la Belgique met donc leurs conclusions sur la table, mais pas moyen de tomber d'accord sur la définition de « minorité nationale ».

Les membres du Conseil de l'Europe adoptent le texte le 1er février 1995, sans définition. Pour les Belges francophones, sa ratification relève de l'évidence. Côté flamand, le refus est catégorique. Depuis lors, la convention-cadre fait l'objet d'un débat politique dans notre pays. La Belgique ne l'a toujours pas ratifiée. En 2001, sa signature a été décidée dans le cadre d'un compromis politique, à l'occasion de négociations communautaires mais elle n'entrera pas en vigueur à l'intérieur de nos frontières.

Les francophones estiment que sa ratification est une question de démocratie et de droits de l'homme. Les Flamands, vu l'absence de définition, estiment que la ratification pourrait donner lieu à des procédures judiciaires et à des arrêts susceptibles de perturber les équilibres communautaires du pays. Et si les francophones imposaient, en passant par les tribunaux, des facilités linguistiques sur tout le territoire, ou des écoles francophones à Gand et à Anvers ?

La classe politique flamande n'est pas disposée à prendre ce risque. Résultat : les médias francophones la dépeint comme « moins démocrate ». Quant aux francophones qui plaident pour la ratification de la convention, ils sont perçus en Flandre comme des impérialistes linguistiques qui n'ont aucun respect pour le néerlandais et les équilibres communautaires belges. Dans ce débat, chaque partie ressort d'antiques clichés et de vieux stéréotypes.

A l'affût, les radicaux des deux camps peuvent en profiter pour se profiler, tandis que la situation reste bloquée. Rien n'avance sur le terrain et les deux communautés continuent de se regarder en chien de faïence. Ceci dit, le débat sur la convention-cadre présente donc une certaine « utilité ». Il permet à certains francophones de renforcer l'image de bons démocrates qu'ils souhaitent se donner tout en ternissant au passage l'image douteuse des démocrates flamands. Pour certains Flamands, le débat sert aussi à mieux présenter la Flandre comme une victime des impérialistes linguistiques qui ne respectent pas les équilibres et les accords de notre pays.

La fascination que pas mal de francophones éprouvent pour la France a encore une autre conséquence, à mon avis. Quand ils sont en quête d'inspiration politique, leurs regards se tournent régulièrement vers le grand voisin. Il arrive aussi qu'ils aillent à la pêche aux idées dans d'autres contrées francophones comme la Suisse (francophone) ou le Québec pour voir comment on y règle certains problèmes de société. Mais leur périmètre reste toujours limité. Les voyages d'étude des politiques et des organisations francophones ont généralement pour destination des pays où l'on parle le français. Du coup, pas moyen pour certaines idées intéressantes venues d'Allemagne, du Danemark ou des Pays-Bas de se frayer un chemin jusqu'à nous. Quand je parle à mes amis francophones des analyses de Drew Westen et de George Lakoff, les bras leur en tombent alors que ces auteurs avancent pourtant des clés intéressantes pour comprendre comment la N-VA procède pour obtenir de tels succès dans son offensive politique et culturelle. Les plus jeunes, qui ont une meilleure maîtrise de l'anglais, auront-ils une autre attitude ?

Je résume. Est-ce que j'exagère quand je dis que les francophones suivent (beaucoup) moins l'actualité politique flamande que française ? Alors que ce qu'il se passe en Flandre et ce que veut et pense la classe politique flamande a plus d'impact sur les francophones que ce que veut et pense la classe politique française ? Alors que nous vivons et cohabitons au sein d'un seul et même pays ? Ce point ne mérite-t-il pas un débat ? Bien entendu, les Flamands devraient aussi regarder au-delà de leurs frontières et suivre davantage l'évolution de la situation politique

en Wallonie et à Bruxelles. Cela va de soi. Je pense qu'il y a beaucoup à faire des deux côtés de la frontière linguistique.

VOTRE AMNÉSIE CONCERNANT VOS RACINES FLAMANDES

Il y a quelques années, j'ai visité le Musée de la Vie wallonne, à Liège. Un musée magnifique et très intéressant, que je recommande vivement. Quel n'a pas été mon étonnement de constater que la migration flamande en Wallonie n'y est pratiquement pas évoquée, si ce n'est sous la forme de quelques photos et courts textes. Pourtant, entre 1830 et 1965, c'est par centaines de milliers que les Flamands ont émigré en Wallonie dans l'espoir d'y trouver du travail et d'échapper à la misère de la Flandre. La plupart d'entre eux ont travaillé comme ouvriers peu ou pas qualifiés. En 1910, dans la région de Charleroi, les Flamands ont représenté jusqu'à 15 % de la population. Dans certaines communes de Liège, le chiffre pouvait atteindre 30 %. Cette migration a eu sur la Wallonie un impact démographique, sociologique et économique considérable. Elle a donné lieu à des tensions et de nombreux articles de presse relatent les agissements de ces Flamands, grossiers et bagarreurs. Depuis la Flandre, l'Église s'efforçait de maintenir les migrants flamands « dans le droit chemin » afin qu'ils n'embrassent pas « l'immoralité du socialisme ». Tout un réseau de prêtres était en place et leurs activités étaient nombreuses et variées : pèlerinages, pièces de théâtre, formations, congrès. Au grand dam des francophones, l'Église tentait de faire en sorte que ces immigrants conservent leur langue, leur identité et la foi catholique. En vain. Les migrants flamands se sont adaptés. De nos jours, il faut chercher longtemps dans le Borinage pour encore trouver un vieillard originaire de Flandre qui se souvienne de quelques mots de son enfance passée en Flandre. Les migrants flamands ont été assimilés et se sont fondus dans le reste de la population. La seule trace qui subsiste est la (grande) fréquence des noms de famille flamands en Belgique francophone.

Je brasse ici en quelques phrases une histoire à la fois longue, passionnante et complexe. L'historien wallon Yves Quairiaux a publié sur le sujet d'importantes études. L'auteur flamand Pascal Verbeken a rappelé aux Flamands ce chapitre de leur histoire dans un ouvrage passionnant, *Arm*

Wallonië, publié il y a une dizaine d'années. Traduit en français sous le titre *La terre promise*, il a été prolongé dans un intéressant documentaire éponyme. Le musée du Bois du Cazier, à Marcinelle, a proposé en 2013 une exposition sur ce sujet, « Vlamingrant ». Bref, le sujet a donc fait l'objet de recherches et de publications, mais en nombre limité, ce qui est en soi curieux vu l'ampleur du phénomène. Quant au fait que le musée de Liège effleure à peine le sujet, il me laisse vraiment pantois. La migration flamande ne me semble pas ancrée dans la mémoire collective wallonne. Pour quelles raisons ? Serait-ce que la conscience de leurs racines flamandes, chez beaucoup de Wallons, perturbe leur image de soi ? Ne sommes-nous pas tous des « bâtards » ? Le ministre-président du gouvernement flamand – N-VA – porte un nom francophone : (Geert) Bourgeois, comme l'ancien vice-premier ministre (Jan) Jambon. A moins qu'il n'existe une certaine honte par rapport à la façon dont les Wallons traitaient les migrants flamands ? Ils ne se sont pas toujours montrés corrects à leur égard, mais, est-ce qu'il n'en est pas allé ainsi ailleurs également ? D'ailleurs, l'histoire de la migration flamande en Wallonie n'est pas bien connue non plus en Flandre, ce qui est aussi étrange. Les membres de dizaines de milliers de familles flamandes ont jadis émigré en Wallonie. Tout cela est-il oublié ?

Par définition, la mémoire collective d'une communauté est une construction, le produit de stratégies multiples. Il me semble important de nous y intéresser davantage, tant en Flandre qu'en Wallonie, mais aussi dans le cadre d'un dialogue entre la Flandre et la Wallonie. La parole pourrait nous aider à comprendre pourquoi cet épisode important de notre histoire n'a reçu dans notre mémoire collective qu'une place marginale. Ce travail pourrait nous donner des clés de compréhension passionnantes sur nous-mêmes et sur les relations entre Flamands et Wallons. Dans le livre consacré aux mémoires collectives de notre pays, cité plus haut, Susann Heenen-Wolff, Ariane Bazan et Anne Verougstraete avancent une hypothèse intéressante : « Nous postulons qu'un nombre de Belges francophones ont *refoulé* leur ascendance flamande, et que cela s'est produit dans un réflexe défensif face à une histoire de misère, vécue comme "humiliante", et aussi par loyauté envers les efforts fournis

lors de cette ascension sociale. Ce mécanisme de défense peut expliquer pourquoi règne dans certains milieux francophones un profond *mépris* pour tout ce qui a trait à la culture flamande ».

VOTRE ATTITUDE PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS D'ARMES

Ce ne sont que des armes « à usage humanitaire » avait déclaré le ministre-président de l'époque, Rudy Demotte. Nous étions en 2009. Il avait donné son feu vert à l'exportation d'armes de la FN Herstal vers la Libye, encore soumise au régime brutal et répressif du dictateur Mohammed Kadhafi. En Flandre, c'est l'incompréhension. La Wallonie gauchiste livre des armes à un dictateur. Et elle n'en est pas à son coup d'essai, loin de là. D'autres livraisons importantes ont encore eu lieu par la suite, à destination de l'Arabie saoudite, une épouvantable dictature qui viole à grande échelle les droits de l'homme sur son propre territoire, et sème la mort et la destruction dans la guerre qu'elle mène au Yémen. En 2017, un quart des exportations d'armes wallonnes est à destination du Moyen-Orient. En juin 2018, le Conseil d'État a suspendu huit licences d'exportation vers l'Arabie saoudite au motif qu'il a été trop peu tenu compte du « comportement du pays à l'égard de la communauté internationale », une obligation décréte (obtenue par les écologistes lors de leur passage au gouvernement wallon entre 2009 et 2014). La plus haute juridiction belge s'est permis de signaler au gouvernement wallon qu'il ne respectait pas sa propre législation.

La FN Herstal est propriété de la Région wallonne à 100 %. Un élément qui, aux yeux des Flamands, aggrave encore le cas des francophones. Est-ce bien le rôle des pouvoirs publics d'être propriétaires d'une fabrique d'armes ?

Derrière l'indignation flamande se dissimule une certaine hypocrisie flamande. Certes, la Flandre ne possède pas d'entreprises d'armement comme celles que l'on trouve dans le bassin liégeois : la FN Herstal, les Forges de Zeebruges ou Mecar. Par contre, elle a quelques entreprises de haute technologie qui, sans fabriquer d'armes, fournissent aux producteurs d'armes des pièces cruciales. Par exemple, Esterline, anciennement Barco, produit des dispositifs de visualisation pour avions.

Les appareils saoudiens qui bombardent le Yémen utilisent peut-être des écrans fabriqués à Courtrai. Esterline est inconnue en Flandre, comme l'entreprise d'Audenarde OIP, qui produit des lunettes de vision nocturne. Malgré cette hypocrisie, il y a tout de même deux différences notables. Les exportations d'armes flamandes représentent quelques dizaines de millions d'euros par an, en Wallonie, quelques centaines de millions. En Flandre, ces dossiers d'exportation génèrent souvent des débats et de l'indignation, alors que se risquer à poser des questions sur ce sujet en Wallonie est politiquement très risqué. Vous êtes immédiatement accusé d'être le fossoyeur de milliers d'emplois liégeois et la discussion s'arrête là.

HET VLAAMS VREDESINSTITUUT

Le Parlement wallon pourrait prendre la même initiative que celle du Parlement flamand. En 2004, ce dernier a créé le Vlaamse Vredesinstituut, l'Institut flamand pour la paix. Cette institution dépend directement du Parlement et échappe ainsi à la tutelle du gouvernement. L'institut réalise des recherches scientifiques, informe et conseille, non pas sur des licences d'exportations d'armements, mais sur la politique à mener. Il rédige des rapports très détaillés sur les exportations d'armes et vérifie leur conformité avec la législation européenne et les droits de l'homme, notamment. Grâce à lui, le gouvernement flamand est contraint de se montrer extrêmement prudent dans sa politique relative aux exportations d'armes. L'institut n'emploie qu'une dizaine de personnes mais il influe sur la politique et élève le niveau du débat. Grâce à lui, il n'est plus seulement question de commerce extérieur et d'emploi mais aussi de politique internationale et de droits de l'homme

VOS PLAIDOYERS POUR UNE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL SANS PERTE DE SALAIRE

Tant le PS que la FGVB communiquent régulièrement leur position sur une réduction collective du temps de travail avec maintien du salaire et embauche compensatoire. En Flandre, la plupart des gens haussent les sourcils en se demandant « sont-ils devenus fous » ? L'immense majorité des journalistes, des experts et de l'opinion publique estiment que cette proposition est plus qu'étrange et relève du non-sens économique.

Travailler moins pour le même salaire équivaut à faire exploser les coûts salariaux et donc à provoquer la disparition des emplois, estime-t-on. En outre, le marché du travail est devenu tellement hétérogène qu'une mesure obligatoire et uniforme imposée par l'État ferait plus de mal que de bien. Il faut aussi garder à l'esprit que la pénurie de main-d'œuvre en Flandre s'aggrave et pèsera sur la croissance et le développement des entreprises. Et il faudrait passer dans ce contexte à une réduction du temps de travail ? Les légions de chômeurs bruxellois et wallons feraient mieux, après une éventuelle formation supplémentaire, d'aller travailler en Flandre, entend-on souvent dire en Flandre. Tout le monde y gagnerait. Même le sp.a prend ses distances avec ces propositions, qu'il ne veut ni n'ose défendre. Je sais que cette problématique est beaucoup plus complexe que la trop brève description que je viens d'en donner et que les travailleurs, ces dernières décennies, ont reçu une part plus petite des gains de productivité que par le passé, ce qui est injuste. Je trouve néanmoins essentiel de le signaler car cette proposition passe pour « bizarre » en Flandre. Si certains, côté francophone, sont vraiment convaincus du bien-fondé de cette proposition et trouvent l'opinion des Flamands sur ce sujet important, il me semble qu'ils devraient investir dans un travail pédagogique.

VOS PERMANENCES SOCIALES

Il n'y a strictement rien de mal à ce qu'un mandataire politique, de temps à autre, indique à un citoyen la voie à suivre dans le labyrinthe des procédures et des administrations. Mais de là à laisser se mettre en place un système de « clientélisme social » et à en être fier ? Il y a longtemps que la Flandre a fait passer ces pratiques à la trappe. Elles existent encore, mais ne sont plus du tout aussi dangereuses et les interventions des mandataires politiques dans les administrations flamandes et fédérales ou dans les grandes communes pour privilégier quelqu'un sont devenues très délicates. C'est courir le risque d'une fuite vers la presse et d'essuyer un puissant tir de barrage. Pourquoi la Flandre a tellement de mal à accepter le clientélisme ? Parce qu'il crée une relation de pouvoir entre un responsable politique et un citoyen. Ou bien celui-ci reçoit quelque

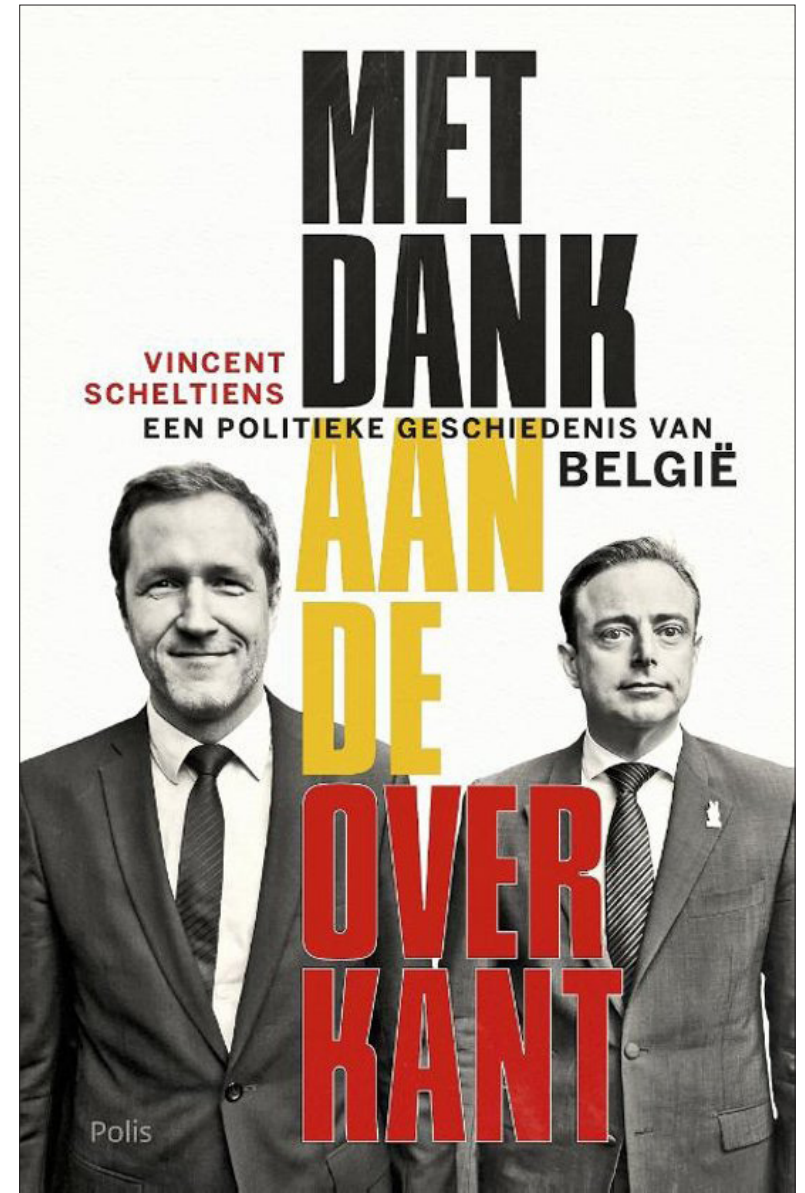
chose auquel il a droit, auquel cas il vaudrait mieux que l'administration s'en charge, ou bien il reçoit un service auquel il n'a pas droit, auquel cas ledit responsable politique se met en porte-à-faux avec la loi, car il commet de toute évidence un acte injuste. Dans cette relation, il est évidemment question de réciprocité : le mandataire attend de ce citoyen qu'il vote pour lui aux élections même s'il ne partage pas son idéologie. Si le problème en question est causé par le mauvais fonctionnement de l'administration, le clientélisme ne met évidemment aucune pression sur les politiques et sur l'administration en cause pour que la situation soit améliorée, puisque le mandataire va régler ce problème individuellement. La pratique clientéliste peut donc générer un cercle vicieux : comme un service public ne fonctionne pas correctement, des citoyens s'adressent aux politiques, qui vont intervenir et régler le problème, ce qui décourage et déstabilise l'administration, et n'est pas de nature à contraindre les responsables politiques à faire ce qu'il faut pour que le service public fonctionne comme on est en droit de l'attendre. Même si le système des permanences sociales baigne dans une atmosphère de proximité et d'attention pour les plus faibles, on doit néanmoins se demander s'il est équitable. Le citoyen est « aidé » d'une façon paternaliste et ce n'est en aucun cas une approche émancipatoire. Par contre, le clientélisme est un excellent moyen de gagner des voix pour acquérir et consolider son pouvoir. La Flandre ne comprend pas que ce système, injuste et contraire à l'émancipation, continue d'exister en Belgique francophone, qui vote pourtant beaucoup plus à gauche que la Flandre.

CE QUE VOUS NE COMPRENEZ PAS ?

Voilà pour ces problématiques que les Flamands, ou certains Flamands, ne comprennent pas, ou pas bien, et qui suscitent des questions. Je suis certain que nombre de choses en Flandre provoquent votre étonnement ou votre indignation, lequel d'entre vous va en dresser la liste ?

CHAPITRE 9

LE LIVRE DE L'ANNÉE



L'ouvrage de l'historien Vincent Scheltiens, *Met dank aan de overkant – een politieke geschiedenis van België*, constitue à mes yeux la contribution la plus intéressante des dernières années à l'histoire politique de notre pays. Sa traduction française n'existe hélas pas encore. Ce livre expose au travers de l'analyse de cinq périodes de notre histoire comment des partis politiques, des groupes d'action et des intellectuels ont développé des stratégies politiques, comment les Flamands parlent des Wallons et des francophones, et inversement, et comment se déroulent les conflits communautaires. C'est la première fois qu'un auteur décode ces mécanismes sur un mode scientifique et très pédagogique. Le numéro de la revue *Politique* de mars 2018 lui a consacré un article détaillé. En voici un résumé.

Vincent Scheltiens débute son récit avec un débat important, celui qui oppose Paul Magnette à Bart De Wever le 13 mai 2014. A première vue, ils avancent tous les deux des analyses et prennent des positions originales, mais rien n'est moins vrai. Ils reproduisent des dispositifs narratifs très anciens. Pour l'auteur, les deux leaders politiques sont « des interprètes et des ressasseurs de vieux discours dont le lit a été creusé à la naissance de la Belgique ». Chaque conflit et chaque débat en Belgique semble nouveau, mais ce sont en réalité « des épisodes d'un roman épique historique dont le déroulement semble se poursuivre ». Ces interprètes sont parfois conscients de leur rôle, parfois pas, et reproduisent d'anciennes trames en pensant faire preuve d'originalité.

Comment fonctionne ce mécanisme ? En parlant de « l'autre côté », c'est-à-dire de l'autre, on crée une image de soi et une image de l'autre. On construit une identité par interaction. Ce processus s'est mis en place dès... 1840, soit dix ans à peine après l'indépendance. Pieter De Decker, alors jeune parlementaire de Termonde, qualifie dans un article la Belgique de pays divisé où les Flamands, numériquement majoritaires, « sont victimes d'une minorité qui les réprime et les exploite, et subissent l'injustice et l'humiliation ». Les francophones et les Wallons sont décrits comme arrogants, comme des coupables et des agresseurs. Pieter De Decker s'inquiétait pour l'unité du pays et, s'appuyant sur cette préoccupation, plaidait pour la reconnaissance de

la langue flamande. La *Gazette de Liège* publia une longue réponse. En substance, De Decker s'entend dire qu'il est égoïste, ne montre pas d'empathie pour les Wallons et subordonne les intérêts de la Belgique aux intérêts flamands. Ses propositions sur l'utilisation des langues pourraient même mettre en péril l'unité du pays. Cet article crée chez les Wallons une image d'eux-mêmes dans laquelle ils peuvent se sentir menacés par les Flamands, et qui leur donne droit à l'autodéfense. Tant l'article de De Decker que la réponse wallonne dessinent l'image de deux communautés bien délimitées et homogènes, placées face à face et en désaccord. Pas de place pour les nuances.

Autrement dit, des éléments essentiels de ce débat ont été présents dès le XIXe siècle et ils n'ont cessé de revenir jusqu'à aujourd'hui. Les deux communautés se positionnent comme étant menacées par l'autre, comme victimes de l'autre. « Ceux de l'autre côté » manipulent le niveau belge dans leur intérêt. Les deux communautés sont également présentées comme homogènes, ce qui est évidemment incorrect. La Belgique est « une structure gouvernée par la majorité flamande qui freine, opprime et menace le progrès wallon », déclarait Léon Troclet, député socialiste de Liège, en 1911. Jules Destrée se plaignait quant à lui de ce que la Flandre recevait beaucoup plus d'argent que la Wallonie pour les travaux d'infrastructures. « Comparez les gares de Charleroi et de Liège avec celle de Bruges, qui ressemble à une église, ou avec celle d'Anvers, un vrai palais ». Côté flamand, même refrain. Maurits van Haegendoren, une figure de proue du mouvement flamand, avait coutume de dire « le fait que nous, Flamands, formions la majorité en Belgique n'empêche pas que nous soyons une minorité sociale, économique et culturelle ». Vincent Scheltiens illustre son analyse par de nombreuses déclarations du même tonneau, qui sont encore bien présentes aujourd'hui, et des deux côtés de la frontière linguistique. Nous sommes des victimes et les autres sont les coupables. Dans les années 1960 et 1970, chaque camp avance avec ses revendications. Les Flamands luttent pour la langue néerlandaise et l'autonomie culturelle, contre « l'État belge dominé par les francophones ». Les Wallons veulent avoir à leur disposition des

leviers économiques, car la politique économique est aux mains de « l'État belge dominé par les Flamands ».

L'idée que la Belgique est un pays abritant deux démocraties, un « pays à deux pays », est également présente dès le siècle dernier. Jeroom Leuridan, parlementaire du VNV, crée à la fin des années 1930 le néologisme « onbijlegbaarheid », (NdT : « inconciliabilité »), que l'on pourrait définir comme « une situation dont le point de tension ou de conflit ne peut pas trouver de résolution ». Leuridan estimait que la Flandre et la Wallonie étaient deux blocs homogènes placés l'un en face de l'autre et séparés par un fossé d'une profondeur insondable. Nous ne pouvons « ni nous sentir, ni nous supporter », car « nous sommes animés par deux conceptions du monde et deux idéaux politiques qui s'excluent mutuellement ».

L'interaction entre le « nous » et le « ils », entre « nous » et « l'autre côté » fourmille de stéréotypes : le Wallon est paresseux, les Flamands sont collaborateurs – rappelez-vous la Deuxième Guerre mondiale ! - alors que les Wallons sont démocrates, les francophones sont arrogants, etc. Des deux côtés de la frontière linguistique, il s'est trouvé – et se trouve encore – des gens pour utiliser sans cesse ces clichés afin de se mettre sur un piédestal et bétonner encore plus solidement les clichés sur « les autres ». Dans ce type de contexte, il devient bien sûr très difficile de faire valoir des analyses correctes et fondées sur l'ouverture, et à plus forte raison le dialogue et les processus d'apprentissage. En 1978, des régionalistes wallons ont diffusé une affiche qui établissait un lien entre « l'occupation » des Fourons par les Flamands et l'occupation de la Belgique par l'Allemagne nazie. DéFI, et son prédécesseur le FDF, ont régulièrement fait un lien entre certaines positions et actions flamandes et la collaboration pendant la Seconde guerre mondiale. Dans les années 1960, le FDF a collé dans Bruxelles des milliers d'affiches portant le slogan « Brüssel Vlaams, ça jamais ! ». L'umlaut sur le « u » de Brussel est fondamental puisqu'il fait implicitement référence à l'Allemagne (nazie). Olivier Maingain, pour qualifier le refus du gouvernement flamand de nommer les trois bourgmestres de la périphérie bruxelloise, parle d'une

« réminiscence de l'occupation ». Chaque prise de position, chaque *framing*, chaque action imprime encore plus profondément des images dans la mémoire collective de la communauté.

De temps en temps, certains captent ces mécanismes, osent les remettre en question et les contester. Une attitude qui ne reçoit généralement pas bon accueil, car celle ou celui qui s'y risque recevra bien vite l'étiquette de « mauvais Flamand » ou de « mauvais Wallon/francophone ». Jacques Leclercq fut l'un d'entre eux. Wallon, prêtre et professeur de sociologie à l'université de Louvain, il exprime dans les années 1930 sa compréhension à l'égard des revendications du mouvement flamand. « Puisqu'on les traite de barbares, ils traiteront les autres de tyrans et d'ennemis du peuple. Une sorte de manie de la persécution se développe parmi eux. Ils multiplient les traits de mauvaise volonté, trop nombreux malheureusement, par beaucoup d'autres qui ne sont qu'incompréhension ou négligence et dans lesquels ils veulent voir des intentions persécutrices. Et il arrive ce qui se produit trop souvent dans les conflits sociaux : deux blocs se dressent l'un en face de l'autre, chacun imbu de son bon droit, chacun épiant les injustices de l'autre et trouvant juste tout ce qui peut servir sa cause ».

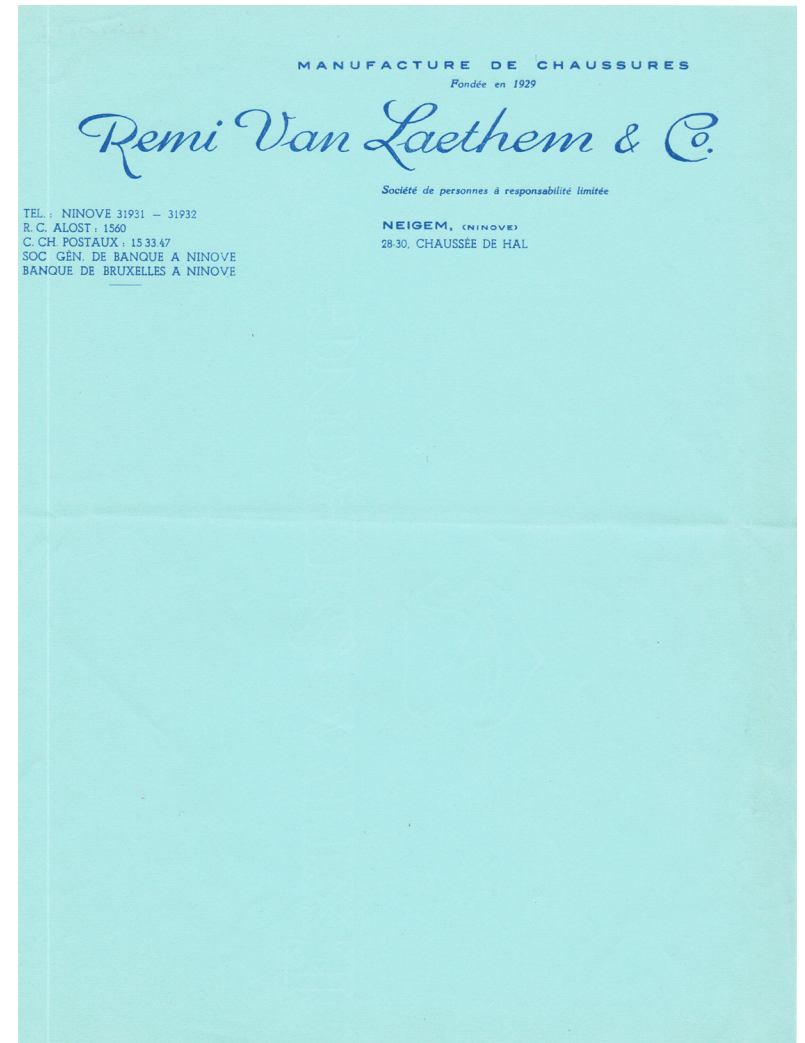
Cette déclaration remonte à... 1938. Jacques Leclercq avait engagé deux Flamands au sein de la rédaction de son magazine, dont une rubrique orientée vers le dialogue avait été baptisée « Par-dessus la frontière linguistique ». Il y a quelques années, *De Standaard* et *Le Soir* avaient également mis en place des rubriques de ce type. La démarche de ce prêtre n'était pas totalement désintéressée. Il voulait éviter que les catholiques wallons soient marginalisés dans une Wallonie autonome et dominée par les laïques. Ses textes lui ont valu d'être assailli de critiques par le mouvement wallon. Aujourd'hui encore, toute personne qui sort des sentiers battus subit le même sort. Ceux qui plaident en Flandre pour une refédéralisation des compétences s'entendront dire par le mouvement flamand qu'ils veulent un retour à « la Belgique de papa » ou profiter des « largesses de l'État belge ». En 1999, quand les socialistes et les verts flamands se sont abstenus sur (certaines) des

résolutions sur l'avenir de la Flandre votées au Parlement flamand, les critiques n'ont pas manqué non plus. Briser le consensus peut même vous valoir l'étiquette de « traître », un mot que les flamingants utilisent souvent à l'intention des responsables politiques flamands qui concluent malgré tout un compromis avec les francophones.

Tout qui prendra la peine de repasser en revue la stratégie de communication appliquée ces dix dernières années par la N-VA, mais en gardant à l'esprit cette grille d'analyse, ne manquera pas d'y déceler la présence régulière de ces vieux mécanismes. Et la même chose s'applique à la communication de certains francophones. Sur le plan politique, la Belgique est championne des danses en miroir auto-amplifiées qui brouillent la vérité.

CHAPITRE 10

LANGUE ET CITOYENS



Toutes les activités économiques, comptables, juridiques se déroulaient en français

MAMAN LE SAVAIT

« Veille à bien apprendre les langues, Luc ! » Maman parlait en fait du français. Je crois que l'anglais – nous étions dans les années 1970 – était hors de son champ de vision. Elle nous faisait souvent cette recommandation, à mes frères et moi. Elle nous mettait la pression pour que nous ayons des bons points en français. Pour moi, les cours de français étaient un calvaire. Nous avons reçu nos premières leçons en cinquième primaire. Je n'oublierai jamais le mot « maison », un des premiers que nous avons appris. Il me semblait totalement étrange car nous n'avons pas de mots néerlandais avec ce « ai ». Nous n'avons que l'exclamation « aë », pour dire qu'on a mal. Que faire d'un mot pareil ? Monsieur De Dobbeleer avait beau faire de son mieux, des années-lumière me séparaient du français. Personne dans mon entourage n'avait le français pour langue maternelle. Le français, autrement dit, était une langue étrangère parlée par des inconnus. En plus, la grammaire et le vocabulaire étaient à s'arracher les cheveux ! A la longue, les choses se sont pourtant arrangées. Quand j'avais quinze ans, chez Madame De Vos, nous lisions des poèmes français de Ronsard et de Verlaine. Et tout à coup la magie s'est emparée des leçons de français. Je crois que ses immenses talents pédagogiques y ont largement contribué. Elle savait rendre sa matière passionnante. J'ai encore lu récemment un article sur l'insuffisance de la connaissance du néerlandais chez de nombreux jeunes bruxellois et wallons. Il semblerait qu'un grand nombre d'enseignants n'auraient pas assez de contact avec le néerlandais et seraient incapables d'habiter véritablement leurs cours. Je ne sais pas si c'est scientifiquement correct, mais je peux parfaitement me l'imaginer. Il est évidemment plus facile d'apprendre une langue si on tombe sous son charme. Et cela dépend aussi du professeur. Merci à vous, madame De Vos, pour tout votre travail.

L'époque où je ne connaissais pas de francophones est révolue depuis longtemps. Ils sont quelques milliers à habiter Ninove. Mon frère est marié avec une Française et leurs enfants sont parfaits bilingues. Ma compagne a des amis en Flandre comme en Wallonie, et moi-même je travaille dans un environnement « N/F » depuis une trentaine d'années.

Tous les Flamands ne sont évidemment pas dans la même situation. Pour beaucoup d'entre eux, les francophones et la langue française restent éloignée. Mais avant d'y revenir, il faut d'abord que je reparle de ma mère.

Elle savait très bien ce qu'elle faisait en insistant pour que nous apprenions nos leçons de français sur le bout des doigts. Elle sentait bien que cette langue rimait avec promotion sociale. Pour se hisser d'un ou plusieurs degrés sur l'échelle sociale, la connaissance du français était un must. L'historienne Els Witte a décrit cette réalité avec minutie, j'aurai l'occasion d'y revenir. Notre famille appartenait à ce qu'on pourrait appeler la classe moyenne inférieure. Nous n'étions pas pauvres et j'ai pu goûter aux délices de l'enfance comme de l'adolescence. Il arrivait cependant que mon ami, de l'autre côté de la rue, reçoive une pile d'albums d'Astérix et de Lucky Luke, et moi pas. Dans ces années 1960 et 1970, mes parents, comme beaucoup de Flamands, avaient envie d'aller un cran plus loin en aidant leur progéniture à grimper sur l'échelle sociale. L'enseignement était le point de passage obligé, il faisait office de grand ascenseur et de machine émancipatrice. En quelques décennies, la Flandre s'est considérablement enrichie et des centaines de milliers de personnes – dont les parents avaient encore nettoyé les étables en sabots – et bénéficiant d'un accroissement de leur pouvoir d'achat, ont acheté leur première télévision et leur première voiture, allant même jusqu'à s'offrir une semaine de vacances. Un grand nombre d'entre eux travaillaient à Bruxelles et devaient donc connaître le français. D'un côté, cette machine émancipatrice géante plaisait aux patrons, qui avaient besoin de main-d'œuvre qualifiée. De l'autre, en revanche, beaucoup de jeunes qui avaient accès aux études pouvaient, contrairement à leurs parents, acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour contester le pouvoir des patrons, de l'Église et de l'État. C'est toute la trame de mai '68 ou des « nouveaux mouvements sociaux » des années '70 et '80.

Des générations durant, la connaissance de la langue française a été pour les Flamands un tremplin vers une vie meilleure. Aujourd'hui, le français aide encore beaucoup d'entre eux dans leur carrière mais, dans les faits, l'anglais est la deuxième langue de la Flandre depuis déjà un

certain temps. L'anglais est la langue des jeunes, la langue de beaucoup de chansons qu'ils écoutent et la langue des étudiants universitaires et des scientifiques. La connaissance du français connaît un recul, semble-t-il. Je ne crois pas que les parents d'aujourd'hui attachent encore autant d'importance au français que de mon temps. Les moins de trente ans qui ne maîtrisent pas le français, mais ont un bon diplôme en poche, trouvent malgré tout du travail. J'ai participé à une journée d'étude l'an dernier et, pendant la pause, j'ai vu un Flamand et un francophone, jeunes tous les deux, se parler en anglais pendant la pause. Je pense que ce réflexe va se répandre de plus en plus à l'avenir, y compris rue de la Loi. La septième réforme de l'État sera sans doute encore négociée en français et en néerlandais, mais il n'est pas impossible que la huitième se fasse dans la langue de Shakespeare. Vous n'y croyez pas trop ? En janvier 2008, dix professeurs d'économie néerlandophones et dix professeurs d'économie francophones ont rédigé un avis pour le groupe Octopus – le groupe de travail qui préparait la réforme de l'État. Le texte a été écrit en anglais avant d'être traduit en néerlandais et en français.

Côté francophone, les choses ont beaucoup changé depuis lors. Chaque jour, des milliers de parents font un détour considérable pour déposer leurs enfants dans une école dispensant les cours en immersion. Ce sont des parents qui pensent qu'il est important que leurs enfants apprennent le néerlandais et qui le leur rappellent régulièrement. Car ils ont compris que le néerlandais sera très intéressant pour leur carrière. Le néerlandais est un ascenseur menant à la promotion sociale. Les écoles néerlandophones de Bruxelles jouissent d'un tel succès qu'elles doivent refuser les enfants de parents francophones. C'est tout dire. Nous pouvons donc affirmer que le « statut sociétal » des deux langues nationales a connu de grands changements en quelques décennies. Le statut du néerlandais en Belgique francophone a connu une amélioration sensible, celui du français en Flandre s'est affaibli. La connaissance du néerlandais donne un avantage considérable aux francophones en recherche d'emploi. Permettra-t-elle aussi de forger de nouveaux liens entre « Nord » et « Sud » et de renforcer ainsi l'assise de la Belgique fédérale ?

Le néerlandais est-il difficile à apprendre ? Absolument. Tout comme le français, l'anglais, l'espagnol et tant d'autres langues. Toutes les langues sont difficiles. Là n'est pas la question, à mon avis. Le néerlandais est-il plus difficile à apprendre pour des francophones que pour les locuteurs natifs des langues germaniques ou slaves, par exemple ? Pour autant que je sache, les conclusions des études sur le sujet sont partagées. Mais une chose me frappe. On entend parfois s'exprimer sur les radios néerlandophones des personnes originaires d'Europe orientale ou d'Afrique. Elles ne vivent en Flandre que depuis quelques années, mais n'en parlent pas moins le néerlandais avec un bel accent et sans faire trop de fautes. La majorité des Belges francophones qui ont appris le néerlandais sur les bancs de l'école s'en sortent souvent moins bien. Les figures politiques comme Didier Reynders et Rudy Demotte sont des exceptions. Rue de la Loi, les hommes politiques francophones bons bilingues se comptent sur les doigts de la main. Ce qui passe assez mal en Flandre. Nous ne comprenons pas. Ce sont surtout les francophones qui montent aux barricades pour sauver la Belgique. Et c'est à peine s'ils se donnent la peine d'apprendre la langue de la majorité. Cela passe pour un manque de respect à l'égard des Flamands. Attention, j'ai bien écrit que cela « passe pour » un manque de respect. Je ne crois pas que ce soit l'intention, mais expliquer la perception des choses a aussi son importance.

Revenons un instant sur madame De Vos. Je lui dois de m'avoir appris non seulement à apprécier la beauté de la langue française, mais aussi à « avaler » une quantité certaine de vocabulaire et de grammaire. Mais ce n'était que dans le monde du travail que je suis devenu techniquement bilingue. Je balbutiais et bricolais du français. Il m'a fallu des mois, pour ne pas dire des années, avant de m'en sortir. Je ne serai jamais un parfait bilingue et je commets encore beaucoup de fautes. Par contre, mes présentations en français fonctionnent et mon public semble peu dérangé par mes fautes. J'ai eu la chance de travailler longtemps dans un environnement bilingue, ce qui est au bout du compte la meilleure école pour vraiment apprendre les bases d'une langue. Nous devrions encourager ce processus chez nos jeunes en créant un programme Erasmus intrabelge. Des élèves néerlandophones passeraient une année

de l'enseignement secondaire en Belgique francophone et inversement. C'est déjà possible aujourd'hui, mais ce n'est pas encouragé et ce système coûterait de l'argent. Qui prend l'initiative ?

PEUT-ON PARLER FRANÇAIS EN RUE QUAND ON EST EN FLANDRE ?

En Belgique, vous avez évidemment le droit de parler la langue qui vous plaît chez vous, en rue ou dans les transports en commun. Que ce soit le français, l'anglais, l'iranien ou le chinois. Aucun doute sur ce point. En revanche, dans vos contacts avec les administrations communales en Flandre, on ne peut vous répondre que dans la langue officielle de la Région flamande, c'est-à-dire en néerlandais. Cette règle ne s'applique pas dans les communes à facilités, où vous pouvez également utiliser le français.

Est-ce qu'on va vous regarder de travers en Flandre parce que vous parlez en français dans un magasin ou dans la rue ? Vous courez toujours le risque qu'un flamingant vous regarde avec colère, mais je crois que ces situations restent exceptionnelles. Les Flamands savent que des francophones (et des gens parlant toutes sortes de langues) vivent en Flandre. Dans l'horeca et les commerces, le client est roi en Flandre, et les gens qui s'occupent de vous auront vite fait de basculer vers le français ou l'anglais (ou une langue qui y ressemble plus ou moins). Le bureau touristique de Flandre occidentale a lancé début 2018 des leçons de français pour le personnel travaillant dans le secteur touristique de la côte. L'idée est de faire en sorte que les touristes francophones – 22 % tout de même – s'y sentent davantage comme chez eux. « En plus d'un bon repas et d'une atmosphère agréable, les clients accordent de plus en plus d'importance au service. Quelques phrases dans la langue du client suffisent pour faire la différence », estime Pieter Tratsaert, directeur de Horeca Vorming Vlaanderen. Le ministre du Travail, Philippe Muyters (N-VA), et le VDAB encouragent les entreprises flamandes à ne plus faire de la connaissance du néerlandais une condition d'embauche afin de faciliter la mobilité du travail de la Wallonie vers la Flandre. On postule qu'ils apprendront suffisamment de néerlandais une fois au travail.

Les optimistes diront que les Flamands n'ont plus de complexes par rapport au français depuis longtemps. Les pessimistes, que les francophones ne sont les bienvenus que s'ils rapportent de l'argent aux Flamands. Je pense que la plupart des Flamands ne se préoccupent tout bonnement pas des questions linguistiques. Elles ne les intéressent pour ainsi dire pas. A moins que ne se pose une question politique dans laquelle ils ont l'impression que les francophones ne les respectent pas, comme dans l'affaire BHV. Il y a bien sûr le Brabant flamand, dont certains habitants ont assisté avec regret à la francisation. Ils savent qu'il n'y a rien à y faire, se sentent impuissants et éprouvent parfois de l'amertume. La problématique du Brabant flamand m'emmènerait trop loin. Il est surtout important de dire que depuis la « scission » de BHV, la situation a énormément évolué. La Flandre sait à présent que le Brabant flamand est une partie de la Région flamande, y compris sur le plan électoral. Il reste bien sûr les six communes de la périphérie bruxelloise. Les dirigeants politiques flamands et plusieurs groupes d'action continueront certainement de marteler qu'elles font partie intégrante de la Région flamande et que les « provocations francophones » doivent cesser. Mais tout le monde sait que dans ces communes, les francophones sont majoritaires, et que ce n'est pas près de changer. A mon sens, la classe politique flamande peut tout à fait vivre avec ce statu quo. Ces six communes se trouvent en Région flamande. Les frontières régionales sont de facto les frontières des entités fédérées, mais les habitants de ces six communes (et des autres communes à facilités de Flandre) peuvent y bénéficier de certains privilèges. Étant donné que les facilités sont coulées dans le bronze dans la Constitution, cette situation ne peut évoluer que si la Flandre est disposée à payer un prix gigantesque aux francophones dans d'autres dossiers. Je crois cette hypothèse très improbable. De temps à autres, un parlementaire de la N-VA soumettra une proposition pour supprimer les facilités dans une ou plusieurs communes, on en débattrà quelques jours, puis le dossier sera remis au frigo pour de nombreux mois.

Revenons-en à l'usage du français en Flandre. On ne peut pas reprocher aux partis traditionnels flamands de défendre la législation linguistique. On peut par contre leur adresser un autre reproche. Ils n'ont pas le

courage d'informer sereinement et clairement la population sur les droits constitutionnels. Ils ne disent pas qu'en Flandre, chez soi ou en rue, on peut parler la langue qu'on souhaite. Ils ne remplissent pas leur tâche pédagogique. Du coup, de fâcheux malentendus peuvent voir le jour. Certains Flamands sont convaincus qu'il est interdit de parler le français au marché de Dilbeek, se fâchent parce que des enfants, à la plaine de jeux, s'expriment en français ou, pire encore, en arabe ou en turc ! Personne ne convaincra les flamingants pur jus que la Flandre ne peut pas être linguistiquement homogène, mais ils ne sont qu'une petite minorité. Il s'agit surtout du cercle de citoyens plus large autour d'eux. Ceux-là, il pourrait être possible de les convaincre, à mon avis.

HIÉRARCHIE LINGUISTIQUE.

Els Witte est historienne, spécialisée en histoire contemporaine. Elle est professeure émérite à la Vrij Universiteit Brussel. Elle est également la fondatrice du Centrum voor de Interdisciplinaire Studie van Brussel, ainsi que du BRIO, le Centre d'information, de documentation et de recherche sur Bruxelles.

Elle a signé plusieurs ouvrages sur la politique belge aux XIXe et XXe siècles. Harry Van Velthoven est également historien et expert du nationalisme et du mouvement flamand.

Ces deux scientifiques ont publié en 1998 Langue et politique, La situation en Belgique dans une perspective historique. Traduit en français, en anglais et en allemand, l'ouvrage a été mis à jour en 2010.

Ce livre est un must, d'autant qu'il donne, dans un style très accessible, un aperçu des luttes linguistiques et de la politique linguistique de notre pays. Je reproduis ici un très long passage du premier chapitre.

Je vous invite à la lire en gardant en tête certaines problématiques comme BHV et la situation en périphérie bruxelloise. « La relation entre langue et politique est toutefois plus complexe dans les nations où cohabitent des langues de valeur inégale entre elles.

Mais ce phénomène n'a rien d'exceptionnel ; au contraire, les États homogènes au plan linguistique représentent l'exception. Dans des cas de ce type, une langue de prestige et une langue du peuple s'opposent.

La prédominance de la langue de prestige sera d'autant plus importante que sa standardisation sera chose acquise, que les dialectes se seront pratiquement effacés et qu'elle est associée à une forme de culture civilisée et raffinée, dotée d'une supériorité intellectuelle. La prédominance n'est pas purement linguistique.

Elle se caractérise également par des éléments socio-économiques importants. La langue dominante est généralement celle des groupes au pouvoir, des élites socio-économiques, politiques et culturelles. Elle sera donc principalement utilisée dans les régions urbaines, puisque c'est là que travaillent les élites d'une société industrielle. De plus, les utilisateurs de la langue dominante tenteront d'imposer la suprématie de leur langue dans tous les domaines de la vie sociale. Le besoin de formation et partant d'une langue véhiculaire standardisée commune, renforce encore cette tendance, précieuse dans tout processus de modernisation ».

« La langue dite inférieure présente par contre toutes les caractéristiques de la subordination, surtout en présence d'un faible taux de standardisation et d'une dominance des dialectes. Si à cela s'ajoute un lien réel avec le retard matériel du groupe linguistique, l'impuissance de ce dernier s'accroît encore : la langue dite inférieure est alors synonyme de pauvreté et d'infériorité intellectuelle. Elle représente dès lors une barrière sociale surtout sur le marché du travail intellectuel et non manuel. Dans des cas de ce genre, une majorité numérique peut même aboutir à une minorité sociologique.

Cette langue ne sera plus que la langue des groupes sociaux inférieurs et des zones agraires ; elle sera parlée dans le circuit informel mais exclue des canaux officiels de communication. Les étiquettes de populaire, de paysan et de brutal qui lui seront associées l'excluront de toute expression culturelle telle que la littérature, les sciences et toutes formes de vie spirituelle. Se développe ainsi une situation de fait permettant aux utilisateurs de la langue de prestige de refuser toute forme d'égalité entre les deux langues ». (..)

« Notre nature même nous pousse à l'unilinguisme. Acquérir une deuxième langue nécessite des efforts généralement consentis par pure nécessité et dont le coût social est en toute logique supporté par les utilisateurs de la langue dite inférieure.

Les utilisateurs de la langue dominante seront peu enclins à apprendre une langue à faible prestige socioculturel. Étant donné qu'une langue de prestige est le tremplin d'une reconnaissance sociale accrue et d'une position sociale meilleure, les utilisateurs de la langue dite inférieure font l'effort de devenir bilingues ». (..)

« Un large fossé sépare la Flandre du dix-neuvième siècle, avec son retard socio-économique et la Flandre prospère du vingtième siècle. La Wallonie a malheureusement connu une évolution inverse.

Ces évolutions ont modifié de manière substantielle les relations linguistiques entre le français, la langue de prestige, et le néerlandais, la langue au statut inférieur. Le français a pratiquement perdu sa position dominante ».

« Le processus a évidemment traversé différentes phases. Initialement, la relation linguistique était tout à fait classique. La région où l'on parlait la langue dite inférieure – la Flandre donc – était également la partie du pays défavorisée aux plans économique, social et politique.

L'oppression linguistique et la discrimination matérielle et politique ont donc coïncidé pendant plus d'un siècle.

Comme par ailleurs, cette situation a donné naissance à un groupe linguistique dominant, le français, doté d'un sentiment de supériorité bien ancré, et à un groupe linguistique dominé, le néerlandais, doté d'un sérieux complexe d'infériorité.

Lorsque débuta la lutte pour la reconnaissance de la langue dite inférieure, la standardisation de cette langue n'était pas encore entièrement terminée.

Comme l'usage le veut dans de tels cas, les lois linguistiques étaient la seule panacée pour le Mouvement flamand. Un processus complexe et irréversible était lancé : des solutions territoriales finiraient par l'emporter, créant à leur tour les régions à problèmes que nous connaissons et qu'il fallut ensuite pacifier ».

« La situation actuelle est donc un curieux amalgame dans lequel les dispositions territoriales précédentes continuent de sortir leurs effets dans l'État unitaire et sont associés à des solutions territoriales au sein de l'État fédéral.

Un système particulièrement complexe d'arbitrage et de pacification s'applique dans les régions à problèmes, dans les zones frontalières entre les régions linguistiques, dans la capitale mixte au plan linguistique et dans la zone de transition entre la capitale et la Flandre homogène au plan linguistique ». (..)

« La langue de prestige et la langue dite inférieure se battent pour la frontière linguistique, une frontière qui doit être immuable pour les utilisateurs de la langue dite inférieure et sujette à modification en faveur de la langue supérieure pour les utilisateurs de la langue de prestige. (..) En d'autres mots, des solutions territoriales ne sont nullement garantes de la coexistence pacifique des communautés linguistiques culturelles ».

CHAPITRE 11

DÉFI, CE PARTI « FRANCOFOU »



Toutes les activités économiques, comptables, juridiques se déroulaient en français

Les Flamands portent sur le PS un autre regard que bon nombre de francophones. Ce n'est pas un secret pour vous. Par contre, rares sont les francophones qui ont conscience que les Flamands ont aussi une image particulièrement négative de DéFI. Pour eux, ce parti, qui s'appelait jadis le FDF, incarne le mépris francophone à l'encontre des Flamands. Que ce soit à travers ses paroles ou ses actes, pour beaucoup de Flamands, Défi est un parti qui les considère avec le pire dédain, tout en foulant aux pieds les accords fondamentaux du pays, que ceux-ci portent sur la frontière linguistique ou sur Bruxelles. Dans les faits, DéFI exerce sur notre pays une force centrifuge, et cela sans peut-être en avoir conscience. Soit dit en passant, sans doute qu'il ne déplairait pas à certains mandataires, membres et électeurs de DéFI que les Flamands « décrochent » et déclarent leur indépendance, si bien que Bruxelles deviendrait une ville francophone homogène sur les plans administratif et politique.

DéFI a adouci son ton vis-à-vis des Flamands ces dernières années. J'imagine que c'est un choix parfaitement délibéré. Son président, Olivier Maingain, veut reprofiler sa formation pour en faire une alternative du type « libéral de gauche » et séduire du même coup les électeurs qui ne pardonnent pas au MR de gouverner avec la N-VA, ou qui en ont soupé des scandales du PS. DéFI veut aussi percer en Wallonie, mais les élections d'octobre 2018 ne furent pas une réussite sur ce plan. Les Flamands n'ont pas encore eu le temps de percevoir ce repositionnement. Pour eux, DéFI se confond toujours avec le FDF d'antan et Olivier Maingain demeure le dirigeant politique francophone qui les a le plus insultés. Ce que je m'apprête à décrire provient donc dans une large mesure de l'histoire, de faits antérieurs à 2014. Ils restent toutefois importants, et ce pour deux raisons. Ils demeurent en quelque sorte imprimés dans la mémoire collective de la Flandre et continueront donc de servir de cadre de référence dans les analyses du Nord du pays. En outre, ils jouent un rôle dans le climat politique qui a permis à la N-VA de devenir le premier parti de Flandre.

Dans la presse flamande et plus encore sur les médias sociaux, on voit souvent apparaître l'adjectif « fransdol » pour définir DéFI. Cela en dit long.

Ce terme est difficile à traduire. « Dol » est une épithète assez rare qui signifie « fou », « dérangé ». « Fransdol », littéralement « francodingue » ou « francofou », signifie que DéFI est tellement aveuglé par sa vision francophone étreinte de la situation, qu'il en vient à dire et à faire des choses déraisonnables et même « dingues ». « Fransdol » ne s'utilise que pour définir DéFI. Il n'a aucun autre usage dans notre langue.

Passons à l'illustration de mon propos. Je pourrais produire des centaines d'exemples où des mandataires de DéFI (ou du FDF avant eux) insultent les Flamands, entre 1964, date de la fondation du FDF, et aujourd'hui. En voici juste quelques-uns.

« Si la Flandre était démocratiquement mature, pour respecter le droit des gens, les droits essentiels de ses habitants, nous ... »

« Je suis d'autant plus déterminé que, côté flamand, il n'y a jamais – jamais ! – de geste de bonne volonté »

« Les Francophones sont tous démocrates et défendent des valeurs essentielles. Je suis un homme exigeant sur le plan de la démocratie. »

Je pourrais remplir un livre entier avec des citations de ce genre. DéFI procède en deux étapes. Premièrement, il homogénéise, en ce sens qu'il présente la Flandre comme un tout homogène, comme si tous ses habitants pensaient et voulaient la même chose en matière de démocratie ou sur les questions institutionnelles. Olivier Maingain a déclaré en 2010, avec la plus grande conviction : « Tous les partis flamands sont agités par un courant nationaliste très fort ». C'est un mensonge. En effet, on ne peut pas tenir de tels propos concernant le sp.a et Groen. Concernant l'Open VLD, il peut traverser des moments où il suit le « courant flamand », mais jamais de façon permanente. Les célèbres résolutions adoptées en 1999 par le Parlement flamand n'ont pas eu l'assentiment de tous les partis flamands. Durant les années de la crise BHV, il n'y a pas eu de front flamand regroupant l'ensemble des partis politiques flamands et se réunissant de façon régulière pour discuter d'une stratégie commune. Côté francophone, ce front a existé.

Les quatre grands partis se réunissaient souvent et organisaient même des conférences de presse communes. En d'autres termes, au cours de ces dix dernières années, la classe politique flamande a été moins homogène que la francophone, un fait intégralement nié dans l'analyse et le décodage de DéFI.

Dans un deuxième temps, DéFI présente la Flandre comme une région ou une société qui éprouve des difficultés avec la démocratie : elle en sort régulièrement des clous. Ce soi-disant problème démocratique serait systémique et toucherait la Flandre dans son ensemble. Les francophones sont en revanche adultes sur le plan démocratique. Ce message, les Flamands sont obligés de l'entendre depuis maintenant un demi-siècle : les francophones sont de bons démocrates, les Flamands pas. Les Flamands le retiennent, ce message. Car il vient confirmer cette image des francophones qui s'estiment moralement supérieurs à eux et les traitent avec mépris, une image qui a également été alimentée par des faits concrets dans le passé. Olivier Maingain va tellement loin qu'il peut aller jusqu'à remettre en question des institutions qui comptent parmi les piliers de l'État de droit. Lorsqu'un journaliste lui demande pourquoi les bourgmestres de la périphérie ne saisissent par le Conseil d'État puisqu'ils sont, comme Maingain lui-même, tellement persuadés d'avoir raison, il formule une réponse dans laquelle il remet en cause la légitimité du Conseil d'État. En effet, le dossier y est traité par une Chambre flamande ! Ce raisonnement contient un message implicite : nous avons des raisons d'être méfiants parce que la démocratie n'est pas le fort des Flamands. N'est-ce pas incroyable qu'un président de parti – qui se dit extrêmement attaché à l'État de droit – mette en doute la légitimité du Conseil d'État ? Pire encore, à mes yeux du moins, jamais un parti ou un dirigeant politique francophone n'a osé critiquer Olivier Maingain sur ce plan. A moins qu'ils ne partagent tous son avis ? Lors de la Sixième réforme de l'État, la décision a été prise de confier ce type de dossiers à une chambre bilingue du Conseil d'État. Il est dommage d'en être arrivé là.

Olivier Maingain est assez malin pour nuancer de temps à autre la perception qu'on peut se faire de lui. Dans ses interviews à la presse flamande, il peut lui arriver de chanter les louanges de la politique

culturelle ou du secteur artistique flamands. En revanche, quand il est question de politique linguistique et de Bruxelles, le discours classique reprend l'ascendant et le propos peut être acerbe. Il a un jour traité le ministre-président flamand Luc Van den Brande de coyote. Parfois, il exagère pour éventuellement mieux rétro-pédaler par la suite, à l'image de Theo Francken. C'est un moyen de toucher deux publics cibles. Ceux qui aiment le langage musclé et ceux qui trouvent cette méthode exagérée. En mars 2010, une nouvelle piste surgit dans la problématique de la nomination des bourgmestres de la périphérie. Le gouvernement flamand serait en train d'envisager de ne pas nommer les candidats présentés par les conseils communaux, mais d'autres personnes. Maingain réagit dans *La Libre Belgique* : « Ces déclarations qui reviennent à dire clairement qu'on va nommer des bourgmestres qui n'ont pas la confiance des électeurs, mais c'est énorme ! C'est incroyable ! Où va-t-on ? Ce sont des pratiques – j'ose l'expression qui est très forte - dignes de l'Occupation allemande. C'est comme sous l'Occupation, lorsqu'on désignait des bourgmestres parce qu'ils étaient les alliés de l'occupant ! C'est une comparaison forte mais c'est visiblement l'état d'esprit de la N-VA. Et c'est insupportable. Si les gens élus ne conviennent pas au pouvoir flamand, ils doivent être évincés ». La RTBF enregistre une autre interview, le même jour. Il réitère son propos : « Et j'ai dit de manière un peu forte, mais c'est la vérité historique : il n'y a qu'une seule période de notre histoire, pendant laquelle les bourgmestres ont été choisis d'autorité, sans qu'ils soient consacrés par le suffrage universel, c'est sous l'occupation allemande. Et donc on est dans une logique au Nord du pays, de la part de la NV-A... » Le journaliste de lui demander : « On est quand même dans quelque chose de beaucoup plus grave... dans la période de l'occupation allemande... alors qu'ici c'est une querelle, évidemment une querelle administrative... » Maingain recule, mais sûr d'avoir touché une partie de son électorat : « ...Oui, oui... bien entendu ! Bien entendu que la comparaison est forte, mais ça dénote quand même un état d'esprit de la part de la NV-A, qui considère que le suffrage universel n'a aucune importance ». Vous pouvez vous imaginer que ces

propos ont vraiment fait beaucoup de bruit en Flandre. Il n'empêche, Olivier Maingain a su toucher avec maestria ses deux publics cibles.

Ce que DéFI raconte sur la Flandre et sur Bruxelles, mène ou devrait mener, pour son public cible, à la conclusion suivante. Afin de mettre un terme aux menaces de la Flandre, qui n'est pas toujours démocratique, et qui veut faire main basse sur Bruxelles, il faut un parti enraciné dans les valeurs des Lumières, un parti dont la préoccupation première soit la défense des francophones. Et ce parti, c'est bien entendu DéFI ! Cette présentation des choses a le double mérite de la simplicité et de la force, et continue de faire mouche dans toutes sortes de variantes depuis plusieurs décennies.

DéFI a de Bruxelles une vision extravagante. Ce parti présente souvent Bruxelles comme une ville francophone, une affirmation sociologiquement et politiquement inexacte. Au niveau sociologique, Bruxelles est plurilingue et le français y fait office de *lingua franca*. Au cours des dix dernières années, la baisse du nombre de ménages où seul le français est la langue maternelle s'est poursuivie. Alors que 56 % des Bruxellois vivaient encore dans un ménage unilingue francophone en 2007, cette proportion n'était plus que de 33 % en 2013. Par ailleurs, sur les plans politique et institutionnel, Bruxelles est une ville bilingue. Ce fait est inscrit dans notre Constitution et constitue l'un des éléments fondamentaux sur lesquels repose le grand compromis belge conclu entre francophones et néerlandophones. DéFI laisse fréquemment entendre que les néerlandophones sont injustement privilégiés à Bruxelles. Ils jouissent d'une discrimination positive parce que, par rapport aux francophones, ils ont au sein du Parlement bruxellois davantage de mandataires comparativement au nombre de leurs électeurs. Et c'est effectivement le cas. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que cette discrimination positive fait partie intégrante du compromis belge. Au niveau fédéral, les francophones ont davantage de pouvoir que leur poids démographique au sens strict. Dans notre pays, les néerlandophones ne peuvent pas faire valoir leur majorité démographique au gouvernement fédéral, ni au Parlement fédéral. En effet, certains mécanismes, comme la

parité au sein du gouvernement fédéral et la procédure de la sonnette d'alarme à la Chambre des représentants, placent néerlandophones et francophones au même niveau. En dénonçant la situation bruxelloise, DéFI extrait de son contexte un élément particulier du compromis belge global, sorte d'équilibre construit sur différents déséquilibres, parce que cela l'arrange, et pour mieux crier au scandale. Pour les Flamands, ce discours s'assimile à un non-respect des accords fondamentaux de ce pays ainsi qu'à une tentative de séduction électorale à leurs dépens.

Autre circonstance aggravante, au moins aussi importante, DéFI remet très régulièrement en question la frontière linguistique, intouchable aux yeux des Flamands. Bien entendu, dans une démocratie, on doit pouvoir parler de tout. Vous devez toutefois savoir que certaines propositions, comme la révision de la frontière linguistique, feront échouer les négociations dans tous les cas de figure. Imaginez que le CD &V propose de supprimer la parité linguistique au sein du gouvernement fédéral. Je ne pense pas qu'un seul responsable politique francophone viendrait s'asseoir à la table des négociations. Il en va exactement de même pour la frontière linguistique. La mémoire collective flamande retient, aujourd'hui encore, que la Flandre subissait une francisation rapide à l'époque où elle n'existait pas et que la présence de cette frontière est absolument vitale pour garantir la survie de la langue et de la culture néerlandophone. La frontière linguistique est également coulée dans la Constitution. Elle fait partie intégrante du grand compromis belge, constamment remis en question par DéFI, ce que les Flamands ont beaucoup de mal à avaler. Quand j'évoque ce point lors d'une présentation en Belgique francophone, certains participants, surtout en Wallonie, réagissent en affirmant que les Flamands non plus ne respectent pas certains accords importants. Ils citent par exemple la problématique de la nomination des bourgmestres en périphérie bruxelloise. Il est vrai que, dans notre pays, les deux grandes communautés sont persuadées qu'elles respectent les accords et que l'autre ne les respecte pas, qu'elles sont la victime et que l'autre est le coupable. Dans les deux communautés, des responsables politiques alimentent cette tension à des fins électoralistes. Comme je l'ai déjà expliqué, l'historien Vincent Scheltiens a su brillamment décoder

ces mécanismes. En Belgique francophone, DéFI joue sur ce plan un rôle central, avec l'autorisation implicite ou explicite des autres partis politiques et d'acteurs importants de la société civile.

LES FRANCOPHONES DANS LES BANDES DESSINÉES FLAMANDES

Comme pratiquement tous les enfants de Flandre, je lisais parfois un album de Nero, une bande dessinée de Marc Sleen. Le personnage principal, Nero, est un homme d'âge moyen qui aime par-dessus tout lire son journal ou ne rien faire, mais qui se retrouve toujours embarqué dans les plus folles aventures.

Un des personnages secondaires s'appelle monsieur Pheip, un flamand distingué, riche et pas spécialement intelligent, qui vit dans une grande et belle demeure. Monsieur Pheip parle néerlandais avec un accent français, avec des mots empruntés au français, et en faisant beaucoup de fautes.

Le côté comique du récit est encore renforcé par le fait que monsieur Pheip vit sous le joug de son épouse, une riche flamande qui parle un néerlandais normal. « Il est sans doute très riche, parle le français, mais il ne peut même pas s'exprimer convenablement en néerlandais. Il n'est pas spécialement malin et, chez lui, il n'a strictement rien à dire ». Bref, le seul francophone présent dans cette bande dessinée est un personnage ridicule.

De fratsen van Jan Heibel est une bande dessinée moins connue en Flandre. Elle se passe au Moyen-Âge. Jan Heibel est un Flamand ordinaire, simple, amusant, aventureux et courageux (autant de caractéristiques positives). Son fils, Dagoberke, est inventif et serviable (idem). Leur ennemi est le « grand seigneur Jacques de Chatillon », un aristocrate stupide.

Son utilisation de mots français confirme auprès du lecteur ce que laisse supposer son nom : c'est un bourgeois francophone, « ce n'est pas un des nôtres ». Sa fiancée Caramelle aggrave la caricature. Elle parle à peine le néerlandais et ne se préoccupe que de son apparence et de questions de prestige. Vous le constatez, les Flamands n'ont que des qualités et les francophones, uniquement des défauts. Jan Heibel et Dagoberke gagnent toujours à la fin et Jacques de Chatillon se couvre systématiquement de honte.

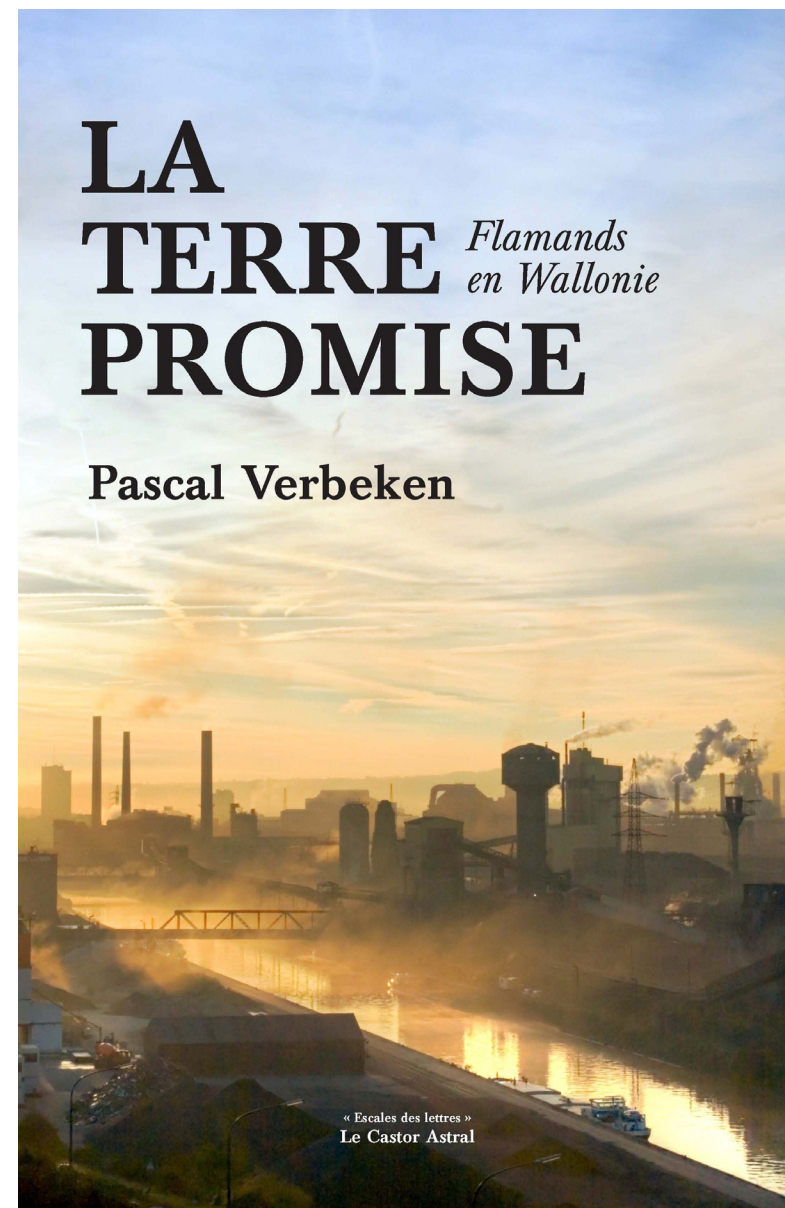
Les bandes dessinées de Jan Heibel sont pratiquement tombées dans l'oubli. Nero reste populaire, mais je me demande l'effet que monsieur Pheip produit chez les moins de trente ans. Comprendrent-ils cet humour ?

Dans quelle mesure ces bandes dessinées ont-elles influencé la construction de la représentation que les Flamands se font des francophones ? Cela me semble être un beau sujet d'étude, et ce d'autant plus si elle analyse également comment les francophones sont dépeints dans la littérature flamande.

Pour ceux qui voudraient en savoir plus sur Nero, le Neromuseum est situé juste en face du musée belge de la bande dessinée, à Bruxelles. Ils peuvent aussi se tourner vers B-Gevaar, le seul magasin de bandes dessinées néerlandophones de Bruxelles, dans une rue latérale de la galerie Saint-Hubert. Le patron est capable de vous renseigner sur n'importe quelle bande dessinée, mais aussi sur Nero et d'autres séries flamandes, ainsi que sur Bruxelles, cette ville qu'il aime tant.

CHAPITRE 12

VERS UN DIALOGUE DES MÉMOIRES?



Beaucoup de Flamands considèrent Etienne Vermeersch comme un des plus grands intellectuels de Flandre. Il est très régulièrement invité à livrer ses analyses sur toutes sortes de questions de société dans des émissions d'actualités. Certaines personnes se posent la question de savoir s'il mérite encore cette réputation, mais cette question nous emmènerait trop loin. L'intéressant ici réside dans les propos que ce grand intellectuel a pu tenir jadis sur les antennes de la VRT à propos des questions communautaires. Il parlait des tensions intra-belges et évoquait le cas de sa mère, qui avait travaillé comme bonne dans une famille de la bourgeoisie francophone et qui n'avait pas été correctement traitée. Un propos qu'il réitère en interview : « Ma mère a servi, en Flandre, comme bonne dans la haute bourgeoisie et était contrainte de s'exprimer en français ». Etienne Vermeersch était âgé de 74 ans à l'époque. Je ne sais pas quel âge avait sa mère lorsqu'elle était bonne, mais c'était probablement avant la Seconde guerre mondiale, il y a donc déjà septante ans. Je regrette bien évidemment que la mère d'Etienne Vermeersch ait dû subir pareil traitement. Comme un grand nombre de Flamands à l'époque, elle a subi une injustice. Mon propos n'est pas de minimiser cette souffrance, mais de la reconnaître. Je pose pourtant cette question : quelle est la pertinence de cette souffrance dans les débats actuels ? Pourquoi utiliser ce fait de la vie privée dans une émission sur la politique générale ? N'est-ce pas hors de propos ? Nous savons tous qu'une partie de la bourgeoisie francophone de Flandre méprisait les Flamands et les a traités avec un manque de respect absolu. Tout cela fait partie intégrante de notre histoire. Par définition, la mémoire est toutefois une construction ; certaines choses tombent dans l'oubli, d'autres sont agrandies ou colorées, parfois en raison de stratégies. En l'occurrence, je constate que beaucoup de Flamands (la plupart d'entre eux ?) considèrent l'arrogance de cette époque comme l'arrogance « des francophones » ou même « des wallons ». En d'autres termes, ce qui était un conflit social vis-à-vis de la bourgeoisie de Flandre est devenu un conflit linguistique et communautaire. Il arrivait que les bonnes wallonnes ne s'exprimant qu'en wallon soient traitées avec le même dédain que la mère d'Etienne Vermeersch. Il était donc bien question de tensions sociales et non pas de tensions communautaires entre Flamands et

Wallons Le mouvement flamand a beaucoup travaillé à cette « torsion » de la réalité. Etienne Vermeersch n'est pas un cas isolé. Des témoignages comme le sien, on en trouve régulièrement dans les médias flamands. Marc Platel, par exemple, journaliste renommé, a écrit un livre, *Brussel is ook van ons*. Dans le cadre de la publication de celui-ci, il a raconté dans le *Standaard* sa vie à Kraainem . « Nous avons été jetés dehors de l'Anspach Shopping Centre parce que nous parlions en néerlandais, par des vendeurs flamands encore bien. C'est un vrai traumatisme, qui vous marque à vie ». Le journaliste enchaîne : « cet esprit anti-flamand à la Nols a néanmoins disparu ». « Les entreprises ont peu à peu accepté qu'il y a aussi des néerlandophones à Bruxelles. Tout comme les autorités. Dans cette brasserie, nous pouvons parler le néerlandais sans être importunés. Il y a vingt ans, c'aurait été une autre affaire ». Dans son livre, Platel écrit néanmoins qu'il « survit » à Kraainem. Quand le journaliste lui demande ce qu'il faut entendre par là, il répond « c'est une atmosphère ». Mais il finit par admettre « malgré tout, j'aime y vivre ».

Rien n'y fait. Ces histoires d'un lointain passé conservent assez de pertinence pour être déterrées encore et encore. Le « processus de deuil » de certains Flamands du Brabant flamand est une autre problématique qui mérite notre attention. Ils ont vu leur commune où on ne parlait quasiment que le néerlandais se transformer. Bien souvent, le français a fini par y prendre une place importante, quand il n'est pas devenu la langue majoritaire. On peut observer ce deuil avec un soupçon de condescendance et n'y voir que le combat d'arrière-garde de villageois petits-bourgeois. Vous auriez pourtant un autre point de vue si, dans certains villages wallons, un processus migratoire avait détrôné le français, au point de le rendre minoritaire, et cela au profit de l'anglais. Je pense qu'un tel scénario générerait aussi de la frustration et du mécontentement. Écouter les personnes qui ont vécu ce processus, mais écouter aussi bien entendu les francophones qui viennent habiter en Flandre, pourrait clarifier la situation, ouvrir de nouvelles pistes et, qui sait, générer une certaine compréhension mutuelle.

De l'autre côté de la frontière linguistique, on peut également entendre des lamentations sur « ces Flamands qui nous ont volé Gand », sur l'entreprise sidérurgique Sidmar à Gand, qui a reçu un soutien financier des autorités belges pendant que la sidérurgie wallonne se cassait la figure. Sur les slogans « Walen buiten », à Louvain. Même si le recteur de la KULeuven a présenté ses excuses à son homologue de l'UCL en 1993 pour ces slogans utilisés pendant le combat pour *Leuven Vlaams*, des cicatrices balafrèrent toujours la mémoire collective. Il ne manque certainement pas d'exemples de passé « non digéré » côté francophone. Vous en connaissez la liste mieux que moi. Des déclarations de ce type referaient immanquablement surface si nous connaissions un regain de tensions communautaires. Dans notre pays, nous n'avons pas encore digéré une bonne partie du passé. Ces événements, certains groupes, certains partis vont de temps en temps les repêcher dans la mémoire collective pour les relancer, les réinstrumentaliser dans le cadre d'une stratégie politique, pour qu'ils continuent de vivre. Et reporter ainsi la prescription.

Que faire ? Le professeur Buelens enseigne la littérature néerlandaise moderne à l'Université d'Utrecht. Il surprend régulièrement par des articles d'opinion qui sortent des sentiers battus. Ils lui ont d'ailleurs valu de recevoir le Arkprijs van het Vrije Woord en mai 2010. Il a un jour formulé dans le *Morgen* une proposition magnifique. Son article était intitulé « Le passé est en travers du chemin de notre avenir ». Je lui laisse la parole : « Nous ne percevons plus chez l'autre que la mauvaise volonté et ressasons sans fin des histoires d'un lointain passé pour démontrer le bien-fondé de nos positions dans les discussions actuelles. Avant de passer à la phase suivante de la réforme de notre État, il faudrait d'abord parler de l'histoire. Pendant un mois révolu, se réuniraient des historiens, des responsables politiques, des leaders religieux et des citoyens impliqués des quatre coins du pays, avec quelques interprètes, sous la présidence d'historiens respectés. Nous écouterions, et reconnaitrions pour légitimes, les normes de l'autre. Une toute dernière fois, nous brandirions nos vieux fantômes de façon à ce que l'autre partie les reconnaisse. Inutile de sortir des nos mémoires chaque bagarre survenue aux Fourons ou à Comines. Par contre, il faudrait évoquer tous les points vraiment sensibles. Quel effet cela aurait-il si, au bout du

compte, le lecteur pouvait prendre connaissance, en première page de la presse, des résolutions finales : les francophones reconnaissent l'humiliation du soldat flamand sur le front pendant la Première guerre mondiale et la parfaite légitimité de la lutte du mouvement flamand pour l'égalité des droits ; l'Église reconnaît que les déclarations du cardinal Mercier à l'égard des Flamands étaient inamicales ; les Flamands condamnent la collaboration pendant la Deuxième Guerre mondiale ; tous les partis réitèrent leur solidarité et leur loyauté au fédéralisme. Si les différentes communautés du pays veulent continuer à vivre ensemble, elles devront forcément passer par l'écoute et la reconnaissance mutuelles de leurs peines et de leurs angoisses respectives ».

Lorsque je m'en suis ouvert à quelques trentenaires wallons parmi mes connaissances, j'ai lu une légère incompréhension dans leurs regards. De quoi parle-t-il ? De Sidmar, la bonne flamande qui n'était pas bien traitée par une famille bourgeoise gantoise qui parlait français ? Ils voyaient à peu près mais, pour eux, cela n'avait pas l'ombre d'une importance. Ce type d'événements appartenait à un passé digéré et révolu. Eux s'intéressaient à l'avenir. Mais tous les moins de trente ans ne voient pas les choses de cette façon, que ce soit en Flandre, à Bruxelles ou en Wallonie. Je pense donc que la proposition de Buelens tient la route.

L'article du professeur Buelens a suscité deux réactions notables. Un groupe de scientifiques francophones a publié dans *Le Soir* un texte intitulé « Pour un dialogue des mémoires en Belgique ». Ils appuient sans réserve l'appel lancé par le professeur Buelens et y ajoutent plusieurs suggestions intéressantes. Ils constatent qu'il y a normalement un coupable et une victime. Or tant les francophones que les néerlandophones se profilent généralement comme des victimes. Les francophones parce que, par exemple, les Flamands refusent de nommer « leurs » bourgmestres de la périphérie. Les Flamands parce qu'ils se sentent traités de façon désagréable par les francophones. En sous-main, des politiques et des groupes d'intérêt instrumentalisent parfois ces frustrations parce qu'ils ont tout intérêt à les alimenter et à les maintenir en vie. Comme l'a écrit Jos Pauwels, conférencier à la Hogeschool Antwerpen dans un éditorial : « Ces blessures sont sans

cesse rouvertes par des personnalités adroites, de Flandre comme de Wallonie, et prêtes à semer la haine. Elles recherchent des ‘coupables’ de la blessure oubliée. Voilà en quoi consiste le déraillement flamand et wallon ». Les auteurs de l’article d’opinion dans *Le Soir* n’en terminent cependant pas avec la problématique des blessures en la considérant comme exclusivement stratégique ; ils admettent également que beaucoup de gens souffrent d’un malaise réel. Ils reconnaissent que beaucoup de francophones sous-estiment le malaise des Flamands. Raison pour laquelle ils plaident en faveur d’un « travail de mémoire ». Son objectif ne serait pas de permettre aux francophones et aux néerlandophones de porter le même regard sur le passé. Il n’est pas question de procéder à une étude de l’histoire, ni d’écrire ou de réécrire l’histoire. Un travail de mémoire ou un dialogue des mémoires consiste à créer un cadre dans lequel des visions divergentes et très diverses du passé peuvent être exprimées, écoutées et reconnues. Attention, cela n’a rien à voir avec le fait de « donner raison » ou de « céder à des exigences ». Un travail de mémoire consiste à « prêter attention au discours de l’autre, tenir compte de ses interprétations, leur reconnaître une valeur et être prêt, dans une certaine mesure, à remettre sa propre mémoire collective en question ». Cette dernière phrase me semble essentielle à la réussite de l’entreprise, en ce sens qu’il décrit l’opposé de nombreuses interventions sur ces dossiers à travers toutes sortes de forums en ligne, rédigées avec une plume trempée au vitriol, dans un langage violent voire ordurier.

Une autre personne a réagi, c’est le philosophe Peter De Graeve, un des chefs de file du groupe nationaliste flamand du Château des comtes. Il a qualifié l’idée du professeur Buelens de thérapie « crimes et châtiments » qui nierait fondamentalement le malaise belge. A ses yeux, la proposition de Buelens illustre surtout la faiblesse de la gauche dans le débat. Lui ne souhaite « plus de débats sur le malaise belge », ce qui est plus qu’étrange. On attendrait plutôt le contraire d’un nationaliste flamand, qu’il veuille justement davantage de débat sur le « malaise belge ». Mais non, la porte est fermée. Les personnes comme Peter De Graeve semblent particulièrement mal à l’aise par rapport à la proposition de Geert Buelens. Parce qu’elle vient toucher le tendon d’Achille des nationalistes flamands (et de certains

partisans de la ligne dure côté francophone). En effet, si nous mettions à exécution la proposition de Geert Buelens, si nous faisons ce « travail de mémoire » de façon approfondie, un certain nombre de préjugés – cultivés par les flamingants et par certains francophones – pourraient disparaître.

Je termine par une citation d’Alain Gerlache : « Il est grand temps que tous les francophones comprennent pourquoi les Flamands sont si sensibles sur le respect de leur langue, de leur culture et de leur territoire. La façon dont le Nord a été opprimé par les dirigeants belges par le passé continue d’entacher notre histoire et crée des malentendus encore aujourd’hui. La classe politique francophone aussi devrait l’admettre, plutôt que de dénoncer ‘l’arrogance flamande’. Quant aux Flamands, ils devraient en finir avec le passé et admettre que les Wallons et les Bruxellois de 2010 ne sont pas coupables de la tentative de la classe dirigeante du XIXe siècle de faire de la Belgique un pays francophone ».

UNE EXPÉRIENCE

J’ai déjà cité l’ouvrage Belgique-België: un État, deux mémoires collectives?, qui s’appuie sur les contributions d’auteurs à la fois francophones et néerlandophones, et qui a pu voir le jour grâce aux efforts d’Olivier Luminet, professeur à l’UCL et à l’ULB et spécialisé dans l’étude des émotions et des souvenirs.

Cet ouvrage traite le concept de « mémoire collective » de façon exhaustive, la situation dans notre pays servant à illustrer le propos. Souvent, nos souvenirs sont inexacts et les gens s’accrochent à leur fausse croyance, y compris quand quelqu’un les confronte matériellement à des faits qui contredisent leur croyance.

Par exemple, les flamingants parlent des nombreux soldats flamands de la Première guerre mondiale qui seraient morts parce qu’ils ne comprenaient pas les ordres de leurs officiers francophones.

Les historiens ont réfuté cette thèse depuis longtemps, mais ce récit n’en continue pas moins de réapparaître. « Un cercle est ainsi créé : les souvenirs renforcent les attitudes et stéréotypes actuels, tandis que l’accessibilité des souvenirs dépend des attitudes et stéréotypes actuels ».

Les souvenirs collectifs influencent également les prises de position idéologiques et peuvent exacerber les conflits lorsque ces souvenirs, en raison même du conflit, affleurent de nouveau à la surface de la mémoire. « Le passé n'est pas simplement reçu par le présent. Le présent est hanté par le passé et le passé est modelé, inventé, réinventé, et reconstruit par le présent ».

Selon les auteurs, les nationalistes flamands n'ont pas ménagé leurs efforts pour créer et entretenir une mémoire collective, ce qui a entraîné une « fédéralisation » de la mémoire collective belge et la création de souvenirs collectifs en concurrence les uns avec les autres. Le vivre-ensemble actuel s'en trouve entravé, ce qui favorise les forces se nourrissant de ces tensions. Les auteurs affirment que lorsqu'on ignore ce que le passé a de commun, et qu'on ne comprend pas les idées « de l'autre », il n'est pas possible de construire un avenir commun.

Le mouvement flamand a réussi plusieurs tours de force. Notamment, il est parvenu à faire croire aux Flamands qu'ils avaient été les victimes d'une lutte avant tout linguistique et non pas d'une lutte sociale, alors que la lutte sociale a fait beaucoup plus de victimes en Flandre à commencer, par exemple, par les nombreuses victimes tombées lors des innombrables manifestations. C'est à Bruxelles et à Gand, plus encore qu'en Wallonie, que la social-démocratie a vu le jour dans notre pays au XIXe siècle. En Flandre, cette réalité est tombée dans les oubliettes de l'histoire. Il faut dire qu'elle est en porte-à-faux avec la Flandre désormais prospère et droitière depuis plusieurs décennies. Les stratégies visant à former une mémoire collective ne s'efforcent pas seulement d'ancrer certains événements et certaines luttes, mais aussi à faire oublier les événements prétendument indésirables. La discrimination et les luttes linguistiques étant en revanche puissamment ancrées dans la mémoire collective, les Flamands sont des victimes, tandis que l'État belge et les francophones sont les coupables. Et cet élément renforce la crédibilité du message selon lequel la Flandre, une des régions les plus riches du monde, serait la victime non seulement du « système belge », mais aussi des « profiteurs wallons ».

Un des articles du livre analyse la façon dont néerlandophones et francophones ressentent la problématique linguistique. Les néerlandophones invoquent souvent le principe de réciprocité. Un Flamand, en Wallonie, ne s'attend pas à ce qu'on s'adresse à lui en néerlandais. Il va donc tenter de se débrouiller en français. En vertu du principe de réciprocité, les néerlandophones attendent la même attitude de la part des francophones. Et s'ils remarquent que les francophones le refusent et parlent le français ou refusent d'apprendre ne fût-ce que les bases du néerlandais, ils ressentent cette attitude comme une violation du principe de réciprocité et du principe d'égalité. « Je parle ta langue chez toi ; tu parles ma langue chez moi ». La violation du principe prend un caractère moral. Celles et ceux qui s'adressent en français à l'administration flamande en Flandre passent pour des personnes qui manquent de respect à l'égard des Flamands.

Certains francophones ont évidemment une toute autre vision des choses. Ils ressentent les limitations sur l'utilisation du français en Flandre comme injustes et intolérantes, comme un manque de respect pour les minorités. Parler sa langue maternelle dans l'espace public est un droit inaliénable. C'est une question de respect du principe de personnalité. Ne pas le respecter, c'est dépasser la ligne rouge. Certains vont jusqu'à parler de « racisme ».

Il découle de tout cela que francophones et néerlandophones se reprochent mutuellement un manque de respect, l'autre les considérant avec arrogance et mépris, parce qu'ils envisagent la situation à partir de visions et de principes profondément différents, et parce qu'ils ne connotent pas la justice de la même façon. Le conflit prend donc une portée morale. « Les deux groupes se voient donc comme des victimes : les Flamands comme les victimes d'arrogants francophones ; les francophones comme les victimes d'une Flandre dominante et nationaliste. Cette position victimaire confère à l'endogroupe la grandeur morale des martyrs ». Avec du recul, il semble incompréhensible que les Flamands, qui vivent dans une des régions les plus prospères du monde, se perçoivent comme des victimes.

Cette analyse a le mérite de mettre à nu les mécanismes de la victimisation. Dans la mesure où ils opèrent au niveau inconscient, cette victimisation peut aboutir selon moi à deux conclusions. Soit on considère que le fossé entre néerlandophones et francophones est tellement profond que les conflits communautaires sont systémiques et inévitables, en conséquence de quoi nous en viendrons à nous séparer. Soit on estime que sont en cause la méconnaissance de l'autre et des malentendus, qu'il pourrait être possible d'éradiquer au moyen de processus accompagnés par des professionnels (ne fût-ce qu'en partie) afin que l'intensité de ce type de tensions soit moindre à l'avenir.

PARTIE III

LA N-VA ET LES AUTRES PARTIS FLAMANDS

Je commencerai par résumer la principale enquête électorale réalisée en Flandre. Depuis plusieurs années, une équipe de chercheurs de la KUL, composée de Koen Abts, de Marc Swyngedouw et de Bart Meuleman, effectue au lendemain de chaque scrutin une étude sur le comportement des électeurs flamands. Les élections de 2014 n'ont pas fait exception à la règle. Qui a voté pour quel parti en 2014, et pour quelles raisons ? Quel est le profil des électeurs flamands en 2014 ? Je reprends ci-dessous les conclusions des chercheurs en citant abondamment leur étude. Pour qui aurait des doutes sur ce genre d'études, je tiens à souligner qu'il ne s'agit pas d'une enquête réalisée par un institut de sondage (elles peuvent parfois susciter des questions), mais d'une recherche réalisée par des scientifiques dont l'expérience et l'expertise sont reconnues depuis plusieurs années, et pas seulement en Flandre. L'étude n'a pas été réalisée par courrier électronique ou par téléphone, mais bien sur la base de 1.183 entretiens individuels d'une durée moyenne de 67 minutes.

CHAPITRE 13

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE « LE PROFIL DES ÉLECTEURS FLAMANDS EN 2014 »



- Groen, le sp.a et le Vlaams Belang sont des partis à programme. Le CD&V et l'Open VLD sont plutôt des partis à candidats. La N-VA se situe entre les deux.
- C'est au sein de l'électorat de la N-VA que l'appel au changement politique est le plus prononcé. Pas moins de 35 % de ses électeurs citent spontanément cet enjeu. La personne qui est à la tête du parti reste importante (pour 15 % des électeurs de la N-VA), mais moins qu'en 2010 (26 %). Par ailleurs, l'image de la N-VA en tant que parti a joué un rôle nettement moins important en 2014 (7 % des électeurs de la N-VA) qu'en 2010 (19 %) dans la décision de voter pour ce parti.
- En 2014, la N-VA reste – comme en 2010 – à l'intersection des différents piliers et stratifications socio-économiques et peut en ce sens être qualifiée de parti populaire de centre-droit.
- Les électeurs du Vlaams Belang et de Groen se situent aux antipodes l'un de l'autre sur le plan des valeurs. Il y a l'électeur extrêmement méfiant, autoritaire, répressif et ethnocentrique, qui perçoit le monde comme une réalité extrêmement complexe, d'une part, et l'électeur confiant, démocrate et opposé à la répression, qui accepte la diversité et est en prise sur le monde, d'autre part.
- L'attitude des électeurs de la N-VA à l'égard des migrants est en moyenne plus négative que celle des électeurs de tous les autres partis, à l'exception de ceux du Vlaams Belang, dont l'ethnocentrisme est le plus prononcé. Cela semble indiquer que la N-VA a réussi à exploiter électoralement le scepticisme autour du multiculturalisme.
- Sur le plan des valeurs, on observe une convergence idéologique entre la N-VA, l'Open VLD et le CD&V en 2014, ce qui rend très rude la concurrence entre ces trois partis de (centre-)droit. De ce point de vue, les électeurs de ces trois partis sont presque interchangeables.
- À droite, l'électorat de la N-VA n'a plus que l'ethnocentrisme et le nationalisme flamand comme caractéristiques propres. L'électorat du CD&V est plus conservateur sur les questions éthiques, tandis que celui de l'Open VLD est moins séduit par l'autoritarisme.
- Les électeurs des partis de centre-gauche que sont Groen et le sp.a ont comme seuls points communs une aspiration à

l'égalité assez forte, un faible degré d'individualisme et leur attachement à la Belgique.

- Une analyse plus fine révèle que les électeurs du sp.a forment un électorat de gauche plutôt traditionnel, qui se fait une conception fermée de la société, alors que l'électorat de Groen est plutôt décrit comme un public passablement libertaire ayant une conception ouverte de la société.
- L'Open VLD a perdu sa position unique sur l'axe socio-économique gauche-droite. Le profil socio-économique fort adopté par la NV-A pendant la campagne électorale de 2014 – elle avait alors mis l'accent sur une réduction de l'interventionnisme public, un marché plus libre et une diminution de la pression fiscale ainsi que sur la responsabilité individuelle et l'activation des chômeurs – s'est avéré payant.
- Les résultats illustrent le fait qu'à droite la lutte électorale entre la N-VA, le CD&V et l'Open VLD s'est surtout déroulée sur le terrain des politiques économique et migratoire et de la structure de l'État.
- L'influence des lignes de conflit communautaire, culturel, politique et économique a légèrement diminué en 2014 par rapport à 2010. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour l'expliquer : 1) le déclin électoral du Vlaams Belang, qui a comme effet que les électeurs ethnocentristes et antipolitiques ne se tournent plus majoritairement vers le parti d'extrême droite, mais se retrouvent aussi dans la N-VA ; 2) la baisse du nombre d'électeurs motivés par le nationalisme (flamand et belge) ; 3) l'élargissement de l'électorat de la N-VA : le parti n'attire plus seulement les électeurs flamands radicaux et traditionnalistes, mais aussi les centristes, qui ont des conceptions plus modérées en matière de politique socio-économique et de multiculturalisme ; 4) il en résulte une superposition grandissante entre les électeurs de la N-VA, du CD&V et de l'Open VLD.
- Le nouvel électeur de la N-VA en 2014 est moins porté sur les questions communautaires, il préfère, dans une plus large mesure, maintenir la Sécurité sociale dans le giron de l'État fédéral et est plus soucieux des enjeux environnementaux que l'électeur historique

de la N-VA. Ce nouvel électeur est aussi plus centriste – si l'on considère son propre positionnement sur l'axe gauche-droite.

- L'ex-électeur de la N-VA est plus souvent membre de l'ABVV ou de l'ACVVB (Nda : pendant néerlandophones de la FGVB et de la CGSLB), il est moins autoritaire et plus centriste et accorde moins d'importance aux questions fiscales et budgétaires que l'électeur historique, éprouvé et nouveau de la N-VA. L'ex-électeur de la N-VA est aussi moins flamingant que l'électeur éprouvé de la N-VA.

QUELS SONT LES AUTRES ENSEIGNEMENTS DE L'ÉTUDE ?

Considérons tout d'abord la composition des électorats lors des élections de 2014.

« La N-VA est à maints égards un échantillon de la population flamande. En 2014, le parti réussit, dans la même mesure qu'en 2010, à attirer des électeurs issus de pratiquement tous les groupes de la population – du moins si l'on considère leurs caractéristiques socio-démographiques –, avec ça et là quelques nuances. Ainsi, le parti recrute moins parmi les femmes, les personnes les moins instruites et les ouvriers non qualifiés. Le parti attire toutes les classes d'âge et constitue, sur le plan de la polarisation, un échantillon de la population flamande. La N-VA arrive à séduire de nombreux électeurs de tous les piliers. Son électorat est représenté de manière assez proportionnelle au sein des divers syndicats et mutualités, même si les électeurs du parti se retrouvent un peu plus souvent à la mutualité neutre et sont moins susceptibles d'être affiliés à la mutualité et au syndicat socialistes. (...) Les cadres supérieurs et les travailleurs intellectuels sont (légèrement) surreprésentés, tandis que les ouvriers non qualifiés et les diplômés de l'enseignement primaire sont moins enclins à voter pour le parti. Néanmoins, il est surprenant que la N-VA parvienne, plus que tout autre parti, à attirer des électeurs de toutes les couches et de tous les bords de la population. Ces données confirment ce qui était déjà apparu clairement en 2010, à savoir que la N-VA a réussi à forger une coalition électorale transversale qui se joue de toutes les lignes de séparation structurelles. En ce sens, on peut encore la décrire comme un parti populaire (flamand). » L'étude met

donc en lumière une (légère) surreprésentation des cadres supérieurs et des travailleurs intellectuels parmi les électeurs de la N-VA. Il m'apparaît utile de souligner cette conclusion.

En ce qui concerne les attitudes des électeurs de la N-VA, on peut notamment lire ce qui suit : « Il semble que la N-VA soit parvenue à exploiter électoralement le scepticisme autour du multiculturalisme. Cela s'est traduit non tant par un appel à l'exclusion (une thèse souvent propagée par le Vlaams Belang) que par un appel à l'assimilation, les nouveaux venus étant tenus de s'adapter à la langue, à la culture et aux mœurs flamandes et de s'efforcer de contribuer activement à la société flamande – comprenez : en cherchant du travail et en participant à la vie associative et de quartier. (...) Il ressort de ces données que la N-VA a réussi, tout comme cela a souvent été le cas pour le CD&V et l'Open VLD, à adopter une position traditionaliste et ferme sur la ligne de rupture culturelle qui oppose l'universalisme ouvert au particularisme fermé – en témoigne le fait que ses électeurs accordent une très grande importance au maintien de l'ordre social existant et qu'ils adoptent une attitude assez intolérante à l'égard de la déviance. Les autres n'ont qu'à s'adapter et, au besoin, il faut les y contraindre en faisant preuve de fermeté. »

L'étude met aussi en lumière la lutte politique permanente entre la N-VA, le CD&V et l'Open VLD depuis les élections de 2014. Leurs électorats se chevauchent largement. « La convergence idéologique des électorats à droite illustre la volatilité potentielle entre la N-VA, l'Open VLD et le CD&V. Les caractéristiques uniques de l'électorat de la N-VA se limitent à l'ethnocentrisme et au nationalisme flamand. » Autrement dit, si la N-VA arrive à faire passer au second plan son caractère nationaliste flamand et à faire comprendre aux électeurs de l'Open VLD et du CD&V que ses conceptions en matière d'identité, de migration et de diversité sont meilleures que celles des libéraux et des démocrates-chrétiens, elle pourra recruter de nouveaux électeurs en 2019 (bien sûr, elle pourra aussi en perdre pour d'autres raisons, par exemple à cause de son style agressif).

Qu'en est-il des différences entre les électeurs de la N-VA et de l'Open VLD ? « *Les électeurs de l'Open VLD n'occupent plus, sur l'échiquier électoral, une position particulière due à un libéralisme économique plus prononcé ou à des conceptions éthiques plus progressistes. Sur ce plan, ils ne diffèrent plus des électeurs de la N-VA. En revanche, les deux électorats se distinguent clairement sur la ligne de démarcation qui oppose l'individu à la communauté. Les électeurs de l'Open VLD ont tendance à être moins autoritaires, moins ethnocentristes et moins flamingants, mais ils sont aussi plus individualistes. Il semble que la différence entre l'Open VLD et la N-VA se situe de moins en moins sur la ligne de démarcation socio-économique, éthique ou antipolitique, et de plus en plus sur l'opposition entre la Gemeinschaft et la Gesellschaft – entre la société du « nous » et la société du « je ». C'est un combat entre la « droite conservatrice » et la « droite libérale ». La droite conservatrice séduit ceux qui associent une politique économique de droite à un appel appuyé à la « communauté », basé sur un sentiment puissant de solidarité résultant d'un engagement mutuel fort entre les membres du groupe. Cette droite conservatrice est très exigeante sur le plan des normes sociales et de l'intégration culturelle – elle exige l'adaptation aux convictions, aux valeurs et aux normes de la communauté flamande liée à un lieu, à savoir à une terre et une culture communes –, tout en appelant à l'instauration d'un « appareil étatique plus restreint et plus efficace ». Ce n'est pas l'État, mais la communauté et le marché qui jouent ici un rôle central. Le tissu social et les liens sociaux protègent les citoyens des excès du libre marché. Pour sa part, la droite libérale accorde une place centrale non pas aux relations au sein de la communauté, mais à l'individu. Cette vision s'appuie aussi sur une réduction de la taille de l'État et un marché plus libre, mais c'est plutôt un individualisme calculé qui prime ici : les individus entretiennent des relations d'échange entre eux dans leur propre intérêt. Ces résultats montrent que la lutte électorale à droite entre la N-VA, le CD&V et l'Open VLD se déroule surtout sur le plan des politiques économique et migratoire et de la structure de l'État. »*

Les conclusions qui concernent le sp.a ne sont pas brillantes pour le parti. « Depuis 2007, le sp.a exerce une force d'attraction moindre sur les jeunes électeurs, et ses résultats chez les personnes plus âgées (55-65 ans) n'ont pas non plus été très bons en 2014. Le parti est fortement surreprésenté chez les 45-54 ans. Il a un électorat plutôt peu instruit et recrute dans une large mesure parmi les ouvriers, qualifiés ou non. Il a du mal à attirer les cadres supérieurs et les indépendants, ainsi que les universitaires. (...) Alors qu'en 2003 le parti était encore parvenu dans une large mesure à séduire un électorat instruit, cela a été moins le cas en 2010 et en 2014. » On peut lire ce qui suit sur les valeurs et les attitudes : « *L'électorat du sp.a adopte une position unique en son genre en matière d'ethnocentrisme et de maintien de l'ordre public : il est en moyenne moins tolérant que l'électorat de Groen, mais plus tolérant que tous les autres électorats.* » Il ne faut pas s'étonner dès lors que le parti éprouve depuis plusieurs années des difficultés à faire comprendre son positionnement sur des questions telles que le port du voile. Il y a un écart entre les positions de nombreux cadres du parti et celles d'une grande partie de ses électeurs.

Quant à Groen, l'étude conclut : « *Groen est de nouveau un parti de jeunes. Les verts sont remarquablement bien représentés chez les 18-44 ans. Cependant, au-dessus de 65 ans, le parti compte encore très peu d'électeurs – une constante d'une période à l'autre. Par ailleurs, son électorat, très instruit, est principalement constitué de cadres supérieurs et d'employés. Pas moins de six électeurs de Groen sur dix possèdent un diplôme de l'enseignement universitaire ou supérieur. En revanche, on ne retrouve pas beaucoup de personnes peu instruites et d'ouvriers. Sur le plan des convictions, on remarque la forte surreprésentation des laïques et des électeurs qui se déclarent sans convictions religieuses ou philosophiques. Groen est assez fortement sous-représenté chez les catholiques. Groen a retrouvé un électorat majoritairement féminin. Enfin, les électeurs de Groen ne sont généralement pas syndiqués.* » Je ferai remarquer que, bien que les laïques soient fortement surreprésentés, c'est le parti qui est le plus libéral sur la question du voile et d'autres questions philosophiques.

Il s'agit donc de laïques bien différents de ceux qui votent pour le PS ou le MR, par exemple. Il peut paraître étrange que les électeurs d'un parti au profil social si prononcé soient si peu syndiqués. L'étude révèle aussi que les électeurs de Groen et du Vlaams Belang « occupent des positions généralement extrêmes, opposées et originales dans l'espace culturel. » En ce qui concerne les valeurs et les attitudes des électeurs de Groen, on peut lire que : « Les électeurs écologistes ont, en général, le profil le plus distinctif : ce sont eux qui font le plus confiance à leurs semblables, sont les moins affectés par la complexité croissante de la société, les moins portés sur l'individualisme, l'autoritarisme et la répression, les moins négatifs à l'égard des migrants et aussi les moins cyniques à l'égard de la vie politique. En outre, le vote en faveur de Groen semble fortement déterminé par une prise de conscience écologique : ses électeurs sont les plus préoccupés par l'environnement et prêts à agir. Le choix du développement durable va de pair avec une plus grande justice sociale. (...) L'électorat de Groen se caractérise principalement par une vision du monde cosmopolitique, des idées humanistes et des valeurs fondées sur le développement durable – il s'oriente donc plutôt vers des valeurs libertaires. »

Il me semble intéressant de faire mention des constatations concernant l'attachement des électeurs flamands aux piliers : « D'une année à l'autre, les liens entre pilier et parti se relâchent au niveau de l'électorat. Au sein du pilier socialiste, on notera surtout que le lien entre l'électeur et la mutualité a été moins fort en 2014 qu'en 2010. Si les membres de la Mutualité socialiste ne sont plus que 23 % à voter pour le sp.a ; les membres de la Mutualité chrétienne ne sont pas davantage enclins à voter pour le CD&V – seulement 6 % de plus que la moyenne. Un relâchement aussi important du lien entre le pilier et le parti s'explique essentiellement par le fait que la N-VA parvient à pénétrer tous les piliers. D'un côté, l'électorat de la N-VA est légèrement sous-représenté parmi les membres de la Mutualité libérale (24 %) et de la Mutualité socialiste (25 %), mais fortement surreprésenté parmi les membres de la mutualité neutre. Pas moins de 49 % des membres du Vlaams & Neutraal Ziekenfonds, de taille assez modeste, votent pour la N-VA.

D'un autre côté, la N-VA obtient de meilleurs résultats auprès de la Mutualité chrétienne et de la Mutualité socialiste que, respectivement, le CD&V et le sp.a. La probabilité que des membres des Mutualités chrétiennes votent pour le CD&V (22 %) est plus faible que la probabilité qu'ils votent pour la N-VA (29 %). Il en va de même pour les membres de la Mutualité socialiste et le sp.a. Les résultats montrent, surtout par comparaison avec 2003, que les partis traditionnels sont moins à même qu'autrefois d'inciter les membres de leur mutualité à voter pour eux. Même chose pour les syndicats : tous les affiliés ont plus de chances de voter pour le parti de leur pilier, mais la N-VA obtient encore de meilleurs résultats que le parti du pilier concerné. » Autrement dit, les membres de la Mutualité chrétienne auraient été plus nombreux à voter pour la N-VA que pour le CD&V, et les membres de la Mutualité socialiste auraient été plus nombreux à voter pour la N-VA que pour le sp.a. Même chose en ce qui concerne les syndicats : les membres de l'ACV auraient davantage voté pour la N-VA que pour le CD&V et ceux de l'ABVV davantage pour la N-VA que pour le sp.a. Cela montre une fois de plus que la N-VA est devenue un parti populaire qui brasse large, étant capable d'attirer à lui des électeurs de tous les piliers.

Quels étaient, en 2014, les thèmes les plus déterminants électoralement parlant ? « Dans l'ensemble, ce sont apparemment les thèmes socio-économiques qui ont revêtu une importance déterminante. L'emploi, les soins de santé, les pensions et la Sécurité sociale sont les quatre thèmes les plus souvent cités par l'ensemble de l'électorat. L'emploi est mentionné par un peu moins de la moitié des électeurs, ce qui en fait le thème le plus déterminant. Les soins de santé, en deuxième position, sont évoqués par près de quatre électeurs sur dix. Le thème « justice et criminalité » complète le top 5. Ces cinq thèmes étaient aussi prioritaires en 2010 – qui plus est, dans le même ordre –, mais par rapport aux élections précédentes, l'emploi (cité par 44 % des électeurs en 2014 contre 39 % en 2010) et les soins de santé (38 % contre 30 %) gagnent considérablement en importance. On remarquera que les débats sur les questions communautaires, sur les migrations et l'intégration ont joué un rôle secondaire par comparaison avec les

élections précédentes. Seulement 6 % des électeurs évoquent la réforme de l'État (contre 20 % en 2010), et 18 % les migrations et l'intégration des étrangers (contre 23 % en 2010). En résumé, les élections de 2014 portaient essentiellement sur des enjeux socio-économiques. »

Quels étaient les thèmes déterminants pour les électeurs de la N-VA ? « Une véritable rupture de tendance s'est produite sur la question de la réforme de l'État. Lors des élections de 2010, ce thème était mentionné par au moins 40 % des électeurs de la N-VA et il figurait au premier rang de leurs priorités. En 2014, le nombre de fois que la réforme de l'État est mentionnée chute à 11 % et ce thème passe dès lors à la dixième place. Au lieu de la réforme de l'État, ce sont les thèmes socio-économiques – emploi (43 %), soins de santé (34 %) et pensions (31 %) – qui passent au premier plan. Cette évolution marquée reflète la stratégie de la N-VA consistant à ne plus mettre la question flamande au cœur de sa campagne mais au contraire de partir de thèmes socio-économiques pour leur conférer une connotation communautaire. Par ailleurs, les électeurs de la N-VA attachent une importance assez grande aux thèmes « fiscalité et budget » (30 %), d'une part, et « justice et criminalité » (28 %) et « migrations et intégration des étrangers » (26 %), d'autre part. Cela illustre le fait qu'avec un programme de droite focalisé sur la fiscalité et le maintien de l'ordre, la N-VA rivalise dans une large mesure avec l'Open VLD. La campagne contre le « gouvernement francophone taxatoire de gauche » et les demandes répétées de la N-VA en faveur d'une administration « efficace et forte » plaidant pour une simplification substantielle et une diminution de l'impôt des personnes physiques et des sociétés, pour une responsabilisation financière des Régions et pour un maintien de l'ordre plus ferme, se sont avérées payantes pour le parti. Bien que le thème des migrations soit beaucoup plus important pour les électeurs du Vlaams Belang, il est tout de même surprenant que plus d'un quart des électeurs de la N-VA le considère également comme un thème déterminant. » Plus loin, on peut lire ceci : « Le motif par excellence avancé par les électeurs de la N-VA est le changement politique (35 %). En 2010, c'était déjà un facteur important de motivation (29 %), mais sa force n'a fait qu'augmenter.

La N-VA est ainsi le seul parti capable de profiter électoralement de l'appel au changement et de l'insatisfaction provoquée par la situation actuelle. » Entièrement axée sur le changement, la campagne électorale de la N-VA a donc connu un franc succès.

CHAPITRE 14

LES AUTRES PARTIS FLAMANDS



Qu'en est-il des autres partis politiques en Flandre à l'heure actuelle ? Mon analyse s'appuie sur une observation des principaux partis pendant la période 2017-2018, complétée par une analyse des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018. Pour cette dernière, je ne disposais pas d'études scientifiques. Mais une série de conclusions importantes me semblent se dégager clairement.

VLAAMS BELANG

Pendant de nombreuses années, le Vlaams Belang a joué un rôle important dans le paysage politique flamand. Il a pesé sur les grands débats de société malgré l'existence du cordon sanitaire. Toutefois, depuis 2014, le parti est revenu à la case départ, c'est-à-dire à la position marginale qu'il occupait au début des années 1990. Filip De Winter lance à intervalles réguliers l'une de ses provocations qui le caractérisent. Il arrive à faire parler un peu de lui dans les médias, sans toutefois exercer d'influence réelle. Les optimistes prétendent que le danger de l'extrême droite est écarté. Les pessimistes – ou sont-ils réalistes ? – affirment que pas mal de ses idées déteignent sur le discours des autres partis et sur un grand nombre d'électeurs. Et que certaines propositions du Vlaams Belang sont aujourd'hui mises en œuvre par le gouvernement fédéral. Je constate parfois un certain désespoir en Flandre. D'une certaine façon, il était facile de combattre le Vlaams Belang et son discours car ce parti était d'extrême-droite, c'est-à-dire infréquentable. Mais avec la N-VA, c'est beaucoup plus difficile. Le parti est-il d'extrême-droite ? Je l'ai dit, les avis divergent à ce propos, mais la plupart des responsables politiques et des journalistes pensent que non. L'« offensive culturelle » de la N-VA est subtile et efficace. Elle modifie le cœur et la pensée de nombreux Flamands ; ainsi, ce qui passait autrefois pour du radicalisme de droite peut aujourd'hui être présenté comme une politique centriste ou de bon sens.

Le Vlaams Belang a été un des vainqueurs des élections locales d'octobre 2018. Aux élections provinciales, il a augmenté son résultat de 4% (de 8,9% en 2012 à 13% en 2018). Dans certaines villes et communes, il a obtenu des résultats au-dessus de 15%, et parfois même de 20%. Beaucoup de journalistes estiment que le VB joue de nouveau un rôle

dans la politique flamande. Un politologue comme Bart Maddens et certains commentateurs estiment que le discours de Theo Francken a aidé le VB à gagner ces élections.

FORZA NINOVE

Les résultats des élections communales à Ninove ont été un choc pour beaucoup de monde. Forza Ninove – dans les faits une liste du Vlaams Belang – est devenu premier parti. Guy D'Haeseleer, un parlementaire du VB, en était la tête de liste. Lors de la rédaction finale de ce livre, la composition de la nouvelle coalition à Ninove n'était pas encore connue. Ci-dessous vous trouverez l'analyse que j'ai écrit immédiatement après les élections locales pour le journal "De Morgen" et que vous trouverez également sur le site www.daardaar.be. Un site très intéressant qui traduit en français des articles et cartes blanches publiés dans la presse flamande

Un expert en stratégie politique m'a un jour expliqué qu'une victoire électorale triomphante résulte généralement de la conjonction de trois facteurs : un contexte social favorable, la faiblesse des concurrents et un récit politique solide. Ce dernier élément signifie qu'un parti de conviction peut montrer du doigt les enjeux sociaux actuels et proposer aux électeurs une perspective d'avenir séduisante. C'est ce cadre que je m'apprête à utiliser pour analyser la victoire de Forza Ninove.

Commençons par examiner la concurrence. Voilà des dizaines d'années que l'Open Vld est le parti dominant à Ninove. Reste à savoir quel était son projet politique. Ce parti a excellé dans deux domaines : la politique à court terme et les réactions de panique face à Forza. Si le dossier du centre culturel islamique a traîné pendant plus de dix ans, c'est parce que l'Open Vld changeait sans cesse d'avis : oui, non, oui, non. Autant d'années durant lesquelles Forza a pu exploiter cette affaire pour distiller son discours sur l'islam.

La tête de liste de ce parti, Guy D'haeseleer, a ainsi pu présenter les élections comme un duel entre lui-même et la bourgmestre en place, Tania De Jonge, ce qui a fini par tourner à l'avantage de cette dernière et par pousser les électeurs à réfléchir stratégiquement, de sorte que l'Open Vld a conservé ses sièges.

Un « duel de bourgmestres » dont les autres partis ont fait les frais. Le CD&V, le sp.a et Groen ont formé le cartel Samen, qui proposait un programme progressiste.

Mais il faut croire que cette alternative à Forza est arrivée trop tard et qu'elle n'est pas parvenue à faire passer le message à suffisamment de Ninovois. Quant à la N-VA locale, elle a éclaté en deux groupes rivaux et les résultats du parti ont chuté, passant de 16,2 à 8,4 %.

Guy D'haeseleer est député depuis 19 ans déjà, mais il passe très peu de temps au Parlement, puisqu'il est constamment en campagne à Ninove.

Très doué pour les contacts personnels, il fait énormément de porte-à-porte, même entre les élections.

Sa communication par son compte Facebook en est très complémentaire. Et il recueille de plus en plus de voix à chaque élection.

Les nouveaux habitants

Intéressons-nous à présent au contexte. On constate que Ninove a rapidement changé ces dernières années.

Depuis l'an 2000, la population a augmenté de 4 000 habitants pour atteindre 38 700 — une large partie de ces nouveaux arrivants provenant de Bruxelles. Une évolution que l'on constate aussi à Denderleeuw et à Alost. Et parmi ces nouveaux venus, on compte beaucoup de personnes issues de l'immigration. Une partie des Ninovois n'y voit rien à redire, une autre s'interroge et une autre encore réagit de manière xénophobe ou raciste.

Ces dernières années, la spécificité de Ninove tenait au fait que, contrairement à Malines, Gand ou Vilvoorde par exemple, le bourgmestre n'expliquait pas les enjeux de la ville à ses administrés et ne leur proposait pas non plus un récit offrant des perspectives.

Une situation qui a laissé le terrain libre à Forza qui, elle, en avait bel et bien un. Un discours certes populiste, démagogique et d'extrême-droite, mais répété des centaines de fois dans les cafés, dans les rues et à travers des brochures déposées massivement dans les boîtes aux lettres : « Ninove n'est plus ce qu'elle était. Nous sommes envahis d'étrangers et de musulmans. Ninove se francise.

La délinquance et la consommation de drogues explosent. Le tout avec la collaboration du conseil communal de gauche, qui espère récolter des voix auprès des nouveaux venus. Une mosquée n'a pas sa place à Ninove. Ninove doit rester Ninove ! »

On remarque les éléments clés du discours politique d'un populiste habile : les Ninovois sont les victimes, Forza est le seul parti qui ose s'opposer aux élites qui trahissent le peuple et complotent avec l'ennemi, c'est-à-dire les migrants, les étrangers et les musulmans.

Les mots « immigration » et « criminalité » sont constamment accolés et répétés à l'envi pour que de plus en plus de citoyens fassent un lien naturel et évident entre les deux.

*D'haeseleer applique habilement les théories et les conseils de Drew Westen et de Jonathan Haidt (auteurs respectifs de *The Political Brain* et *The Righteous Mind*). Comme toute bonne histoire, celle de Forza a connu un tournant : les élections du 14 octobre. Un moment où les Ninovois ont pu décider si leur ville continuerait à « devenir étrangère » ou « redeviendrait Ninove ».*

Absence de presse critique

Comme toujours avec l'extrême droite, le discours de Forza s'appuie sur la généralisation, la démagogie et la stigmatisation. Mais sur le fond, Theo Francken (N-VA) dit la même chose depuis des années, en un peu moins "brun", certes. Le récit de Forza s'est tranquillement laissé porter par le contexte favorable créé par le discours bien plus audible tenu par Theo Francken et la N-VA ces dernières années.

Car ce n'est pas un hasard si, dimanche dernier, le Vlaams Belang est sorti vainqueur dans de nombreuses communes. Comme l'a déjà écrit le politologue Bart Maddens, la stratégie de Francken a donc échoué : plutôt que de l'endiguer, sa ligne dure a ravivé le Vlaams Belang.

Dernier élément à prendre en compte : la couverture médiatique des grands dossiers politiques au niveau local. Souvent, on se contente d'opposer différentes opinions.

Pour les analyses politiques et les interviews aux questions difficiles, on repassera. Dans quantité de communes flamandes, la presse politique locale fait bien piètre figure.

Mais ce n'est pas la faute des journalistes des médias régionaux, qui reçoivent d'autres instructions de leur rédaction : couvrir des sujets amusants et « intéressants ». À Ninove, Forza a ainsi pu continuer à diffuser son discours avec force sans être interrogée de manière critique par la presse.

Je comprends qu'il soit financièrement impossible de payer un journaliste professionnel pour couvrir de petites villes. Mais sans presse critique et indépendante, peut-on encore parler de démocratie ? Dans nombre de villes et de communes flamandes, cette presse survit à peine. Ce qui permet aux plus habiles des politiciens de façonner les mentalités selon leurs propres idées, sauf s'il y a une société civile active et critique.

Mais elle ne tient pas le haut du pavé au sein du principal parti du Parlement flamand et prend de nombreux coups. Il me semble que le fait de réduire la démocratie à une lutte entre hommes politiques, sans presse critique et avec une société civile affaiblie ouvre la voie à des péripéties inattendues.

Au cours des mois à venir, pourrions-nous aborder la question des conditions nécessaires au maintien d'une démocratie saine et vigoureuse dans les nombreuses petites et moyennes villes et communes de Flandre ?

OPEN VLD

La présidente Gwendolyn Rutten a réalisé un certain nombre de choses importantes. L'Open VLD avait l'habitude de mener d'après discussions internes sur la place publique, ce qui nuisait à sa crédibilité. Le lecteur se souviendra peut-être de la divergence de vues très nette sur le droit de vote à accorder aux citoyens d'origine extra-européenne.

Le premier ministre Guy Verhofstadt et le président du parti Karel De Gucht s'étaient alors écharpés au vu et au su de tous les électeurs. Gwendolyn Rutten a mis fin à ces querelles publiques, une véritable prouesse compte tenu de la culture du parti. Les divergences de vues en son sein du parti sont devenues rarement perceptibles. Désormais, on règle ses comptes entre soi, pas devant les caméras.

Sur le plan économique, l'Open VLD a viré au bleu foncé. Ses propositions paraissent souvent très libérales, même dans une Flandre qui vote plutôt à droite. Le vice-premier Alexander De Croo n'a pas hésité à affirmer que la politique budgétaire allait devoir se traduire par des coupes claires dans la Sécurité sociale : « Nous choisissons de réduire d'abord les charges. Comme cela nous serons le dos au mur. Nous devons réaliser des économies pour financer les réformes » (sont ici visées, en premier lieu, les réformes fiscales). Alexander De Croo applique ici la stratégie de l'ancien président américain Ronald Reagan et de ses amis : « *Starve the beast* ! » (« Affamez la bête ! »). Il suffit de surestimer les recettes et d'affamer l'appareil étatique pour qu'une réduction des dépenses publiques devienne inévitable.

La position de l'Open VLD est celle d'un optimisme qui ne doute pas, d'un volontarisme qui tolère à peine la contestation. La mondialisation offre des possibilités fantastiques, n'ayons pas peur de la numérisation, de l'automatisation ou des technologies « perturbatrices ». Regardez les chances qui s'offrent à vous, allez les rechercher et saisissez-les. *Go for it* ! Cette approche plaît certainement aux « gagnants de la mondialisation », mais qu'en est-il des perdants (potentiels) ? Quel message l'Open VLD a-t-il à leur adresser ? « Ne vous désespérez pas, tout rentrera dans l'ordre, il suffit de se former un peu pour être de nouveau dans le coup » ? Ce message ne semble pas passer chez certaines personnes. Elles trouveront peut-être une oreille plus compatissante chez la N-VA, qui n'hésite pas à parler des très grands défis de la mondialisation et de la nécessité d'une communauté attentionnée, d'une société basée sur des valeurs et des normes communes censées en quelque sorte les protéger des duretés de la mondialisation.

S'il est une thématique dans laquelle l'Open VLD fait parfois des vagues, et pas qu'un peu, c'est dans la manière d'aborder la diversité en Flandre. À Malines, Bart Somers, son bourgmestre, tient un discours très inclusif, ouvert et libéral. Comme je l'ai déjà signalé, il a écrit à ce sujet un livre empreint d'humanisme libéral, contenant des analyses et des propositions très courageuses. La Flandre est à tout le monde,

chacun y a sa place, la discrimination et la stigmatisation de certaines personnes ou groupes ne peuvent être tolérées. L'adaptation va dans les deux sens. Fait intéressant, son discours, qui se rapproche de celui de Groen, ne semble pas lui coûter des voix aux élections. Bart Somers est particulièrement populaire à Malines. Un cartel entre l'Open VLD, Groen et des candidats indépendants a même obtenu aux dernières élections communales une majorité absolue. Au sein de l'Open VLD, il défend une thèse minoritaire. La présidente Rutten n'est pas non plus sur la même ligne que lui. La coexistence d'opinions et de sensibilités différentes sur cette thématique au sein du parti me semble chose normale, mais ces divergences sont perceptibles et source de grande confusion pour les électeurs, surtout dans ce débat très polarisé.

L'Open VLD est surtout mis à mal par le fait que la N-VA le double sur le cœur de son programme politique – moins d'impôts et moins d'État – et qu'il doit émettre des propositions très tranchées pour se faire entendre. Comment changer la donne ? Telle est l'une des principales questions qui assaillent l'Open VLD.

Comment voit-il l'avenir du pays ? Si l'on devait étudier l'histoire de ses prises de positions, on constaterait qu'elles sont fluctuantes. Parfois, le parti s'oriente vers le « confédéralisme », parfois vers « une Belgique fédérale plus forte ». N'oublions pas que pour l'Open VLD, les questions institutionnelles ont toujours été beaucoup moins importantes que ses priorités qui, on l'a dit, sont « moins d'impôts et moins d'État ». Pendant de nombreuses années, un certain pragmatisme ressortait de ses communiqués de presse sur les dossiers communautaires. Ces derniers temps, il joue manifestement la carte d'un État fédéral plus fort.

Les élections d'octobre 2018 ont été un grand succès pour l'Open VLD. Dans les communes où le parti avait déposé une liste, son résultat est passé de 15,9% (en 2012) à 17,8%. Le fait d'avoir pu garder leurs majorités à Malines et Courtrai et obtenir ceux de Gand et Ostende a donné une nouvelle dynamique au parti.

GROEN

Groen a le vent en poupe depuis quelques années. La presse flamande le considère comme le principal parti d'opposition, plus important encore que le sp.a. Il est souvent omniprésent dans les médias nationaux et très actif sur Facebook et Twitter. Sa présidente Meyrem Almaci et le député Kristo Calvo en sont des figures de proue. Le nombre de ses membres est passé de 5.100 en 2010 à 9.300 fin 2017. Lors des élections provinciales d'octobre 2018, le parti a obtenu 13,2% des voix (3% de plus que le sp.a). Il est devenu le deuxième parti à Anvers, a renforcé sa position dans la majorité à Gand et est entré pour la première fois en majorité à Louvain et Ostende. Groen est devenu le premier parti de gauche en Flandre. Et à Bruxelles, le plus grand des partis néerlandophones.

Comment expliquer ce succès ? Plusieurs éléments conjoncturels sont favorables aux Verts flamands. Le succès de la N-VA et la polarisation sur des thèmes tels que l'énergie nucléaire et la diversité permettent à Groen de se positionner à l'opposé du spectre politique : Groen devient le challenger de la N-VA, le contradicteur et l'opposant du parti de Bart De Wever. En outre, des évolutions considérables se sont produites ces dernières années en Flandre sur des thématiques importantes pour Groen. Les thèses qu'il a soutenues depuis des années, notamment en matière de mobilité, d'aménagement du territoire et d'énergie, sont désormais communément admises : la taxe kilométrique intelligente, le « Betonstop » (l'arrêt de l'étalement urbain), le « Stadbos » (l'implantation de zones boisées près des villes), la réduction drastique de la pollution aux particules fines, la lutte contre les changements climatiques, la lutte contre la pauvreté... Toutes ces questions font consensus dans les médias flamands. Alors que Groen a longtemps été affublé du qualificatif de « fondamentaliste » ou considéré comme coupé des réalités du monde chaque fois qu'il communiquait, c'est lui qui apparaît aujourd'hui le plus crédible sur ces questions. Ce fait, totalement neuf, est très intéressant pour le parti. Enfin, dernier facteur externe important pour Groen : le sp.a, son principal concurrent politique, est faible.

En outre, il existe aussi des facteurs internes qui expliquent le succès du parti. Groen est bien organisé et s'est doté d'une stratégie de communication solide et bien ficelée, notamment sur les réseaux sociaux. Il s'est profilé comme un « parti d'offre politique ». Il ne réagit donc pas à tous les événements de la rue de la Loi, mais s'adresse aux électeurs, y compris au-delà de l'électorat écologiste traditionnel, par ses analyses propres, ses propositions et son « positionnement » particulier. Ce dernier point est très important. Groen se profile comme une force de cohésion, comme un parti d'espoir, un parti porteur d'un message positif qui vise à faire collaborer et à réunir les personnes et les groupes, les responsables politiques entre eux, et les responsables politiques avec les scientifiques, les fonctionnaires, la société civile, les partenaires sociaux, etc. Ce positionnement l'amène souvent à s'opposer à la N-VA, le parti du « nous contre eux ». Les électeurs qui ne se sentent pas du tout attirés par le projet et le style de la N-VA trouvent dans Groen une solution.

CD&V

En 2014, le CD&V a fait deux grandes erreurs, que tout le monde aurait pu faire, car la vie politique a toujours été une succession d'essais et erreurs. Il a en effet formé un gouvernement avec la N-VA au niveau fédéral alors qu'il savait qu'aucune réforme de l'État n'était en vue, dans l'espoir que la N-VA serait sanctionnée par une grande partie de ses électeurs qui souhaitaient une telle réforme. Le CD&V savait en outre qu'il est quasiment suicidaire, pour un parti ayant peu d'expérience du pouvoir, de participer à un gouvernement, surtout au niveau fédéral. La complexité des procédures à suivre pour mener à bien un dossier, les nombreux écueils juridiques et politiques, le contrôle de l'opposition et de la presse et les restrictions budgétaires ne sont que quelques-unes des difficultés. La voie est jonchée de trappes et d'obstacles : il y a de fortes chances que la N-VA finisse dans le décor, s'était dit le CD&V. Mais le parti s'est complètement fourvoyé. La N-VA a tenu tête à toutes les tempêtes et à tous les dangers et elle n'a pas été sanctionnée pour sa participation au gouvernement fédéral, bien au contraire. Dans les sondages d'opinion, elle reste pointée à 30 %, ce qui est sans nul doute une prouesse.

Deuxième erreur du CD&V : il a accepté que Bart De Wever ne soit pas membre d'un gouvernement, fédéral ou flamand. En tant que président de parti, celui-ci peut faire entendre une musique toute différente de celle du gouvernement, formuler ses propositions personnelles, mettre en exergue la ligne du parti et insister sur la vision que celui-ci se fait de la société et de ses propositions, au lieu de défendre le bilan du gouvernement. Herman Van Rompuy disait que la mission première des partis et des responsables politiques est de fournir des clés de lecture et des perspectives. Bart De Wever est un orfèvre en la matière. Il va très loin et n'hésite pas à nuancer les compromis acceptés par ses ministres au gouvernement fédéral, quand il ne les désavoue pas. Le pacte énergétique prévoit la sortie du nucléaire en 2025 ? De Wever martèle qu'il n'y croit pas. L'équilibre budgétaire est repoussé à la prochaine législature ? De Wever estime qu'il faut accélérer le *tempo* et dit espérer que les autres partis suivront la N-VA. L'avenir de l'Union européenne ? De Wever fait étalage de son euroscepticisme radical, tandis que ses ministres sont beaucoup plus modérés. Les exemples ne manquent pas. Il aurait été impossible que Bart De Wever siège au gouvernement fédéral. Mais la N-VA y aurait-elle participé si son président avait dû assumer des responsabilités ministérielles ?

Pourquoi Wouter Beke n'imitait-il donc pas Bart De Wever en faisant entendre sa propre musique et en veillant à profiler son parti ? La question est difficile. Je suppose que Wouter Beke est beaucoup plus loyal envers le gouvernement auquel il participe. De plus, le discours du CD&V n'est pas si facile à mettre en exergue. Quelle conception le CD&V se fait-il des grands défis actuels et quelles solutions entend-il y apporter ? Cela est, à mon sens, un peu moins clair que dans le cas de la N-VA.

Le CD&V a encore un autre problème, en la personne de Kris Peeters. L'ancien patron de l'Unizo (l'équivalent flamand de l'UCM) est perçu comme un « gestionnaire de dossiers » favorable aux entrepreneurs. Il a donc un profil de droite. Mais au gouvernement fédéral, c'est lui qui se situe le plus à gauche ! Systématiquement, il est le seul acteur à plaider en faveur du respect de la concertation sociale et, souvent,

fait preuve de compréhension par rapport aux positions syndicales. Il est toutefois peu crédible dans ce rôle. Lui qui défendait avant tout les intérêts du patronat flamand lorsqu'il était ministre-président de la Flandre, joue un tout autre rôle actuellement, un rôle qui ne lui va pas. En outre, il apparaît trop souvent comme celui qui ralentit la prise de décisions au niveau fédéral, alors que pour séduire les électeurs, il faut leur parler de ce que l'on veut faire, de ce que l'on s'efforce de faire et de ce que l'on fait. A Anvers, lors des élections communales, le CD&V avec Kris Peeters comme tête de liste, a obtenu 6.8%, ce qui ne lui donne que trois sièges sur 55.

Sur l'ensemble des élections locales, le CD&V a perdu des plumes, mais le parti reste le premier au niveau communal, en nombre de mandataires et de majorités.

Peut-être que la situation est encore plus grave et qu'il s'agit d'un problème non pas conjoncturel, mais structurel. Vincent de Coorebyter, professeur à l'ULB et ancien directeur général du CRISP, a un jour écrit que le CdH « vit une crise d'identité plus profonde. Le PSC, dont il est issu, reposait sur un triptyque : il était le parti de l'ordre établi, un des relais du mouvement ouvrier et le défenseur naturel du pilier catholique. Aujourd'hui, le positionnement catholique n'est plus à l'ordre du jour, l'aile démocrate-chrétienne du cdH est affaiblie et la défense de l'ordre établi paraît dépassée ». S'il existe des différences de taille entre le cdH et le CD&V, la phrase qui précède peut certainement s'appliquer à ce dernier, du moins en partie. Ce n'est pas parce que l'on est membre des Mutualités chrétiennes ou de l'ACV que l'on vote pour le CD&V. D'après une étude, en 2014, 60 % des électeurs de la N-VA étaient membres des Mutualités chrétiennes et 32 % de l'ACV. Depuis 2014, l'aile gauche du CD&V a dû avaler un saut d'index, les flexi-jobs et bien d'autres mesures de droite. Autrefois, le CD&V incarnait l'ordre établi, mais qu'en est-il aujourd'hui ? Il semble mener en permanence une opposition au gouvernement fédéral. Il ne peut présenter que de rares réalisations à son aile gauche, tandis qu'à droite, ce sont l'Open VLD et la N-VA qui recueillent les fruits du travail accompli. Le CD&V est-il encore

un grand parti populaire ou est-ce plutôt un parti au profil hybride qui poursuit trois objectifs : trouver le « bon équilibre » entre les intérêts des différentes composantes de la société (notamment des patrons et des travailleurs), défendre les intérêts du pilier catholique et renforcer la Flandre vis-à-vis du gouvernement fédéral ? Ajoutez à cela que le dernier objectif a été mis au frigo : l'exécution de la sixième réforme de l'État est déjà suffisamment compliquée en soi, et de toute façon, la N-VA est imbattable sur les questions communautaires. Et puis, il y a cette situation bizarre au Parlement européen, où le CD&V siège dans le même groupe que le parti de Viktor Orban, le hongrois populiste extrémiste qui prend des libertés avec les droits les plus élémentaires. Comment concilier cela avec les valeurs que le CD&V défend ou prétend défendre depuis des années ? Orban et Beke ne sont-ils pas des hommes politiques aux idées diamétralement opposées ? Les valeurs défendues par le CD&V ne sont pas toujours très claires – c'est un euphémisme –, et les électeurs n'aiment pas cela.

SP.A

Le sp.a est dans une mauvaise passe. Depuis 2010, le parti ne va pas bien du tout. Les élections d'octobre 2018 ont confirmé sa mauvaise santé. Pour beaucoup, le sp.a a une image ringarde ; il ne séduit pas assez les jeunes et n'a pas de mandataires connus.

Comment en est-on arrivé là ? Le parti a-t-il trahi ses origines en flirtant trop longtemps et de manière trop insistante avec la troisième voie chère à Tony Blair ? Est-ce l'usure du pouvoir ? A-t-il trop approché les Flamands comme des consommateurs plutôt que comme des citoyens ? Ses ministres ont-ils été des managers avant d'être des hommes politiques porteurs d'un projet et d'un rêve ? Est-il victime lui aussi du recul généralisé de la gauche traditionnelle observé dans de nombreux pays européens ? Voyez comment la social-démocratie a été rayée de la carte en France et aux Pays-Bas. Plusieurs facteurs jouent, de toute évidence.

La N-VA étrille régulièrement le sp.a qui, selon elle, serait responsable d'un grand nombre de problèmes actuels, tant sur le plan socio-

économique que du vivre ensemble. La défense du sp.a est souvent terne. Quand il tente de tacler le gouvernement, la N-VA lui rappelle qu'il n'a rien fait pendant 25 ans alors qu'il était au pouvoir. Groen, qui n'est plus au gouvernement fédéral depuis 2003 ni au gouvernement flamand depuis 2004, peut critiquer la politique gouvernementale avec une plus grande légitimité.

Plusieurs scandales impliquant des mandataires du sp.a à Gand et à Hasselt ont sérieusement écorné l'image de parti de gestionnaires bons et intègres que le sp.a voulait se donner. En outre, des voix dissidentes se font régulièrement entendre dans la presse. Les parlementaires Bruno Tobback et Hans Bonte s'en sont pris plus d'une fois à leur président de parti, John Crombez. Chaque formation politique connaît naturellement des divergences de vues et des tensions, mais des querelles publiques sont dramatiques pour un parti.

Pour le sp.a, sa relation avec le PS est extrêmement délicate à gérer. D'un côté, le sp.a peut facilement participer au gouvernement fédéral grâce au PS (à quelques années près, les deux partis y ont siégé ensemble de 1988 à 2014). D'un autre côté, les positions du PS lui semblent parfois difficiles voire impossibles à défendre. La semaine des quatre jours avec embauche obligatoire et sans perte de salaire ? Le sp.a s'en est distancé (autrement, il aurait encore perdu davantage de sa crédibilité en Flandre). Elio Di Rupo plaide pour la solidarité ou attaque la N-VA dans les médias flamands ? Aux yeux de nombreux Flamands, cela revient à faire de la contre-publicité pour le sp.a. Le PS se déclare favorable à un enseignement primaire totalement gratuit, repas du midi compris ? Proposition irréaliste, rétorque le sp.a. Une taxe sur les robots ? Là aussi, le sp.a ne veut rien en savoir. « La société à laquelle j'aspire n'est pas celle de Di Rupo », a un jour déclaré son président, John Crombez.

Le contexte a beau être difficile pour le sp.a, le parti porte certainement aussi sa part de responsabilité dans son attractivité limitée. Il n'est pas toujours clair sur ses thèmes de prédilection, à savoir les questions sociales. Parfois, il incline vers les propositions de l'ABVV, alors qu'elles paraissent radicales pour bon nombre de Flamands ; parfois, il défend

des propositions centristes. Tantôt, il cite Jeremy Corbyn ; tantôt, il tient un discours gestionnaire ancré au centre. C'est encore pire sur la diversité et le vivre-ensemble, le thème d'actualité le plus important en Flandre. Alors que l'ancien bourgmestre Patrick Janssens (sp.a) avait interdit le port du voile aux fonctionnaires communales en contact direct avec le public, le bourgmestre de Gand, Daniël Termont, du même parti, n'y a vu aucun problème. D'ailleurs, le sp.a anversoïse a entre-temps changé d'avis. La ligne du sp.a en matière de diversité n'est donc pas claire. Parfois, elle est ferme et de droite ; parfois, elle penche à gauche. Deux clivages divisent apparemment le parti : d'une part, celui qui existe entre un grand nombre de ses électeurs, moins tolérants qu'une partie de la direction du parti, et cette même direction ; et d'autre part, celui qui vit au sein même des dirigeants du parti. Cela me semble être extrêmement mauvais pour un parti flamand en 2019. Les électeurs veulent savoir où il se situe.

S'agit-il ici de problèmes conjoncturels ou structurels ? La social-démocratie en Flandre subira-t-elle le même sort que le parti communiste ? Le sp.a ne peut qu'espérer que les faits ne donneront pas raison à Tim Pfefferle, de l'université d'Oxford : « Si les partis travaillistes ne sont plus fonctionnels, c'est en partie parce que le type de travail sur lequel ils s'appuyaient n'unit plus les masses. Voilà pourquoi la vieille démocratie sociale ne reviendra pas ».

PTB-PVDA

Le PTB est un parti marginal en Flandre. Son président, Peter Mertens, est un peu connu, mais cela s'arrête là. La situation est donc tout autre qu'en Wallonie et à Bruxelles. Le PTB n'a pas de parlementaire en Flandre et seulement une vingtaine de conseillers communaux. Le PTB n'a aucune influence sur le débat public et apparaît rarement dans les médias flamands. Le terme « communiste » a une connotation très négative pour la plupart des Flamands. De plus, le PTB n'a pas de porte-parole percutant en Flandre.

Comment expliquer que les résultats électoraux du PTB-PVDA soient beaucoup plus faibles en Flandre qu'à Bruxelles ou en Wallonie ? J'y vois plusieurs raisons. La Flandre vote davantage à droite et, depuis plusieurs années, son milieu associatif n'est pas traversé par un courant de gauche radicale, comme c'est le cas, par exemple, à Bruxelles et à Liège. La bonne santé de Groen pousse un certain nombre d'électeurs potentiels du PTB à se tourner vers ce parti. Depuis plusieurs années, les personnes peu qualifiées peuvent manifester leur mécontentement en votant pour le Vlaams Belang ou la N-VA. Vous constaterez que je suis en train de faire une énumération. À ma connaissance, aucune étude n'a en effet été réalisée sur la question. Cette situation changera-t-elle à court terme ? Cela me paraît hautement improbable. Je le répète, rares sont les Flamands pour qui le mot « communiste » évoque quelque chose de positif.

PARTIE IV

LA N-VA, UN PARTI EN PLEINE SANTÉ

CHAPITRE 15

BART DE WEVER, HÉROS FLAMAND



Compte Instagram de la NV-A, 14 janvier 2019.

Le succès de la N-VA est bien sûr lié à la personnalité de Bart De Wever. Dans une large mesure ? Tout-à-fait. Je cite la principale enquête sur les élections de 2010 : « L'importance du président de la N-VA est incontestable : plus d'un électeur de la N-VA sur quatre fait explicitement référence à Bart De Wever pour expliquer les motivations de son vote. La N-VA est le seul parti dont le président incarne à ce point et de manière aussi crédible le programme ». Mais le succès de la N-VA est aussi dû à une série de facteurs externes : le contexte politique et sociétal, la faiblesse des concurrents électoraux, la mauvaise gestion du dossier BHV pendant des années, etc. Le parti a exploité tous ces éléments de main de maître. Toujours selon l'enquête électorale de 2010, « il apparaît que ce qui a contribué au succès électoral de la N-VA en 2010, ce n'est pas tant un aspect en particulier qu'un cocktail constitué par l'aspiration à un changement politique, la personnalité du dirigeant du parti, la question flamande, le programme du parti et son image. (...) Il convient de faire remarquer ici que le vote en faveur de la N-VA n'est pas motivé par un sentiment antipolitique ou une déception politique (ce qui est plutôt caractéristique de l'électorat du Vlaams Belang et des électeurs qui émettent un vote blanc ou nul) ou par un désintérêt politique (caractéristique surtout présente chez le groupe d'électeurs qui votent blanc ou nul). »

Quoi qu'il en soit, sans Bart De Wever, la N-VA n'aurait jamais obtenu 30 % et elle ne serait peut-être pas aux gouvernements flamand et – jusque fin 2018 – fédéral.

Quels sont les points forts de Bart De Wever ? Il ne fait aucun doute que c'est un brillant stratège. Il sent très bien d'où souffle le vent dans la société, surtout parmi ses électeurs actuels ou potentiels. J'ignore s'il lit beaucoup de rapports de sociologues. Peut-être que non : dans ce cas, il aurait tout simplement une bonne intuition. Bart De Wever repère en un clin d'œil les dossiers qui correspondent aux rêves, aux peurs et aux attentes de divers groupes cibles et il module sa communication en conséquence. Que faut-il dire à propos du dossier X, à quel moment et en quels termes ? Bart De Wever est presque infaillible dans cette

tâche pourtant très difficile. Ce brillant communicateur peut résumer clairement les choses en une formule, là où d'autres ont besoin de cinq minutes. D'une phrase, il fait mordre la poussière à un concurrent électoral ou encense son propre ministre. Je reviendrai plus tard sur sa communication et celle de la N-VA en général.

Bart De Wever semble aussi avoir du flair quand il s'agit de sélectionner le personnel politique. Je pense évidemment aux ministres qu'il a désignés : on ne peut pas dire qu'ils soient médiocres ou mauvais. Après un départ en trombe, Liesbeth Homans paraît certes perdre un peu les pédales en cette fin de législature, mais ses collègues font du (très) bon travail. Et je ne vise pas tant le contenu de la politique que la manière dont ils exercent leur fonction. La popularité de Jan Jambon et de Theo Francken en Wallonie et à Bruxelles – en témoignent les sondages – en dit long. Le casting politique est une tâche particulièrement difficile. Ce n'est pas une science exacte : un bon parlementaire ne fait pas nécessairement un bon ministre. C'est un processus d'essais et erreurs au cours duquel le président de parti doit également tenir compte des équilibres internes, par exemple entre les provinces ou les différents courants au sein de son parti. Outre la désignation des ministres, le parti doit aussi s'entourer de toute une série de collaborateurs : directeur politique, directeur financier, attaché de presse, etc. À la N-VA, cela se passe apparemment bien. Elle semble être une machine bien huilée, alors qu'il est très difficile de gérer un parti, surtout quand il se hisse subitement à 30 % au lendemain d'une élection et qu'il doit accueillir, en plus de dizaines de parlementaires, un grand nombre de collaborateurs et des milliers de membres supplémentaires. La N-VA a dû se transformer en un temps record ; de la petite start-up qu'elle était, elle est devenue une grande PME. On ne prête pas une grande attention à cet aspect de la présidence, car il est peu visible, alors que sans un appareil de parti en ordre de marche, la N-VA n'aurait jamais connu un tel succès.

Dans quels domaines Bart De Wever est-il moins bon, voire mauvais ? Ce n'est pas un homme de dossiers, mais ce n'est évidemment pas une qualité nécessaire à un président de parti ou un bourgmestre. Les

collaborateurs sont faits pour cela. Est-ce un grand intellectuel ? Oui, d'après de nombreux journalistes flamands et une frange importante de l'opinion publique flamande. Début juin 2018, le quotidien *De Morgen* a demandé à plus de cent Flamands bien en vue de citer les intellectuels les plus influents de Flandre. Bart De Wever a ravi la première place. La question n'est pas de savoir si l'on est d'accord ou non avec ce classement. Le fait que la première place lui a été attribuée en dit long sur la reconnaissance dont il jouit en Flandre et son influence sur le débat public. Le terme « influence » est bien sûr important. Bart De Wever ne s'est pas contenté d'emmener son parti de victoire en victoire, il a aussi inscrit de nouveaux thèmes à l'ordre du jour et donné une nouvelle signification à d'anciens enjeux. Il a amené un grand nombre d'électeurs centristes à porter un regard sur la réalité plus ancré à droite, et un nombre d'électeurs de droite tout aussi important à droitiser davantage encore leur regard. Il ne s'agit donc pas seulement du choix exprimé le jour des élections. Bart De Wever a eu, à la manière de Gramsci, une influence sur le cœur et l'esprit des Flamands. Si les citoyens pensent autrement, ils votent aussi différemment et les rapports politiques changent. Mais est-ce dû à son esbroufe intellectuelle ou à ses qualités politiques ? Ou à la combinaison des deux ?

À partir du printemps 2018, on a pu lire de temps en temps dans la presse flamande des articles d'opinion de scientifiques réfutant de fond en comble les déclarations de Bart De Wever. Jo Tollebeek, professeur d'histoire à la KUL, a démonté son analyse de « Louvain flamande » : « On voit bien que De Wever est plus un politicien qu'un historien et qu'il utilise le passé de manière sélective à ses propres fins ». Ces dernières années, Bart De Wever s'est aussi fait critiquer pour avoir instrumentalisé les analyses d'Hannah Arendt et pour ses allusions à l'empire romain. Il ressort de la lecture de ces textes critiques que Bart De Wever n'est pas tant un intellectuel de haut vol que quelqu'un capable de tirer de l'histoire, avec beaucoup de créativité et d'audace, toutes sortes de détails intéressants qu'il façonne en un récit convaincant. Il a bien sûr recours, pour ce faire, aux meilleures techniques de *story-telling*, c'est-à-dire de narration. À moins d'être un expert en linguistique ou en décodage de

textes, on ne s'en rend pas compte et on peut donc très bien se laisser impressionner par l'intellect de Bart De Wever. Je n'exclus pas que la baudruche se dégonfle tôt ou tard, comme cela est arrivé à Steve Stevaert et à Yves Leterme. Ils ne se distinguaient pas par des citations latines ou des analyses sociales fouillées mais ont tous deux perdu, à un certain moment, leur statut de divinité politique. Leurs paroles et leurs actes ont alors fait l'objet, subitement, d'un examen critique rétrospectif. Le jour où Bart De Wever tombera en disgrâce aux yeux de ses électeurs et de la presse politique, par exemple à la suite de mauvais résultats électoraux, il subira selon moi le même sort : on portera un tout autre regard, beaucoup plus critique, sur sa contribution au débat en Flandre. Pour l'heure, il reste un intellectuel très influent au nord du pays.

L'AUTRE FLANDRE : CULTURE, DIVERSITÉ ET OPPOSITION

En suivant l'actualité flamande de ces dernières années dans les médias francophones, on pourrait avoir l'impression que la N-VA a carte blanche et qu'elle peut tout simplement dire et faire ce qu'elle veut, sans rencontrer d'objections ou, a fortiori, d'opposition. Rien n'est moins vrai. Depuis la victoire de la N-VA aux élections de 2014 et sa participation au gouvernement fédéral, des voix s'élèvent contre le discours et l'action de la N-VA et que cette opposition provient de toutes parts. Un chapitre distinct serait nécessaire pour en retracer l'histoire depuis 2010 ou 2014. Je me contenterai de la brosser à grands traits.

Il y a les syndicats, des organisations de la société civile, des scientifiques, des célébrités flamandes et d'autres figures importantes du secteur culturel. À côté de cela, des centaines de Flamands s'échangent tous les jours sur les réseaux sociaux avec des sympathisants de la N-VA. Chaque tweet percutant d'un mandataire de la N-VA provoque un débat virulent. Les journalistes épluchent les propositions et les déclarations de la N-VA d'un œil critique. Ils vérifient les faits et décodent les stratégies de communication. Les autres partis politiques, qu'il s'agisse des partenaires de coalition – le CD&V et l'Open VLD – ou de l'opposition – sp.a et Groen –, ne se laissent pas faire.

Bart Somers, parlementaire Open VLD et bourgmestre de Malines, a carrément déclaré que les « populistes » – visant par là la N-VA – prétendent défendre nos valeurs alors qu'en réalité, ils les mettent à bas. Dans le livre qu'il a publié sur la ville du futur, il expose sa vision de l'homme et de la société, inspirée par le libéralisme de gauche, et démonte le discours et la stratégie de la N-VA.

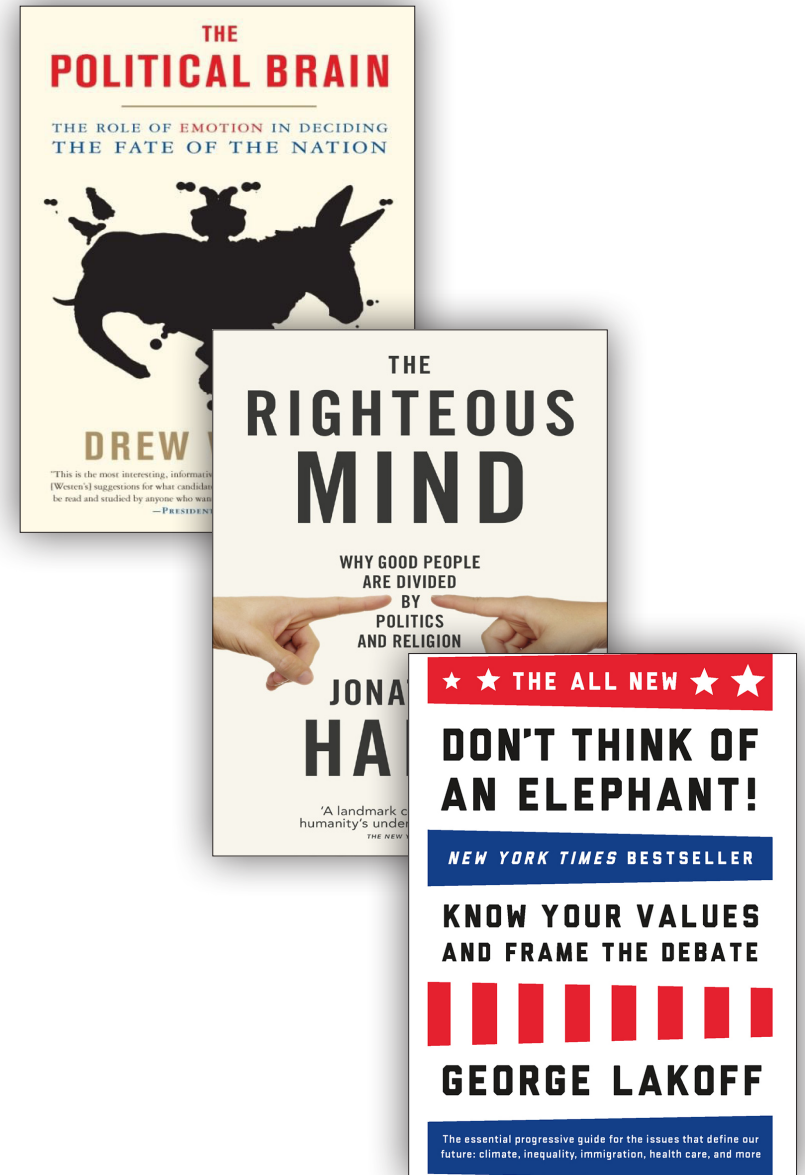
Bon nombre de journalistes se montrent très critiques à l'égard de la politique et du style de la N-VA. Outre les médias traditionnels, des sites d'actualités tels qu'Apache, Newsmonkey, Mo et DeWereldMorgen expriment également leur opposition. Une nouvelle organisation a vu le jour : Hart boven hard – un jeu de mots difficile à traduire, l'idée étant que l'organisation préfère une politique du cœur (hart) à une politique dure (hard). On pourrait écrire « du cœur plutôt que de la fureur ». Elle a été créée en août 2014, lorsque le nouveau gouvernement flamand dirigé par Geert Bourgeois a annoncé son intention de réaliser des économies dans le secteur culturel. Depuis, Hart boven hard a organisé des manifestations et participé à celles des syndicats, a tenu des ateliers et des débats et publié des articles d'opinion dans la presse. Elle a essaimé du côté francophone sous le nom de Tout Autre Chose.*

Ces dernières années, les décisions et les points de vue de la N-VA ont donc suscité de nombreux débats et combats, parfois avec succès. Par exemple, la limitation des allocations de chômage dans le temps n'a pas été adoptée et les grandes lignes du nouveau décret flamand sur la protection sociale mettent en œuvre la vision du CD&V, opposée à celle de la N-VA.

L'image qui prévaut dans certains milieux francophones, selon laquelle la Flandre laisse faire la N-VA, n'est donc pas correcte. Les autres partis politiques, bon nombre de journalistes et de personnes influentes et des acteurs importants de la société civile ne se laissent absolument pas faire. D'après moi, le débat public est plus vivace en Flandre qu'en Belgique francophone, notamment parce que la N-VA et ses propositions suscitent une grande contestation. La lutte se poursuit.

CHAPITRE 16

FRAMING & DISPOSITIF NARRATIF



ANTONIO GRAMSCI

Si Bart De Wever et la N-VA cognent régulièrement et durement sur les socialistes, cela ne les empêche pas de connaître à fond la pensée du philosophe marxiste Antonio Gramsci, dont l'analyse occupe le centre de la stratégie. Grâce aux travaux des experts états-uniens George Lakoff et Drew Westen, ils sont également parvenus à développer la stratégie de communication adéquate pour s'engager dans une tentative – gramscienne – de transformation de l'ordre existant en Flandre. En effet, la N-VA ne tente pas seulement de mettre en œuvre son programme, elle s'évertue également à transformer le cœur et l'esprit des Flamands.

Que dit Gramsci ? Que le pouvoir n'est pas seulement une question de contrainte. Idéalement, il faut que les subordonnés approuvent la volonté de ceux qui détiennent ce pouvoir, c'est-à-dire du groupe hégémonique, et qu'ils considèrent l'intérêt particulier des détenteurs du pouvoir comme l'intérêt général. Pour parvenir à leurs fins, les puissants doivent absolument s'appuyer sur une stratégie réfléchie où les médias jouent un rôle essentiel. Un parti politique ne peut pas réussir seul dans pareille entreprise. Il a besoin d'alliés dans la presse et dans la société, d'appuis chez les professeurs et les artistes, par exemple. Si vous parvenez à impliquer l'enseignement dans votre offensive pour l'hégémonie, les choses iront encore plus vite. A partir du moment où une hégémonie est établie, il faut un certain degré de discernement pour observer comment elle fonctionne et où se trouvent les points sensibles et la manipulation. Il faut également oser la remettre en cause, car elle peut entraîner un dénigrement à votre égard ou même des problèmes au travail et avec vos amis. Toute hégémonie étant l'œuvre des hommes, il est possible d'ériger une contre-hégémonie. Une telle entreprise exige une action à la fois progressive, judicieuse et zélée, de préférence dans des circonstances socio-économiques favorables. Un exemple. Il y a quelques années, un jeune militant progressiste m'a lancé « au fond, la génération de mai '68 nous a bien eus ». Il voulait dire par là que cette génération porte une lourde responsabilité dans les problèmes que notre société rencontre aujourd'hui. J'étais parfaitement conscient à l'époque que la N-VA était en train de l'emporter et que l'hégémonie

culturelle était en train de glisser d'un point vers un autre. Je ne parle pas seulement d'un changement dans les opinions, mais surtout de l'angle depuis lequel on observe et analyse le monde et la société.

La pensée de la N-VA et de ses alliés n'est pas hégémonique en Flandre. Elle n'en est pas à avoir tout recouvert et repoussé à la marge tous les autres systèmes de pensée. Elle s'est toutefois considérablement raffermie ces dernières années. De nombreux Flamands trouvent que les syndicats sont conservateurs et que les entreprises sont les victimes de la gauche. Bon nombre d'électeurs de la N-VA se qualifient de progressistes. Quand la N-VA affirme qu'elle souhaite réformer la Sécurité sociale pour la protéger, parce qu'à défaut d'intervention elle n'existera bientôt plus, elle passe pour crédible auprès de beaucoup de Flamands. Quand un mandataire de la N-VA affirme pour la millionième fois que la politique paternaliste et anti-émancipatrice de la gauche est à l'origine de « l'échec de l'intégration des étrangers et de beaucoup de problèmes se posant avec les étrangers », beaucoup de Flamands approuvent. Je pourrais donner encore beaucoup d'autres exemples de ces « inversions ». Ceux qui hier encore étaient les victimes sont désormais les coupables – comme les pauvres, par exemple. Celui ou celle qui se propose de défendre et de promouvoir en priorité les intérêts des entreprises se pose en honorable défenseur de la prospérité de la classe moyenne. Mettre en œuvre un tel retournement, et en si peu de temps, tient du tour de force, même si dans certains domaines, l'opinion publique flamande a, dans une large mesure, été rapide à glisser. Les sujets qui semblaient hier encore exclus du débat politique parce que faisant l'objet d'un solide consensus, comme la Convention de Genève, par exemple, sont désormais considérés comme des sujets de débats « normaux ». Généralement, les évolutions de ce type sont très progressives et pour ainsi dire insensibles. Quelqu'un a dit un jour : « C'est comme le truc du vase chinois qui se déplace lentement de la gauche vers la droite de la cheminée sans que le visiteur, qui rend pourtant des visites quotidiennes à ses voisins, ne remarque quoi que ce soit ».

Cela dit, relire Gramsci est une chose, mettre ses idées en pratique en est une autre. Comment concrétiser ce « glissement culturel » ? Car ce n'est pas une mince affaire. La première condition est de passer maître dans l'art de la narration, c'est-à-dire de proposer des dispositifs narratifs et de raconter des histoires. De toute évidence, la N-VA a étudié tant Aristote que des auteurs plus récents comme l'Américain George Lakoff.

ARISTOTE

Poétique est une des grandes œuvres d'Aristote. Le philosophe grec y développe sa vision du lyrisme, de l'épopée et du drame – autant de catégories qui relevaient à son époque de la poésie, d'où le titre du traité. Les ouvrages et les cours consacrés à la narration font souvent référence à *Poétique* car Aristote y expose plusieurs principes de narration qui ont été repris un nombre incalculable de fois au fil des siècles. Je vais en citer quelques-uns et les placer en regard d'une série de dispositifs narratifs de la N-VA. Pourquoi est-ce si important ? Parce que nous éprouvons de grandes difficultés à retenir les informations factuelles. Nous retenons plus facilement des faits quand ils sont inscrits dans une histoire. Si cela tient de l'évidence, il se trouve toujours des dirigeants politiques pour ne pas respecter cette règle. Je lis ou j'entends des phrases telles que « la nécessité d'une attention accrue pour une mise en œuvre accélérée de la législation nouvellement promulguée aux fins d'améliorer notablement la protection du consommateur ». Autant parler chinois. Ce n'est pas comme cela que ça marche. Les informations, présentées de cette manière, ne s'impriment pas dans l'esprit du citoyen. Il retiendra dans le meilleur des cas la couleur du costume de tel ou tel dirigeant politique. En revanche, les politiques qui se donnent la peine de raconter une histoire bénéficient de toute l'attention et font passer leur message. Du temps de sa splendeur, Steve Stevaert était capable d'emballer ses messages dans une histoire, à l'instar d'Elio Di Rupo, de Didier Reynders ou de Bart De Wever. Ceux-là savent raconter, créer une intrigue évidente, imaginer un dispositif narratif qui met en scène des personnes dotées d'une mission, avec des alliés, des opposants et un « tournant ». En d'autres termes, ceux-là savent donner vie à une

tension ou, mieux encore, à un combat. Les gens aiment ça. Chez certains responsables politiques, ce talent est inné. Ce sont des maîtres de la narration sans jamais avoir suivi la moindre formation. Avec leurs histoires, ils recrutent des électeurs et changent le monde. Comment cela fonctionne-t-il ? Voici, en quelques mots, comment ils procèdent.

Prenons une personne, au hasard. Elle est animée par une indignation ou motivée par une aspiration. Elle a une mission à accomplir. Bien entendu, notre héros a des alliés et des opposants. A un moment donné, nous saurons si cette personne est en mesure de mener à bien sa mission. Suspense ! Puis arrive un moment décisif, ce qu'on appelle un tournant. Voilà, c'est tout. Difficile d'imaginer structure plus simple, n'est-ce pas ? Comme vous vous en doutez, il faut davantage que cela pour créer un récit politique de qualité : l'homme ou la femme politique en question doit être un communicant au-dessus de la moyenne, il ou elle doit avoir une idéologie, des valeurs, un programme, etc. Il vous suffit d'analyser la structure des histoires à succès des dirigeants politiques : vous retrouverez cette structure quasiment à tous les coups.

Retour sur les années 2008-2010 : la N-VA a une mission, « sauver la prospérité des Flamands et leur permettre de reprendre en main les rênes de leur avenir ». L'ennemi est têtu, revêche, surtout le PS, qui ne veut pas entendre parler des réformes socio-économiques indispensables, *dixit* la N-VA. Sans compter les autres partis francophones qui abusent de leur droit de veto et empêchent la démocratie de fonctionner. Pensez à la non-application de l'arrêt BHV. Ces partis francophones qui ont d'ailleurs des alliés en Flandre, les partis traditionnels, sacrifient les intérêts des Flamands pour se maintenir au pouvoir. Heureusement, ajoute la N-VA, nous ne sommes pas seuls. Nous sommes en phase avec ces dizaines de milliers de Flamands qui aspirent au changement, la fameuse « lame de fond ». D'ailleurs, la Commission européenne, le FMI et une myriade d'experts plaident depuis si longtemps pour des réformes socio-économiques. Le 13 juin 2010 est peut-être un point de basculement. Ce jour-là, le dispositif narratif prévoit que l'électeur que vous êtes peut choisir si nous, la N-VA, allons pouvoir accomplir notre

mission et concrétiser ce changement. Une possibilité s'offre enfin d'en finir avec cette situation intolérable et d'écrire un nouveau chapitre de l'histoire de la Flandre ! Tous les éléments que j'évoquais sont présents. L'impulsion première et le moteur, c'est la colère et l'inquiétude du « Flamand ordinaire ». Le parti doté d'une mission, c'est la N-VA. Les opposants sont les autres partis politiques, les alliés les Flamands ordinaires, et le point de basculement, c'est-à-dire le moment où l'accomplissement éventuel de la mission se décidera, ce sont les élections.

Ce dispositif narratif avait conservé l'essentiel de sa pertinence lors de la campagne électorale de 2014. La N-VA et ses porte-paroles l'avaient répété des milliers de fois dans les années qui ont précédé, il est vrai avec d'autres exemples, d'autres chiffres et d'autres noms, mais sans toucher à la structure narrative. Tant et si bien que le dispositif a continué à fonctionner et à imprégner l'esprit des électeurs flamands. Le Voka et certains leaders d'opinion ayant raconté à peu près la même histoire, la crédibilité du récit de la N-VA n'en a été que plus forte.

Plus récemment, la N-VA s'est orientée vers un nouveau dispositif narratif qu'elle répète à l'envi dans toutes sortes de variantes et qui a déjà eu le temps de faire son nid dans l'opinion publique. J'y ai déjà fait allusion lorsque j'ai parlé de ce tweet important de Bart De Wever après l'attaque de Grenoble. La conférence donnée par Bart De Wever à l'université de Gand en septembre 2015, en pleine crise des réfugiés, en a donné le coup d'envoi. Cette fois, il n'est plus question d'une inquiétude sur la disparition de notre richesse, mais d'une angoisse – carrément – pour l'avenir de notre civilisation, pour notre sécurité et pour nos valeurs ! L'enjeu est donc encore plus lourd. Ce n'est plus seulement la prospérité de notre société dont il est question, mais carrément de la survie de nos sociétés occidentales ! La menace est terrible et la N-VA la décrit avec subtilité mais sans manquer de clarté au moyen d'une sorte de cluster dont les composantes sont les mots « migrants », « réfugiés », « terrorisme » et « islam ». Ces termes sont utilisés tantôt séparément, tantôt en établissant un lien implicite entre, par exemple, « réfugiés » et « violence » ou entre « islam » et « violence ». De cette manière, on

laisse entendre qu'il existe une sorte de lien naturel entre ces mots mais sans qu'il soit indispensable d'en apporter la preuve. A l'occasion d'un exposé, Theo Francken a dit un jour avoir visité beaucoup de prisons par le passé et les noms indiqués dans le registre étaient souvent étrangers : « Quasiment jamais un Jean ou un Gilbert, c'est impensable ». Pendant la première demi-heure de cette allocution d'une heure et demie, selon un des journalistes présents, Theo Francken a essentiellement parlé de « l'islam et du terrorisme ». Voici les propos qu'il lui a ensuite tenus : « Mes électeurs sont des Flamands ordinaires. Ce sont des gens un peu plus conservateurs que la moyenne. Ils veulent le respect de notre passé et de nos traditions. Ils sont en quête de sécurité, un thème désormais central. Ce qui veut dire que le sujet de la migration n'est jamais bien loin. Qui peut faire partie du club des Flamands ? » Il a encore déclaré qu'on lui demandait souvent si « les barbares » allaient s'emparer de l'Europe et s'ils allaient « submerger notre civilisation ». Theo Francken : « Et effectivement, cela m'inquiète. Les civilisations vont et viennent. La pression à nos frontières ne peut que s'accroître. La crise de 2015 n'est rien en comparaison de ce qui nous attend ». Ces propos touchent à un des points les plus importants de la politique et du discours de la N-VA de ces dernières années, la reprise en main du contrôle de nos frontières, la capacité de décider de qui peut entrer et la place des nouveaux venus dans la société. Tous ces enjeux font la pluie et le beau temps dans d'autres pays, comme l'illustrent le mur de Donald Trump, la lutte pour le Brexit ou le combat pour le contrôle des flux migratoires de Viktor Orban ou du gouvernement italien.

On s'imagine sans peine l'effet produit par la communication de la N-VA sur son public cible, qui pense effectivement que notre société est menacée par l'islam, la violence, les réfugiés et les migrants qui se préparent à submerger l'Europe. Les réfugiés ont d'ailleurs des alliés dans la place, les partis de gauche et jusqu'au CD&V. Tous des âmes trop sensibles. Autrement dit, attention ! Heureusement, la N-VA a aussi des alliés, de nombreux Flamands, mais aussi des experts qui « osent ne pas tourner autour du pot », à l'image de l'érudit Etienne Vermeersch ou de Mark Elchardus, deux *Bekende Vlamingen* influents qui donnent

au discours de la N-VA une aura de sérieux et même de scientificité. Herman De Croo résume ainsi la stratégie de la N-VA : « Ce parti fait peur aux gens et affirme en parallèle qu'il va les sauver ».

On peut déceler dans ce dispositif narratif sur les frontières et sur la migration la même structure que celle du récit socio-économique raconté il y a quelques années. Sur la scène, nous voyons se mouvoir un parti profondément attaché à l'avenir des Flamands, un parti doté d'une mission. L'enjeu est particulièrement important. Le parti a des alliés et des ennemis, la tension est palpable et la lutte, visible. Ce récit connaît des variantes au niveau « micro », par exemple dans un dossier concret traité par Theo Francken. Lui va utiliser ce cadre pour sa communication, autour duquel flotte en quelque sorte le dispositif narratif plus global qui, jusqu'aux élections de 2019, doit être et rester l'enjeu déterminant de l'agenda électoral. Ce dispositif narratif doit décoder et expliquer ce que sont aujourd'hui les grands défis de la société, pour quelles raisons, et formuler les solutions envisageables. Bref, il doit permettre le décodage et la mise en perspective, c'est-à-dire le noyau de la communication politique.

À l'été 2018, Joachim Pohlmann, le porte-parole de Bart De Wever, annonce qu'il entame une formation de réserviste au sein de l'armée belge. Il parle de sa « conscience du devoir » et d'une décision « totalement rationnelle ». L'Europe est menacée. Par des cyberattaques, des terroristes et par les migrants. Dans la grande tradition de la N-VA, Joachim Pohlmann procède à un grand mélange des genres. Le procédé marche. Les médias flamands lui accordent une grande attention. Aucun responsable d'un autre parti, aucun Flamand connu ne propose une analyse critique. Le fait que la N-VA ait choisi d'exercer les compétences de l'intérieur et de la défense au niveau fédéral ne doit strictement rien au hasard. Ce positionnement lui permet de se présenter comme une organisation qui nous protège contre des menaces et des dangers intérieurs et extérieurs, les deux notions étant liées. Pensez à la menace terroriste et aux patrouilles de militaires dans nos rues. La N-VA défend notre pays, ses frontières, sa population et ses valeurs. Ce n'est pas une

tâche que l'on confie à des mauviettes, mais à des gens comme nous. Le gouvernement de Donald Trump tient à peu près le même discours. Stephen Miller, l'architecte de la politique migratoire de Trump l'a exprimé en ces termes : « Un parti veut des frontières ouvertes (il parle des démocrates) et l'autre veut protéger les frontières ».

Il n'est pas spécialement difficile de mettre en évidence toute la démagogie, la généralisation et le mensonge dont procède ce dispositif narratif sur les frontières, les migrations et les menaces pesant sur notre civilisation. Ce récit soulève en parallèle certaines questions sur les partis traditionnels flamands. Quel est le dispositif narratif avec lequel ils convainquent ? Quels sont pour eux les grands défis d'aujourd'hui et quelles sont leurs réponses et leurs perspectives ? Eh bien, pour le dire dans des termes diplomatiques, ce n'est pas si clair. À leur grande époque, Steve Stevaert et Yves Leterme proposaient une belle histoire. Vous pouvez disséquer et mettre à nu le populisme de la N-VA, ce que font d'ailleurs certains acteurs flamands, ces efforts ne suffiront pas à entamer la popularité de ce parti. Si la N-VA reste aussi haut dans les sondages en cette année 2019, il me semble que c'est aussi parce que ses électeurs et ses sympathisants ne voient aucune alternative convaincante. Comme quelqu'un me l'a dit un jour : en Flandre, il y a un parti qui domine le jeu, les autres sont sur la défensive et condamnés à une course-poursuite.

GEORGE LAKOFF & LE FRAMING

J'ai sciemment évité de recourir au vocabulaire anglophone, à une exception près cependant, le *framing*. Non pas que la langue néerlandaise n'ait rien à proposer pour ces notions, mais je ne leur trouve pas assez de force.

George Lakoff est philosophe et linguiste spécialisé dans les sciences cognitives. Il est souvent cité dans la presse néerlandaise. La revue SAMPOL (de gauche) lui a consacré un numéro passionnant début 2018. Drew West, auteur de *The political brain*, est un autre nom qui revient souvent, comme celui du psychologue social Jonathan Haidt, auteur de *The Righteous Mind: Why Good People are Divided by Politics and*

Religion. Je résume ci-dessous très sommairement l'analyse de George Lakoff en y ajoutant un zeste de Drew Westen et de Jonathan Haidt, et en épiçant le tout d'exemples tirés de la communication de la N-VA.

Qu'est ce que le *framing* ? C'est le cadre de formulation, la mise en scène. Imaginons que je vous invite à l'appartement qu'un bon ami à moi possède sur la côte et que je vous avais décrit en termes très positifs. A votre arrivée, je vous fais pénétrer dans le living, dont la grande baie vitrée offre une vue imprenable sur les dunes, la plage et la mer. Vous réagirez probablement en me disant que cet appartement est vraiment splendide. Imaginons maintenant que je vous fais entrer dans le même appartement, mais en vous menant droit vers une chambre située à l'arrière et dont la fenêtre donne sur une obscure cour intérieure remplie d'un bric-à-brac invraisemblable et jonchée de déchets. Vous me lanceriez un regard rempli d'incompréhension. Et tu appelles ça le magnifique appartement de ton ami ? Le *framing* porte bien son nom, il désigne le cadre à travers lequel nous regardons les choses et la réalité. Notre appréciation d'un appartement va dépendre de la fenêtre par laquelle nous pouvons voir le monde extérieur. Et le même principe s'applique à la société, aux événements, à l'actualité. Deux personnes aperçoivent un mendiant dans le métro. Pendant son enfance et son adolescence, la première a toujours entendu qu'à condition d'étudier et de travailler dur, on y arrive toujours et que les gens sans boulot n'ont tout simplement pas fait de leur mieux. A la seconde personne, on a dit qu'il fallait bien étudier, mais qu'il existe des gens qui, même en faisant de leur mieux, se retrouvent en marge de la société et peuvent connaître la misère, juste par malchance ou parce que les structures de la société n'ont pas joué leur rôle. La première personne verra le mendiant comme une personne responsable de son sort et qui ne mérite donc pas l'aumône. La seconde personne le considérera en tout ou en partie comme une victime de la société et ressentira de l'empathie et de la pitié pour lui. Vous pouvez entraîner ces deux personnes dans une longue discussion sur l'inadéquation de nos structures sociétales ou sur les limites des responsabilités individuelle et collective, la probabilité qu'elles changent d'opinion restera faible. Ce qu'elles voient est déterminé par leurs valeurs

et par leurs normes, par leurs principes. Plus encore, ces valeurs et ces normes déterminent ce qu'elles voient et ne voient pas. Deux personnes traversent la place de l'église, à Louvain. L'une aperçoit cette rutilante Ferrari, l'autre ne l'a même pas remarquée. Par contre, une fois rentrée à la maison, cette autre personne s'émerveille de cette magnifique cymbalaire des murs, en fleur sur le vieux mur du cimetière. Le *framing*, nous le constatons, n'est pas seulement une question d'opinions, il désigne carrément ce sur quoi reposent nos opinions. L'homme qui évoque cette fleur sur le mur n'affirme pas explicitement que la nature, l'environnement et les valeurs immatérielles comme la beauté ont de l'importance pour lui. Il donne son avis, sans cadre. On dit parfois que toute communication comporte un aspect de vision du monde et c'est effectivement le cas. Mais la notion de *framing* dont il est question ici va un cran plus loin. Elle désigne de nouvelles techniques utilisées sciemment dans les stratégies de communication. Certaines personnes les connaissent. D'autres pas du tout.

Faudrait-il en conclure que la composition sociologique de la population ne remplit plus la moindre fonction ? Que les ouvriers peuvent voter pour l'Open VLD ou que les commerçants se tournent vers le sp.a ou Groen ? Ce serait aller trop vite en besogne. Certains facteurs comme la profession, le revenu et le niveau d'instruction demeurent des indicateurs essentiels dans le comportement des électeurs. Suffisamment d'études l'ont démontré. Élections après élections, on constate par exemple que la proportion de personnes hautement qualifiées au sein de l'électorat écologiste est plus élevée que la moyenne du corps électoral, que ce soit en Belgique ou dans bon nombre d'autres pays. La préférence électorale des médecins va plus souvent aux libéraux qu'aux partis de gauche. Nous pourrions citer encore d'autres exemples. George Lakoff affirme également que les valeurs fondamentales ont de l'importance et il ajoute que les partis populistes et de droite les exploitent beaucoup plus habilement que les partis de gauche. Il parle notamment du modèle patriarcal « strict et sévère » à la base des valeurs conservatrices, du respect de la hiérarchie et de l'ordre (plus de policiers en rue, par exemple) et de la loyauté pour son propre groupe. Ce modèle peut se traduire

par une certaine préoccupation concernant le pouvoir de décision du gouvernement, mais aussi par une inquiétude concernant les frontières du pays ou même par une attitude carrément radicale, du style « nos concitoyens d'abord ». Le modèle des « parents attentifs » est quant à lui à la base des politiques progressistes et se fonde sur le respect, la justice, le dialogue et la participation.

Sachant tout cela, on ne s'étonnera pas que le langage agressif sur Twitter émane essentiellement de la droite. Il lui sied mieux et son public cible l'accepte plus facilement. Par ailleurs, il en découle également qu'on ne peut pas convaincre les électeurs dont les valeurs sont conservatrices au moyen de faits et d'arguments, comme essaient généralement de le faire les partis progressistes. Ces arguments n'ont aucun effet sur eux. Ils sont filtrés par leur vision du monde, en ce sens qu'ils les nient, les tournent en ridicule ou les attaquent, un processus qui existe aussi chez les électeurs de gauche.

La droite ne parle pas seulement de politique, affirme George Lakoff, elle parle très souvent de moralité. De ce qui est bien ou mal dans la société et dans le monde. De ce qui est acceptable ou inacceptable. Trump et De Wever doivent leur succès notamment au fait qu'ils jouent souvent sur le registre moral, beaucoup plus que les partis de gauche. Bart De Wever, par exemple, n'hésite jamais à malmenier la gauche parce que la naïveté de ses « bien-pensants » met notre civilisation en danger. A Anvers, lorsque la N-VA a été mise sous pression parce que sa politique de mobilité est tellement favorable aux voitures qu'elle coûterait la vie à un nombre croissant de cyclistes, l'échevin de la N-VA en charge de cette compétence a publié un article d'opinion intitulé « Nee, fietsen is in Antwerpen niet moreel superieur » ("Non, faire du vélo à Anvers n'est pas moralement supérieur"). Son propos était de mettre en garde contre l'idée de considérer l'utilisation du vélo comme moralement supérieure, et contre l'attitude dogmatique consistant à tout sacrifier pour le vélo. Le lendemain, le journal publiait un débat entre deux Anversoises, un cycliste en colère et un citoyen échaudé par « l'arrogance des cyclistes ».

Objectif atteint. Le débat, plutôt que de porter sur la politique de la N-VA, a été réorienté vers l'attitude des cyclistes.

L'analyse de George Lakoff explique également pourquoi certaines personnes semblent parfois voter contre leurs intérêts. Pourquoi des pauvres donnent-ils leurs voix à Donald Trump alors qu'il était tout de même évident qu'il droloterait les riches ? Parce que ces pauvres votent en parfaite adéquation avec leurs valeurs (conservatrices), que Trump les a martelées et qu'il a réussi à faire vibrer cette corde en eux. En 2010, un sondage d'opinion a fait apparaître que parmi les électeurs de la N-VA, 63,4 % d'entre eux voulaient davantage de compétences aux entités fédérées et que 16,8 % étaient favorables à la partition de la Belgique. En revanche, 9,6 % voulaient revenir à la Belgique unitaire et 4,1 % voulaient un renforcement du niveau fédéral. Pourquoi donc ces deux dernières catégories d'électeurs, dont l'opinion sur l'avenir de notre pays est parfaitement contraire à la mission fondamentale de la N-VA, ont-elles voté pour ce parti ? Parce que la N-VA a su les toucher au niveau de leurs valeurs, nous répondrait George Lakoff. Ils sont peut-être inquiets pour la prospérité de leur famille, mais il craignent sans doute aussi pour leur sécurité physique, menacée selon eux par la triade islam/migration/réfugiés.

La situation est-elle désespérée ? Absolument pas, affirment George Lakoff, mais aussi Drew Westen, car il faut également compter avec un autre groupe à la fois nombreux et hybride, situé celui-là au centre de l'échiquier politique. On y trouve des personnes progressistes sur le plan économique et plus conservatrices sur les questions sociétales, mais également des personnes économiquement conservatrices et plus ouvertes aux changements de société. Tout l'art est de s'adresser à elles avec assez d'habileté pour les toucher et les gagner à sa cause. Par exemple, le mot « dépenses » peut rebuter certains électeurs centristes parce qu'il évoque les déficits publics et le gaspillage. En revanche, « investissements » a une connotation plus positive, *a fortiori* si le terme est utilisé pour parler des écoles et des infrastructures. Vous mettez alors en avant le bien public, indispensable à notre société et à nos familles.

Toute cette théorie est-elle scientifique ? Ne néglige-t-elle pas l'origine sociale des électeurs ? Est-ce parce qu'une stratégie politique basée sur leurs opinions semble fonctionner aux Etats-Unis qu'il en ira forcément de même en Belgique ? Ces questions sont compréhensibles et tout à fait à leur place. Je souhaite attirer l'attention sur le fait que Theo Francken a déclaré dans une interview que Drew Westen et Jonathan Haidt étaient pour lui des maîtres à penser importants. Dans un autre entretien, il a confirmé qu'il s'inspirait des analyses de Jonathan Haidt : « Chaque fois que mes services doivent communiquer, nous soumettons généralement nos contenus aux principes formulés par Jonathan Haidt, que nous estimons particulièrement appropriés dans des dossiers liés à l'asile et à la migration ». Dans la mesure où Theo Francken fait référence à ces auteurs états-uniens de manière totalement décomplexée, il me semble que nous avons de bonnes raisons de leur consacrer autant d'attention dans ces pages.

Grâce à une stratégie de communication sophistiquée, la N-VA est parvenue ces dernières années à faire glisser une large part de ce groupe centriste vers la droite – ainsi qu'une partie de la droite vers une position encore plus droitiste. Je pense que les autres partis politiques ont totalement méjugé ce phénomène. Ils sous-estiment également l'importance de ce que j'appellerais une guerre culturelle et surestiment dans le même temps le poids des politiques réellement menées. La N-VA sait parfaitement qu'elle ne peut pas mettre à exécution la plus grande partie de son programme, tant sur le plan communautaire qu'en matière socio-économique. Peu lui importe, la victoire qu'elle est en train de remporter dans la guerre culturelle compense largement cette incapacité. En voici quelques exemples.

LA GUERRE CULTURELLE : EXEMPLES

Début 2018, Bart De Wever publie une carte blanche assez longue dans le *Morgen*. Selon lui, les partis de gauche doivent choisir entre l'État providence et l'ouverture des frontières. Pour ma part, j'appelle cela du *framing* « à plein pot ». Il pousse ses concitoyens vers une vision précise de la société : « Notre prospérité est fragile car si ces millions

d'Africains miséreux viennent chez nous, notre Sécurité sociale implose. La politique d'ouverture des frontières défendue par la gauche menace par conséquent notre Sécurité sociale, notre modèle de société. La gauche n'a qu'à savoir ce qu'elle veut. Soit elle souhaite préserver la Sécurité sociale, ce qui implique de protéger notre frontière. Soit elle souhaite ouvrir les frontières, mais alors elle doit faire une croix sur la Sécurité sociale ». Ces quelques phrases sont bien entendu très facile à déconstruire, ce que la presse flamande ne s'est pas privée de faire dans les jours qui ont suivi. Des experts ont expliqué, chiffres en main, que le coût des migrants et des demandeurs d'asile pour la Sécurité sociale est insignifiant, et que, compte tenu du vieillissement de la population belge, force est de constater que nous avons justement besoin de jeunes migrants. Rien à faire, la N-VA s'en est sortie sans une égratignure. Pire encore, ces réactions se plaçant à l'intérieur de son *framing*, elles l'ont renforcé aux yeux de ses groupes-cibles. En effet, les personnes qui n'envisagent pas de voter pour la N-VA n'auraient de toute façon pas changé d'avis à la lecture de l'article. Bart De Wever a trois groupes de citoyens dans sa ligne de mire. Les électeurs de la N-VA, tout d'abord, dont il cherche à ancrer et à consolider la préférence électorale. Disons qu'il veut garder ses électeurs acquis, éviter que des électeurs adhèrent un instant aux idées de son parti pour en ressortir aussitôt parce qu'un autre parti leur semble plus intéressant. Vient ensuite un deuxième groupe, celui des électeurs potentiels, dont il n'espère bien sûr pas faire des électeurs acquis au moyen d'une seule carte blanche. Non, il s'efforce d'abord de modifier leur *framing*. Son objectif est de changer la manière dont ils vont suivre l'actualité dans les semaines et les mois suivants. S'ils le font à partir du *framing* qu'il esquisse dans son article, ils regarderont et suivront l'actualité d'une autre façon et entendront les messages qui corroborent le *framing*, pour en conclure au bout du compte que oui, la N-VA a effectivement raison, et qu'ils vont donc voter pour elle. Enfin, ce type d'articles d'opinion de la N-VA cible un troisième groupe de personnes, les quelques dizaines de journalistes et de leaders d'opinion qui comptent vraiment en Flandre, et qui non seulement formulent quotidiennement des opinions, mais qui, de par

la nature de leur activité, font sans cesse du *framing* aussi. Et si ces acteurs glissent en direction de la N-VA, pour Bart De Wever, c'est décrocher la timbale car ces personnes influent largement sur la façon dont une bonne partie des six millions de Flamands voient le monde. Une semaine après la parution de la carte blanche de Bart De Wever, Wouter Beke s'est entendu poser lors d'une interview la question suivante : « De Wever ouvre un débat intéressant. Ouvrir les frontières revient à mettre la Sécurité sociale en danger ». Un tel énoncé du problème vaut de l'or pour Bart De Wever. Cette façon de présenter les choses aurait pu venir directement du service de communication de la N-VA. Prenons-le temps de la disséquer. Les journalistes trouvent que De Wever ouvre un débat « intéressant », ce qui signifie que son approche est intégralement avalisée. Pourtant, il aurait été tout à fait possible d'affirmer que l'article du *Morgen* était une manœuvre de diversion plus qu'évidente de De Wever, qui estimait que la Sécurité sociale vue depuis la perspective de la gauche avait été trop souvent sous les feux de la rampe ces derniers temps, un débat dangereux pour lui, car de plus en plus de Flamands ont l'impression que leur pension est menacée par le gouvernement au pouvoir. Si ce sujet devait devenir l'enjeu des élections, Bart De Wever pourrait perdre énormément de plumes et la gauche flamande saisirait forcément l'occasion au vol pour se ragaillardir. Pour De Wever, le raisonnement était simple : le moment était venu de retourner la situation : « Votre pension est menacée par les partis de gauche parce qu'ils ouvrent les frontières et que tous ces migrants menacent notre Sécurité sociale ! » Revenons à la question posée par les journalistes, qui parlent du fait « d'ouvrir en grand les frontières ». Autant répéter mot pour mot les affirmations de De Wever, et ce alors que la gauche flamande ne souhaite pas le moins du monde ouvrir en grand les frontières. Enfin, les journalistes affirment que la Sécurité sociale est mise en danger, très précisément l'argumentaire de De Wever. Il est évidemment possible que ces journalistes aient simplement voulu poser des questions difficiles à Wouter Beke. Quoi qu'il en soit, ils répètent le *framing* de la N-VA et c'est ce *framing*-là qu'ils serviront à leurs lecteurs.

Le célèbre bus rouge de la campagne pour le Brexit est un autre exemple de *framing* très intéressant et malheureusement efficace. On pouvait y lire le message suivant, en caractères gigantesques : « *We send the EU £350 million a week. Let's fund our NHS instead. Vote leave* ». En traduction libre, cela donne : « Nous envoyons chaque semaine 350 millions de livres à l'UE. Servons-nous-en plutôt pour financer nos soins de santé nationaux. Votez pour la sortie de l'UE ». Les internautes pouvaient trouver une variante de ce slogan sur le compte Twitter de la campagne pour le *leave*. Son message relevait de la pure démagogie et les Britanniques commencent seulement à le comprendre. L'objectif n'était pas d'informer, mais bien de reformuler le débat sur le Brexit : « Être membre de l'UE nous coûte très cher, nous ferions mieux d'investir notre argent dans les soins de santé, des soins qui vont à nos concitoyens ». Même en dénonçant l'inexactitude de ces chiffres, on reste à l'intérieur du *framing* des *Brexiters*, renforcé à chaque apparition du bus rouge à la télévision ou dans les médias sociaux. Une manœuvre perfide, mais géniale de la part du camp du Brexit.

Donald Trump est un champion du *framing*, lui aussi. Pendant la campagne pour l'élection présidentielle, sa compétitrice est devenue *crooked Hillary* (« Hillary la véreuse »), un vrai coup de maître. Réfléchissez un instant à la violence de ce propos, qui consistait à dépouiller la candidate démocrate de son honnêteté. Trump n'était pas en mesure de prouver ses dires, mais ce n'était pas grave. L'équipe de campagne d'Hillary a réagi en réaffirmant systématiquement que les accusations de l'autre camp étaient infondées et que le candidat républicain ne pouvait rien prouver. Or, ce discours revient à se placer *dans* le *framing* de Trump. Il a motivé d'autant plus ses partisans à faire campagne pour lui. Quant aux électeurs potentiels de Trump, entendant qu'il existait certains doutes sur l'intégrité de sa compétitrice, ils ont commencé à suivre l'actualité.

J'ai déjà évoqué cet autre exemple où le parti de Bart De Wever se pose en défenseur des valeurs occidentales qui seraient menacées par des facteurs externes comme l'islam, les demandeurs d'asile et les migrants. Si elle reste à l'intérieur de ce *framing* en criant sur tous les toits que

c'est justement la N-VA qui menace les valeurs occidentales, par ses menaces à l'encontre des journalistes et des académiques, et par la marginalisation des acteurs critiques de la société civile, la gauche ne provoquera tout au plus qu'une tempête dans un verre d'eau. Car ce message ne s'intègre pas dans le *framing* où, justement, la N-VA défend ces valeurs occidentales. Ce message sera à peine audible et ne pénétrera plus dans l'esprit des gens. Il est en quelque sorte trop tard, parce que le *framing* de la N-VA a déjà eu le temps de s'ancrer en profondeur. Les politiques qui pensent que cette situation peut être rectifiée par une campagne électorale basée sur des bons slogans, des débats de qualité et toutes sortes d'activités sur les médias sociaux se trompent. Il est impossible de corriger cet état des choses en quelques mois, sauf si la N-VA commet de grosses gaffes ou que le parti est victime d'un énorme scandale. La question est plutôt de savoir comment la crise autour du pacte migratoire se terminera. Début décembre 2018, la N-VA avait perdu beaucoup de légitimité auprès de la presse flamande et de nombreux Flamands. Reste à voir si le parti saura corriger le tir avant les élections de 2019.

Le *framing* consiste, nous le voyons, à inscrire la « réalité » dans un dispositif narratif, un récit, si vous préférez, de façon à orienter la capacité d'interprétation de l'autre. Voici encore quelques autres exemples de *framing* de la N-VA.

La Belgique est le pays de l'Union européenne où la proportion de personnes d'origine étrangère sur le marché de l'emploi est la plus faible. Les experts pointent du doigt une discrimination systématique à l'embauche et la nécessité d'introduire des tests de situation. La N-VA ne veut absolument pas en entendre parler, car ce serait admettre la responsabilité des patrons. Chaque fois que cette problématique refait surface, le parti opte pour une communication très offensive, insistant sur l'importance de l'enseignement des langues, « fondement de toute chose ». La N-VA invoque les nombreuses possibilités en matière d'enseignement des langues et rappelle que le gouvernement flamand accorde la priorité à cette matière. Autant faire tout de suite porter le

chapeau aux sans-emploi, seuls responsables de leur situation parce qu'ils n'apprennent pas ou pas assez le néerlandais. Ce *framing*, qui repose également sur une base idéologique, a largement pénétré l'opinion publique flamande ces dernières années. Le psychiatre britannique Theodore Dalrymple rejette toute forme de « pensée victimaire » – un vocable en soi très cadrant – et affirme que c'est à chacun de se tenir debout et de prendre son sort en main. Le sentimentalisme et la pitié mal placée privent les citoyens de leur responsabilité. Je reproduis quelques passages d'une interview datant de 2011. « La Sécurité sociale n'extrait pas les gens de la pauvreté et les maintient au contraire dans leur dépendance. Elle anéantit le respect qu'ils ont d'eux-mêmes, créant toujours plus de pauvres et de malades. La Sécurité sociale britannique a créé plus d'invalides que la Première guerre mondiale. Le système incite à l'abus et le gouvernement le tolère parce que les invalides disparaissent des statistiques du chômage. (...) Considérer la Sécurité sociale comme une forme de solidarité, j'appelle cela du sentimentalisme. La Sécurité sociale est une bureaucratie horrible, impitoyable et monstrueuse, à l'origine des phénomènes pervers que je viens de décrire. Les élites lui ont apposé l'étiquette de la solidarité pour brouiller la réalité. Avec pour conséquence que ce sentimentalisme s'insinue dans toutes les couches de la société, dans le système judiciaire, dans les soins aux personnes et dans l'éducation de nos enfants. (...) La vraie solidarité suppose l'initiative du donateur, qui dépense spontanément son argent parce qu'il ressent de la sympathie et de la pitié pour ceux qui en ont moins que lui. Dans l'état actuel des choses, et au-delà de la volonté du contribuable, le gouvernement oriente l'argent vers les profiteurs ». Le professeur Dalrymple est régulièrement cité par la N-VA.

Quand une étude démontre que la xénophobie et le racisme sont présents en Flandre, la N-VA accuse en quelques phrases la gauche d'être responsable de cette situation. La *pamperbeleid* (« politique du biberon ») et l'ouverture des frontières voulue par la gauche rendent les Flamands nerveux, ces politiques ne sont d'aucun secours car les Flamands ont l'impression, dira la N-VA, qu'il y a une discrimination positive envers les migrants.

Le mot *pamperbeleid* est une trouvaille géniale. Il sous-entend que les primo-arrivants qui n'avaient pas l'obligation d'apprendre le néerlandais ont été soi-disant dorlotés et qu'ils ont joui de généreuses allocations sans avoir à faire aucun effort d'intégration. C'est absolument faux. En réalité, notre pays n'a jamais mis en place une politique digne de ce nom pour accueillir les primo-arrivants. Malheureusement, ce terme a été tellement rabâché ces dernières années que mêmes les journalistes en sont venus à l'utiliser. Un magnifique exemple de *framing* que nous devons à la N-VA et à d'autres forces de droite. Cette phrase contient un deuxième élément puissant : ce n'est pas la droite qui est responsable de comportements éventuellement xénophobes, mais la gauche, parce que son approche complique le vivre-ensemble avec les primo-arrivants.

Un dernier exemple. Quand la N-VA parle des primo-arrivants, qu'il s'agisse de travailleurs migrants ou de demandeurs d'asile, elle évoque presque toujours la nécessité pour eux d'intégrer « nos normes et nos valeurs ». Le message est triple : « nos normes et nos valeurs, en Flandre, sont homogènes », elles sont partagées par tous. Ce message est très puissant et marginalise d'éventuels adversaires. Cette affirmation est évidemment inepte. Personnellement, je ne partage pas les valeurs des gens qui évitent l'impôt ou qui trouvent normal de se traiter mutuellement de salaud ou de salope sur Twitter. Deuxième point : la N-VA affirme qu'il est évident qu'elle incarne et défend ces valeurs et ces normes. Quand on observe le traitement impitoyable que la N-VA réserve à ses partenaires gouvernementaux ou encore aux pauvres en général, il me semble que les membres de ce parti ont effectivement un regard particulier sur les valeurs et les normes fondamentales de notre société. Troisième point : tous ces nouveaux-venus ne partagent apparemment pas ces normes et ces valeurs, ce ne sont pas encore des citoyens à part entière qui sont en mesure de faire partie intégrante de notre société civilisée, alors que chaque année des milliers de nouveaux-venus montrent qu'ils sont tout à fait « en phase » avec notre mode de vie, avec des valeurs comme la solidarité, l'hospitalité et le respect de nos semblables. Ce discours, au moyen duquel la N-VA divise la société entre « nous » et « eux », est un élément fondamental de sa stratégie.

Nous, enfants des Lumières, devons veiller sur nos valeurs et sur nos normes parce qu'elles sont mises en danger par les primo-arrivants. Il vaut donc mieux que ceux-ci soient obligés de passer d'abord par une trajectoire d'intégration pour qu'ils puissent vivre ici avec nous. Pas un mot des droits des primo-arrivants ou de la discrimination à leur rencontre sur les marchés de l'emploi et du logement. La balle est totalement dans le camp des primo-arrivants. Le grand défi de la société aujourd'hui n'est pas socio-économique, mais « culturel ». Heureusement, il existe un parti à la fois grand, fort et courageux qui veille sur notre culture et sur notre civilisation. Voilà le message.

L'ÉLECTEUR-CONSOMMATEUR ?

Dès lors qu'on médite en profondeur sur cette problématique, on peut parvenir à la conclusion que la N-VA traite l'électeur comme un consommateur, comme un être post-idéologique qu'il faut appâter avec les meilleures techniques de marketing et en se servant des avancées les plus récentes de la psychologie sociale, afin de le convaincre de voter pour vous. Nous sommes en présence d'une commercialisation à outrance du fait politique. Les partis s'efforcent d'être en phase avec les angoisses et les attentes des électeurs et certains dirigeants politiques orientent ces peurs et ces attentes afin de les exploiter sur le plan électoral. Les optimistes diront que, de nos jours, beaucoup plus d'électeurs se sentent impliqués par la politique et qu'ils jouent même un rôle important dans les débats de société, notamment à travers les médias sociaux. Quant aux pessimistes, ils affirmeront que cette commercialisation de la politique sonne le glas de la démocratie parce que la violence du marketing annihile l'analyse approfondie et les délicates nuances qu'exige la résolution des nombreux problèmes complexes de notre époque. Je ne pense pas qu'il soit possible de prévoir où nous en serons dans cinq ou dix ans. N'oublions pas que derrière ces techniques de communication et de marketing, nous trouvons également une idéologie et des valeurs qui tiennent debout. Il n'est donc pas question que d'emballage, mais aussi de contenu.

Je vais m'arrêter un instant sur un aspect du *framing* qui me semble recevoir trop peu d'attention. J'ai suivi un cours de médiation, jadis, et

j'ai lu sur ce sujet. J'ai même eu à accomplir des missions de médiation. Un des points essentiels de la médiation consiste à amener les deux parties à percevoir qu'il peut exister une autre vision du conflit que la leur. Si les deux parties admettent ce point, vous avez déjà franchi une bonne partie de la distance qui vous sépare d'une solution – qui peut être une réconciliation, un compromis, mais également le constat serein que la divergence de vues ne peut pas être résolue. Dans la majorité des cas, les personnes ou les groupes profondément empêtrés dans un conflit éprouvent de grandes difficultés à comprendre qu'une autre vision de la situation que la leur peut exister. Quel rapport avec le *framing*, me direz-vous ? Lorsque des partis politiques recourent sans limite au *framing* en se servant de techniques sophistiquées, certaines angoisses ou attentes peuvent s'ancrer de façon très forte. Certaines personnes se mettent à avoir vraiment peur du terrorisme forcément « islamique » et deviennent incapables de se représenter que d'autres gens puissent vivre sans en avoir peur. A cela s'ajoute que les médias sociaux favorise l'existence de groupes segmentés entretenant peu de contacts les uns avec les autres, et à l'intérieur desquels une même opinion ou une même façon de voir les choses se renforce. Le risque est d'aboutir à une fragmentation de l'espace public tandis que des algorithmes déterminent ce que chacun voit et lit. Cette situation renforce à son tour le *framing*, ce qui diminue encore davantage la capacité d'ouverture à d'autres points de vue, alors que le fait de vivre et d'oeuvrer ensemble, que ce soit dans nos familles, au travail ou dans la société, n'est possible qu'à condition que les citoyens soient en capacité de voir et d'admettre que plusieurs points de vue peuvent co-exister. Lorsque les conceptions de l'être humain et du monde font durablement l'objet d'un *framing*, le bon fonctionnement d'une société diversifiée comme la nôtre peut devenir très difficile. Ces visions déformées de la réalité peuvent nous faire glisser vers la violence verbale et, à terme, vers la violence physique, ce qui ne peut qu'apporter une fois encore de l'eau au moulin des forces qui sont à l'origine du *framing*. Je vois dans cet enchaînement un cercle vicieux qui, je l'avoue, ne laisse pas de m'inquiéter.

CHAPITRE 17

INTÉRÊT DU PARTI ET GROUPE-CIBLE



Capture d'écran du compte Twitter de Theo Francken

UNE PARTICIPOPPOSITION RÉUSSIE

Depuis sa fondation, la N-VA se profile comme un parti anti-establishment. Attention, cette distance, le parti ne la prend pas uniquement par rapport à l'establishment belge, mais aussi vis-à-vis de la rue de la Loi toute entière, les autres partis et institutions politiques, jusqu'au niveau européen et même international. La N-VA se présente comme le parti qui exprime ce que ressent, pense et veut la Flandre profonde. Cet *onderstroom* (NdT: littéralement, ce "courant profond") qui se sent trahi par les élites obsédées par leurs propres intérêts. Alors que la N-VA, elle, n'en fait pas partie. Elle ne se prête pas aux manœuvres et aux intrigues politiques de l'establishment, ne participe pas aux compromis bancals et ne cède pas à la tentation des nominations politiques. La N-VA, un parti qui n'est pas comme les autres. Elle est allée très loin pour en apporter la démonstration. En 2013, le parti, qui siège à l'époque au sein du gouvernement flamand, est habilité à nommer un nouveau gouverneur pour la Flandre orientale. Son choix se porte sur Jan Briers, administrateur délégué du Festival van Vlaanderen, un festival de musique classique. Jan Briers n'avait aucune étiquette politique. La N-VA ne voulait pas procéder à une nomination politique et démontrer qu'elle faisait de la politique autrement. Depuis lors, la N-VA a nommé quantités de personnes qui sont membres ou proches du parti. Mais dans la plus grande discrétion possible parce qu'elle sait que cette pratique est mauvaise pour son image.

La communication assertive du parti, assurée pour l'essentiel par Bart De Wever, est encore plus importante pour maintenir son image de parti anti-establishment. La N-VA n'hésite pas à prendre ses distances vis-à-vis du gouvernement dont elle fait partie par ailleurs. Même si les ministres de la N-VA ont approuvé une trajectoire budgétaire ou une stratégie énergétique, Bart De Wever n'hésite pas à s'en distancier pour qu'il reste clair que la N-VA n'appartient pas à l'establishment. Pour autant que je sache, ce grand écart entre statut de parti aux affaires et positionnement de parti anti-système est rare dans l'histoire de la Belgique et rappelle la « participopposition » d'Ecolo sous l'arc-en-ciel.

Faut-il en conclure que la N-VA est un parti populiste ? La notion de populisme a fait l'objet de nombreux traités, tous plus épais les uns que les autres, et ses définitions sont assez nombreuses. Si le populisme répond à la définition que je m'appête à donner, alors la réponse est « oui », la N-VA est un parti qui exhale plus qu'un fumet de populisme. Les populistes font comme si le peuple était homogène, comme si tout le monde voulait la même chose et que la volonté du peuple n'était ni entendue, ni mise en application par les élites politiques, qui en sont éloignées et se préoccupent avant tout de leur statut et de leurs revenus. Le « vrai peuple » est joué contre les « élites corrompues » et celles-ci ne tiennent aucun compte des desiderata du peuple. Le fait que « les élites » s'opposent à la volonté du « peuple » est tellement scandaleux et injuste que le peuple peut – et doit même – recourir à la violence langagière. La N-VA utilise depuis longtemps le terme *onderstroom*. C'est un moyen pour elle de dire qu'il existe en Flandre un profond courant d'opinion majoritaire qui aspire à une autre politique que celle des élites politiques. La N-VA présente les choses comme si elle avait parfaitement conscience de ce courant d'opinion sous-jacent et était, pour sa part, désireuse de mettre en œuvre ce qu'il souhaite. Celles et ceux qui s'opposent à la N-VA, en d'autres termes, ne font pas partie du peuple. Autant dire que la pluralité de la société est niée ou du moins fortement mise à mal. Bien entendu, ce dessein ne peut réussir **q** si la N-VA ne peut être confondue avec la classe politique belge. Le parti ayant des ministres dans les gouvernements flamand et fédéral (jusque fin 2018), il doit redoubler d'efforts pour se distancier de ces fichues élites politiques. Tantôt il tire à bout portant sur l'Union européenne, tantôt sur un traité international comme la Convention de Genève. En effet, toutes ces institutions et ces normes ont été créées par les élites au détriment du « peuple ». La N-VA est-elle populiste ? Selon moi, oui. Le populisme est même un élément constitutif de sa stratégie.

Petit détour sur son comportement vis-à-vis de l'Union européenne. Dans ce domaine, on assiste à une inflexion systématique, à une rupture par rapport aux décennies antérieures. Le mouvement flamand a toujours été pro-européen. « Pour être quelque chose, nous devons être Flamands.

Et nous voulons être Flamands pour devenir Européens », disait August Vermeylen, parlementaire socialiste, professeur et écrivain, en 1962. Ce message a duré longtemps, mais on ne l'entend quasiment plus de nos jours. La N-VA se qualifie d'euroréaliste. Dans les faits, elle souhaite toutefois une Union européenne dotée de compétences minimales.

LE PARTI COMPTE DAVANTAGE QUE LE GOUVERNEMENT

Pour un parti populiste, c'est la logique même. Le parti est plus important que le gouvernement. Quand on y réfléchit, ce principe vaut sans doute pour tous les partis. Mais pour la N-VA, c'est encore d'un autre ordre. La N-VA savait et sait encore qu'une participation à un gouvernement implique un risque tout à fait considérable pour le parti : il faut faire des compromis qui ternissent son image, des erreurs peuvent se produire qui entraînent la démission d'un ministre ou portent lourdement atteinte à la légitimité du parti. Depuis 2014, la N-VA met absolument tout en œuvre pour préserver son image, même si cela se fait aux dépens d'un partenaire ou du travail gouvernemental. Petit coup de projecteur sur le printemps 2018. En une seule semaine, Bart De Wever se permet de remettre en doute la sortie du nucléaire, de tenir des propos eurosceptiques et d'estimer qu'il faudrait passer à la vitesse supérieure sur le plan budgétaire. Chacune de ces prises de position est une communication porteuse vis-à-vis de ses groupes cibles et tant pis si les déclarations égratignent à trois reprises le premier ministre Charles Michel. Dans la plupart des gouvernements, ces sorties seraient impensables. En l'occurrence, elles ne posent aucune problème parce que la N-VA ne craint pas les prochaines élections, ce qui n'est pas le cas de Charles Michel. Là réside un des graves problèmes de ce gouvernement. Si Bart De Wever était devenu vice-premier ministre, il n'aurait évidemment pas pu se livrer à de telles déclarations. Mais il n'aurait jamais accepté de le devenir. Il avait parfaitement compris que le succès de la N-VA ne pourrait durer qu'à condition qu'il continue à la valoriser en exerçant sa présidence. Cette approche est payante.

Vous pensez peut-être que la N-VA est en train de gaspiller ses chances de participation à un futur gouvernement fédéral ? En effet, qui sera encore

disposé à gouverner avec un partenaire aussi déloyal et impitoyable ? Je crois que les choses sont plus complexes. Les politologues expliquent que tout parti doit choisir entre deux stratégies : le *voters seeking* et l'*office seeking*. Le *voters seeking* – la recherche d'électeur –, signifie que vous mettez toutes les chances de votre côté pour gagner les élections et devenir incontournable dans la constitution d'un gouvernement. L'*office seeking* signifie que vous visez une participation à un gouvernement en misant principalement sur, par exemple, l'entretien de bons contacts avec d'autres partis, ou en passant des accords pré-électoraux. En pratique, la situation n'est pas toujours totalement tranchée. En revanche, l'analyse de la situation politique en Flandre permet de parvenir facilement à des conclusions. La N-VA est à la chasse aux électeurs. Elle espère de nouveau obtenir 30 % afin qu'il soit impossible de la repousser sur les bancs de l'opposition, sauf au moyen d'une coalition de quatre partis (CD&V, Open VLD, Groen et sp.a). Un attelage de ce type serait une aventure pour le moins risquée, génératrice de nombreuses opportunités pour la N-VA et ne tiendrait sans doute pas cinq ans. Par conséquent, ce n'est pas si grave si le parti, à travers son attitude assertive, porte quelque peu préjudice à ses partenaires de coalition actuels ou futurs. Il sait parfaitement qu'en cas de lourde défaite électorale, il sera rejeté sans hésiter dans l'opposition par une tripartite traditionnelle, un scénario qu'il souhaite ardemment éviter.

GROUPES CIBLES

Quand on analyse la stratégie de communication des partis ou des mouvements politiques, les groupes cibles constituent généralement le critère principal. A qui s'adresse-t-on ? A des cadres hautement qualifiés ou à des ouvriers ? A des personnes plutôt matérialistes ou plutôt post-matérialistes ? A des citoyens qui croient le changement possible ou à des personnes qui préfèrent justement qu'il n'y ait pas trop de changement ? Toute une gamme de catégories peut être définies. La N-VA se livre à cet exercice, comme tout le monde. Le petit groupe de Flamands qui rêve d'une Flandre indépendante appartient évidemment aux groupes-cibles du parti. Mais la stratégie de la N-VA ne s'arrête pas

à eux. La N-VA part du principe que les contours de ces groupes-cibles ne sont plus aussi fixes qu'il y a vingt ans. Le profil de l'électeur n'est pas seulement fonction de la classe sociale. D'ailleurs, même ce terme est plus difficile à définir qu'auparavant. Peut-on affirmer que les ouvriers hautement qualifiés gagnant convenablement leur vie appartiennent au même groupe que les ouvriers non qualifiés qui enchaînent les intérim ? Délimiter les groupes sociaux actuels est une tâche beaucoup plus complexe qu'il y a un quart de siècle. En plus, les électeurs sont devenus volages. Ils changent de parti presque comme de chemise. En 2014, 41 % des électeurs ont voté pour un autre parti qu'en 2010. La N-VA le sait parfaitement. Son ambition était et reste de dépasser le cercle des électeurs traditionnels de la Volksunie. Elle a étudié avec minutie l'analyse de George Lakoff qui montre que certains groupes peuvent glisser d'une opinion à l'autre. Deux termes importants ont fait leur apparition aux élections de 2010. La N-VA avait un « flanc nord » et un « flanc sud ». Le flanc sud était constitué des électeurs venus du Vlaams Belang et de la Lijst De Decker, soit 18 % de ses électeurs. Le flanc nord était constitué des électeurs venant du CD&V, de l'Open VLD et du sp.a, et représentant respectivement 17 %, 9 % et 6 %. Ces deux groupes ayant des profils très différents, ils ont fait chacun l'objet d'un traitement à part entière. Les électeurs du premier groupe hurlaient leur mécontentement, tandis que ceux du second groupe suivaient de très près les médias et l'actualité, parce qu'ils voulaient un changement et cherchaient à voter pour le parti incarnant ce changement. Les autres électeurs avaient déjà voté pour la N-VA auparavant (32 %), pour d'autres partis ou ne savaient plus pour qui ils avaient voté aux élections précédentes (11 %). Ces chiffres montrent de façon limpide que les électeurs de la N-VA ne sont pas seulement d'anciens électeurs déçus du Vlaams Belang. La N-VA a su également attirer dans ses filets de nombreux électeurs du CD&V et de l'Open VLD. En outre, en 2010, le degré de qualification des électeurs de la N-VA était supérieur au degré de qualification moyen des électeurs flamands.

Retour sur les flancs nord et sud. Aux oreilles du flanc sud, vous vous doutez bien que le discours dur de Theo Francken résonne comme

une douce musique. Mais il y a plus. Le discours de la N-VA dans son ensemble provoque un glissement des électeurs vers le sud. Le dispositif narratif disant « notre civilisation occidentale est menacée par l'islam / les réfugiés/la violence » est un moyen pour le parti de transformer, comme je l'ai expliqué plus haut, la façon dont une partie des électeurs de la droite et du centre déchiffrent le monde qui les entoure. A mesure que ces électeurs glissent vers la droite, ils deviennent plus réceptifs à la communication de Francken et consorts. En d'autres termes, les priorités de certains groupes cibles changent. Les électeurs qui, en 2010 et en 2014, s'inquiétaient surtout de leur prospérité et regrettaient que les réformes socio-économiques nécessaires se fassent attendre à cause de « l'obstruction des Wallons », sont désormais préoccupés par l'islam et les migrants, ces deux notions étant les composantes d'une seule et même réalité menaçante. Non seulement la N-VA applique une politique sophistiquée à l'égard de ses groupes-cibles, mais elle parvient aussi à transformer les priorités de certains d'entre eux.

La volatilité des électeurs, bien plus importante que par le passé, pourrait un jour fonctionner dans l'autre sens. Le jour où la « magie » qui entoure la N-VA prendra des coups, les électeurs se tourneront massivement vers d'autres formations en l'espace de quelques mois. Ce scénario se produira-t-il dès les élections de 2019 ou devons-nous attendre 2024 ? Quel parti sera capable de provoquer ce nouveau glissement ?

UN TÉMOIGNAGE DE L'INTÉRIEUR SUR LA CAMPAGNE ÉLECTORALE 2014 DE LA N-VA

Erik Saelens dirige l'agence publicitaire Brandhome. En 2013, il se sent attiré par la N-VA et, l'année suivante, il décide de soutenir leur campagne électorale avec sa société. Cette aventure, il la décrira plus tard dans un livre intitulé Gebrandmerkt. Certaines pages de cet ouvrage exhalent un parfum d'autopromotion et le propos tient parfois du règlement de comptes avec des agences publicitaires concurrentes ou avec la presse. Peu importe, sa lecture en vaut la peine car l'auteur nous livre un regard unique sur les coulisses de la campagne électorale de la N-VA.

Le titre du livre, Gebrandmerkt (« étiqueté »), fait référence aux problèmes que sa collaboration avec la N-VA lui a valu, à lui ainsi qu'à son entreprise : des clients fâchés, des personnes qui lui tournent le dos, suspendant des contrats en cours ou allant même parfois jusqu'aux menaces personnelles. L'auteur exprime en fin d'ouvrage une certaine amertume et déclare avoir subi un manque à gagner d'un million et demi d'euros.

L'idée était de mettre coûte que coûte en avant le dispositif narratif de la N-VA ainsi que ses nombreuses propositions et prises de position.

La mission d'Erik Saelens est alors de dominer en permanence l'agenda médiatique et celui des autres partis pour contraindre les concurrents à la défensive : il faut les obliger à réagir et à courir derrière la N-VA. Le concept fondamental est le slogan de la campagne : « le changement pour le progrès ».

Ce leitmotiv doit passer comme l'opposé du conservatisme du PS. Il s'agit de mettre en lumière la nouveauté et le progressisme de la N-VA, par opposition à la vieillesse et au conservatisme du PS. Autre point capital, ce changement doit toucher les gens dans leur vie quotidienne. Il faut que chacun puisse y trouver son compte. Là réside la fonction du programme et des très nombreuses propositions avancées par le parti. La campagne est positive, car c'est ce que veulent les électeurs, d'après Erik Saelens.

Les propositions vont finalement se muer en vingt-cinq « engagements », une notion qui va plus loin que les promesses électorales ; un peu comme si un pacte était conclu entre le parti et l'électeur.

Début 2014, s'ouvre un congrès de trois jours (!), réunissant 4.000 militants, et qui doit faire de la N-VA la « marque politique au contenu le plus puissant ». Le pari semble avoir été gagné.

Erik Saelens souligne la discipline de fer et la cohésion qui règnent à l'intérieur de la N-VA : une stratégie de communication unique, pas de trouble-fête, pas de réaction aux nombreuses attaques et une quête de la perfection. Tout cela n'est possible que grâce à la présence d'une dream team à la tête du parti.

Les médias sociaux sont essentiels. Ils permettent de diffuser des messages ciblés. Les personnes qui ont un emploi confortable n'ont pas besoin d'informations sur l'emploi. Les retraités ne sont pas intéressés par les propositions sur l'enseignement supérieur. On appelle ça le marketing contextuel : on segmente l'électorat en différents groupes et on s'efforce de les toucher par des messages ciblés. La N-VA se sert des médias sociaux pour « intriguer, inspirer et intéresser » les citoyens.

Étant donné que la N-VA mise énormément sur ces médias et que, par définition, les militants et les sympathisants sont des milliers à renforcer et diffuser la communication du parti, cela n'a pas été sans poser problème. Obtenir une certaine discipline de la part d'un groupe parlementaire est de l'ordre du faisable, mais comment procéder avec des milliers de communicateurs que vous ne connaissez même pas personnellement ? La N-VA avait (et a toujours) un « cockpit » dont la mission est de suivre en permanence une série de paramètres sur les médias sociaux (essentiellement Facebook et Twitter), notamment le nombre de vues, de likes, de tweets, de réactions, ainsi que les réponses aux questions les plus importantes. Quels thèmes sont dans le vent ? Quels messages percutent et d'autres pas ? Quelles réactions suscitent nos propositions ? Cette méthode, s'il faut en croire Erik Saelens, a joué un rôle primordial. Elle a permis d'orienter la communication minute par minute. Il parle également des réactions maladroites des autres partis qui, voulant déjouer la campagne de la N-VA, ont produit exactement l'effet inverse. Les plus inadéquates, à en croire Saelens, ont certainement été celles du sp.a, qui a lancé des caricatures de la campagne de la N-VA sur les médias sociaux. « Il ne faut jamais essayer de reprendre à son compte l'image ou le message d'un autre pour démontrer l'un ou l'autre point, parce que vous servez en réalité la campagne de l'autre ».

Le langage des outils de campagne est fondamental. Tout doit être dit et rédigé dans la langue de tous les jours. La langue de bois doit être bannie et les textes doivent être courts. Autant dire que beaucoup de mandataires ont dû s'adapter.

Les symboles et les images ont leur importance également. Erik Saelens et la N-VA ont conçu une campagne basée non seulement sur des mots, mais aussi sur le visuel, avec notamment le signe « V » des candidats de la N-VA. « V » pour verandering (changement) et vooruitgang (progrès), ainsi que pour Vlaanderen évidemment.

Ce livre reste évidemment le compte-rendu personnel et donc subjectif d'Erik Saelens. Le lecteur y remarquera tantôt de l'amertume, tantôt de la prétention. Son propos illustre certains des points que j'ai abordés dans ce chapitre consacré à la communication. Je terminerai par une citation de Gebrandmerkt : « Pour le Flamand, la vengeance est un plat qui se mange en silence », m'a un jour confié Bart De Wever. « Le Flamand peut faire profil bas pendant un temps incroyablement long et rester muet comme une carpe. Mais à un certain moment, toute cette colère rentrée doit forcément trouver un exutoire. La carpe se fait alors lion. Je pense que ce moment approche, que les Flamands vont vraiment dire qu'ils n'en peuvent plus, qu'ils en ont assez, que ça ne peut plus continuer comme ça. Ce serait magnifique ».

CHAPITRE 18

TECHNIQUES DE COMMUNICATION



Capture d'écran du compte Twitter de Bart De Wever

Quelles techniques de communication emploient-ils ? Tout ce que vous venez de découvrir sur le *framing*, les dispositifs narratifs et les groupes cibles est fondamental et c'est bien pour cette raison que j'y ai consacré un chapitre distinct à ce sujet. Depuis des années, la N-VA parvient à coordonner tous ces éléments jusqu'à en faire une machine parfaitement huilée. Bart De Wever, Theo Francken ou tout autre mandataire de la N-VA envoie un tweet saillant ou se livre à une déclaration remarquable dans une interview. Les opposants se sentent obligés de réagir ou y sont invités par des journalistes. Et une série voit le jour, avec ses épisodes. Les journalistes racontent les antécédents du dossier et exposent les points de vue des différentes parties, des experts le décodent et l'analysent. Dans la majorité des cas, les débats sur la communication de la N-VA, sur son message et son *framing* se prolongent plusieurs jours. Le parti ne peut rêver à un plus beau scénario. Tout lui réussit d'autant mieux que sa stratégie est parfaitement huilée et que sa mise à exécution est précise. Je vais à présent expliquer plus en détail une série de lignes de force et de techniques.

LA DESTRUCTION COMME LIGNE STRATÉGIQUE

La nature des attaques de la N-VA contre le CD&V et le sp.a est inédite. Elles sont dures comme l'acier, agressives, destructrices même. Nous n'avions encore jamais assisté à un tel spectacle en Flandre. Plus étrange encore, contre le CD&V, partenaire de coalition. Tantôt, il est accusé d'être un « parti de l'islam », tantôt son ministre de l'Enseignement laisserait notre enseignement aller à vau-l'eau. Et ainsi de suite. Rien ne semble pouvoir enrayer cette violence.

Certaines attaques sont personnelles. A l'issue d'une procédure longue et ouverte impliquant 120 candidats, la VRT engage Jihad Van Puymbroeck, 23 ans, comme rédactrice sur les médias sociaux (un job de l'ombre). Elle fait part de son engagement sur les média sociaux. En un rien de temps, une tempête d'une rare violence s'abat sur son compte twitter. Elle aurait publié des tweets contre la droite quelques années auparavant. Je suppose que son prénom aura déclenché chez certains Flamands un torrent de négativité. Or il ne s'agit pas tant du contenu des anciens tweets de madame Van Puymbroeck. Certaines

personnes ne veulent et ne peuvent accepter qu'elle ait été embauchée et lui envoient des tweets comme celui-ci : « Espérons que Jihad Van Puymbroeck n'entrera pas en contact avec des victimes des récentes attaques. De toute façon, ce peuple ne connaît pas la honte ». Et ainsi de suite pendant des heures, et parfois sur un ton encore plus grossier. Dès son premier jour de travail, elle est condamnée parce que partielle et inadaptée pour ce job, tandis que la VRT se fait taper sur les doigts pour avoir engagé quelqu'un « comme ça ». Jihad Van Puymbroeck ferme son compte twitter et ne communique pas. Le médiateur de la VRT est contraint d'intervenir pour indiquer que la procédure s'est déroulée dans le respect des règles et que Jihad Van Puymbroeck se conformera strictement à la déontologie de la VRT. L'exemple de cette personne n'est pas un cas isolé. D'autres poissons, petits et gros, tombent dans les filets des tempêtes twitter et les mandataires de la N-VA restent rarement en marge de ces joutes. Youssef Kobo, un collaborateur du cabinet de la secrétaire d'État bruxelloise Bianca Debaets (CD&V), a été obligé de quitter ses fonctions après une déchaînement semblable sur Twitter.

Il semblerait en tout cas que la N-VA saute d'abord et avant tout à la gorge du CD&V. Elle cherche sciemment la bagarre, les tensions sont exacerbées et il n'y a aucun scrupule. Franchir la ligne rouge semble être un axe stratégique. L'ACV et l'organisation faîtière des écoles catholiques essuient régulièrement des coups. Le CD&V a fini par comprendre que la N-VA est déterminée à détruire le pouvoir et l'influence du pilier catholique.

Même si la concurrence entre partis politiques pouvait auparavant être parfois intense, un principe sous-jacent voulait que l'on reconnaisse toujours le droit à l'existence des autres partis. Rien de tout cela à la N-VA. Elle traite le sp.a et le CD&V comme des partis qu'il faut marginaliser, comme des partis ayant à peine le droit d'exister. Cela aussi est inédit. Steven Livitsky et Daniel Ziblatt considèrent dans leur livre *How Democracies Die* que cette reconnaissance du droit à l'existence des autres partis est une des deux normes les plus importantes de toute démocratie – l'autre étant que l'on utilise intelligemment son pouvoir, histoire d'éviter des confrontations inutiles, une norme dont la N-VA n'a que faire non plus. Eric

Van Rompuy parle parfois sur son blog de cette stratégie de destruction que la N-VA mène contre son parti et qui le fait enrager. Il n'a jamais vu une chose pareille et s'inquiète du fait que, visiblement, le CD&V ne parvient pas à trouver la bonne réaction.. On a l'impression que le CD&V encaisse les coups comme si de rien n'était, juste pour pouvoir passer au point suivant de l'ordre du jour. Pendant ce temps, la N-VA conserve son électorat tandis que, dans les sondages, le CD&V reste deux fois plus petit qu'elle. Je ne soutiens pas que le CD&V devrait avoir une réaction aussi violente que le traitement qu'il subit de la part de la N-VA. Cette stratégie ne fonctionnerait probablement pas. Il n'en reste pas moins que se laisser marcher comme ça sur les pieds ne me paraît pas approprié.

La N-VA frappe encore plus dur sur le sp.a. Elle affirme sans détours que ce parti – et la gauche en général – sont responsables des « problèmes migratoires », de la dette publique, des difficultés dans les administrations et de bien d'autres choses encore. Sur Facebook et Twitter, cette communication est diffusée aussi rapidement que largement par les légions de sympathisants de la N-VA, ce qui ne manque pas de provoquer des débats houleux entre partisans de la N-VA et sympathisants de la gauche.

La N-VA a aussi « en boutique » une série de termes destinés à démonter l'opposition en quelques secondes. J'ai déjà parlé brièvement du terme « soumission », un mot utilisé sans être traduit en néerlandais. A lui tout seul, il permet à la N-VA de diffuser un élément-clé de son dispositif narratif : « Eh les gens, attention ! Les partis de gauche et leurs partenaires de la société civile sont prêts à abandonner nos valeurs et notre civilisation, et à se soumettre aux fondamentalistes islamiques. Ce n'est pas possible. Nous ne pouvons pas tolérer une chose pareille ! Continuons à protéger nuit et jour nos valeurs et notre civilisation contre les barbares. Pas de soumission, ni aujourd'hui, ni jamais ! » Les quelques phrases qui précèdent ne seront jamais formulées de la sorte dans les communiqués de presse de la N-VA. Néanmoins, toute personne qui se prend dans les dents la communication de ce parti et entend, ou lit, le mot « soumission » le comprendra de cette manière. Les opposants sont dos au mur. Ils peuvent réagir en disant que le monde musulman est très diversifié et que les musulmans sont les

premières victimes du terrorisme, mais le problème c'est que ce type de réponse reste à l'intérieur du *framing* de la N-VA, qui l'emportera une fois encore aux yeux de son public cible, conforté dans son idée que les autres partis souffrent d'un manque de force et de respect d'eux-mêmes.

Les mots tels que « soumission » réduisent au silence les opposants politiques et détruisent tout débat serein et constructif, des aspects dont la N-VA se fiche totalement. Quand on veut gagner et éliminer ses concurrents, selon elle, tous les moyens sont bons. Pour la N-VA, c'est la guerre et on va la gagner.

Quelques autres exemples encore. Dans le débat sur les demandeurs d'asile, la N-VA parle souvent de l'« industrie des réfugiés, composée de tous ces avocats, ces ONG et ces activistes de gauche ». C'est un moyen pour elle d'affirmer que ces gens n'agissent pas par idéalisme mais bien par intérêt. La N-VA se place en d'autres termes à un niveau moral, étant entendu qu'elle se situe elle-même à un niveau élevé puisqu'elle se soucie de la prospérité et du bien-être des habitants de ce pays. La N-VA moralise souvent les débats, ce que les opposants politiques ne parviennent pas à gérer convenablement. Il faut bien comprendre que l'on touche beaucoup plus profondément les gens, qu'ils soient électeurs ou électeurs potentiels, en exprimant des positions morales plutôt qu'en communiquant de simples points de vue.

Le « radicalisme égalitaire » est une autre expression intéressante. Elle signifie que la gauche serait à ce point obsédée par l'égalité que l'enseignement souffrirait d'un nivellement par le bas, ce qui empêcherait les enfants talentueux de s'épanouir. De par son radicalisme, la gauche « endommagerait » nos enfants. Il va de soi que la N-VA s'y oppose.

Les « juges activistes » sont une autre expression forte. Elle sous-entend que ces juges ne se contentent pas de dire le droit, ils outrepassent les limites de leur travail et abusent de leurs compétences pour faire de la politique. Bart De Wever y a eu recours pour s'en prendre par exemple à une décision du Conseil du contentieux des étrangers. Depuis lors, cette expression refait surface régulièrement.

Theo Francken, quant à lui, veille à utiliser le moins possible le mot « réfugiés » parce qu'il fait penser à des personnes fuyant la misère et que cette image pourrait susciter de l'empathie. Il parle des « migrants » et dans certains dossiers de « transmigrants ». Ce dernier mot éveille chez certains l'image de personnes usant et abusant de notre pays pour se rendre ailleurs – généralement en Grande-Bretagne. « Gelukszoekers » (« chercheurs de bonheur ») est un terme encore plus fort, parce qu'il peut laisser entendre que ces personnes viennent chez nous pour y trouver le bonheur et des sous, ce qui signifierait qu'ils vivraient à nos crochets.

Mais le terme pour moi le plus choquant est certainement « Gutmenschen », le bien-pensant. La N-VA s'en sert pour désigner certaines personnes, par exemple celles qui viennent en aide aux réfugiés, agissant en première analyse pour des raisons apparemment humanitaires. Or cette aspiration produit exactement l'effet inverse, elle mène droit à des catastrophes pour notre société, comme le détricotage de notre Sécurité sociale. Les bien-pensants sont tellement naïfs qu'ils sont en réalité dangereux pour notre société, avertit la N-VA. Leurs agissements conduisent dans les faits à l'ouverture des frontières.

En utilisant ce terme, la N-VA ramène de nouveau et délibérément le débat vers le terrain moral. Qui agit bien, qui agit mal ? Ceux qui veulent agir pour une bonne cause mais dont les actes ont des conséquences désastreuses pour la société ou ceux qui peuvent paraître parfois un peu durs, mais qui garantissent au bout du compte la prospérité et le bien-être des six millions de Flamands ?

Des mots comme « soumission » ou « industrie des réfugiés » finissent par rester à force d'être répétés, ce que la N-VA ne se prive pas de faire. Je suppose que le parti a ses fiches de communication et de débat, égrenant la liste des termes qu'il convient d'utiliser dans tel ou tel contexte, afin qu'ils restent dans la mémoire du grand public et soient également utilisés par les sympathisants du parti. Les médias sociaux sont bien sûr des outils particulièrement bien adaptés pour diffuser des néologismes, qui ont vite fait de devenir « viraux ».

Même si la N-VA communique moins sur le PS et les Wallons qu'à l'époque où Elio Di Rupo était premier ministre, le parti de Bart De Wever lance encore régulièrement des attaques implicites ou explicites contre le PS, les Wallons ou les francophones. En cela, elle ne fait que prolonger les attaques contre ceux « de l'autre côté », qui ont toujours existé. Il y a plus d'un siècle que des responsables politiques et des acteurs de la société civile se servent de clichés sur les « autres ». Les Flamands parlent des Wallons paresseux pendant que les Wallons parlent des Flamands égoïstes, etc. Ces clichés se raffermissent mutuellement et accroissent les tensions, qui deviennent rentables pour la personne ou pour le groupe à l'origine du cliché. La N-VA maîtrise parfaitement ces techniques.

À côté des attaques contre les autres partis et leurs responsables, la N-VA entretient également avec la presse une relation d'un genre inédit. Jamais un président de parti n'a refusé autant d'interviews à des journaux ou à des journalistes de premier plan. Jamais un parti n'a adopté une attitude aussi dénigrante vis-à-vis de certains médias ou journalistes. Ces comportements ne sont pas sans rappeler Donald Trump et ses saillies contre les *fake news* quand quelque chose ne lui plaît pas. Geert Wilders, le populiste de droite néerlandais, pratique lui aussi la communication sélective avec les médias (traditionnels). Et de temps à autre, il concède un entretien à un journaliste qu'il a trié sur le volet. Pour le reste, il communique beaucoup avec ses 800.000 suiveurs sur Twitter et ses tweets provoquent la tempête dans les médias, comme ceux de la N-VA.

La N-VA s'en prend aussi parfois aux ONG, aux autorités, aux scientifiques et aux académiques. En mars 2017, Theo Francken accuse Médecins Sans Frontières de favoriser la traite des êtres humains à travers ses actions de sauvetage en Méditerranée. Le Centre pour l'égalité des chances, Unia, se prend régulièrement des coups, à l'image de la loi contre le racisme, une législation de gauche qui risque de nous contraindre au silence alors qu'en fait les Flamands ne sont pas racistes, dit la N-VA. J'ai déjà cité l'exemple de Zuhair Demir qui a tenté de s'en prendre à la légitimité des auteurs d'un rapport sur la pauvreté. Quand les recteurs de toutes les universités belges ont demandé dans une lettre ouverte

la régularisation des parents de Mawda, l'enfant tombée sous les balles de la police, en exprimant au passage leurs préoccupations quant au climat qui entoure la migration et l'asile, Theo Francken s'est fendu d'un tweet agressif. Ce genre de réaction était impensable autrefois, mais pas dans l'univers de la N-VA. En effet, c'est au politique de s'exprimer sur les régularisations. Que les recteurs se mêlent de leurs affaires. Ces acteurs de la société civile font obstacle à leur projet. C'est le « primat de la politique ». « Nous avons été élus et nous décidons, les électeurs nous ont mandatés pour ça, nous et personne d'autre, point à la ligne ». Là réside un des fils rouges de la stratégie de la N-VA. Mais il n'est pas appliqué de façon conséquente. Quand Bart Maddens de la KULeuven publie des articles d'opinion où il soutient explicitement un projet de la N-VA, celle-ci s'abstient de toute critique à son endroit. Quand un économiste adopte des positions qui sont cohérentes avec le programme de la N-VA, les mandataires du parti ne se privent pas de le retweeter. Ceux qui sont avec nous reçoivent nos applaudissements. Ceux qui sont contre nous doivent s'attendre à se prendre une beigne de notre part. Je ne dis pas qu'il n'arrivait jamais, dans le passé, que les partis interviennent dans la société civile, je constate simplement que ces agressions ouvertes sont un phénomène nouveau. La question – assez oppressante – est de savoir si ce degré d'agressivité a déjà atteint son point culminant ou s'il peut encore s'intensifier à l'avenir.

DÉMOCRATIE LIBÉRALE ?

Dans une démocratie libérale, le pouvoir est dilué. La majorité ne peut pas en faire qu'à sa tête. Il y a aussi la séparation des pouvoirs et un système d'équilibre entre eux. Une démocratie libérale a (généralement) une Constitution qui doit être respectée. Des juges peuvent suspendre ou même infirmer les décisions des ministres. Il y a des pouvoirs publics, dotés d'une certaine autonomie. La société civile et la presse peuvent demander des comptes aux responsables politiques et les partis d'opposition peuvent mettre le gouvernement sur le grill chaque semaine. Dernier point, mais non des moindres, la Commission européenne examine bon nombre de nos décisions.

Tous les partis ont du mal avec cela, mais je crois que la N-VA éprouve encore beaucoup plus de difficultés que les autres partis de Flandre. Car elle a attaqué ces dernières années presque tous les acteurs détenant un pouvoir ou un contre-pouvoir. Les juges qui ont infirmé une décision de Theo Francken se sont entendus dire qu'ils étaient « activistes ». Les professeurs d'université qui se sont permis d'exprimer leurs inquiétudes sur la politique du gouvernement ont été durement pris à partie. Les ONG et les avocats qui défendent les droits des réfugiés se voient désignés comme l'« industrie des réfugiés ». Unia, ainsi que la Commission européenne, ont dû régulièrement essuyer de plein fouet les attaques de mandataires de la N-VA. Une partie des électeurs de la N-VA trouvent tout cela normal. Ils ont voté pour ce parti parce qu'il est anti-establishment et ils veulent maintenant que ce parti exécute son programme, contre « l'establishment ». N'est pas aussi cela, la démocratie ? Quelle est la légitimité d'Unia et de ces ONG ? En fait, il semblerait que la N-VA ait une autre vision de la démocratie que les autres partis démocratiques flamands. Malheureusement, ce sujet ne fait pas vraiment l'objet de discussions en Flandre.

AMBIGÜITÉ STRATÉGIQUE

J'ai déjà effleuré cet aspect en racontant la première grande action spectaculaire de Bart De Wever, lorsqu'il a « convoyé » de l'argent vers Strépy-Thieu en 2005. De Wever jongle très consciemment avec les ambiguïtés. Cette action était insultante et humiliante pour les Wallons, mais il s'est empressé de préciser : « C'est juste une action ludique. Si on ne peut même plus plaisanter ! On ne dérange personne ! » La technique consiste à pousser quelqu'un dans le canal et à prétendre ensuite que c'était pour rire. La N-VA fait souvent cela. Theo Francken rédige de nombreux tweets provocateurs pour ensuite nuancer son propos ou même affirmer que « nous, Flamands, nous sommes un peuple à l'esprit large ». Et si cette communication semble ne pas passer, ils ajoutent qu'ils en voient tellement de toutes les couleurs et que tellement de gens les traînent dans la boue. Ils atteignent ainsi différents groupes cibles. Ceux qui aiment les discours durs et ceux qui trouvent cela un peu trop fort.

Le hashtag #opkuisen (nettoyer) dans le tweet envoyé par Theo Francken à l'occasion de l'arrestation des personnes sans permis de séjour au parc Maximilien, à Bruxelles, en est un des exemples les plus forts. Ce tweet a provoqué un raz-de-marée de protestations, après quoi Francken a déclaré qu'il avait été mal inspiré d'utiliser ce terme et que son approche restait humaine. Vous remarquerez qu'au-delà de ces excuses, le message qu'il destinait à son public cible était très clair et que sa diffusion a été extrêmement large grâce à un tweet rusé.

Le premier ministre, Charles Michel, a déjà dû recadrer Theo Francken à plusieurs reprises sous cette législature suite à ce type de propos. Ces rappels à l'ordre n'ont aucune importance pour Francken. Son public cible a entendu la dureté de son message, quoi qu'il arrive. La réprimande du leader vient simplement confirmer que la lutte contre l'establishment est dure et que – heureusement – Francken n'est pas du genre à avoir peur. Charles Michel agit et communique pour sa part sur un autre terrain de jeu que Francken, un terrain qui obéit à ses propres règles et à ses propres codes. Sur son terrain à lui, en revanche, Theo Francken est gagnant à tous les coups.

LES MÊMES

Les mêmes sont des représentations « ironiques » destinées à devenir virales sur le web. Si une partie d'entre eux sont innocents, ceux qui sont en circulation dans certains milieux de droite sont d'un tout autre calibre et jouent à présent un rôle de premier plan dans la guerre culturelle. L'émission de la VRT sur Schild en Vrienden, le groupe de jeunes activistes de la nouvelle droite, a mis en évidence le genre de mêmes que ces individus diffusent. Certains d'entre eux étaient franchement racistes, sexistes ou antisémites. Ceux-là ne circulent que dans des cercles fermés. Quand la diffusion est plus large, les mêmes se font plus ambigus. Faut-il n'y voir que des blagues déplacées ou l'enjeu est-il plus large ? Les internautes qui posent des questions critiques par rapport à ce genre de mêmes, sur Facebook par exemple, s'entendent dire qu'ils n'ont pas le sens de l'humour.

De la sorte, l'auteur de la diffusion peut clamer son innocence tandis que « l'empêcheur de tourner en rond », qui pose des questions critiques, est poussé dans les cordes. La nouvelle droite et l'extrême droite sont passées maîtres dans l'utilisation de l'ambiguïté, y compris dans la culture de l'image.

LE RÔLE DE LA VICTIME : « A L'AIDE, TOUT LE MONDE S'EN PREND À NOUS ! »

La N-VA joue souvent à la victime. Quand des critiques s'élèvent contre un énième tweet provocateur de Theo Francken ou contre une attaque vicieuse de Bart De Wever, une communication à la Calimero envahit les médias et Twitter. Voilà que le monde entier s'en prend de nouveau à nous, gémissent en chœur la N-VA et ses sympathisants. La gauche attaque de nouveau Bart De Wever ; ces journalistes « politiquement corrects » ne pourront jamais admettre que Francken dise les choses telles qu'elles sont, ce qui ne peut que susciter encore plus de déclarations de ce genre. Consciemment, le parti crée l'image que la N-VA ne dépasse jamais les limites de la bienséance et que c'est elle, au contraire, qui est constamment en ligne de mire. Et comme il arrive que certaines personnes dépassent la ligne rouge quand elles communiquent à propos de la N-VA, c'est tout bénéfique pour le parti de De Wever, bien entendu.

Je vous donne un autre exemple où Théo Francken a subtilement renvoyé la balle : « Parfois la critique va trop loin ». Francken balaye cela d'un revers de main. Pour lui, ce n'est qu'un jeu politique. Theo Francken : « Raciste, fasciste, nazi... C'est la route prise par le PS. Ça ne me touche pas. La gauche ne veut pas tenir le débat. Quand vous traitez un collègue de nazi ou de fasciste, vous posez en fait un geste politique visant à clore le bec de l'intéressé, pour étouffer le débat. Parce qu'ils ne peuvent pas le mener, ils n'ont pas d'alternative, pas de solution. La gauche s'est complètement plantée dans les thématiques de la migration et de l'intégration. Ils ne veulent purement et simplement pas mener le débat parce qu'ils ne peuvent pas le gagner. C'est la raison pour laquelle ils assassinent votre personnage en vous traitant de fasciste et de nazi, comme ça le débat s'arrête ».

Jouer à la victime est peut-être la technique la plus efficace de la N-VA pour parer aux critiques. Elle est souvent déployée avec grand succès.

L'objectif sous-jacent de cette technique est le suivant. La N-VA n'est jamais la « coupable », pas plus que ses amis et ses alliés. Que ce soient des agents de police ou des « Flamands ordinaires ». Les accusations de racisme à l'encontre des Flamands ne sont pas acceptées. Les agents de police sont défendus quoi qu'il arrive, et la faute est rejetée sur quelqu'un d'autre. Les entreprises qui échappent à l'impôt ? Avez-vous seulement une idée des montants qu'elles versent à la société ? Et de la difficulté de gérer une entreprise de nos jours ?

Dépêchons-nous d'arrêter de tirer sur nos chefs d'entreprises et respectons-les, leur vie est déjà assez compliquée comme cela. Cette communication, en d'autres termes, est destinée à déplacer l'attention, qui passe de « l'entreprise coupable » (parce qu'elle évite l'impôt) à « l'entreprise victime ». En matière de renversement coupable/victime, la N-VA est championne olympique.

UN BON ÉQUILIBRE ENTRE MONDE RÉEL ET VIRTUEL

Avant d'être un Flamand connu, un Bekende Vlaming, Bart De Wever a prononcé des centaines et des centaines de discours dans des salles de toutes les tailles, dans des villages perdus comme dans des grandes villes. Il a investi beaucoup de temps et d'énergie dans ces conférences. Theo Francken fait la même chose. Il parcourt la Flandre en tous sens et prononce chaque année des dizaines et des dizaines de discours. L'intéressé prétend s'adresser chaque année à un nombre de personnes compris entre 10.000 et 20.000. Ce choix de consacrer autant de temps aux prises de parole en public est délibéré. Car rien n'est plus idéal que le contact direct avec l'électeur. Les citoyens qui se déplacent pour écouter un responsable politique sont presque toujours déjà des sympathisants. A la fin de la soirée, il faut qu'ils le soient encore beaucoup plus. En outre, ces allocutions permettent de recruter chaque soir de nouveaux membres et même de nouveaux militants.

Aussi importants que soient devenus les médias sociaux, rien ne surpasse le contact direct avec l'électeur, comme le démontre l'analyse de campagnes électorales couronnées de succès dans d'autres pays, qu'il s'agisse de celle de Macron en France ou de GroenLinks aux Pays-Bas.

A L'ORDRE DU JOUR AUJOURD'HUI : DÉTOURNER L'ATTENTION

Il peut bien sûr arriver que la N-VA se retrouve en mauvaise posture, qu'un ministre n'ait pas convenablement géré un dossier ou qu'un événement de l'actualité ne soit pas favorable au parti. Il faut croire que le secrétariat de la N-VA dispose de quelques boîtes portant l'étiquette « contrefeu ». En effet, cela ne rate jamais. Chaque fois qu'elle est mal prise, la N-VA jette en pâture aux médias quelque chose de tout à fait différent, juste pour qu'ils en parlent. Le parti maîtrise totalement cette technique et sait qu'il peut se reposer sur de grands communicateurs – De Wever, Francken, Jambon – capables d'allumer ce genre de contrefeu. Un des grands classiques consiste à relancer le débat sur le burkini, en tweetant par exemple quelques photos d'une dame en burkini et un texte du genre « Céder sur l'égalité hommes/femmes n'est pas la bonne voie. Ce n'est pas SOIT participer à la société SOIT choisir nos valeurs et nos normes. C'est ET ET ! #boerkini »

MENSONGES ET MANIPULATIONS

Revenons un moment sur le décès dramatique de la petite Mawda en mai 2018. La responsabilité de la police comme du ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, semble engagée. Bart De Wever se livre alors à sa déclaration, devenue célèbre, où il affirme que les parents aussi ont une responsabilité importante dans ce qu'il s'est passé. Dans ce cadre, il parle de « ces partis qui veulent une politique d'ouverture des frontières ». Cette phrase est un mensonge manifeste et délibéré. De Wever a conscience qu'aucun parti ne veut une politique d'ouverture des frontières (le PVDA s'est positionné dans le temps en faveur d'une telle politique, mais reste totalement silencieux depuis, quand il est question de migration parce que cette idée d'ouverture déplaît à son

public-cible). Ce mensonge est pour lui le moyen d'ajuster son propos : « Les autres partis font courir des risques à notre société en plaidant en faveur de l'ouverture des frontières. Pire encore, quand ils étaient au gouvernement, c'était même la ligne qu'ils suivaient ! Alors que nous, nous sommes réalistes et que nous ne voulons pas de cette ouverture. Il est grand temps que nous reprenions le contrôle de nos frontières ». Attention, ce n'est pas une citation littérale. Disons que nous avons entendu ces dernières années des dizaines de déclarations de la N-VA qui avaient ce contenu. Ainsi, à l'instar de Viktor Orban, le premier ministre hongrois, Theo Francken soutient que l'ONG Human Rights Watch est favorable à l'ouverture des frontières, ce qui est faux.

Prenons la carte blanche dans laquelle Bart De Wever met la gauche en demeure de choisir entre le sauvetage de la Sécurité sociale et l'ouverture des frontières. Non seulement ce texte regorge de procès d'intention et de toutes sortes d'artifices, mais en plus son dernier paragraphe propose une analyse d'Hannah Arendt sur un mode totalement manipulateur. Il en était de même avec la fameuse campagne sur le pacte migratoire – retirée après quelques heures et remplie de mensonges.

Certes, il peut arriver à d'autres partis et à d'autres responsables politiques de se montrer parfois « créatifs » avec la réalité. Par contre, la manière dont la N-VA déforme délibérément les faits et ment dépasse absolument tout. C'est du jamais vu dans l'histoire de la Belgique. Aux yeux de la N-VA, il n'est pas question d'une concurrence politique entre partis, pas même d'une lutte. Pour elle, c'est une guerre. Ce qui vous oblige de temps en temps à être destructeur, sans quoi vous risquez d'être détruit vous-même. Nous le savons, la vérité est la première à succomber en cas de guerre. La N-VA n'a aucun scrupule sur ce plan. Elle joue à un autre « jeu » que les autres partis, avec d'autres codes et d'autres règles. Et sa méthode fait mouche auprès de nombreux électeurs flamands. L'image selon laquelle un parti (la N-VA) domine la Flandre, réduisant les autres au rang de second rôle, est systématiquement confirmée et renforcée, de manière à créer l'image d'un parti extrêmement puissant, au point

d'être inattaquable, une image qui passe très bien chez les électeurs dont le « modèle parent » est conservateur, nous dirait George Lakoff.

Les choses sont parfois plus subtiles. En Flandre, responsables politiques et leaders d'opinion brandissent depuis longtemps déjà la notion de « bonne gouvernance », à laquelle il est impossible de s'opposer. Prudence cependant, car la bonne gouvernance dissimule parfois un choix libéral ou des coupes sombres. Le débat sur ce choix ou ce projet devient pour le moins difficile, ce qui est l'objectif. En effet, les personnes qui ont pris la décision n'ont pas la moindre intention de mener un débat et de permettre le développement d'argumentaires. Dans le cadre d'une relation asymétrique avec une personne qui sait ce dont il s'agit – par sa fonction ou son mandat – il est dit ce qu'il doit advenir et la personne qui écoute n'a d'autre choix que de l'accepter.

MÉDIAS SOCIAUX

Comme je l'ai déjà dit, les médias sociaux, principalement Twitter et Facebook, sont tout à fait primordiaux pour la N-VA. Ces canaux lui donnent la possibilité de s'adresser directement à ses membres et sympathisants sans devoir passer par le « filtre » des médias traditionnels. La N-VA investit beaucoup dans les nouveaux médias. En 2017, son service de communication comptait une vingtaine de personnes, dont la majorité travaillait à temps plein sur les médias sociaux.

Dans certains cas, un simple tweet suffit pour que l'information soit reprise par les médias traditionnels, comme dans le cas des tweets agressifs de Bart De Wever sur les réfugiés. De cette manière, la N-VA réussit parfois à maintenir un débat à l'agenda des médias traditionnels pendant plusieurs heures, voire plusieurs jours. Nul besoin pour elle de soumettre un dossier de contenu ou un projet de loi ou de profiter de la réalisation d'un de ses ministres. Il lui suffit d'un tweet tout simple mais parfaitement rédigé, qui profitera ensuite de la caisse de résonance de la presse dans toute la Flandre.

La N-VA a 54.000 abonnés sur Twitter. Bart De Wever en a 128.000 et Theo Francken, 90.000. Ajoutez à cela les « retweets » et faites le

compte, vous verrez qu'un tweet convenablement ciblé peut toucher un public vraiment très nombreux. Voici quelques exemples de tweets ayant rencontré un grand succès. Quelques jours après l'assassinat de deux policières et d'un jeune passant à Liège, en mai 2018, Bart De Wever se fend du tweet suivant : « Bart De Wever trouve que les terroristes derrière les barreaux ne doivent pas être libérés tant qu'une menace terroriste persiste. D'accord ? » Ce message reçoit rapidement 3.200 likes et 216 personnes le partagent en treize heures. Ce procédé permet de mettre en mouvement les sympathisants. De simples observateurs de la politique, ils deviennent acteurs ou militants. Ils prennent part à l'écriture et à l'élaboration du récit politique de la N-VA et peuvent se satisfaire du succès du parti : « Grâce à moi, la N-VA marque des points et se renforce ! » Cerise sur le gâteau, il n'y a pas tant d'efforts à fournir. Nul besoin d'être présent à des réunions interminables, de passer la soirée à distribuer des tracts ou à faire la vaisselle après le repas de la section locale. Les médias sociaux vous permettent de jouer un rôle dans ce récit important et de devenir un ambassadeur du projet. En d'autres termes, à côté du parti, organisation fortement centralisée et extrêmement disciplinée, évolue un réseau dont la composition évolue de jour en jour, de minute en minute même, un réseau qui peut à la fois accélérer et amplifier votre communication. Il s'agit en réalité d'un élargissement du modèle de communication classique des partis politiques, où les sources de communication existent en nombre limité (le président du parti, le ou les ministre(s), quelques parlementaires). Désormais, les sources de communication se comptent en dizaines de milliers. Chacune de ces sources a une audience beaucoup plus restreinte, mais leur addition décuple leur impact. Par ailleurs, les médias sociaux sont également intéressants pour tester de nouvelles propositions. Une des méthodes consiste à choisir un second couteau du parti, dont le rôle va consister à lancer une nouvelle proposition. Au parti d'observer les réactions, à la fois des militants les plus fervents comme des personnes plus éloignées du parti. Après cette évaluation, il sera possible de décider s'il vaut la peine de faire avancer la proposition ou pas.

Pour les partis politiques, les médias sociaux sont également un moyen d'avoir un retour sur leur communication. Quel communiqué de presse reçoit un grand nombre de likes ? Quels mots sont répétés ? Il est possible d'analyser en continu vos groupes cibles sans que cela vous coûte forcément très cher. Il suffit d'avoir quelques jeunes enthousiastes dans votre service de communication qui font ces recherches pour vous et d'acquiescer éventuellement un logiciel pour les analyses plus poussées.

Encore quelques mots des techniques de la N-VA. Le parti se sert aussi de mini-affiches qui peuvent être partagées sur Facebook et Twitter. « Pour une politique migratoire dure mais juste », avec la photo de Theo Francken, a été partagé 1.810 fois. Le parti est aussi très fort dans les « infographies », c'est-à-dire des tracts numériques proposant un certain nombre de « faits », ainsi que des chiffres pour illustrer la politique suivie. Outils importants de la communication du parti, ces tracts sont à la fois simples, très lisibles et puissants.

Voilà pour ces quelques constats de nature plutôt quantitative. Mais il est bien évident que la N-VA pousse les choses beaucoup plus loin. Le parti applique une stratégie de communication à part entière dans le cadre de laquelle on peut observer le retour à l'avant-plan des éléments que j'ai cité plus haut, comme le fait d'allumer un contre-feu, les attaques directes contre les opposants, la mise en perspective permanente du parti par un discours différenciant (même si cela grince avec la politique du gouvernement) et l'attitude victimaire. Nous pourrions rédiger un livre entier uniquement sur la communication de la N-VA sur les médias sociaux. Certains prétendent que nous communiquons surtout avec les personnes qui nous ressemblent, sur les médias sociaux. Je pense que c'est exact. Il n'empêche, je crois également que les sympathisants de la N-VA parviennent aussi à convaincre, sur les réseaux sociaux, des personnes qui ne suivent que très peu la politique, sauf dans les semaines qui précèdent les élections. Il ne faut dès lors pas sous-estimer l'impact des médias sociaux sur les électeurs. Ils remplissent une fonction de complément par rapport aux interviews télévisées des ténors de la N-VA.

« NOUVELLE DROITE »

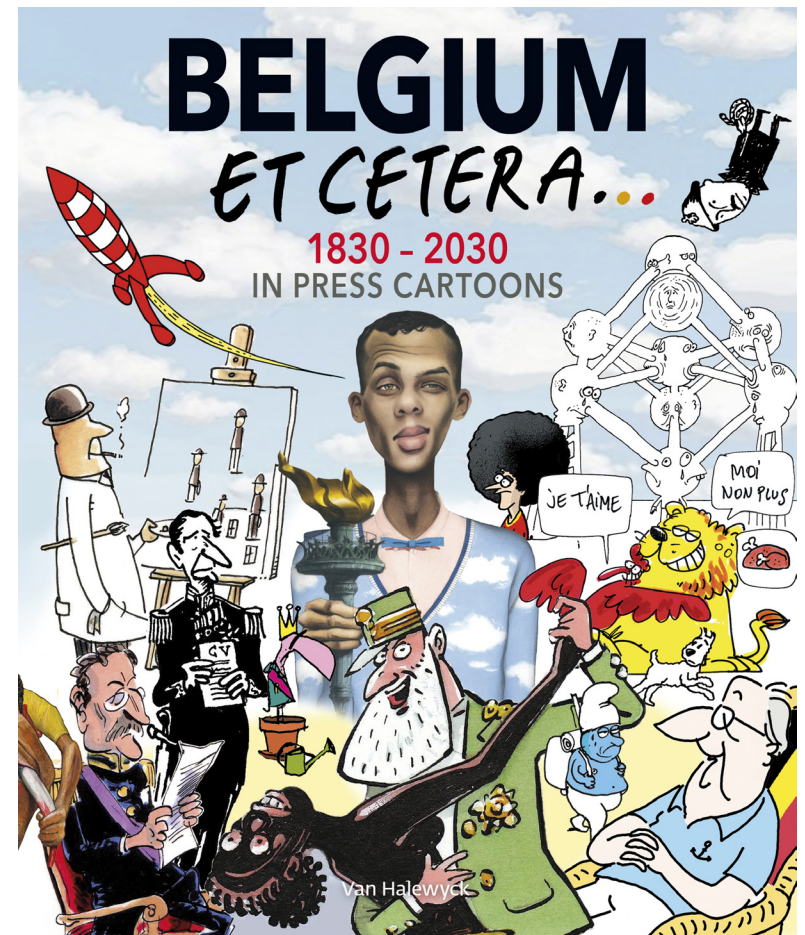
Ico Maly enseigne les médias et la politique numérique à l'université de Tilburg. Il est l'auteur de l'ouvrage Nieuw Rechts, dont la préparation a donné lieu à de nombreux travaux sur les élections états-uniennes. Il voit la « nouvelle droite » comme une réponse à la « nouvelle gauche », le terme générique désignant nombre de mouvements et d'actions de gauche et d'extrême gauche aux États-Unis et en Europe depuis les années 1960. Son livre parle d'une offensive politique et culturelle internationale destinée, par des modes gramsciens, à transformer les cœurs comme les esprits, et qui se sert avec grande habileté des nouveaux médias. Pour ce qui est du contenu du projet, Ico Maly parle d'un projet anti-Lumières. Les intérêts nationalistes, au sein de la Nation, doivent passer avant les droits et libertés individuelles. Il faut bâillonner les syndicats et la société civile. Et les bien-pensants et les journalistes critiques doivent prendre des coups. L'activisme en ligne est au cœur de l'offensive menée par la nouvelle droite. Dans les premiers rôles, nous trouvons les algorithmes informatiques, les trolls et les mèmes. Les troupes d'assaut numériques intimident les voix critiques. Comme il ne doivent plus passer par les médias habituels et peuvent s'adresser directement aux citoyens, ces activistes ont de nouvelles possibilités intéressantes qui n'existaient pas auparavant.

Avec les algorithmes, la population est répartie en petites niches qui reçoivent chacune leur propre message (cela s'appelle le « microciblage »). En d'autres termes, un parti qui vise 30 % des électeurs ne doit plus viser au centre, comme le faisait le CVP dans le passé, par exemple. Il est tout à fait possible de pousser les électeurs centristes vers la droite au moyen du microciblage, comme le fait Bart De Wever, selon Ico Maly.

Enfin, l'auteur affirme que des échanges existent entre l'Alt-right, c'est-à-dire la droite alternative états-unienne, et les jeunes de la N-VA. Le mouvement Schild & Vrienden, petit mais extrêmement actif sur les médias sociaux, ferait partie de ce réseau international, une hypothèse d'ailleurs avérée par la suite. Pour Ico Maly, il est étrange que les nationalistes de droite soient mieux organisés sur le plan international que les internationalistes de gauche.

PARTIE V **QUATRE** **SCÉNARIOS D'AVENIR** **POUR LA BELGIQUE**

CHAPITRE 19 **FORCES**



© The Cartoonist, Belgium et cetera, Van Halewyck, une partie de Pelckmans uitgevers nv, 2016

Avant de présenter mes scénarios, je m’attarderai un moment sur les forces centrifuges et centripètes de ce pays. Les premières, comme le nationalisme flamand, désolidarisent la Belgique ; les secondes la soudent. Lors de mes conférences, quand je demande au public de me citer des exemples de la seconde catégorie, « Bruxelles » est toujours le premier mot qui fuse. Ces forces évoluent au fil du temps. Le dossier « arrêt BHV » a profondément déchiré les opinions publiques belges pendant longtemps, par exemple, mais cette époque est révolue. Je tiens compte de cet horizon temporel et indique si la force diminue, croît ou reste stable dans le temps. Pour couper court à tout malentendu, je précise que mon propos n’est pas ici de préciser si je trouve ces forces positives ou négatives, car c’est une autre question. Je me suis efforcé avant tout de les décrire, ainsi que leur évolution dans le temps, de façon aussi concrète que possible, sans perdre de vue une seconde que cet exercice ne relève pas de la science exacte.

Ces forces sont-elles conscientes de ce qu’elles font ou sont-elles des « forces qui s’ignorent » ? Il en existe des deux sortes. Le mouvement flamand sait exactement ce qu’il fait, par exemple, et a conscience des effets de son action. Peut-on en dire autant du PS et de DéFI ? Existe-t-il dans ce pays un séparatisme « qui s’ignore » ? C’est une des principales questions que pose ce livre.

Afin d’alimenter le débat, j’ai réalisé un tableau synoptique qui comporte des symboles résumant mon analyse de façon claire et concise. Mes amis flamands y réagissent au quart de tour et entament la discussion sans attendre. Mes amis francophones se répartissent en trois groupes. Un premier est impressionné et observe un silence respectueux vis-à-vis de ce qui constitue apparemment l’expression de mon immense prescience. Un deuxième groupe considère que mon initiative relève de l’amateurisme et garde le silence pour ne pas me blesser. Et le troisième groupe demande avec curiosité quelle méthode j’ai utilisée pour parvenir à ce résultat. Comme je leur réponds que mon travail ne s’appuie sur aucune méthode scientifique, mais sur vingt-cinq années d’étude, de débat et d’observation saupoudrées d’un zeste d’intuition politique,

ils esquissent un sourire un rien forcé avant de commencer, intrigués malgré tout, à poser des questions. Il s’ensuit alors une discussion aussi longue que passionnante qui m’amène dans certains cas à revoir mon avis sur l’une ou l’autre case du tableau. Bref, cette approche permet des processus d’apprentissage, et tel est bien son objectif.

FORCES CENTRIFUGES

Force	Puissance : 0 à ++++	Évolution dans le temps
Forces centrifuges dont les acteurs admettent l’aspect centrifuge dans une certaine mesure		
Mouvement flamand	+	Stable
Voka	++	Peut s’amplifier à brève échéance jusqu’au niveau ++++
Vlaams Belang	+	Stable
CD&V	0	Peut s’amplifier à brève échéance jusqu’au niveau +++
N-VA	++	Peut s’amplifier à brève échéance jusqu’au niveau ++++
Les forces centrifuges mais qui ne veulent pas nécessairement l’être		
DéFI	+	Stable
PS	+++	Peut s’amplifier à brève échéance jusqu’au niveau ++++
Facteurs extérieurs et leur perception		
La mauvaise politique menée à Bruxelles, selon la Flandre	+++	Difficile à dire
La mondialisation	++	En augmentation
La faible connaissance du néerlandais en Belgique francophone	+	En augmentation
Leaders d’opinion	+	Stable

Un mot d'explication. Le mouvement flamand est devenu marginal. Même Bart De Wever l'a affirmé. Qu'il s'agisse du Overlegcentrum van Vlaamse Verenigingen (Centre de concertation des associations flamandes), du Taalactiecomité ou du site internet flamingant Doorbraak, la presse en parle de temps à autres, mais ils ne pèsent aucunement sur l'actualité. Il en est ainsi depuis déjà longtemps, bien avant la montée en puissance de la N-VA. Je ne m'attends pas à de grands changements à cet égard. Le succès du Pèlerinage de l'Yser est derrière nous également. Le nationalisme flamand traditionnel est une force faible au sein de la société flamande. Je ne vois pas comment cela pourrait changer à l'avenir. La force d'attraction qu'il exerce sur la jeunesse est proche de zéro. De toute façon, ses anciennes figures de proue, comme Jan Jambon et Peter De Roover, ont pris du service au sein de la N-VA.

Le Voka se tient tranquille ces derniers temps sur le plan communautaire. Il a parfaitement conscience que la sixième réforme de l'État, qu'il a lui aussi réclamée à grands cris, n'est pas encore exécutée. Mais ne vous y trompez pas. Si la N-VA déterre la hache de guerre communautaire, le Voka lui emboîtera le pas. Le Voka pourrait revendiquer, par exemple, la régionalisation d'autres parties de la politique de l'emploi et de la fiscalité. Comme vous le savez, le Voka pèse lourdement en Flandre sur l'agenda sociétal et politique.

Le Vlaams Belang, nous l'avons déjà dit, était devenu un parti marginal après les élections de 2014. Mais suite aux bons résultats des élections locales d'octobre 2018, le parti pèse de nouveau un peu sur les débats politiques. La pression qu'il exerce sur la N-VA a probablement joué un rôle dans la crise gouvernementale de décembre 2018, quand la N-VA a durci sa position contre le pacte migratoire, et a finalement quitté le gouvernement.

Le CD&V n'est pas demandeur d'une septième réforme de l'État, bien au contraire. La sixième donne déjà bien assez de travail comme cela, y affirme-t-on (il est imité en cela par le sp.a, l'Open VLD et Groen). La réalisation de cette réforme exigera certainement encore une législature. Ce qui signifie que de nouvelles revendications communautaires

pourraient être mises sur la table d'ici les élections de 2024. Un scénario dans lequel, après 2019, le CD&V est au gouvernement fédéral tandis que la N-VA est dans l'opposition entraînerait probablement une radicalisation communautaire du CD&V, qui voudrait éviter d'être totalement perdant sur ces dossiers par rapport à la concurrence de la N-VA. Est-il envisageable que le CD&V opte pour un scénario « et / et » ? Aau sens d'une Flandre forte dans une Belgique forte ? A l'occasion de la fête flamande 2018, la ministre de l'Enseignement, Hilde Crevits, qui fait partie de la tête du CD&V, a prononcé des phrases qui y font allusion. Ce choix donnerait d'emblée au CD&V une « USP » pour le moins puissante. Par USP, j'entends l'*unique selling proposition*, l'atout unique d'un parti politique, la proposition qui le différencie des autres partis politiques. Les nombreux parlementaires et bourgmestres CD&V favorables à la Flandre accepteraient-ils pareil virage ? Est-ce là l'offre qu'ils doivent accepter pour sauver la démocratie chrétienne flamande ? Car nous aurions alors deux « partis populaires », un parti du centre qui veut une Flandre forte dans la Belgique, et un parti de droite qui veut une Flandre forte et, à terme, plus de Belgique du tout. Pour l'électeur, ce serait un choix dénué d'ambiguïté.

Certains francophones ayant pu jeter un œil sur le premier jet de cet ouvrage ont été étonnés de retrouver DéFI dans la liste des forces centrifuges. Comment est-ce possible ? Je l'ai déjà dit, la perception de DéFI en Flandre n'a strictement rien à voir avec celle de la Belgique francophone. Bien davantage que le MR, DéFI incarne l'arrogance, le dédain et la moquerie de certains francophones à l'encontre des Flamands. DéFI en a-t-il conscience ou ce parti est-il une force centrifuge qui s'ignore ? Je n'en sais rien. Il n'est pas impossible qu'un certain nombre de mandataires, membres et électeurs de DéFI ne soient pas mécontents d'un « lâchage » par les Flamands, qui déclareraient leur indépendance. Un choix qui les priverait de tout pouvoir politique à Bruxelles, la capitale devenant une ville francophone homogène d'un point de vue administratif et politique. Depuis quelques années, DéFI a fortement adouci son ton à l'égard des Flamands. On est évidemment en droit de se demander si cette attitude se confirmera ou pas.

La présence du PS dans la liste des forces centrifuges, après la lecture des chapitres qui précèdent, n'étonnera pas non plus.

Certains se demandent peut-être pourquoi la mondialisation fait partie de la liste. Parce qu'elle exerce une pression considérable sur les États-nations, les forçant à se réformer en s'alignant sur les mantras néolibéraux. Flexibilisation du marché du travail, accroissement du taux d'emploi, baisse de l'impôt sur les sociétés... toutes ces mesures avanceraient à meilleur train si la Flandre était seule à prendre ces décisions, entend-on. Je pense que les forces de la mondialisation néolibérale vont continuer à exercer une forte pression sur le vivre ensemble dans notre pays, la Flandre s'y montrant dans l'ensemble favorable, la Wallonie entrant en résistance, comme dans le cas du traité de libre-échange CETA. Ce traité s'est heurté en Wallonie à de très vives protestations, à la grande indignation de la Flandre qui, à une petite minorité près, souhaitait l'entrée en vigueur rapide du texte.

Les leaders d'opinion ont-ils davantage de pouvoir en Flandre qu'en Belgique francophone. Je pense aux scientifiques, aux Flamands connus et à toutes sortes de leaders d'opinion présents sur Twitter. Ils ont un impact direct et indirect sur les Flamands. Direct, parce qu'ils ont des dizaines de milliers de suiveurs sur Twitter ou parce qu'ils sont présents dans les médias. Indirect, parce qu'ils jouent un rôle dans les opinions que se forgent tant les responsables politiques que les journalistes. Certains leaders d'opinion en ont soupé de la Belgique fédérale, mais leur nombre est finalement limité. A mon sens, ceux qui soutiennent implicitement ou explicitement le dispositif narratif socio-économique du Voka ou de la N-VA ou le discours sur la diversité de la N-VA pèsent plus lourd dans la balance. Ceux-là sont également, à leur façon, une force centrifuge.

Et la presse flamande, me direz-vous ? Elle offre des visages pour le moins différents. Le *Standaard* a été longtemps la caisse de résonance du mouvement flamand, dont il faisait d'ailleurs partie intégrante ; mais les temps ont bien changé. Plus question de ranger aujourd'hui ce quotidien parmi les forces centrifuges. Tous ses journalistes ne sont

pas sur la même ligne mais, globalement, le *Standaard* suit plutôt une ligne pacificatrice. Si quelqu'un devait proposer de régionaliser telle ou telle compétence lors de la prochaine réforme de l'État, le *Standaard* ouvrirait ses pages non seulement aux commentaires des responsables politiques, mais aussi aux avis d'un large éventail d'experts, de scientifiques et d'acteurs concernés, afin de livrer une image aussi complète que possible des différentes facettes du dossier. Dans les années 1970, son attitude aurait été très différente et toute proposition de régionalisation aurait été accueillie comme un pas en avant évident vers l'autonomie accrue de la Flandre. Existe-t-il en Flandre des journaux et des magazines ouvertement flaminguants ? On peut l'affirmer à propos d'un seul journal, la liste s'arrête là. Autant dire que la situation a fortement évolué en peu de temps. Il y a vingt ou trente ans, les médias flamands avaient beaucoup plus tendance à défendre la Flandre quoi qu'il arrive. Mais attention, dans la « démocratie du public » d'aujourd'hui, des responsables politiques peuvent suivre un cap radicalement communautaire sans avoir forcément beaucoup de soutien de la part des médias traditionnels. Twitter et Facebook permettent d'ailleurs de contourner ce type d'écueil. Les versions papier et numérique du *Standaard* touchaient fin 2017 462 000 lecteurs. Celles du *Morgen* 260 000 lecteurs. A lui tout seul, Theo Francken réunit sur Twitter 90.000 suiveurs.

La dernière force centrifuge est la mauvaise connaissance du néerlandais de nombreux francophones. J'ai déjà évoqué le fait que de moins en moins d'écoliers wallons choisissent le néerlandais comme deuxième langue. Cette tendance sera-t-elle compensée par les écoles proposant l'immersion néerlandaise ? J'ai bien peur que non, car ces écoles en immersion restent relativement peu nombreuses par rapport au total. Nous assisterons peut-être à une légère augmentation du nombre de Wallons connaissant très bien le néerlandais pendant que la majorité d'entre eux le maîtriseront encore moins bien qu'aujourd'hui. A Bruxelles, la situation ne me semble pas non plus évoluer positivement, notamment en raison de la pénurie de professeurs de néerlandais dans l'enseignement francophone. Pendant ce temps, comme la pénurie frappant le marché du travail flamand continue de s'accroître, le débat sur les connaissances

linguistiques des francophones revient mécaniquement à l'avant-plan de l'actualité.

LA « DÉMOCRATIE DU PUBLIC »

Nous sommes le 19 juin 2017. Benoît Lutgen, président du cdH, débranche la prise en dénonçant le PS.

En clair le cdH déclare qu'il ne veut plus continuer la coalition qu'il forme avec le PS en Région wallonne, parce qu'il estime que le PS trop atteint par les scandales. Très vite, MR et cdH forment une nouvelle majorité au Parlement wallon, reléguant le PS sur les bancs de l'opposition.

C'est le choc. Personne ne l'avait vu venir. C'est la première fois en trente ans que le PS ne fait pas partie du gouvernement wallon. En Flandre aussi, ce revirement est observé avec étonnement. Sauf que chez nous, au bout de quelques semaines, un deuxième étonnement prend le relais du premier.

Cette fois, la raison en est l'absence de soutien à Benoît Lutgen, que ce soit de la part des médias ou de la société civile.

Aux élections du Parlement de la Région wallonne, le PS était arrivé en tête avec 31 %, ce qui signifiait que 69 % des Wallons n'avaient pas voté pour lui.

Que ce soit depuis les rangs du MR ou d'Ecolo, dans la société civile ou dans la presse, des voix s'élevaient depuis si longtemps en Wallonie pour dire qu'il était temps de changer.

Il n'existait certes aucun précédent à la façon dont Lutgen avait fait tomber le PS, mais personne ne fait d'omelette sans casser des œufs.

Qui a dit que la politique était toujours propre ? En son temps, Elio Di Rupo n'avait-il pas jeté aux oubliettes un pré-accord avec le MR ? Autrement dit, en toute objectivité, on aurait pu s'attendre à ce que le changement bénéficie d'un soutien notable.

Et de soutien il n'en a rien été, si ce n'est à la marge. Je pense que nous trouvons là une illustration des thèses du politologue français Bernard Manin sur ce qui distingue la « démocratie des partis » de la « démocratie du public » (parfois dénommée la « démocratie d'opinion »).

La Belgique francophone possède davantage de traits de la première et la Flandre, de la seconde.

En Belgique francophone, les partis politiques et quelques acteurs traditionnels, comme les partenaires sociaux, pèsent davantage dans les débats publics qu'en Flandre. Au nord de la frontière linguistique, entrent en ligne de compte une série d'autres acteurs comme les scientifiques, les Flamands connus, les journalistes qui prennent part à la formation des opinions, les think tanks, les comités d'actions et d'autres organisations de la société civile. Cette affirmation ne s'appuie sur aucun fondement scientifique, mais je trouve les débats dans les médias flamands beaucoup plus riches, variés et passionnants qu'en Belgique francophone. Les participants sont plus nombreux, les idées aussi. Philippe van Parijs l'a encore dit récemment, en ajoutant : « En Belgique néerlandophone, on trouve des médias qui ont plus de moyens, et une intelligentsia qui s'investit davantage dans le débat. Côté francophone, nous sommes un peu phagocytés par les débats français, et il existe un déficit de discussions sur certaines questions à proprement parler belges ».

Si Benoît Lutgen avait fait son coup en Flandre, cela se serait peut-être mal terminé pour lui. En revanche, une fois le coup mené à bien, on aurait observé un émoi parmi ses partisans, suivi d'un débat particulièrement tumultueux. En Belgique francophone, c'est à peine si on a entendu les personnes et les organisations qui trouvaient positif que le PS se retrouve pour la première fois dans l'opposition au Parlement wallon depuis 1988. Et nous, de nous demander pourquoi il en est ainsi, bien évidemment.

J'attire votre attention sur le fait que les deux modèles ont leurs avantages et leurs inconvénients. En Flandre, les think tanks, dont parfois ni la presse ni l'opinion publique ne sait qui les finance, jouent un rôle de premier plan dans les débats sociétaux. En Flandre, un professeur expert dans son domaine et bon communicant peut rapidement devenir un leader d'opinion dans son champ d'expertise.

Tant que le sujet n'a qu'une faible teinte politique, il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Par contre, si l'on parle de politique de l'emploi ou de lutte contre la pauvreté, c'est plus compliqué. Parler en toute objectivité de ces sujets n'est pour ainsi dire pas possible. Les valeurs personnelles ne peuvent que transparaître. Quand la VRT a recours à un expert pour éclaircir un débat, il peut lui arriver de faire un choix politique implicite. Les intervenants qui ne sont pas d'accord sont acculés à la défensive et sont contraints de démontrer que les affirmations de l'expert ne sont pas neutres, voire sont politiquement colorées. Prenons le cas de l'Itinera Instituut, le principal think tank flamand. Leurs rapports sont publiés dans la presse avec une aura d'objectivité et de scientificité, alors qu'ils sont pourtant rédigés à partir d'un angle idéologique précis, en l'occurrence libéral. Comment la société doit-elle gérer ce type de problèmes ? Comment éviter que des personnes ou des institutions poursuivant un agenda politique ne détournent à leur profit un débat plus riche ? Paradoxalement, cette question n'est quasiment jamais débattue en Flandre.

FORCES CENTRIPÈTES

Force	Puissance : de 0 à ++++	Évolution dans le temps
La maison royale	+	Stable
L'opinion publique en Flandre	+	Imprévisible, dépend du contexte et des partis
L'opinion publique en Belgique francophone	+	Imprévisible
Le secteur culturel flamand	++	Stable
La nouvelle belgitude	+	Stable
La Sécurité sociale et les partenaires sociaux	++++	Peut diminuer
Bruxelles	++++	Stable
L'Union européenne	++++	Stable

Quelques brèves explications à propos de ce tableau. Le rôle de la maison royale est faible, à mes yeux. La plupart des Flamands n'ont

pas de problème avec le Roi et certains d'entre eux le trouvent éminemment sympathique. Mais iraient-ils jusqu'à l'écouter s'il devait un jour lancer un appel dramatique pour conserver l'union du pays ? La plupart d'entre eux hausseraient les épaules et diraient que ce n'est pas son travail de s'immiscer dans cette discussion. D'autres affirmeraient qu'il défend ses propres intérêts.

Toutes les enquêtes et les études des dernières décennies indiquent que 80 % à 90 % de Flamands ne souhaitent pas la fin de la Belgique. Vont-ils pour autant se battre pour le maintien du pays ? Descendre dans la rue, manifester, organiser des actions ? Cela reste à voir. Si leur prospérité et leurs certitudes sont en danger, peut-être, car les Flamands, autant que les Bruxellois et les Wallons, détestent l'aventure. Par contre, si notre pays connaît une crise profonde et qu'un ou plusieurs partis ont convaincu beaucoup de Flamands qu'une nouvelle étape importante de la réforme de l'État serait bénéfique pour eux, à mon avis, ils n'y verraient pas de quoi fouetter un chat. Pourquoi l'opinion publique se montrerait-elle moins indifférente et distanciée vis-à-vis de la septième ou de la huitième réforme de l'État qu'elle ne l'a été à l'égard des six précédentes ? De cette manière, le dépouillement systématique de toutes les compétences qui relèvent encore de la Belgique peut se poursuivre sans que l'opinion publique ne proteste quasiment jamais.

J'ai attribué une note faible à l'opinion publique de la Belgique francophone. En effet, même si la plupart des francophones sont attachés – voire très attachés – au maintien de la Belgique, elle n'en est pas pour autant une puissante force centripète. Cet attachement pourrait-il être à l'origine d'un mouvement mobilisateur, capable de peser sur des décisions aux moments importants ?

Le secteur culturel, en Flandre, est très dynamique et des personnalités de premier plan comme Tom Lanoye et Stefan Hertmans prennent part régulièrement aux débats sociétaux et politiques. La N-VA est extrêmement frustrée que les « culturo's » – le sobriquet dont certains affublent les personnes du secteur culturel flamand –, soient presque tous à mille lieues du nationalisme flamand, « alors même qu'en Catalogne

les artistes ont su choisir le bon côté de l'histoire », entend-on dire dans les rangs de la N-VA. Le secteur culturel joue donc certainement un rôle non négligeable dans ces débats.

Qu'entends-je par cette « nouvelle belgitude » ? J'évoque le fait que certains jeunes se présentent comme Belges. Stromae est du nombre et il n'est pas le seul à exprimer une « redécouverte » de la Belgique et à oser dire qu'il l'apprécie. La perspective est alors non plus nationaliste, mais postnationaliste ; la Belgique devient une convention, un pays exemplaire où la vie dans la différence est possible, où il n'est pas question de nation ou d'origine, mais où des gens différents vivent ensemble, dans un même pays. Il ressort d'une recherche universitaire (VUB-UCL-ULG) qu'une certaine demande de refédéralisation existe parmi nos parlementaires, y compris du Nord du pays. Ils sont même majoritaires. Voici ce qu'écrivent les auteurs de l'étude : « une majorité des représentants trouve qu'elle [la sixième réforme de l'État] va trop loin, au point de défendre – de façon, il est vrai, modérée – un scénario de refédéralisation ». Il se peut que ce soit effectivement le cas, mais je pense qu'il est trop tôt pour en tirer des conclusions de nature définitive. Si une nouvelle tempête communautaire éclate dans le sillage des élections de 2019, le vent pourrait tout aussi bien tourner. A moins, malgré tout, qu'un processus plus profond et structurel soit à l'œuvre ? Il est arrivé ces dernières années que des responsables de l'Open VLD, du sp.a et de Groen formulent des propositions en vue de refédéraliser certaines compétences comme la coopération au développement ou le commerce extérieur. A la surprise des dirigeants du parti et de la presse, le congrès du CD&V de novembre 2017 a avalisé une proposition des jeunes CD&V sur l'examen de compétences susceptibles de repasser à l'échelon fédéral. Deux tiers des membres ont approuvé le texte, un résultat d'autant plus remarquable que plusieurs poids lourds du parti ne voulaient rien savoir de cette proposition. Faut-il voir dans cet événement un dérapage ou le signe d'un changement effectif ? Jusqu'à présent, les plaidoyers pour la refédéralisation restent vagues et ne portent que sur de modestes « paquets » de compétences. Il est permis de se demander si cet appel à la refédéralisation va prendre de l'ampleur et finir par englober des

compétences plus larges. Y aura-t-il consensus sur une refédéralisation des compétences lors d'une septième réforme de l'État ? Car côté francophone, tout le monde n'est pas non plus forcément partisan d'un tel revirement. Je vois mal les politiques wallons accorder le blanc-seing à la refédéralisation du commerce extérieur, par exemple. En outre, ce courant sous-jacent et balbutiant de la nouvelle belgitude, dans lequel certains perçoivent la majorité silencieuse, n'a pas ou pas encore de grandes figures de proue, ni dans la société civile, ni à la rue de la Loi. Je ne crois pas que la nouvelle belgitude puisse espérer avoir un impact autre que modeste sur la société sans porte-paroles énergiques et forts. Et puis, il n'existe pas d'espace médiatique et de débat public belge. Sur ce plan, il y a une véritable segmentation entre espaces francophone, néerlandophone et germanophone.

Revenons par exemple sur l'été 2018 et les victoires éclatantes des Diables rouges en Russie. Ces succès sportifs ont-ils entraîné un changement de cap chez les Flamands ? Se sentent-ils davantage belges ? La presse flamande n'a pas manqué d'interroger toutes sortes d'experts qui se sont montrés pour le moins sceptiques. Ce n'est pas parce qu'on pavoise avec un drapeau belge que l'on se sent davantage belge sur le plan politique. La N-VA, pendant les journées qui ont marqué le sommet de l'euphorie footballistique, a eu la sagesse de se tenir à l'arrière-plan, pour mieux se profiler de nouveau, dès septembre, sur les migrations et « l'identité ».

Selon moi, les facteurs qui pèsent le plus dans la cohésion de notre pays sont la Sécurité sociale et les syndicats, ainsi que Bruxelles et l'Union européenne. A travers eux, nous touchons réellement au cœur de notre vivre-ensemble. Toucher à ces éléments, c'est toucher aux revenus de centaines de milliers de personnes ainsi qu'aux rapports de force sociaux. La Wallonie reçoit quelque 2,3 milliards d'euros via la Sécurité sociale. Le budget de la Région wallonne, qui avoisine les quinze milliards d'euros, serait incapable de digérer la scission de la Sécurité sociale, ce qui causerait un recul important du pouvoir d'achat et un appauvrissement de la population. Le professeur Pestiau a un jour affirmé que les allocations

devraient baisser de 20 % en cas de scission. Parallèlement, on entend parfois dire en Belgique francophone que les nationalistes flamands ont abandonné l'idée de couper en deux la Sécurité sociale parce qu'au vu du vieillissement plus rapide de la population flamande, cela leur coûterait trop cher. Je ne suis pas d'accord avec ce point de vue. Une Flandre indépendante sans Bruxelles deviendrait un des pays les plus riches de l'Union européenne et une Flandre qui serait parfaitement en mesure de payer les pensions de ses habitants. En revanche, les nationalistes flamands ont conscience que toucher à la Sécurité sociale mettrait en branle des forces contraires gigantesques. Non seulement en Belgique francophone mais aussi de la part des syndicats et des partis de gauche flamands qui, sur ce thème-là, pourraient tout à fait mobiliser des pans importants de la population. Cette revendication ne sera donc pas mise sur la table dans les prochaines années, sauf peut-être dans le cadre d'une stratégie de communication électorale. Un sujet fait toutefois exception : les soins de santé, dont une partie a été transférée aux Communautés, mais au travers de textes de loi soulevant de nombreuses questions. En effet, cette matière est devenue encore plus complexe qu'auparavant. Je m'attends donc à ce que le secteur et certains partis politiques mettent la pression pour clarifier cette situation. Il est tout à fait possible que le gouvernement et le Parlement flamands, au cours de la prochaine législature, plantent leurs dents dans cette matière, en lançant par exemple de nouvelles propositions.

Bruxelles est probablement le principal « élément liant » de notre pays, un état de fait au fond assez paradoxal. Beaucoup de Flamands n'aiment pas leur capitale et ne se privent pas de le faire savoir. On ne peut pas dire non plus que ce soit l'amour fou entre tous les Wallons et Bruxelles. Par contre, en Belgique francophone, le sujet fait l'objet d'une sorte de tabou. Au nom de la sainte solidarité entre la Wallonie et Bruxelles, front indispensable contre le « Nord », on se tait. En parallèle, les élites socio-économiques, politiques et culturelles de tout le pays ne veulent pas perdre Bruxelles. Faut-il vraiment que j'argumente sur ce point ? Bruxelles est le cœur économique du pays, la capitale de l'Union européenne, une des premières capitales diplomatiques du

monde, le siège de centaines d'institutions internationales qui génèrent directement ou indirectement pas moins de 120.000 emplois. Bruxelles, c'est la possibilité pour nos jeunes universitaires de faire de magnifiques carrières internationales et un carrefour culturel de premier plan en Europe, et ainsi de suite. Qui serait prêt à abandonner cette ville ? Personne, si ce n'est un petit groupe de nationalistes flamands (sans doute en train de grossir). Ces personnes sont à la N-VA et au Vlaams Belang. Elles savent que Bruxelles ne sera jamais vraiment la capitale de la Flandre, que la Belgique francophone n'acceptera jamais une Flandre indépendante avec Bruxelles pour capitale. De plus, il faudrait aussi accepter que l'administration flamande devienne bilingue et que des interventions au Parlement flamand puissent être prononcées en français. Un véritable film d'horreur ! Oui, certains Flamands veulent donc abandonner Bruxelles. Mais c'est une opinion que l'on tait. Parce que ce propos marginalise. Il déclenche une tempête de critiques des journalistes, des responsables politiques, des Flamands inquiets et de nombre de chefs d'entreprise. Les mandataires de la N-VA le tiennent parfois dans des conversations informelles, mais cela s'arrête là. Une des rares figures de proue du mouvement flamand qui a brisé ce tabou est l'ancien rédacteur en chef de *Trends*, Frans Crols.

Bruxelles, principal élément liant de notre pays, donc. C'est une bonne nouvelle évidemment, mais c'est aussi un peu triste parce que ce n'est pas un choix conscient de notre population. Ne faudrait-il pas plutôt dire que ce qui nous maintient ensemble, c'est un morceau de notre histoire, un facteur à moitié extérieur, et non pas un choix mûrement réfléchi ?

J'ai placé l'Union européenne au même niveau que la Sécurité sociale et que Bruxelles. Je ne voyais pas les choses de cette façon par le passé, mais la crise catalane m'a fait changer d'avis. Imaginons que la Flandre suive le même chemin que la Catalogne et que le Parlement flamand proclame l'indépendance de la Flandre. Le Kosovo l'a fait en 2008. Plus d'une centaine des 193 pays membres des Nations unies ont reconnu le Kosovo à ce jour. Une telle déclaration d'indépendance n'est pas contraire au droit international, selon l'arrêt rendu en 2010 par la

Cour internationale de justice. La première étape, en d'autres termes, ne pose aucun problème. C'est par la suite que les choses se corsent. Pour devenir membre de l'Union européenne, par exemple, il faut que tous les États membres donnent leur agrément. Bruxelles et la Wallonie peuvent simplement dire qu'ils constituent ensemble la Belgique et restent membres de l'Union européenne, sous la forme d'une monarchie constitutionnelle à deux entités territoriales, la Wallonie et Bruxelles (ce qui signifie que les néerlandophones de Bruxelles peuvent perdre tout pouvoir politique à Bruxelles). En termes clairs, cela signifie que la Belgique, c'est-à-dire la Wallonie et Bruxelles, ont un droit de veto sur l'adhésion de la Flandre, pays candidat. En plus des négociations de toute façon cornéliennes sur la répartition de la dette publique, il faudrait donc affronter un débat encore beaucoup plus épineux. Bruxelles et la Wallonie pourraient soumettre la Flandre, nouvel État indépendant, à de très dures conditions par rapport à cette adhésion à l'Union européenne. Le maintien de la Sécurité sociale pendant une période de transition de cinquante ans ? La ratification de la convention-cadre sur les minorités ? L'élargissement des facilités aux francophones de l'ensemble du Brabant flamand ? Nous pourrions imaginer encore légions de conditions de ce type. Je ne vois donc pas très bien comment une déclaration d'indépendance unilatérale de la Flandre par les nationalistes flamands pourrait connaître une issue heureuse. Par ailleurs, l'économie flamande est fortement orientée vers l'international et le moindre doute sur le statut de la Flandre pourrait avoir de lourdes conséquences. Des entreprises pourraient déménager temporairement ou définitivement leur siège vers Paris, Londres, Amsterdam ou... Bruxelles. Les vellétés d'indépendance de la Catalogne ont effectivement déclenché un mouvement de cette nature et le Brexit a un impact analogue.

Je ne comprends donc pas pourquoi tant de francophones craignent que le Parlement flamand déclare l'indépendance de la Flandre sans crier gare. Cette aspiration n'est partagée que par une petite minorité de la population et n'est absolument pas réaliste, politiquement parlant, parce que le prix à payer pour la Flandre serait exorbitant. L'acceptation des conditions d'adhésion à l'Union européenne risque même de provoquer

la disparition de ce pour quoi la Flandre s'est si longtemps battue, notamment une Flandre où (presque) toutes les affaires politiques et administratives se traitent en néerlandais. Des écoles francophones à Gand et Anvers ? Le français comme deuxième langue du Parlement flamand et de l'administration flamande ? Il ne se trouve pas un seul responsable flamand prêt à courir ce risque.

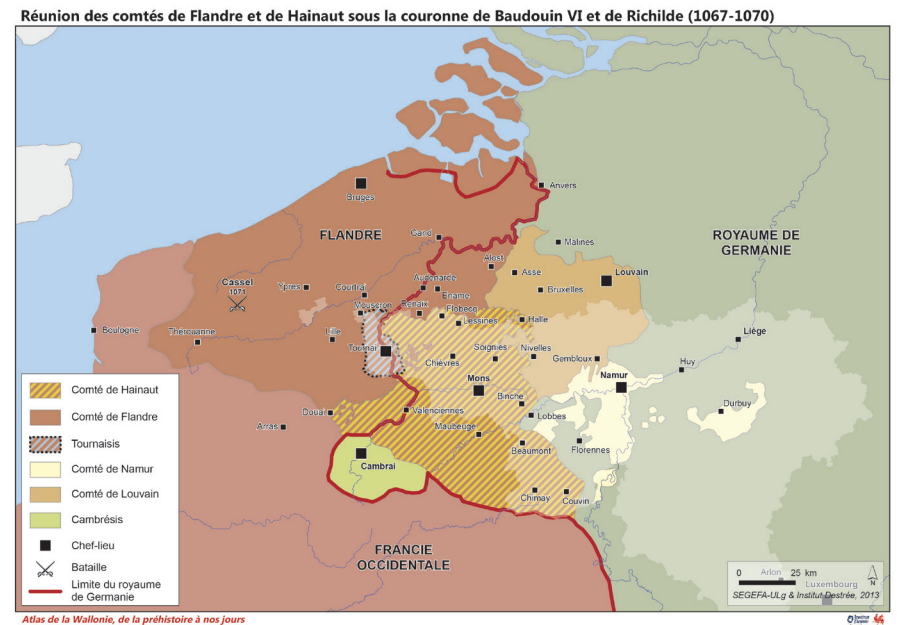
Au-delà de toute la sympathie et du soutien qu'ils expriment à l'égard de Carles Puigdemont et ses amis, je pense que les événements de Catalogne appartiennent aux pages les plus sombres de la vie des flamingants. Du jour au lendemain, ils ont été amenés à constater que l'Union européenne ne souhaitait aucunement soutenir un mouvement pour l'indépendance et à comprendre que tout pas en direction d'une Flandre indépendante n'est possible qu'à condition d'une négociation avec les francophones. Une heure seulement après le vote historique du Parlement catalan, Donald Tusk, président du Conseil européen, envoyait un tweet disant que rien ne changeait pour l'Union européenne et que l'Espagne demeurerait son unique interlocuteur. L'Union européenne n'aurait pas pu être plus claire quant à son attitude vis-à-vis des vellétés catalanes. Dans le manifeste du groupe de réflexion « In de Warande », on pouvait lire que l'évolution européenne facilitait la prise d'indépendance de la Flandre et de la Wallonie, parce que l'Union européenne ôte de plus en plus de compétences à la Belgique fédérale. Si le groupe de réflexion pense à sortir une nouvelle édition de son livre, il faudra réécrire totalement ce passage.

Quand je passe en revue les deux tableaux qui précèdent, je suis frappé par le fait que les forces qui préservent notre pays suscitent de nombreuses questions. Tant l'Union européenne que Bruxelles ne sont pas des « choix », mais bien des faits. Effectivement, nous avons jadis opté pour l'Union européenne, nous en sommes même membre fondateur et nous restons globalement pro-européens. Par contre, dans ce dossier, l'Europe n'est qu'un facteur extérieur qui empêche la scission de la Belgique. Le seul choix conscient des Belges, à mon sens, est celui qu'ils ont fait pour la Sécurité sociale fédérale, un choix qui a une

histoire de plusieurs décennies et désormais ancré dans les structures comme dans les esprits de la majorité de nos concitoyens. Les autres forces centripètes sont beaucoup plus faibles et, en période de crise institutionnelle, ne pourraient pas contenir l'onde de choc. N'est-ce pas préoccupant ? Ou devons-nous, au contraire, en être fiers ? La Belgique, non pas cette patrie nationaliste au sens du XIX^e siècle, qui brandit son étendard et entonne ses hymnes populaires, mais la Belgique comme entité postnationale, où les gens sont solidaires et où les accords et droits principaux sont inscrits dans la Constitution. Dans cette entité, un « État fédéré » flamand s'est développé depuis un demi-siècle. Et depuis une dizaine d'années, « l'État fédéré » bruxellois s'est considérablement renforcé. La Wallonie, de son côté, continue de louvoyer : un peu de Région, un zeste de Fédération Wallonie-Bruxelles, une goutte de Belgique naturellement, et bien sûr la France, le grand frère avec qui nous entretenons une relation si complexe. Vu de loin, notre pays est donc une entité très hétérogène. Nous pourrions préférer en rire et invoquer le « surréalisme belge » et notre « bazar », mais n'est-ce pas déplacé comme humour ? En effet, qu'en est-il de la démocratie ? Le labyrinthe institutionnel est-il compréhensible pour les habitants ? Si non, n'y a-t-il pas un déficit démocratique, grâce auquel une élite politique, qui elle trouve son chemin dans ce labyrinthe, détient un pouvoir beaucoup trop important ? Faudrait-il corriger cette situation et entamer une septième réforme de l'État dans le but d'accroître le pouvoir des citoyens ? A mon sens, ce sont là des questions fondamentales qui méritent plus d'intérêt et de débat que la question de savoir si le commerce extérieur devrait être refédéralisé.

CHAPITRE 20

SCÉNARIOS



Où allons-nous ? De quoi aura l'air notre pays d'ici une dizaine ou une vingtaine d'années ? Parler d'un tel sujet est une entreprise particulièrement hasardeuse car, plus que jamais, notre avenir est imprévisible. D'innombrables facteurs entrent en ligne de compte, tant à l'extérieur de nos frontières qu'ici en Belgique – résultats électoraux, stratégies politiques, attitude des jeunes à l'égard de la Belgique, etc. A l'extérieur, je pense notamment à la conjoncture économique et à l'évolution future de l'Union européenne. Il faut en outre compter avec les « cygnes noirs », ces événements totalement imprévisibles aux conséquences si importantes. Bref, se hasarder à des prévisions sur l'avenir de notre pays est un exercice qu'il faudrait laisser aux astrologues ou à ces devins de l'Antiquité qui lisaient l'avenir dans les entrailles de poulets. Je vais essayer malgré tout. Parce que cela me démange, intellectuellement parlant ; parce que l'exercice m'oblige à réfléchir en dehors des cadres existants ; parce que cela nous force tous à réfléchir à ce qui pourrait ou devrait être. Je vais esquisser quatre scénarios. Même si l'avenir venait à prendre encore une autre direction, il est néanmoins utile d'y réfléchir et d'en discuter maintenant. Nous en tirerons des enseignements et nous accroîtrons ainsi notre capacité à co-écrire l'avenir de notre pays.

Vous remarquerez qu'aucun de mes scénarios n'envisage une Flandre indépendante, si ce n'est dans le cadre d'une variante du « scénario d'effondrement ». J'estime effectivement que cette hypothèse est hautement improbable, comme je l'ai déjà écrit plus haut. Peu importe celui de ces scénarios qui a ma préférence. En revanche, je précise celui des quatre qui a le plus de chances de se réaliser.

LES « CYGNES NOIRS » DE NASSIM NICHOLAS TALEB

Nous sommes le 10 janvier 1697. L'explorateur néerlandais Willem De Vlamingh remonte un cours d'eau dans le Sud-Ouest de l'Australie. C'est là que les membres de son équipage et lui observent pour la première fois des cygnes noirs (Cygnus atratus). Ils baptisent la rivière la « Swart Swaene Revier » (NdT : la rivière des cygnes noirs). :

Trois cents dix ans plus tard, Le Cygne noir devient le titre d'un essai philosophique au succès retentissant, rapidement traduit dans de nombreuses langues, et plus encore après la crise bancaire. Son auteur s'appelle Nassim Nicholas Taleb. Il a été négociant en produits dérivés à Wall Street, trader à Chicago, et a enseigné la théorie des probabilités, dans le cadre de la gestion des risques, à l'Université de New York. Il se sert du cygne noir dans un sens métaphorique. Avant la découverte de l'Australie, les gens du Vieux continent étaient sûrs et certains que tous les cygnes étaient blancs. C'était là un fait incontestable, corroboré par des preuves empiriques. L'observation des premiers cygnes noirs a mis un terme à cette certitude. Mais oui, une assertion généralement acceptée sur la base d'observations de millions de cygnes blancs, pendant des millénaires, peut être infirmée par une seule et unique observation. L'auteur poursuit en expliquant qu'un cygne noir est un événement qui possède les trois caractéristiques suivantes

- *cet événement est totalement inattendu, c'est un moment fort ;*
- *cet événement a de très grandes conséquences ;*
- *l'être humain est ainsi fait que par la suite, alors que l'événement est totalement imprévisible, il va inventer des explications qui le rendent compréhensible et prévisible.*

Dans le contexte de notre liste de scénarios, nous pouvons rapidement jeter sur un bout de papier plusieurs cygnes noirs : la déliquescence de la banque Fortis ; l'évasion de Marc Dutroux et le grand accord de la réforme Octopus qui lui fait suite, fusionne la police et la gendarmerie et réorganise la justice ; la crise de la dioxine, qui a provoqué la refonte totale de l'inspection alimentaire. Sur le plan international, nous avons par exemple la percée des sms et d'internet, le Brexit ou l'élection de Donald Trump. Taleb nous dit que nous ne sommes pas impuissants, que nous pouvons créer des systèmes solides, des systèmes dont une composante peut disparaître à cause d'un cygne noir sans provoquer l'effondrement du système dans son ensemble. Une banque trop grande pour faire faillite parce qu'elle entraînerait avec elle tout le système financier n'a donc pas le droit d'exister, selon Taleb – qui n'aborde pas

les conséquences sociales d'une faillite bancaire. Que pouvons-nous en déduire concernant nos institutions belges ? Sont-elles assez solides pour survivre à un cygne noir ? Tout continuerait-il comme avant si, en raison d'un stupide incident, une dispute entre un Flamand et un Wallon dégénérerait et provoquait la mort de quelqu'un ? Pouvons-nous résister à un meurtre politique comme celui du dirigeant politique néerlandais Pim Fortuyn en 2002, et que beaucoup de Néerlandais ont encore du mal à digérer aujourd'hui ? Mais je préfère m'arrêter là. Je ne voudrais pas tomber dans le macabre.

SCÉNARIO 1 : BUSINESS AS USUAL

Business as usual, c'est un peu « on prend les mêmes et on recommence ». Les mêmes tendances et les mêmes procédures se prolongent. Elles peuvent éventuellement générer un changement mais sans qu'on puisse parler de rupture.

Dans le cas qui nous occupe, qu'est-ce que cela voudrait dire ? Dans le climat d'indifférence habituelle de la population, « l'évaporation » de la Belgique se poursuit à la manière d'un processus « naturel ». Car c'est bien en ce sens que s'écoule l'histoire de la Belgique dans ce scénario. La Belgique s'évapore ; c'est un fait. Toute personne qui, en Flandre, s'oppose à ce cours des choses est immédiatement rangée parmi les rêveurs de la Belgique de papa, ce qui équivaut à une attaque très dure. De leur côté, les francophones mettent tout en œuvre pour ralentir ce « processus naturel » et gagner du temps dans l'espoir que l'économie wallonne puisse retrouver d'ici un nombre indéterminé d'années une vitesse de croisière, afin de pouvoir continuer sans les Flamands.

Affirmer que l'évaporation de la Belgique est naturelle n'a évidemment aucun sens. Nos réformes de l'État sont le produit de luttes sociétales et politiques et la conséquence des décisions prises par les dirigeants politiques. L'histoire institutionnelle de notre pays n'est écrite dans aucun grand livre que nous serions condamnés à lire et mettre en œuvre page après page. La doctrine qui gère ce scénario s'appelle Tina, l'acronyme pour *there is no alternative*. Remis dans son contexte, ce slogan, attribué

généralement à Margareth Thatcher, signifie que le capitalisme, le marché et la mondialisation sont des phénomènes aussi nécessaires que bénéfiques, qu'il faut en accepter toutes les conséquences et qu'il n'y a pas de système alternatif crédible. Le dépouillement du pays continuerait, étape par étape. Une septième réforme de l'État adviendrait donc quelque part après les élections de 2024, négociée dans un beau château par les poids lourds de quelques partis politiques. Aucune ouverture vis-à-vis des citoyens ou de la société civile, sauf peut-être au sommet de quelques organisations alliées dans la société civile. Un compromis qui compliquerait encore la répartition des compétences, au grand désespoir des fonctionnaires et des organismes concernés. Une pacification communautaire pourrait alors s'instaurer après quelques années de fortes tensions ; une pacification temporaire, par définition. Quelques compétences de second ordre comme la coopération au développement pourraient éventuellement retourner dans le giron fédéral. La Belgique fédérale ne serait certainement pas renforcée – pas de circonscription électorale fédérale, par exemple. Les Régions et les Communautés recevraient de nouvelles compétences. Tant en ce qui concerne sa procédure (la méthode de la négociation) que le résultat, ce septième accord s'inscrirait donc de façon parfaite dans le prolongement des réformes de l'État antérieures. Personne n'est vraiment satisfait, mais le pays est de nouveau sauvé et la vie continue comme auparavant. Dix ans plus tard, et dans le même ordre d'idées, une huitième réforme interviendrait, suivie dix ans plus tard encore par une neuvième... parachevant l'évaporation de la Belgique. A la longue, nous aboutirions à un scénario que les francophones qualifient parfois de « jackpot flamand ». La Flandre, grâce à une autonomie poussée, bénéficierait des avantages de l'indépendance sans devoir en supporter les inconvénients : la perte de Bruxelles et la non-reconnaissance internationale. On pourrait tout aussi bien dire que la révolution copernicienne dont Kris Peeters parlait déjà en 2010 prendrait une forme concrète : l'autorité fédérale serait mise au service des États fédérés.

Dans ce scénario, la Sécurité sociale est finalement scindée. Beaucoup de politiques francophones ont affirmé par le passé que cette scission

signifierait la fin de la Belgique. Je n'en crois pas un mot. Cela fait longtemps que les francophones tiennent ce genre de propos sur la fin de la Belgique chaque fois qu'une proposition flamande se concrétise et l'histoire leur a donné tort systématiquement. En outre, les allocations familiales étant déjà régionalisées, une partie de la Sécurité sociale est déjà scindée. Même s'il s'agit de la composante la moins politiquement sensible de la Sécurité sociale, sa scission est advenue malgré un « non » appuyé de l'ensemble de la Belgique francophone. Une brèche a donc été ouverte. Dans ce scénario, cette brèche ne fait que s'élargir jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien de la Sécurité sociale à l'échelon fédéral. Ce détricotage s'étale sans doute sur une période relativement longue, peut-être trente ans. N'oublions pas qu'une approche progressive et tout en technicité peut également réduire la résistance. La gauche belge a revendiqué des années durant la suppression juridique du secret bancaire. Jamais une loi n'a été approuvée qui réglait ce problème d'un seul trait. Cependant, au fil des ans, lentement, une série de lois et d'arrêtés royaux ont supprimé le secret bancaire, étape par étape, pour finalement en venir à bout sans grande difficulté. Nous ne pouvons exclure que les politiques opteraient pour la même approche s'agissant de la Sécurité sociale. Il ne faut jamais sous-estimer la créativité des dirigeants politiques quand il est question d'anticiper d'éventuelles résistances au sein de la société.

Le scénario *business as usual* ne me semble pas improbable. Je pense même qu'il est le plus probable. Pour l'éviter, il faudrait qu'un grand nombre de personnes, d'organisations et de partis politiques exercent une pression particulièrement forte. Et il faudrait aussi enterrer profondément la doctrine « Tina ». Il faudrait également que le sujet (de la Belgique) soit considéré par de larges couches de la population comme plus important et plus pressant que les questions socio-économiques ou les thématiques liées à la diversité. Dans ce cas, qu'est-ce qui serait (ou qui serait) le moteur de ce changement historique ?

SCÉNARIO 2 : UN NIVEAU FÉDÉRAL ÉVAPORÉ ET QUATRE RÉGIONS TOUJOURS PLUS FORTES

Le niveau fédéral perd de nouvelles compétences qui vont aux Régions. Les francophones ont fait un choix historique. La Région wallonne et la Région bruxelloise sont leurs centres de gravité. La Communauté germanophone reçoit de nouvelles compétences et le titre de Région – certaines compétences pouvant être exercées par une autre Région ou par le niveau fédéral, comme le commerce extérieur. Exactement de la même façon que la Communauté flamande en son temps, la Communauté française passe à la trappe, ce qui ne signifie pas que les Régions – bruxelloise, wallonne, allemande et flamande – ne coopèrent pas dans certains domaines comme les médias, la culture et l'enseignement. Certains décrets et certaines institutions peuvent être communs, mais les entités politiques sont les Régions. Cette évolution a bien sûr un impact important sur Bruxelles, où la Cocof, la VGC et la Cocom disparaissent. Les droits des néerlandophones à Bruxelles, dans ce scénario, font l'objet de négociations longues et difficiles. A Bruxelles et en Wallonie, les institutions gagnent énormément en lisibilité et la classe politique est donc obligée, bien davantage qu'auparavant, de rendre des comptes. Comme Bruxelles et la Wallonie possèdent des compétences à la fois régionales et communautaires, elles sont en mesure d'élaborer un projet de société global et complet. Ce scénario est loin d'être évident, vous vous en doutez. Il est révolutionnaire et serait extrêmement dur à vivre pour beaucoup de francophones, qui vivraient une sorte de séparation avec la Communauté française, dans le sens institutionnel, mais aussi culturel et sociétal du terme. Beaucoup de Bruxellois – la plupart d'entre eux ? – se sentiraient très à leur aise dans ce scénario. Certains Wallons y verraient, eux aussi, l'évidence même, tandis que d'autres, ceux qui se sentent plutôt Belges francophones, devraient passer par un deuil douloureux. Ceux-là, qui ont déjà perdu la Belgique unitaire, doivent désormais supporter la perte de la Communauté francophone. Ce scénario n'est donc possible qu'au prix d'une sorte de révolution en Belgique francophone, d'un accord sur Bruxelles et sur la place occupée par les néerlandophones de Bruxelles. Ce serait une

des réformes de l'État les plus ambitieuses de l'histoire de notre pays, dont les francophones seraient les principaux demandeurs, ce qui rend d'ailleurs ce scénario improbable à court ou moyen terme.

Dans ce scénario aussi, la Sécurité sociale pourrait subir à terme une scission totale.

Ce scénario comporte des variantes. Tout d'abord, la coopération entre les Régions sera-t-elle de qualité ? Cela ferait un monde de différence, par exemple pour les chercheurs d'emploi bruxellois et wallons, qui trouveraient un travail en Flandre d'autant plus vite et plus facilement que les Régions coopèrent effectivement. Même chose pour la coopération entre les universités et les échanges d'élèves dans les différentes Régions. Ce scénario comporte sans doute deux variantes principales : une première, dans laquelle la coopération entre les Régions s'intensifie, et une seconde, dans laquelle les Régions sont davantage tournées vers elles-mêmes. Les optimistes affirment que la coopération sera meilleure dès que la situation se sera clarifiée et que les frontières linguistiques et régionales seront respectées. A la Foire du Livre de Bruxelles en 2019, la Flandre sera l'invitée d'honneur. Toujours en 2019, deux artistes néerlandophones iront représenter notre pays à la Biennale de Venise, alors que c'est au tour de la Communauté française de pourvoir au pavillon. La ministre de la culture a choisi des artistes néerlandophones, un geste impensable il y a encore quelques années. L'UCL et la KULeuven coopèrent sur de nombreux projets, tout comme l'ULB et la VUB. Les « convaincus » soutiennent que la détente et la pacification communautaires ne pourront qu'améliorer la coopération dans notre pays.

SCÉNARIO 3 : UN NIVEAU FÉDÉRAL FORT ET QUATRE RÉGIONS FORTES

Ce scénario ressemble au précédent mais à une différence près, qui est capitale. Le niveau fédéral est renforcé, par exemple par la création d'une circonscription électorale fédérale. Cela ne veut pas dire que les Régions, dans ce scénario, sont plus faibles. Elles ont autant et peut-être plus de compétences, mais la présence d'une circonscription fédérale renforce en parallèle le niveau fédéral, qui conserve ainsi de la visibilité,

les responsables politiques faisant campagne dans l'ensemble du pays. Les médias s'intéressent beaucoup plus qu'avant à ce qu'il se passe de l'autre côté de la frontière linguistique. La fin de la Belgique est à présent un scénario très improbable. Les francophones qui éprouvaient des difficultés avec la disparition de la Communauté française se sentent mieux, car sa disparition n'appelle pas la disparition du pays, bien au contraire, puisque l'avenir du pays est beaucoup mieux assuré.

Quelles sont les chances de ce scénario ? Actuellement, très faibles. Ceux qui plaident aujourd'hui en Flandre pour une Belgique fédérale plus forte – et qui se font donc les porte-voix d'une majorité des Flamands – se font incendier sur les médias sociaux. Ils sont traités de belgicistes, de défenseurs de la Belgique de papa, de décideurs politiques totalement étrangers aux réalités de ce monde et j'en passe. Il arrive que le CD&V dise qu'une Flandre plus forte n'exclut pas la Belgique, un point qui se trouve d'ailleurs dans son programme, mais on n'entend jamais de point de vue convaincu et conscient sur ce sujet. Tant que la majorité des partis flamands ne s'exprime pas sans hésiter, mais avec fierté et conviction, en faveur de l'existence de la Belgique et d'une Belgique fédérale forte, ce scénario est improbable. Par ailleurs, le principe de la circonscription fédérale est encore plus difficile à défendre que la Belgique en tant que telle. Côté francophone, la circonscription fédérale n'a rien d'une évidence non plus. Je puis d'ailleurs comprendre ces hésitations. Ce sont surtout les politiques flamands qui sont bilingues et qui pourraient cartonner dans l'ensemble du pays. En plus, ils ont presque toujours le mandat de premier ministre, ce qui leur donne une sorte de bonus. Pourtant, on ne sait jamais. Peut-être qu'à un certain moment, les haut-parleurs de l'histoire diffuseront le message suivant : « A partir de 2025, vous devez choisir. Soit une circonscription fédérale est créée et la pérennité du pays est donc mieux garantie qu'actuellement, soit elle n'est pas créée, ce qui signifie que l'évaporation de la Belgique continue, et que la Flandre devient de plus en plus vite une nation à part entière, avec à terme le risque d'un détricotage de la Sécurité sociale ».

NOTRE JEUNESSE

Soyons optimistes. Les moins de trente ans, dans la Flandre d'aujourd'hui, sont moins attachés que les générations précédentes à la cause « flamande ». Ils sont aussi moins attachés à la Belgique, sauf quand les Diables rouges gagnent évidemment. Leur monde, c'est l'Europe d'une part et, de l'autre, le monde virtuel et pourtant bien réel pour eux des médias sociaux. N'allez pas les embêter avec le fait que la septième réforme de l'État tarde à venir. Qu'est-ce qu'elle nous rapporte en termes de prospérité et de bien-être, demandent-ils ? Les propositions sont-elles efficaces et efficaces ? Et toutes ces institutions et tous ces administrateurs, rendent-ils des comptes ? Comment ça se passe ? Ces questionnements peuvent passer pour post-idéologiques et post-politiques, il n'en reste pas moins que leur lecture terre-à-terre des débats communautaires pourrait créer l'espace nécessaire pour une Belgique fédérale forte. Avec une circonscription électorale fédérale. Mais il y a un « mais ». Si les personnes de ces générations entrent en politique, elles fonctionneront à l'intérieur des institutions, des procédures et des doctrines existantes, dont le fonctionnement concret est profondément influencé par la pratique et l'expérience des dernières décennies. Il faut beaucoup de vision et de leadership pour s'en rendre compte, ainsi que pour surmonter et renouveler ces paradigmes. Enfin, pour ces moins de trente ans dynamiques et enthousiastes, le monde ne manque pas de défis passionnants dans le secteur privé, les universités et la société civile. Il faut avoir de solides raisons de préférer à toutes ces possibilités la responsabilité d'un mandat politique, qui vous vaut de surcroît d'être traité quotidiennement de salaud sur les médias sociaux.

SCÉNARIO 4 : EFFONDREMENT

Dans ce scénario, nous vivons une implosion de nos institutions et la fin de la Belgique telle que nous la connaissons depuis 1830. Impensable ? Le Brexit aussi était impensable. Et je m'empresse d'ajouter qu'un tel scénario ne va pas forcément de pair avec la violence. Ce scénario est conditionné par un événement majeur, extérieur, qui entraîne l'effondrement de nos institutions. Quel type d'événement ? Je vous en donne trois, mais d'autres sont possibles bien évidemment. L'implosion de l'Union européenne,

par exemple après la victoire du Rassemblement National aux élections présidentielles françaises. Une crise économique internationale, aussi grave ou plus grave encore que la dépression de 1929, des suites d'un conflit dévastateur au Moyen-Orient ou d'une guerre entre la Chine et les États-Unis. Une troisième éventualité est celle d'un cyberconflit entre les États-Unis et la Russie, ou entre les États-Unis et la Chine, qui déraperait totalement, au point de causer une crise internationale et des dommages économiques et politiques d'une ampleur sans précédent.

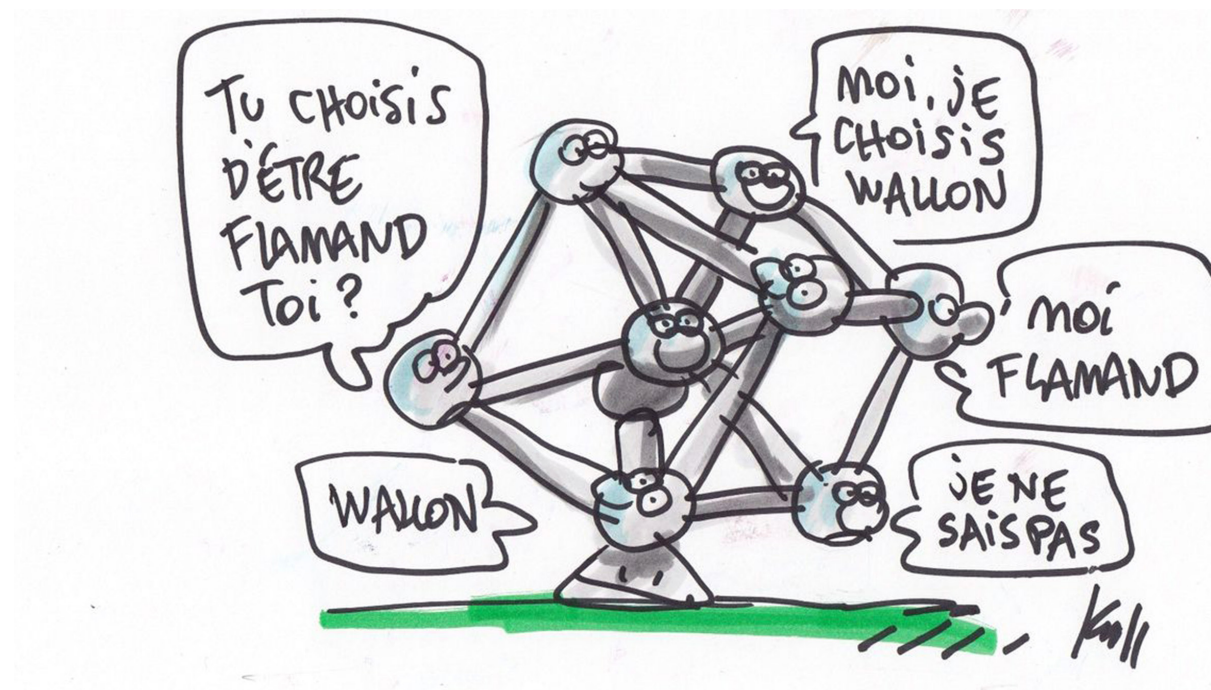
Dans ce scénario de l'effondrement, notre classe politique et nos institutions devraient supporter une pression monstrueuse. De nombreux responsables politiques flamands privilégieraient la prospérité de leurs électeurs et placeraient l'avenir de notre pays entre parenthèses, temporairement ou définitivement. C'en serait fini de la solidarité sociale fédérale car tous les moyens disponibles seraient mobilisés pour gérer cette crise et limiter l'importante perte de bien-être des six millions de Flamands. Un facteur externe, sur lequel nous n'avons pas de prise, ferait donc exploser le modèle belge. Est-ce probable ? Pas du tout, mais pas impossible pour autant. Les cygnes noirs existent. Peut-on anticiper de tels événements ? Difficilement. Certains plaident pour une politique ingénieuse en matière de résilience afin de nous préparer à une éventuelle catastrophe environnementale. Est-il sensé de consacrer de l'attention à un tel scénario ? Absolument. Je crois qu'il est bon de se souvenir que la Belgique, à l'échelle mondiale, est tout juste un point sur la carte, que nous n'avons donc pas notre propre sort intégralement en main et que de futurs événements majeurs pourraient nous faire prendre un tout autre chemin que l'actuel.

SCÉNARIOS 5, 6 ET 7.

Ces scénarios-là restent à écrire. Par vous, seul ou en famille, avec des connaissances. Effectivement, la prochaine édition du livre réservera une place à votre scénario. Imaginez-le, écrivez-le et envoyez-le-moi sur barbe@telenet.be. De préférence dans une de nos trois langues nationales ou en anglais. Longueur maximum dix pages. Je publierai les trois scénarios les plus intéressants dans la prochaine édition du livre ou sur le site internet de l'éditeur.

CHAPITRE 21

COMMENT PARVENIR À UNE PACIFICATION DURABLE?



Imaginons que les tiraillements communautaires vous dégoûtent et que vous rêvez d'une Belgique pacifiée, en ce sens que les tensions communautaires y seraient neutralisées et même réduite à un bruit de fond à peine audible. Qu'il y aurait plus de temps pour donner aux vrais problèmes de notre pays l'attention nécessaire, et sans porter de lunettes communautaires. Quelles conditions faudrait-il remplir pour atteindre ce nirvana communautaire ? Ou mieux encore, pour le créer tous ensemble, car cette entreprise ne peut réussir que si nous faisons tous un effort, si nous faisons montre, plus que cela n'a jamais été le cas dans le passé, de courage et de persévérance.

Voici une liste, toute personnelle, de ces conditions.

1. UNE PACIFICATION DANS LES SIX COMMUNES À FACILITÉS AUTOUR DE BRUXELLES

Un des objectifs majeurs de la sixième réforme de l'État était d'apporter une réponse à l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde, la « scission de BHV », comme les Flamands l'appellent. Le compromis définitif contient également un règlement relatif à la nomination des bourgmestres. L'idée était de se passer de nouveaux carrousels. Le conseil communal propose une personne au mayorat, le gouvernement flamand oppose un refus, l'opinion publique et la presse se scandalisent, et l'affaire se termine par un appel devant le Conseil d'État. Nouvelle présentation, nouveau refus, etc. Le nouveau règlement n'a malheureusement pas résolu entièrement le problème. On ne peut pas encore vraiment parler de pacification. Les deux camps continuent de se pointer du doigt. Qui a raison ? Qui respecte l'État de droit ? Qui le foule aux pieds ? Devons-nous attendre une septième réforme de l'État pour avoir le calme communautaire dans les six communes à facilités autour de Bruxelles ? Pourrait-on éventuellement traiter ce dossier à part, dans le cadre d'une mini-réforme de l'État, après les élections de 2019 ? Mais comment trouver la majorité nécessaire ? De la part de la N-VA, aucun comportement constructif à attendre. Les autres partis flamands vont-ils se risquer à une telle négociation face à une N-VA

en position de force et qui ne manquera pas de les accuser de trahir les intérêts flamands ? C'est loin d'être simple. Cette problématique demeure une épée de Damoclès sur la paix communautaire même si, dans l'éventualité d'un nouveau carrousel, elle sera largement moins sous les feux de la rampe que la scission de BHV.

Le « dialogue des mémoires » dont j'ai déjà parlé devrait en tous cas porter sur les six communes à facilités autour de Bruxelles. Comment les habitants et les non-habitants ont-ils vécu les vingt dernières années ? Quand ne se sont-ils pas sentis respectés ? Quelle est leur image « des autres » et dans quelle mesure est-elle fidèle à la réalité ? Cet exercice serait particulièrement difficile et exigerait énormément de temps. Il n'empêche, il est selon moi une condition indispensable à remplir si nous voulons un jour ouvrir un nouveau chapitre pour ces six communes.

2. LE RESPECT DES FRONTIÈRES

Le scientifique et politique hongrois Istvan Bibó avait coutume de dire que les États fédéraux ne peuvent fonctionner convenablement que moyennant la reconnaissance et le respect de leurs frontières intérieures et des accords sur la protection des minorités. Il en est ainsi dans certains États fédéraux comme la Suisse et l'Allemagne. S'il y a bien un sujet qui prête beaucoup trop à controverses chez nous, ce sont nos frontières intérieures. Nous nous chamaillons depuis des dizaines d'années sur la frontière linguistique, les Fourons, l'arrondissement électoral de BHV, la Région bruxelloise ou les communes à facilités autour de Bruxelles. Nous sommes en 2018 et la plupart de ces épineux sujets ont été clarifiés au plan juridique, si ce n'est certains points dans les six communes à facilités, que j'évoquais à l'instant. Cela n'empêche aucunement certains politiques, journalistes et leaders d'opinion de contester des points fondamentaux. Tantôt les néerlandophones apprennent dans la presse que DéFI revendique l'élargissement de Bruxelles, tantôt la N-VA exige la suppression des facilités à Renaix. De tels propos sont explosifs. Impossible d'obtenir une pacification communautaire dans un tel climat, quelles que soient les intentions des uns et des autres, car tant DéFI que la N-VA profitent bien évidemment de chacun de

ces accès de fièvre communautaire. Bref, en soi, ces interventions de DéFI et de la N-VA n'ont rien d'étonnant. Ce qui nous laisse pantois, en revanche, c'est que leur communication ne se heurte qu'à peu de résistance. Côté francophone, je n'entends quasiment jamais personne taper sur les doigts de DéFI et leur dire que leur discours est mauvais pour le pays. Comme s'il existait une sorte de solidarité entre francophones sur ces points, une solidarité à laquelle les Wallons aussi sont censés souscrire. En juillet 2008, en pleine crise institutionnelle, le Parlement wallon a approuvé une résolution dans laquelle, entre autres, il exprimait son soutien à l'élargissement de la Région bruxelloise, un fait politique qui n'a pas vraiment facilité, vous vous en doutez, les négociations communautaires. Côté néerlandophone, je n'ai pas entendu s'élever un seul discours critique dans l'affaire des facilités à Renaix. Visiblement, en Flandre non plus personne n'ose mettre les points sur les « i ». Dans ces problèmes, nous ne pourrions aller de l'avant que si les politiques, les journalistes et les leaders d'opinion des deux côtés rompent cette prétendue « solidarité », et osent dire et faire ce qui est bon pour le pays. Le respect de la frontière linguistique et des dispositions juridiques en matière de protection des minorités linguistiques me semble être une des conditions essentielles à la mise en place d'une pacification communautaire dans notre pays.

3. UNE RELANCE ÉCONOMIQUE ET DÉMOCRATIQUE EN WALLONIE

Le jour où les Wallons seront à peu près aussi riches que les Flamands, les nationalistes flamands ne répudieront pas pour autant leur croyance – parce que c'est de cela qu'il s'agit, au fond. Ils continueront de rêver à une Flandre indépendante ou quasiment indépendante, et à se battre pour cet objectif. Leur discours perdra beaucoup en légitimité, par contre. Parce qu'ils ne pourront plus geindre à propos des transferts. Et si les scandales s'arrêtaient en Wallonie, ils perdraient encore un autre argument de poids. Par ailleurs, la gauche flamande serait dans une situation beaucoup moins inconfortable et les Wallons en général s'en porteraient beaucoup mieux puisqu'au bout du compte, ce sont toujours les contribuables ordinaires qui paient la note.

Nous pouvons dire que des progrès incontestables ont été réalisés ces dix dernières années concernant la relance économique de la Wallonie. Mais l'évolution reste lente, trop lente. Il faudrait une césure. Y compris en matière de bonne gouvernance. C'est, me semble-t-il, l'opinion qui domine en Flandre. Dans quelle mesure un tel saut quantique, relevant à la fois du socio-économique et de la bonne gouvernance démocratique, peut-il se produire ? La Belgique n'est pas un pays de révolutions. Les grandes réformes, chez nous, ne se produisent que dans deux cas de figure : soit sous une pression externe, comme lorsque l'Union européenne nous contraint à mettre en place une nouvelle législation dans nombre de domaines ; soit à la suite d'événements majeurs. Par exemple, la grande réforme de la justice et de la police, demandée depuis si longtemps, n'a été concrétisée qu'après l'évasion de Marc Dutroux.

4. UNE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE ET DE MEILLEURE QUALITÉ À BRUXELLES

Ce serait évidemment dans l'intérêt des Bruxellois avant tous les autres. Cependant, comme je l'ai déjà dit, la perception de Bruxelles chez beaucoup de Flamands est très mauvaise. Il faudrait y travailler en Flandre aussi, car on y alimente et on y diffuse beaucoup trop de caricatures sur la capitale. Mais avec des scandales comme le Samusocial, il est particulièrement difficile de rendre l'image de Bruxelles plus positive aux yeux de la Flandre. Cela veut-il dire qu'il faut fusionner les dix-neuf communes ? Ce serait une piste possible. Il y en a d'autres. Du moment que le résultat est positif tant sur le plan de la démocratie que sur celui de l'efficacité et de l'efficience.

Est-ce possible en se passant d'une réforme de l'État ? Des pas importants peuvent être accomplis sans elle. Comme la suppression de ces dizaines d'asbl para-communales ou le strict respect de la législation sur les marchés publics. Une véritable césure exigerait cependant une réforme de l'État qui entraînerait plus que probablement la suppression de la Commission communautaire francophone, de la Commission communautaire flamande et de la Commission communautaire commune. Dans une telle hypothèse,

il y aurait lieu que toutes les parties concernées réfléchissent avec le soin nécessaire à la place et aux droits des néerlandophones de Bruxelles.

5. LA RELATION ENTRE LA FLANDRE ET BRUXELLES

La Flandre reconnaît-elle Bruxelles comme une région à part entière ? Dans les faits, oui, mais sur le papier, N-VA et CD&V ne la reconnaissent pas. Cette situation est intenable. La Région bruxelloise existe. Il existe quelques différences mineures avec la Région flamande ou la Région wallonne, comme le nom des « lois » (la Flandre et la Wallonie prennent des « décrets », Bruxelles prend des « ordonnances »). Dans les faits, il n'en reste pas moins que la Région bruxelloise est une région à part entière, une réalité encore renforcée par la sixième réforme de l'État.

Les responsables politiques flamands ont longtemps rêvé d'une Belgique fédérale qui aurait eu deux grandes communautés. D'une part parce que la dynamique communautaire en Flandre est née de la langue et de la culture, d'autre part par crainte pour la situation des néerlandophones de Bruxelles. Mais c'est du passé. La sixième réforme de l'État a renforcé la Région bruxelloise. La Flandre doit admettre cette réalité et tourner la page.

6. L'EXISTENCE DE PUISSANTES FORCES CENTRIPÈTES

Qui, au sein de la société civile, défend la pérennité de la Belgique ? Les syndicats, les mutualités et une poignée de leaders d'opinion et de journalistes, principalement des francophones. Au nord, c'est beaucoup plus calme. Quelques critiques et autres voix s'élèvent contre une nouvelle réforme de l'État, contre le nationalisme et la surenchère communautaire. Mais ces interventions s'inscrivent dans une attitude défensive. Rares sont les appels en Flandre appuyés en faveur de la pérennité du pays. On entend peu de gens affirmer qu'après six réformes de l'État qui ont affaibli l'autorité fédérale, il est temps de s'arrêter et que si nous en négocions une septième, il faudrait qu'elle renforce l'échelon fédéral. On entend peu de responsables politiques, d'acteurs de la société civile ou de leaders d'opinion s'exprimer avec passion à propos des avantages de la Belgique fédérale. Non pas qu'elle soit une panacée, loin de là. Ni que nous devrions en revenir à un patriotisme ou à un nationalisme d'un

autre temps. Pitié. Mais j'ai parfois l'impression que ce silence illustre une sorte de résignation, y compris chez les francophones. L'acceptation que la Belgique évolue lentement vers une évaporation que rien n'arrêtera. Que l'on ne peut même plus s'imaginer qu'il soit possible, après six réformes de l'État dans une certaine direction, de s'engager dans une autre direction. C'est comme s'il n'y avait pas de capacité à se projeter de façon créative et novatrice dans l'avenir. Rompre un tel état d'esprit ne sera pas une sinécure, car nous nous situons au niveau de l'attitude et de la culture de groupe. Je n'ai pas dit que c'était impossible, mais il faudrait alors que se forme une puissante coalition, qui aurait une vision claire et disposerait d'une stratégie. Je ne vois rien de tel à l'horizon pour le moment.

7. UN DIALOGUE DES MÉMOIRES

J'ai déjà expliqué ce concept et je me suis déclaré favorable à l'organisation d'un tel processus. Si mon ami Jean lit ce texte, il me répétera que la jeunesse de notre pays n'y verra aucun intérêt. Il a raison, je ne le conteste pas. Mais je crois qu'il faut le faire quand même. Parce que les décideurs d'aujourd'hui sont souvent des personnes de plus de quarante ans. Parce que je ne vois pas comment nous pourrions pacifier la périphérie bruxelloise sans organiser un dialogue des mémoires. Parce que ce processus donnerait à beaucoup d'habitants de ce pays – des citoyens ordinaires, des politiques, des journalistes et des acteurs de la société civile – de nouvelles clés de compréhension et de nouvelles idées.

8. UNE SÉCURITÉ SOCIALE FORTE ET BÉTONNÉE AU NIVEAU FÉDÉRAL

Cela va de soi. La Sécurité sociale est le ciment de notre pays. Un ciment fabriqué au prix de décennies de lutte sociale. Certains affirmeront qu'elle est déjà convenablement ancrée au niveau fédéral et qu'il n'est pas possible de la scinder facilement. C'est vrai. La question est de savoir comment raffermir cet ancrage. Il serait par exemple possible d'intervenir au niveau de la Constitution, en faisant en sorte qu'une modification de la répartition actuelle des compétences en matière de Sécurité sociale ne serait possible qu'au moyen d'une majorité des trois

quarts (plutôt que la majorité actuelle des deux tiers). Il faudrait donc inventer de nouvelles techniques pour ancrer la Sécurité sociale fédérale.

9. UNE VISION MODERNE DE L'INTÉGRATION ET DE LA CITOYENNETÉ

Comme je l'ai évoqué plus haut, la N-VA mène une offensive très dure en matière de diversité et d'intégration. Elle tente d'imposer à toute la Flandre sa propre vision de la réalité et sa politique identitaire. Plus elle parvient à ses fins, plus il est difficile de vivre ensemble dans notre pays, car la N-VA se trouve sur une ligne située aux antipodes de celle de la Belgique francophone – et d'une très large part de la Flandre.

A large, diverse crowd of people is sitting on the ground, participating in an activity where they hold up yellow cards. The crowd is dense, with many individuals looking towards the camera or slightly away. The yellow cards are held high in the air, creating a sea of yellow. The people are dressed in casual clothing, and the setting appears to be an outdoor event or festival. The overall atmosphere is one of active participation and engagement.

CONCLUSIONS

Comment expliquer le succès de la N-VA ? Comment est-il possible qu'un parti qui était à la marge du système politique ait pu devenir en un temps record le premier parti de Flandre ? La réponse est complexe. Les raisons sont multiples. Si Bart De Wever a bien évidemment joué un rôle important dans la réussite de sa formation, force nous est d'appréhender la situation dans un contexte plus large. Des tendances sociétales étaient à l'œuvre et des événements se sont produits qui offraient à la N-VA des opportunités intéressantes, qu'elle a saisies sans états d'âme. La concurrence des autres partis était faible et la N-VA a été – et reste – un parti puissant, doté d'une stratégie parfaitement élaborée et d'un appareil géré professionnellement. Elle est passée maître en matière de communication.

CONTEXTE

Le contexte de la période de croissance de la N-VA était très particulier. Tout d'abord, beaucoup de Flamands ressentaient la mondialisation comme une menace. Vais-je sauver ma peau sur le marché du travail ? Les membres de ma famille et mes amis vont-ils s'en sortir ? Pourrai-je toucher une pension ? Pourquoi les réformes socio-économiques indispensables restent-elles en suspens ? A toutes ces grandes questions, les partis traditionnels n'ont pas su apporter de réponse convaincante, à la différence d'autres acteurs comme le Voka, certains leaders d'opinion et la N-VA. La problématique BHV apportait la preuve, pour beaucoup de Flamands, que les institutions du pays dysfonctionnaient, que les francophones ne respectaient pas les règles du jeu et humiliaient les Flamands. Pourquoi cet arrêt n'était-il pas appliqué ? Comment était-il possible qu'une minorité puisse nier un arrêt de la Cour constitutionnelle et la volonté de la majorité de la population ? Cette question, nombre de Flamands se la sont posée des années durant. La « loi de Jean-Luc Dehaene », à savoir que la majorité n'impose jamais son point de vue de façon unilatérale et que la minorité n'abuse pas de son droit de veto, a été foulée aux pieds tant par les néerlandophones que par les francophones, des excès qui ont laissé des traces. En 2005, les dirigeants francophones ont eu la possibilité de conclure un accord honorable sur BHV et ne l'ont

pas fait, ce qui représente à mes yeux une erreur historique dont le prix ultérieur s'est révélé exorbitant. En effet, quand la sixième réforme de l'État a finalement été négociée, ils n'ont pas pu tirer d'autres marrons du feu et ont dû faire de lourdes concessions, notamment la suppression de la solidarité interrégionale et l'ouverture d'une brèche dans la Sécurité sociale. Pendant toutes ces années, Bart De Wever, de son côté, a pu tranquillement faire « percoler » son « histoire » sur la Belgique, ce pays dont les institutions sont bloquées, ce pays « des deux démocraties ». Les scandales incessants impliquant le PS et les provocations de Défi – qui s'appelaient encore le FDF – à l'encontre des Flamands ont apporté au moulin des nationalistes flamands plus d'eau qu'ils n'auraient pu en souhaiter. L'actualité, au fil des jours, venait corroborer les analyses et les positions de la N-VA. Tantôt le parti recyclait l'image « des Wallons qui, malgré trente ans de plans d'urgence, ne sont toujours pas arrivés à remettre leur économie sur les rails, avec leur chômage massif et la pauvreté qui en découle, ce qui oblige les Flamands à de lourds sacrifices financiers à travers la Sécurité sociale, alors que l'économie flamande se porte comme un charme ». Tantôt l'accent était placé sur « l'arrogance des francophones qui refusent obstinément d'apprendre le néerlandais et dénigrent les Flamands ». Bref, quand les Flamands n'étaient pas les victimes de ces « Wallons gaspilleurs d'argent », ils étaient les victimes de ces « francophones arrogants ». Le simple fait que l'une des régions les plus prospères du monde se vautre dans un rôle de victime n'est évidemment pas sans soulever certaines questions. Comme Vincent Scheltiens l'a démontré dans son livre, *Met dank aan de overkant*, certains responsables politiques et leaders d'opinions de notre pays recourent depuis plus d'un siècle aux caricatures et aux provocations pour dénigrer « ceux de l'autre côté » et tant les provocateurs que les cibles de la provocation profitent largement du rituel, en ce sens qu'ils passent à la caisse, électoralement parlant, chaque fois que la situation communautaire se tend. Ce phénomène continue plus que jamais ces dernières années, au plus grand profit de la N-VA. Je pense que beaucoup de Flamands sous-estiment la gravité des blessures qu'ont pu infliger les déclarations de dirigeants comme Yves Leterme et Bart De Wever, de la

même manière que beaucoup de francophones sous-estiment le choc que peuvent ressentir nombre de Flamands en écoutant les déclarations de dirigeants comme Olivier Maingain.

En d'autres termes, les années 2007-2014 ont offert sur un plateau de magnifiques opportunités à la N-VA, qui les a saisies sans hésitations. Mieux encore, ce contexte lui a permis de mettre à l'agenda certains dossiers et parfois même d'en exagérer l'importance, et de faire valoir son point de vue. C'est notamment à cause de la N-VA que quasiment toute la Flandre est persuadée que la Cour constitutionnelle a effectivement décidé qu'il fallait « scinder » BHV, ce qui n'est pas le cas. Même si le « confédéralisme » de la N-VA appelle de grandes questions, juridiquement et institutionnellement, et que le parti ne dispose d'aucune stratégie pour le réaliser, ce confédéralisme de la N-VA a fait son lit dans l'opinion publique et la presse flamandes. Beaucoup de Flamands estiment que le confédéralisme est la seule voie possible pour assurer notre richesse et faire fonctionner la démocratie. Mais la réussite de la N-VA n'est évidemment pas qu'une question de chance dans un contexte favorable. Tout aussi cruciales ont été tant la faiblesse des autres partis que la vigueur avec laquelle la N-VA a su valoriser, dans ce contexte, des éléments qui lui étaient favorables.

LA CONCURRENCE ÉLECTORALE

Qu'est-il advenu des autres partis flamands au cours de la dernière décennie ? Après la gloire des années de Guy Verhofstadt, l'Open VLD n'a plus jamais renoué avec les sommets. Le parti s'est repris aux élections locales du 14 octobre 2018, mais il ne compte dans ses rangs aucune figure de proue capable de faire de l'ombre à Bart De Wever. Seul Bart Somers semble en avoir le potentiel.

Le sp.a se trouve dans une impasse depuis dix ans et les élections du 14 octobre 2018 ont été catastrophiques. Il a perdu de nombreuses majorités et des mayorats importants. Groen est désormais le premier parti à gauche, une situation totalement inédite.

Le Vlaams Belang est devenu, lors des élections de 2014, un parti de petite taille, marginalisé, et a disparu des médias. Mais il a obtenu de bons résultats aux élections du 14 octobre 2018. Différents observateurs attribuent ce rebond au discours musclé de la N-VA – de Theo Francken surtout – sur les migrations et l'islam.

Vient enfin le CD&V, dans son rôle de concurrent possible de la N-VA. Avec son partenaire de cartel de l'époque (la N-VA), ce parti a remporté plusieurs victoires électorales en 2004, 2006 et 2007. Mais, au sein de ce cartel, le petit poucet a bien vite pris le dessus. Dans la presse flamande, certains ont écrit que c'était un peu « la queue qui mord le chien ». La N-VA avait un chef, un projet et une stratégie. Côté CD&V, le leadership d'Yves Leterme provoquait déconvenue sur déconvenue à la tête du parti, tandis que le projet et la stratégie baignaient dans le flou artistique. Le cartel casse en 2008, privant le CD&V de toute dynamique. Les années Leterme ont été terribles tant pour le pays que pour le CD&V. Plus rien ne fonctionnait convenablement. Le dossier BHV traînait en longueur. Les réformes socio-économiques souhaitées par beaucoup en Flandre se faisaient attendre. En 2010, les Flamands étaient gouvernés au niveau fédéral par un gouvernement de centre-gauche depuis vingt-deux ans, alors qu'ils avaient voté tout ce temps en majorité au centre-droit. Cette situation alimentait une frustration et une colère croissantes chez de plus en plus d'électeurs. Aux élections de 2010, les Flamands ont alors opté massivement pour le parti incarnant le changement, la N-VA. Le parti de Bart De Wever, lors de ce scrutin, a détourné de nombreux électeurs des trois partis traditionnels – CD&V, Open VLD et sp.a. Un nouveau parti populaire était né. Cette réalité n'a pas été prise en compte, ni en Flandre, ni en Belgique francophone. Pour beaucoup, la N-VA restait un parti dont les électeurs venaient de l'ancienne Volksunie ou du Vlaams Belang et qui était parvenu à attirer quelques autres mécontents. Lourde erreur. A partir de 2010, la N-VA est devenue le porte-voix de nombreux Flamands ordinaires des classes moyennes qui ont choisi en conscience ce qu'ils considéraient comme un projet de changement nécessaire. Pourtant, ces électeurs vont avoir, en 2010-2011, le contraire de ce qu'ils ont demandé : la période de

formation gouvernementale la plus longue de notre histoire. BHV est scindé néanmoins et une grande réforme de l'État est négociée. Mais, sur le front des réformes socio-économiques souhaitées par beaucoup, rien à se mettre sous la dent. Pire encore, le gouvernement n'a pas de majorité côté néerlandophone et est emmené par un socialiste wallon. Beaucoup de Flamands n'ont jamais pu avaler ce scénario et il n'y a rien d'étonnant à ce que la N-VA ait obtenu en 2014 un résultat encore meilleur qu'en 2010. C'est alors seulement que le pouvoir a changé de main et que les Flamands ont obtenu l'alternance qu'ils avaient tant attendue, avec un gouvernement fédéral de centre-droit.

Le CD&V a misé sur le fait que la N-VA se détruirait en participant à un gouvernement fédéral car cette participation l'obligerait à mettre durant cinq années au frigo le cœur de son programme – une Flandre indépendante ou une réforme vers le confédéralisme – alors même qu'elle recevrait des départements horriblement difficiles à gérer comme l'intérieur et la politique d'asile. Aux élections locales d'octobre 2018, la N-VA a certes cédé du terrain dans un certain nombre de villes et de communes, ainsi qu'aux élections provinciales, mais cela ne l'a pas empêché de gagner dans pas mal d'autres villes et communes. Le 14 octobre, Kris Peeters, qui n'est jamais parvenu à se profiler fortement au sein du gouvernement fédéral, a connu la défaite dans l'arrondissement électoral d'Anvers.

LE VOKA

Au sein du mouvement flamand, on a conscience depuis longtemps qu'un projet nationaliste ne peut s'envisager sans un pilier économique. Dès les années 1980 et 1990, les ministres-présidents flamands Gaston Geens et Luc Van den Brande ont veillé à ce que les politiques flamandes mettent largement l'accent sur les préoccupations économiques. Le développement et la croissance de « l'État fédéré Flandre » s'appuyaient sur un pilier économique important, et l'économie flamande profitait pleinement de la façon dont l'autonomie flamande était mise en œuvre. Sur ce plan, Bart De Wever a fait un grand pas en avant supplémentaire. Il a réussi à créer des synergies entre les inquiétudes économiques des entreprises flamandes et de certains scientifiques et journalistes

flamands, d'une part, et la N-VA, d'autre part. Le combat nationaliste a ainsi complètement changé de registre. Le récit nationaliste traditionnel, avec ses mythes et symboles flamands, est passé à la trappe. Désormais, l'enjeu est de préserver la richesse de nos ménages et l'avenir de nos enfants. Intérêts nationaux flamands et intérêts matériels se conjuguent. Le manifeste du groupe de réflexion « In de Warande » marque à cet égard un point de basculement. Lors des scrutins de 2010 et 2014, pour bon nombre d'électeurs, l'enjeu primordial était le socio-économique et non pas l'indépendance de la Flandre. Tout qui était inquiet du bien-être économique de son ménage se devait de voter pour la N-VA.

LES BARBARES

A partir de 2015, la N-VA entame un nouveau chapitre de son histoire. Le « choc des civilisations » devient la nouvelle ligne stratégique du parti. Des termes comme islam, terrorisme et migration sont habilement entremêlés de sorte que, dans l'esprit d'un certain nombre de Flamands, ils finissent par entretenir un lien « naturel » les uns avec les autres. Le parti se pose désormais en défenseur de notre civilisation et de nos valeurs, et contre les « barbares ». Theo Francken manie ce discours « à la baïonnette ». Geert Bourgeois l'emploie aussi, mais avec davantage de sérénité. Mais le cœur de leur dispositif narratif est le même. Des responsables politiques comme Bart Somers (Open VLD), Wouter Beke (CD&V) et Meyrem Almaci (Groen) racontent pourtant une toute autre histoire. Grâce à une stratégie de communication sophistiquée et au moyen d'un discours mâtiné de populisme, le récit de la N-VA continue de pénétrer toujours plus avant la population flamandee. En tout état de cause, les débats – très vifs – en Flandre ces dernières années portent beaucoup plus souvent sur l'identité, l'intégration, l'islam et les migrations que sur les questions socio-économiques. Il semble que là réside une des causes des problèmes rencontrés par le sp.a, très divisé sur l'intégration et la diversité. Pour le Voka et consorts, cette ligne narrative est du pain béni. Plus on parle de ces problèmes, moins on parle de la répartition de la richesse produite entre le travail et le capital.

COMMUNICATION

Je me suis longuement attardé dans ces pages sur la communication de la N-VA, sur sa stratégie et ses techniques, même si le succès de cette formation ne se résume pas à sa communication, loin de là. Le parti de Bart De Wever possède aussi un projet et une stratégie politiques, et peut s'appuyer sur un appareil très professionnel et des mandataires et des cadres efficaces et décidés. En matière de communication, la N-VA a profondément renouvelé le processus politique en Flandre et en Belgique. Elle met en œuvre avec grande habileté les théories d'experts tels que Drew Westen et Jonathan Haidt et passe régulièrement à l'attaque sans le moindre scrupule. Jamais la politique n'a été aussi dure dans notre pays. La N-VA traite aussi la presse et la société civile d'une autre manière. Jamais auparavant des membres du gouvernement ne s'en étaient pris avec une telle violence aux journalistes et aux acteurs de la société civile.

RÉSISTANCE

La presse flamande ne suit plus que de loin ce qu'il se passe en Belgique francophone, et *vice-versa*. La presse francophone ne parle quasiment jamais de la résistance permanente et intense en Flandre contre la politique et le discours de la N-VA. Toute décision ou opération de communication de la N-VA de quelque importance donne lieu à une empoignade sur Twitter. Des organisations de la société civile organisent des actions contre la politique de la N-VA, des experts rédigent des articles d'opinion pour dénoncer sa politique, etc. Le débat est houleux, la lutte incessante. N'oublions pas que 70 % des Flamands ne votent pas pour la N-VA. Toutefois, dans la presse, le débat porte surtout sur les migrations, l'islam et la diversité. Comme je l'ai déjà dit, la vision socio-économique de la N-VA fait beaucoup moins l'objet de discussions dans la presse, probablement parce que l'hégémonie du discours socio-économique libéral est relativement moins contestée en Flandre. En revanche, les opinions sont beaucoup plus nombreuses et partagées sur les questions liées à la diversité et au vivre-ensemble.

EXTRÊME-DROITE OU POPULISME ?

La N-VA est-elle un parti d'extrême-droite ? Les experts sont partagés. Les partis d'extrême-droite sont antidémocratiques et la N-VA n'est pas antidémocratique. Il existe des liens entre certains membres de la N-VA et l'extrême-droite et Theo Francken a même reconnu, dans un débat avec le président du Vlaams Belang Tom Van Grieken, s'inspirer parfois du VB en matière migratoire. La N-VA est souvent autoritaire. Le parti donne aussi très fréquemment dans le populisme, ce qui lui réussit particulièrement bien, pour soigner et conserver son image de parti anti-establishment, alors qu'il siège au sein du gouvernement flamand.

CE QUE NOUS NE COMPRENONS PAS

Beaucoup de Flamands ne comprennent pas plusieurs faits de société importants de la Belgique francophone. Pourquoi le néerlandais n'est-il pas la deuxième langue obligatoire dans l'enseignement wallon, alors que le néerlandais est la langue de la majorité de la population belge (et que sa connaissance ouvre de nouveaux horizons culturels et offre de magnifiques opportunités de carrière) ? Pourquoi suivez-vous davantage l'actualité politique française que flamande ? Un biais qui entraîne parfois des interprétations erronées des sensibilités flamandes, pensez au dossier BHV. Cela vaut aussi dans l'autre sens. Les francophones se posent des questions sur certaines choses en Flandre et la presse flamande ne suit pas assez les développements politiques francophones.

BRUXELLES

Beaucoup de Flamands n'aiment pas Bruxelles. Ils sont incommodés par l'existence des « dix-neuf baronnies », les scandales, le chômage, la pauvreté et le manque de respect pour le néerlandais. Cette image a pu voir le jour d'une part en raison de faits concrets, et d'autre part en raison des stratégies de certains acteurs qui ont intérêt à ce qu'elle se développe. La Flandre sait que Bruxelles ne sera jamais la capitale d'une Flandre indépendante. Je m'étonne que ce fantasme perdure en Belgique francophone. La question est de savoir si les nouvelles équipes communales vont être capables, au cours des six

prochaines années, de créer une rupture, et si ce changement sera perçu par l'opinion publique flamande.

QUATRE SCÉNARIOS

Où va notre pays ? J'ai esquissé quatre scénarios. Le plus probable est selon moi celui du *business as usual*. Même si la réforme de l'État suivante n'est pas à l'agenda pour le moment, dès que la sixième aura été mise en œuvre et digérée, la Flandre sera demandeuse d'une nouvelle négociation. Une septième réforme suivra à une échéance de quelques années, puis une huitième, et ainsi de suite. Étape par étape, l'État fédéral continuera d'être dépouillé tandis que les États fédérés se renforceront. Au final, le fédéral ne sera plus qu'une coquille vide et la Sécurité sociale sera scindée à travers un processus à la fois long et opaque. Ces réformes de l'État, comme les précédentes, seront négociées par une poignée de présidents de partis et leurs collaborateurs, de façon peu transparente pour la population et sans faire suffisamment appel à l'expertise présente dans le pays. Les citoyens regarderont tout cela avec indifférence, en murmurant éventuellement leur indignation, quelques-uns exprimant tout haut leur opposition sur les réseaux sociaux, mais sans plus. La caravane de la rue de la Loi continuera de passer. Dans ce scénario, la révolution copernicienne évoquée un jour par Kris Peeters devient réalité : l'État fédéral est au service des États fédérés, où se concentre l'essentiel des compétences, des budgets et du pouvoir politique.

Serais-je pessimiste ? Je ne crois pas. Pourquoi en serait-il autrement ? Quelles sont les forces qui orienteraient le pays vers une autre méthode de négociation ? Quels acteurs importants dans notre société ne se soumettent pas à l'évaporation prétendument inévitable de la Belgique fédérale ? Sur ce plan, je ne vois rien qui bouge vraiment. En théorie, une nouvelle coalition réunissant des syndicats, des mutualités, des ONG et des scientifiques pourrait orienter le monde politique vers une autre direction, celle par exemple d'une Belgique fédérale renforcée avec des États fédérés forts. Mais qui mettra en place une telle coalition et comment fonctionnera-t-elle ? Comme je l'ai dit, il y a peu de chance

que la Flandre proclame son indépendance, mais la probabilité d'un renforcement de la Belgique fédérale me paraît tout aussi faible. Le scénario d'une série de réformes de l'État négociées par les élites politiques où la Belgique fédérale s'évapore sans beaucoup de protestations me semble donc le plus probable.

COMMENT PARVENIR À UNE PACIFICATION COMMUNAUTAIRE DURABLE ?

Comment concrétiser une pacification communautaire durable ? Certainement pas en partant de l'illusion que tout sera rose quoi qu'il arrive. Mais en se fixant pour objectif de vivre ensemble pacifiquement dans notre pays et d'empêcher que les tensions communautaires aient autant d'impact sur les politiques menées que cela a été le cas ces dernières décennies. Les conditions sont très nombreuses et il me semble que chacun doit commencer par balayer devant sa porte.

Une gouvernance meilleure et démocratique à Bruxelles serait surtout bénéfique aux Bruxellois, mais aiderait également à changer le regard de la Flandre sur Bruxelles. Il faudrait aussi que beaucoup de Flamands laissent tomber leurs préjugés sur Bruxelles. Une relance de la Wallonie et une baisse conséquente du chômage serait surtout bénéfique à ses habitants, mais placerait aussi sous un autre jour le débat sur les transferts et la Sécurité sociale, tout en bétonnant celle-ci au niveau fédéral. Enfin, une étude scientifique sur les transferts historiques de la Wallonie vers la Flandre me semble relever de la nécessité la plus absolue.

Les journalistes de tout le pays devraient se servir de la grille d'analyse de Vincent Scheltiens quand ils décodent les actes et les paroles des dirigeants politiques. Quelles caricatures, quelles images puisées dans un lointain passé les politiciens utilisent-ils à des fins électoralistes, aux dépens de « l'autre » ? Ce décodage existe parfois, mais insuffisamment.

Les États fédéraux ne fonctionnent bien que si les frontières intérieures et le respect des accords visant à protéger les minorités sont reconnus et respectés. J'appelle cela « la loi de Bibi », du nom du scientifique et homme politique hongrois Istvan Bibi qui a fortement insisté sur ce

point dans ses travaux. Le terme « loi » semble fort et c'est bien mon intention, en ce sens que ce principe doit absolument être respecté, sans quoi la fédération ne peut que dysfonctionner. En Belgique, des responsables politiques en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles ne respectent pas cette loi et recueillent les fruits de ce non-respect sur le plan électoral. Ils tirent les marrons du feu. Le respect de la loi de Bibi constitue pour moi une des conditions primordiales d'une pacification communautaire durable.

La mise en place d'un dialogue des mémoires me semble être une autre condition absolument essentielle à une pacification. Dans le cadre de cet exercice, nous accepterions d'écouter et de reconnaître mutuellement nos souffrances et nos peurs. Nous serions également disposés à remettre en question nos propres souvenirs et nos propres opinions. Aussi longtemps que les francophones et les néerlandophones, les Flamands et les Wallons, ne voudront pas regarder leur passé en face et qu'ils ne se livreront pas à un dialogue des mémoires, certains acteurs continueront à instrumentaliser le passé dans leur intérêt, au détriment d'un dialogue adulte entre des personnes et des groupes parlant des langues différentes. Ce dialogue ne peut voir le jour, selon moi, que si la société civile en prend l'initiative avec détermination. L'expertise, nous l'avons. Qui prendra cette initiative ?

BRUXELLOIS, WALLONS, GERMANOPHONES ET FLAMANDS

Il existe dans Bruxelles un projet fort et crédible en phase avec la sociologie de la Région, à savoir la création d'une Région forte qui est *de facto* multilingue, avec le français comme *lingua franca* et le français et le néerlandais comme langues officielles. De nombreux acteurs de la société civile bruxelloise portent ce projet. Tant côté francophone que côté néerlandophone, un certain nombre de responsables politiques bruxellois n'ont pas encore, soit pris la mesure de ce phénomène, soit ne l'ont pas encore accepté et restent bloqués dans les anciens schémas de pensée. Je pense qu'ils n'auront cependant pas d'autre choix que de suivre ce nouveau courant régionaliste bruxellois. Je crois que la structure institutionnelle existante, avec son approche communautaire

qui répondait aux difficultés des années 1970 et 1980, est tellement éloignée de la réalité sociologique actuelle que tant les politiques que les institutions devront à terme s'y adapter.

Pour moi, le projet wallon manque de clarté. La Wallonie reste avant tout un territoire englobant un certain nombre de régions et quelques grandes villes et cette conception pèse lourdement sur la politique de la Région wallonne. Le sous-régionalisme y est une réalité sous-tendue par certaines structures, tant celles des arrondissements électoraux, aux élections régionales, que celles des partis politiques. En outre, la coexistence de la Région wallonne et de la Communauté française crée de l'ambiguïté. Le fait que la Wallonie, en dépit de trente années de plans de reconversion, soit toujours dans une impasse économique, alors que des régions semblables en Europe sont arrivées à sortir de l'ornière, est pour le moins préoccupant. Le plan Marshall a heureusement créé un sursaut, remarqué en Flandre. Mais le *tempo* de la relance reste lent et les scandales comme celui de Publifin ternissent considérablement l'image de la Wallonie. La Wallonie vivra-t-elle une césure institutionnelle, politique et économique au cours des dix prochaines années ?

Les germanophones ont un projet. Ils veulent construire une Région/Communauté. Ils savent que leur État fédéré est petit et qu'il n'a que peu de pouvoirs comparé aux autres, c'est pourquoi ils avancent pas à pas et avec prudence.

La Flandre se porte très bien sur le plan économique, mais le coût humain et écologique de cette réussite est très élevé. On ne compte plus les cas de dépression et de burn-out, la pauvreté est en hausse, sans parler de la pollution générée par les particules fines et les émissions de gaz à effet de serre. Le modèle flamand, macro-économiquement, est une grande réussite, mais il n'est pas durable. En outre, le modèle qui domine actuellement la Flandre en matière de société et de citoyenneté est celui de la N-VA. Cela signifie non pas l'intégration des nouveaux arrivants, mais leur assimilation, ainsi que l'affaiblissement de la société civile. Ces sujets ne font pas consensus actuellement en Flandre. Bien au contraire, ils sont l'objet d'une lutte acharnée. Si la N-VA peut continuer à

donner le ton en Flandre pendant une autre décennie, cette domination pourrait avoir d'importantes conséquences sur le fonctionnement du système politique et de la société flamande en général, avec un impact également sur la Belgique francophone. Que l'on pense par exemple à la place des syndicats, des mutualités et des ONG dans notre société, ou aux contre-pouvoirs comme la presse et des institutions telles qu'Unia.

Quant à savoir si la Flandre prendra effectivement cette direction, cela dépendra avant tout des Flamands mais, comme j'ai tenté de le démontrer, cela dépend aussi en partie des francophones.

ANNEXE

LES GOUVERNEMENTS BELGES (1995-2019)

- Jean-Luc Dehaene 23.06.1995 CVP/PS/PSC/SP
- Guy Verhofstadt 12.07.1999 VLD/PS/PRL-FDF- MCC/SP/Ecolo/Agalev
- Guy Verhofstadt 11.07.2003 VLD/PS/MR/sp.a-Spirit
- Guy Verhofstadt 21.12.2007 Open Vld/MR/ CD&V–N-VA /PS
- Yves Leterme 20.03.2008 CD&V-N-VA /MR/PS/ Open Vld/cdH
- Herman Van Rompuy 31.12.2008 CD&V-N-VA /MR/PS/ Open Vld/cdH
- Yves Leterme 25.11.2009 CD&V-N-VA /MR/PS/ Open Vld/cdH
- Elio Di Rupo 06.12.2011 PS/CD&V/MR/sp.a/ Open Vld/cdH
- Charles Michel 11.10.2014 MR/CD&V/N-VA / Open Vld

LES ÉLECTIONS EN BELGIQUE (1999-2019)

- 13 juin 1999: élections fédérales, européennes et régionales
- 8 octobre 2000: élections locales
- 18 mai 2003: élections fédérales
- 13 juin 2004: élections régionales et européennes
- 8 octobre 2006: élections locales
- 10 juin 2007: élections fédérales
- 7 juin 2009: élections européennes et régionales
- 13 juin 2010: élections fédérales
- 14 octobre 2012: élections locales
- 25 mai 2014: élections fédérales, européennes et régionales
- 14 octobre 2018: élections locales
- 26 mai 2019: élections fédérales, européennes et régionales

INDEX

ABRAMOWICZ, M.	75
ABTS, K.	219
ACCOUNTABILITY	130
ANNEMANS, G.	72
ARISTOTE	262
ASSIMILATION	87, 89, 91, 225, 369
AUTONOMIE	19, 36, 47, 54, 126, 127, 154, 159, 179, 302, 321, 339, 362
BANDES DESSINÉES	204, 205
BATAILLE DES ÉPERONS D'OR	44, 46
BEKE, W.	243, 245, 274, 363
BHV	11, 17, 18, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 55, 100, 101, 151, 153, 191, 192, 199, 252, 263, 316, 348, 349, 358, 360, 361, 362, 365
BIBO, I.	349, 367, 368
BLAIR, T.	61, 245
BONTE, H.	246
BOURGEOIS, G.	84, 92, 93, 166, 171, 256, 363
BRABANT FLAMAND	85, 191, 209, 330
BRUXELLES	6, 10, 11, 20, 24, 25, 26, 29, 35, 37, 42, 44, 47, 48, 49, 51, 52, 53, 55, 100, 103, 104, 114, 115, 116, 118, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 150, 152, 160, 170, 180, 187, 188, 192, 198, 201, 202, 205, 209, 211, 214, 236, 241, 247, 248, 253, 304, 316, 317, 319, 321, 324, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 339, 341, 342, 348, 349, 351, 352, 365, 367, 368, 379, 380, 381, 382, 383
BUELENS, G.	379
CAPRON, H.	55, 56, 107, 152
CDH	244
CD&V	16, 17, 26, 28, 33, 35, 36, 37, 61, 66, 70, 72, 75, 132, 222, 223, 225, 226, 228, 229, 236, 242, 243, 244, 245, 255, 256, 265, 287, 288, 296, 297, 298, 317, 318, 319, 326, 343, 352, 361, 362, 363, 373
CESRW	108
CHARLEROI	10, 56, 104, 109, 112, 113, 114, 160, 170, 179, 381
CHÔMAGE	51, 56, 66, 99, 102, 105, 106, 108, 110, 116, 127, 135, 136, 160, 161, 256, 277, 359, 365, 367
CIRCONSCRIPTION FÉDÉRALE	342, 343
CITOYENNETÉ	80, 87, 93, 124, 167, 354, 369, 381
COMMUNAUTARISME	82, 91
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE	27, 29, 51, 83, 122, 158, 159, 164, 341, 342, 343, 369
COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE	11, 30, 52, 124, 341
COMMUNES À FACILITÉS	25, 27, 190, 191, 348, 349
CONFÉDÉRALISME	34, 35, 36, 37, 38, 64, 240, 360, 362, 379
CONFLIT D'INTÉRÊT	31, 128
CONSEIL D'ÉTAT	19, 92, 122, 172, 200, 348
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA RÉGION WALLONNE	108
CONSERVATISME	63, 75, 161, 290
CONSTITUTION	31, 191, 202, 203, 302, 332, 353
CONVENTION-CADRE POUR LA PROTECTION DES MINORITÉS	167
CONVENTION DE GENÈVE	73, 74, 261, 285
CORDON SANITAIRE	71, 72, 234
CORIJN, E.	131, 139
CORRUPTION	99
COUR CONSTITUTIONNELLE	26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 348, 358, 360
CREVITS, H.	114, 319
CROLS, F.	43, 123, 329
CROMBEZ, J.	246
CVP	35, 70, 102, 312, 373
DE BODE, H.	43, 54
DE CROO, A.	36, 239, 266
DEELSTAAT	115
DÉFI	198, 359
DEHAENE, J-L.	31, 358, 373
DELWIT, P.	75
DEMIR, Z.	86, 87, 301
DESTATTE, P.	107, 111
DESTEXHE, A.	56, 57
DEWAELE, P.	29
DE WEVER, B.	13, 18, 20, 28, 32, 35, 37, 38, 48, 54, 58, 59, 62, 64, 66, 72, 73, 74, 75, 77, 80, 85, 89, 98, 99, 127, 178, 241, 243, 250, 252, 253, 254, 255, 260, 262, 264, 266, 270, 272, 273, 274, 275, 284, 286, 292, 296, 299, 301, 303, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 312, 318, 358, 359, 360, 361, 362, 364
DEWINTER, F.	73
DIALOGUE DES MÉMOIRES	147, 211, 212, 349, 353, 368

DI RUPO, E. 18, 30, 103, 107, 246, 262, 301, 322, 373, 380	INTÉGRATION 76, 80, 81, 83, 87, 88, 90, 91, 92, 93, 94, 167, 226, 229, 230, 261, 278, 279, 305, 354, 363, 369	OPEN VLD 30, 33, 36, 66, 75, 89, 90, 93, 164, 199, 222, 223, 225, 226, 230, 238, 239, 240, 244, 255, 256, 269, 287, 288, 318, 326, 360, 361, 363	SÉCURITÉ SOCIALE 29, 48, 62, 101, 150, 151, 152, 153, 160, 223, 229, 239, 261, 273, 274, 277, 300, 308, 324, 327, 328, 329, 330, 331, 339, 340, 342, 343, 353, 354, 359, 366, 367
DISPOSITIF NARRATIF 39, 84, 258, 262, 263, 264, 266, 267, 276, 289, 290, 298, 320, 363	ITINERA INSTITUUT 324	PACIFICATION 195, 339, 342, 346, 348, 349, 350, 367, 368	SINARDET, D. 75
DOORBRAAK 51, 152, 153, 318	JACOBS, D. 73, 74, 75	PARIS 66, 115, 134, 330	SMINATE, N. 85, 86
DUVIEUSART, J. 32	JAMBON, J. 43, 79, 171, 253, 307, 318	PARLEMENT FLAMAND 10, 30, 71, 72, 85, 114, 124, 173, 182, 199, 238, 329, 330, 331	SOMERS, B. 93, 239, 240, 256, 360, 363
ECOLO 10, 29, 284, 322, 373	LAÏCITÉ 165	PARLEMENT WALLON 112, 113, 173, 322, 323, 350	SOUSSION 78, 298, 299, 300
ELCHARDUS, M. 265	LAÏQUE 164, 165	PEETERS, P. 243, 244, 339, 362, 366	SOUS-RÉGIONALISME 102, 113, 369
ENSEIGNEMENT 6, 51, 52, 56, 83, 89, 92, 114, 116, 135, 136, 139, 141, 142, 158, 159, 160, 162, 164, 165, 187, 190, 224, 227, 246, 260, 276, 291, 296, 299, 321, 341, 365	LAKOFF, G. 169, 260, 262, 267, 268, 269, 270, 271, 288, 309	PÈLERINAGE DE L'YSER 123, 318	SP.A 16, 27, 33, 61, 63, 64, 72, 117, 164, 174, 199, 222, 223, 227, 228, 229, 236, 241, 245, 246, 247, 255, 269, 287, 288, 291, 296, 297, 298, 318, 326, 360, 361, 363, 373
ETHNOCENTRISME 89, 222, 225, 227	LECLERCQ, J. 181	PÉRIPHÉRIE 25, 27, 33, 180, 191, 192, 200, 201, 203, 211, 353	SRIW 105, 110, 111
EXTRÊME-DROITE 51, 73, 74, 75, 76, 234, 236, 365	LETERME, Y. 16, 17, 28, 29, 255, 267, 359, 361, 373, 380	PERMANENCES SOCIALES 174, 175	STRÉPY-THIEU 98, 303
FACEBOOK 80, 86, 236, 241, 291, 298, 304, 309, 311, 321	LIÈGE 6, 10, 56, 109, 110, 112, 113, 114, 117, 161, 170, 171, 179, 248, 310, 381	PESTIAU, P. 55, 56, 57, 327	SWYNGEDOUW, M. 219
FDF 164, 180, 198, 199, 359, 373	LINGUA FRANCA 87, 121, 140, 202, 368	PIB 56, 60, 103, 105, 106, 107, 108, 159	TALEB, NN. 336, 337
FEB 66	LOI SPÉCIALE 150	PISA 83, 158, 159	TOBBACK, B. 246
FGTB 63, 64, 173, 224	LUMINET, O. 381	PLAN MARSHALL 107, 109	TRANSFERTS 31, 42, 47, 48, 49, 50, 56, 57, 98, 99, 147, 148, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 350, 367
FN HERSTAL 172	MAGNETTE, P. 381	PS 16, 17, 18, 19, 29, 35, 42, 55, 63, 64, 79, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 139, 151, 173, 198, 228, 246, 263, 290, 301, 305, 316, 317, 320, 322, 323, 359, 373, 381	TRUMP, D. 66, 265, 267, 270, 271, 275, 301, 337
FRAMING 39, 63, 78, 151, 181, 267, 268, 269, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 296, 299	MAINGAIN, O. 24, 180, 198, 199, 200, 201, 202, 360	PTB 7, 86, 247, 248	TWITTER 80, 241, 270, 275, 278, 291, 297, 298, 301, 305, 309, 311, 320, 321, 364
FRANCE 53, 56, 72, 77, 83, 115, 165, 166, 167, 169, 245, 307, 332	MALY, I. 312	PUBLIC-CIBLE 77, 308	UNION EUROPÉENNE 25, 61, 62, 83, 103, 116, 243, 276, 285, 286, 324, 327, 328, 329, 330, 331, 336, 344, 351
FRANCKEN, T. 73, 79, 84, 92, 125, 201, 235, 237, 253, 265, 266, 272, 288, 289, 296, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 311, 321, 361, 363, 365	MANIN, B. 323	QUAIRIAUX, Y. 170	VAN DEN BRANDE, L. 50, 201, 362
FRONTIÈRE LINGUISTIQUE 6, 7, 24, 25, 34, 140, 154, 165, 170, 179, 180, 181, 195, 198, 203, 210, 323, 343, 349, 350	MARCOURT, J-C. 107	RACISME 70, 71, 73, 74, 82, 83, 215, 277, 301, 306, 381	VAN OVERTVELDT, J. 50
GEENS, G. 50, 86, 362	MAYEUR, Y. 128, 132	RAND, A. 64, 65, 66, 67	VAN PARIJS, P. 128, 323
GERMANOPHONES 10, 11, 368, 369	MÉDIAS SOCIAUX 38, 80, 99, 198, 275, 276, 279, 280, 291, 296, 300, 307, 309, 310, 311, 312, 343, 344	REDÉPLOIEMENT ÉCONOMIQUE 161	VAN ROMPUY, H. 16, 17, 29, 152, 243, 298, 373, 380
GRAMSCI, A. 254, 260, 262	MÈMES 304, 312	RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL 173, 174	VAN VELTHOVEN, H. 383
GROEN 10, 16, 29, 61, 165, 199, 222, 223, 227, 228, 236, 240, 241, 242, 246, 248, 255, 269, 287, 318, 326, 360, 363	MÉMOIRE COLLECTIVE 171, 181, 198, 203, 210, 212, 213, 214	RÉFORME DE L'ÉTAT 18, 30, 33, 61, 100, 115, 124, 126, 132, 133, 150, 151, 188, 200, 230, 242, 245, 318, 321, 325, 326, 327, 332, 339, 344, 348, 351, 352, 359, 362, 366	VERBEKEN, P. 170
GUERRE CULTURELLE 272, 304	MEULEMAN, B. 219	RÉGION BRUXELLOISE 25, 165, 341, 349, 350, 352	VERHOFSTADT, G. 16, 17, 26, 27, 238, 360, 373, 380
HAIDT, J. 237, 267, 268, 272, 364	MICHEL, C. 16, 18, 59, 286, 304, 373	RÉGION FLAMANDE 44, 51, 110, 111, 152, 190, 191, 352	VERMEERSCH, E. 208, 209, 265
HAINAUT 103, 104, 106, 110, 116, 152	MICHEL, L. 34	RÉGION WALLONNE 11, 30, 55, 105, 108, 111, 117, 161, 172, 322, 327, 341, 352, 369	VERMEIREN, R. 43, 46, 48, 152
HANNES, J. 48, 49	MIGNOLET, M. 55, 56, 57, 152	RÉSISTANCE 44, 143, 320, 340, 350, 364	VICE-GOUVERNEUR 136, 137
HÉGÉMONIE 94, 260, 364	MIGRATION 72, 79, 80, 116, 151, 170, 171, 225, 265, 266, 271, 272, 302, 305, 307, 363	RETI 108	VLAAMS BELANG 43, 51, 53, 73, 74, 76, 89, 152, 222, 223, 225, 228, 230, 234, 235, 237, 248, 252, 288, 317, 318, 329, 361, 365
HOMANS, L. 64, 83, 166, 253	MILQUET, J. 28, 31, 131	RUTTEN, G. 238, 240	VLAAMS VREDESINSTITUUT 173
INDÉPENDANCE 24, 25, 26, 37, 44, 49, 50, 57, 101, 115, 123, 178, 198, 319, 329, 330, 331, 339, 363, 367	MOUREAUX, P. 34, 70, 71	SAFAI, D. 84, 85, 86	VOKA 20, 43, 58, 59, 64, 66, 264, 317, 318, 320, 358, 362, 363
	MR 17, 28, 29, 51, 53, 56, 75, 79, 198, 228, 319, 322, 373	SCHELTIENS, V. 147, 178, 179, 203, 359, 367	WESTEN, D. 169, 237, 260, 268, 271, 272, 364
	MUSULMAN 298	SCHILD EN VRIENDEN 75, 76, 304	WEYTS, B. 37, 166
	MUYTERS, P. 58, 190		WITTE, E. 187, 192
	NATIONALISME 54, 59, 73, 75, 82, 99, 192, 222, 223, 225, 316, 318, 325, 352, 379		
	OCDE 83, 158, 159		
	ONKELINX, L. 24		

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

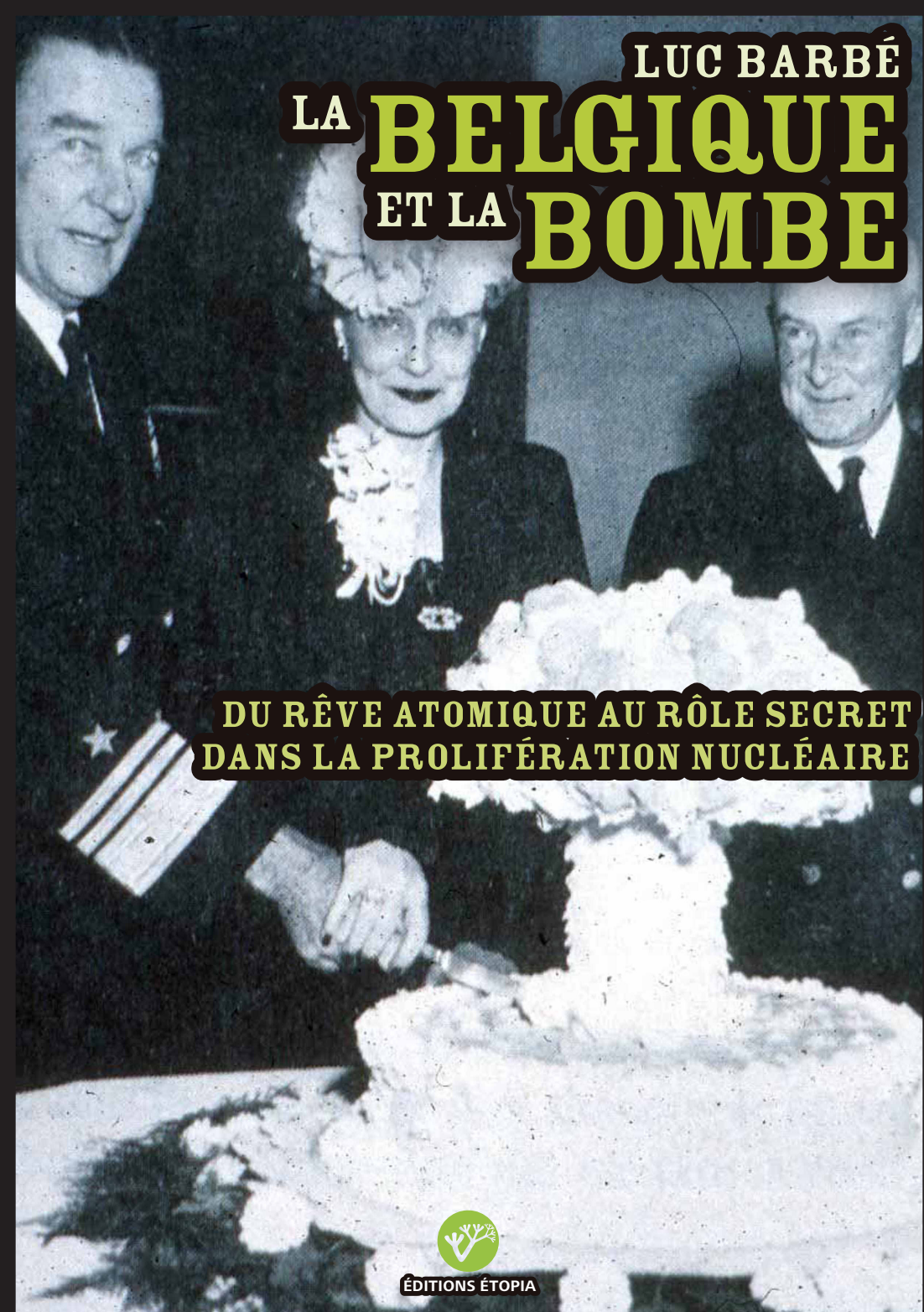
- ABTS, KOEN, SWYNGEDOUW, MARC & MEULEMAN BART (2015), *Het profiel van de Vlaamse kiezers in 2014. Wie stemde waarom op welke partij? Analyse op basis van de postelelectorale verkiezingsonderzoeken 1991-2014*, Leuven, Centrum voor Sociologisch Onderzoek (CeSO).
- ARCQ, ÉTIENNE, DE COOREBYTER, VINCENT & ISTASSE, CÉDRIC (2012), *Fédéralisme et confédéralisme*, Bruxelles, CRISP.
- BLOMMAERT, JAN (2016), *Let op je woorden. Politiek, taal en strijd*, Antwerpen, EPO.
- BOEHME, OLIVIER (2013), *Een geschiedenis van het economisch nationalisme*, Antwerpen, De Bezige Bij.
- BOUVEROUX, JOS (2011), *De barst in België... is er altijd al geweest*, Leuven, Van Halewyck.
- BOUVEROUX, JOS & HUYSE, LUC (2009), *Het onvoltooide land*, Leuven, Van Halewyck.
- BUELENS, GEERT, GOOSSENS, JAN, VAN REYBROUCK, DAVID (2007), *Waar België voor staat. Een toekomstvisie*, Antwerpen, Meulenhof / Manteau.
- CUYPERS, PETER (2002), *Van Gevaert tot welvaart*, Tielt, Lannoo.
- DEBORSU, CHRISTOPHE (2011), *Dag Vlaanderen! Hoe Walen écht leven en denken*, Gent, Borgerhoff & Lamberichts.
- DE COOREBYTER, VINCENT (2008), *Clivages et partis en Belgique*, Bruxelles, CRISP.
- DEHAENE, JEAN-LUC (2012), *Memoires*, Leuven, Van Halewyck.
- DENKGROEP IN DE WARENDE (2005), *Manifest voor een zelfstandig Vlaanderen in Europa*, Brussel, Denkgroep In de Warande.
- DESCHOUWER, KRIS (2009), *The politics of Belgium, governing a divided society*, Hampshire, Palgrave Macmillan.
- DESTATTE, PHILIPPE (2010), *L'économie wallonne dans une perspective historique (1886-2006)*, intervention au colloque "Développement économique, justice sociale et solidarité", Mons.
- DE WEVER, BRUNO, FERRERAS, ISABELLE & VAN PARIJS, PHILIPPE (2018), *Multi-level Nationalism? The Catalan question and its lessons for Belgium and for Europe*, Brussels, Re-Bel e-book.

- FALONY, ROBERT (2006), *Le parti socialiste. Un demi-siècle de bouleversements. De Max Buset à Elio Di Rupo*, Bruxelles, Éditions Luc Pire.
- FONTEYN, GUIDO (2004), *Afscheid van Magritte. Over het oude en nieuwe Wallonië*, Antwerpen, Meulenhof-Manteau.
- GERMAIN, MARC & ROBAYE, RENÉ (2012), *L'état de la Wallonie. Portrait d'un pays et des ses habitants*, Namur, Les éditions namuroises.
- GODDERIS, IDESBALD en HERMANS, ROELAND (red.) (2011), *Vlaamse migranten in Wallonië, 1850-2000*, Leuven, Lannoo.
- GOSSELIN, DERRICK & TINDEMANS, BRUNO (2016), *Thinking futures, Strategy at the Edge of Complexity and Uncertainty*, Tielt, Lannoo.
- GOTTSCHALL, JONATHAN (2013), *The storytelling animal, how stories make us human*, New York, First Mariner Books.
- GOVAERT, SERGE (2009), *Les discussions communautaires sous les gouvernements Verhofstadt III, Leterme et Van Rompuy*, Bruxelles, CRISP.
- GOVAERT, SERGE (2016), *La montée des nationalistes flamands au pouvoir dans les gouvernements fédéraux, 1977-2014*, Bruxelles, CRISP.
- GOVAERT, SERGE (2016), *La participation des nationalistes flamands au pouvoir dans les gouvernements fédéraux, 1977-2014*, Bruxelles, CRISP.
- HENDRIKS, THEO (2012), *No story, no glory*, Utrecht, Bruna Uitgevers.
- HUYSE, LUC (1994), *De politiek voorbij. Een blik op de jaren negentig*, Leuven, Kritik.
- HUYSE, LUC & HOFLACK, KRIS (1995), *De democratie heruitgevonden*, Leuven, Van Halewyck.
- HUYSE, LUC (2003), *Over politiek*, Leuven, Van Halewyck.
- HUWART, JEAN-YVES (2007), *Le second déclin de la Wallonie*, Bruxelles, Éditions Racine.
- JACOBS, ROEL et. al. (2012), *Good morning Beligum*, Wavre, Éditions Mol.
- LAKOFF, GEORGE (2014), *Don't think of an elephant! Know your values and frame the debate*, White River Junction, Chelsea Green Publishing.
- LECLERCQ, JACQUES (1988), *Les Catholiques et la question wallonne*, Charleroi, Institut Jules Destrée.
- LUMINET, OLIVIER (2012), *Belgique-België: un État, deux mémoires collectives*, Bruxelles, Mardaga.
- MADDENS, BART (2009), *Omfloerst separatisme. Van de vijf resoluties tot de Maddens-strategie*, Kapellen, Uitgeverij Pelckmans
- MAGNETTE, PAUL (2011), *Grandeur et misère de l'idée nationale*, Liège, éditions Luc Pire
- MORELLI, ANNE (1996), *De grote mythen uit de geschiedenis van België, Vlaanderen en Wallonië*, Antwerpen, EPO.
- MORELLI, ANNE, DIERICKX, LUDO, LESAGE, DIETER e.a. (1998), *Le racisme: élément du conflit Flamands-francophones?*, Bruxelles, Editions Labor.
- PAGANO, GIUSEPPE, VERBEKE, MIGUEL & ACCAPUTO, AURÉLIEN (2006), *Le manifeste du groupe In de Warande*, Bruxelles, CRISP.
- PITSEYS, JOHN (2017), *Démocratie et citoyenneté*, Bruxelles, CRISP.
- PROCTOR, ROBERT N. & SCHIEBINGER, LONDA (EDS) (2008), *Agnology, the making & unmaking of ignorance*, California, Stanford University Press.
- PS (2010), *Parti socialiste créateur de progrès depuis 125 ans*, Bruxelles, Tournesol Conseils SA / Renaissance du Livre.
- QUÉVIT, MICHEL (1978), *Les causes du déclin wallon*, Bruxelles, Editions Vie Ouvrière.
- REYNEBAU, MARC (1995), *Het klauwen van de leeuw*, Leuven, Van Halewyck.
- REYNEBAU, MARC (2009), *Onze kant van het bed. Mythes van de Belgische politieke crisis*, Leuven, Van Halewyck.
- SCHELIENS, VINCENT (2017), *Met dank aan de overkant, een politieke geschiedenis van België*, Kalmthout, Polis.

- SINARDET, DAVE & HOOGHE, MARC (2009), *Is democracy viable without a unified public opinion. The Swiss experience and the Belgian case*, Brussels, RE-Bel e-book.
- SOMERS, BART (2018), *De strijd om de stad*, Antwerpen/Amsterdam, Houtekiet.
- SWYNGEDOUW, MARC & MARTINIELLO, MARCO (1998), *Belgische toestanden, de lotgevallen van een kleine bi-culturele democratie*, Antwerpen, Standaard Uitgeverij.
- SWYNGEDOUW, MARC & ABTS, KOEN (2011), *Les électeurs de la N-VA aux élections fédérales du 13 juin 2010*, Courrier hebdomadaire du CRISP 2011/40 (n° 2125), Bruxelles, CRISP.
- TALEB, NASSIM NICHOLAS (2007), *De zwarte zwaan, de impact van het hoogst onwaarschijnlijk*, Amsterdam, Uitgeverij Nieuwezijds.
- TALEB, NASSIM NICHOLAS (2010), *Over robuustheid*, Amsterdam, Uitgeverij Nieuwezijds.
- TORMEY, SIMON (2015), *The end of representative politics*, Cambridge, Polity Press.
- VAN DE LOOVERBOSCH, MARC (2015), *De wissel van de macht. Kroniek van een Wetstraatwatcher*, Tielt, Lannoo.
- VAN DEN WIJNGAERT, MARK (2006), *België, een land in crisis, 1913-1950*, Antwerpen, Standaard Uitgeverij.
- VAN DEN WIJNGAERT, MARK (2007), *Democratisering in België, een verhaal zonder einde*, Antwerpen, Standaard Uitgeverij.
- VAN ISTENDAEL, GEERT (1989), *Het Belgisch labyrint, wakker worden in een ander land*, Amsterdam, Arbeiderspers.
- VAN PARIJS, PHILIPPE (2018), *Belgium. Une utopie pour notre temps*, Bruxelles, Académie royale de Belgique.
- VAN ROMPUY, HERMAN (2018), *Anti-memoires*, Amsterdam, Amsterdam University Press.
- VERBEKEN, PASCAL (2010), *La Terre promise. Flamands en Wallonie*, Le Pré Saint-Gervais, Le Castor Astral.
- WESTEN, DREW (2007), *The political brain, the role of emotion in deciding, the fate of the nation*, New York, Public Affairs.
- WILS, LODE (2009), *Van de Belgische naar de Vlaamse natie, een geschiedenis van de Vlaamse Beweging*, Leuven, Acco.
- WILLOCQ, SIMON & KELBEL, CAMILLE (2016), *Un électeur, plusieurs partis? Affinités partisans multiples et vote fractionné*, Bruxelles, CRISP.
- WITTE, ELS, CRAEYBECKX, JAN, MEYNEN, ALAIN (2005), *Politieke geschiedenis van België, van 1830 tot heden*, Antwerpen, Standaard Uitgeverij.
- WITTE, ELS & VAN VELTHOVEN, HARRY (2010), *Strijden om taal. De Belgische taalkwestie in historisch perspectief*, Kapelle, Uitgeverij Pelckmans.
- WITTE, ELS & VAN VELTHOVEN, HARRY (2011), *Les querelles linguistiques en Belgique, le point de vue historique*, Wavre, Editions Le Cri.

**L'ENSEMBLE DES SOURCES DÉTAILLÉES EST DISPONIBLE SUR
WWW.ETOPIA.BE OU SUR SIMPLE DEMANDE À BARBE@TELENET.BE**

DU MÊME AUTEUR



DISTRIBUTIONS EXCLUSIVES :

Belgique :

Interforum

Autres :

Etopia, 52 avenue de Marlagne à 5000 Namur

Tél. : + 32 81 22 58 48 / Fax : + 32 81 23 18 47



etopia_

centre d'animation
et de recherche
en écologie politique

Espace Kegeljan
av. de Marlagne 52
5000 Namur

info@etopia.be
www.etopia.be

ISBN 978-2-930558-21-9

Imprimé en Belgique

Dépôt légal D/2019/11.983/1

Rédaction : Luc Barbé

Traduction: André Verkaeren, avec la collaboration
de Laurent Bayer et de Stéphanie Martens

Corrections : Eric Biérin, Christophe

Derenne et Marc Terwagne

Recherche iconographique : Etopia

Mise en page : metadesign.be

Couverture : © Bas Bogaerts et MeMyself&Mag

Reproduction de photographies : étopia s'est efforcé
d'appliquer les prescriptions légales concernant les droits
d'auteurs et copyright. Quiconque se considère autorisé
à faire valoir des droits est prié de s'adresser à étopia.

Tous droits de reproduction, par quelque
procédé que ce soit, d'adaptation ou de
traduction, réservés pour tous pays.

